هكذا من الاصل

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12450 – 4,20 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   – VENDREDI 8 FÉVRIER 1985

La « promesse dorée » de M. Reagan

C'est un Ronald Reagan en grande forme qui a présenté mercredi 6 février, à Washington le discours annuel sur l'état de l'Union. Un Reagan talentueux, brillant, qui fêtait le même jour son soixante-quatorzième anniversaire et qui a exalté la vision d'une Amérique de la grandeur. Une Amérique à la puissance retrouvée qui peut « apporter la paix » à l'humanité, dont l'exemple devrait être imité aussi bien par les autres nations industrialisées en crise que par les pays en voie de développement écrasés par la récession.

Le président des Etats-Unis n'est pas homme à se laisser effleurer par le doute. Ce qu'il appelle la seconde révolution américaine est à ses yeux « pleine d'espoirs et de possibilités ». Elle devrait porter au-delà de ses frontières la « promesse dorée de la liberté de l'homme ». Cet optimisme sans faille, ce lyrisme, ont naturellement séduit la grande majorité des républicains, les démocrates quant à eux, ne se privant pas d'ironiser.

En ce début de son second mandat, M. Reagan a certes en main des atouts dont la plupart de ses prédécesseurs n'auraient pas osé rêver. Son parti contrôle le Sénat, sa popularité est plus forte que jamais, les démocrates ne savent ni à quel saint ni à quelles idées se vouer pour remonter une pente désespérément glissante. Quant à la direction soviétique, elle se traîne d'une agonie de vieillard à l'autre et supporte [illegible] comparaison avec un exécutif américain ragaillardi auquel l'âge de M. Reagan n'enlève rien de son dynamisme.

« Ron » a surtout pour lui l'incontestable réussite d'une reprise économique qui fait l'envie du monde, même si l'endettement de nombre de pays les fait particulièrement souffrir de la hausse continue du taux du dollar. Les incertitudes ne manquent pas pour autant. Le Congrès acceptera-t-il tel quel le projet de budget présenté lundi dernier par la Maison Blanche ? C'est loin d'être sûr.

Avec vingt-deux sièges sénatoriaux en jeu aux élections de novembre 1986, il est en effet difficile même par les amis de M. Reagan d'entériner à la fois de nouvelles coupes drastiques dans les dépenses sociales et une nouvelle augmentation des crédits militaires. Déjà moins nette que l'équipe présidentielle elle-même ne l'avait souhaité à l'origine, la perspective de réduction du déficit budgétaire risque ainsi de continuer à s'éloigner. Les Etats-Unis peuvent évidemment encore supporter de s'endetter, mais leurs exportations industrielles et agricoles en souffrent gravement, et, à terme, c'est la confiance en leur économie qui pourrait être menacée. M. Reagan s'en est tenu mercredi – et avec quelle force ! – à son credo libéral, mais les meilleures recettes ne sont pas forcément adaptées à toutes les situations.

Il n'est pas non plus évident qu'on puisse tabler à la fois sur une reprise de pourparlers avec l'URSS sur le contrôle des armements et sur le développement du programme de défense antimissile dont l'abandon constitue pour le Kremlin l'objectif principal des pourparlers en question.

Avec beaucoup plus de fougue que nombre de ses propres collaborateurs, M. Reagan a réaffirmé que l'initiative de défense stratégique était l'espoir d'un monde débarrassé de la peur nucléaire. En attendant de savoir si les progrès de la technologie donnent un fondement à ce rêve, la « guerre des étoiles » peut aussi bien donner à Moscou une occasion d'intensifier sa campagne contre la responsabilité des Etats-Unis dans la course aux armements.

(Lire nos informations page 3.)

Le chef de l'opposition rentre à Séoul à la veille des élections

Le principal dirigeant de l'opposition sud-coréenne, M. Kim Dae Jong, qui vivait depuis 1982 en exil aux Etats-Unis, est arrivé ce jeudi 7 février à Tokyo, dernière étape avant son retour prévu à Séoul vendredi. M. Kim Dae Jong regagne son pays quatre jours avant les élections législatives, qui doivent avoir lieu mardi prochain en Corée du Sud.

De notre envoyé spécial

Séoul. – Le président Chun Doo Hwan ayant finalement accédé aux demandes instantes de ses alliés américains, M. Kim Dae Jong, l'opposant numéro un au régime issu de la prise du pouvoir par les militaires en 1980 – et que ces derniers avaient fait condamner à mort pour « *subversion* » – peut rentrer, demain vendredi 8 février, de son exil américain : il ne sera pas remis en prison.

Cela dit, à quatre jours des élections générales qui doivent se tenir le 12 février, il est clair que le gouvernement entend tout faire en matière de maintien de l'ordre et de contrôle des moyens d'information pour que ce retour, qui connaît déjà un retentissement international, tout particulièrement aux Etats-Unis, soit sur le plan national un « non-événement ». M. Kim ne retrouvera pas l'isolement inconfortable des sombres cachots sud-coréens qu'il connaît bien. Mais, pour « *son bien* », pour « *sa santé* » le pouvoir entend lui imposer un régime de « *résidence surveillée* ». Bien que ni cette expression ni celle d'« *assignation à domicile* » ne soient prononcées dans les milieux officiels, il semble difficile d'interpréter autrement les brèves réponses faites à ce sujet, le mercredi 6 février, par le ministre des affaires étrangères, M. Lee Won Kyung, lors d'une conférence de presse.

Interrogé sur le point de savoir si l'ancien chef du Nouveau Parti démocrate (dissous) serait autorisé à reprendre ses activités politiques, le ministre a d'abord précisé que la peine de vingt ans de prison que M. Kim Dae Jong purgeait lorsqu'il fut envoyé en exil en décembre 1982 n'a pas été abolie.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 4.)

Face à la droite et au PCF M. Mitterrand entend « persévérer »

M. François Mitterrand a entamé à Beauvais une visite officielle de quarante-huit heures en Picardie. A l'hôtel de ville, où il a été accueilli par le maire socialiste et président du conseil régional, M. Amsallem, M. Mitterrand a réaffirmé qu'à ses yeux la France est désormais « *sur la bonne voie* ». Le chef de l'Etat devait clore cette première journée à Amiens, ville dont le maire est communiste.

C'est à Beauvais, en 1981, que M. Mitterrand avait lancé la campagne qui devait le conduire à l'Elysée. C'est dans cette ville que le chef de l'Etat a, après le meeting de Rennes la semaine dernière, choisi de relancer ce qui apparaît déjà comme une véritable campagne pour la reconquête de l'opinion, en vue des élections législatives de 1986.

Les arguments utilisés par M. Mitterrand témoignent de cette volonté combative. Ce discours tient en quelques points. En premier lieu, un plaidoyer *pro domo*, une défense et illustration de la politique suivie, notamment en matière économique : celle-ci commençant de porter ses fruits, selon le chef de l'Etat, doit être poursuivie.

En second lieu, une critique des solutions de remplacement qui sont proposées, ici et là, et qui, selon M. Mitterrand, « *ne sont que démagogie, ne reposent sur aucune analyse sérieuse* ».

Enfin, la reconnaissance par le président que le chômage est le point noir de la situation actuelle. Mais ce constat est aussitôt assorti d'une mise en cause : s'il y a chômage aujourd'hui, explique M. Mitterrand, c'est parce que « *le travail de modernisation n'a pas été accompli pendant plusieurs décennies* ».

Ainsi, face à la droite comme face au Parti communiste, M. Mitterrand « *persévère* ». L'héritage d'un côté, la « *démagogie* » de l'autre, devraient inciter, selon lui, le pays à lui redonner sa confiance.

(Lire page 8 l'article de JEAN-YVES LHOMEAU.)

LES VOYAGES DU PAPE
Une Eglise en plein vent

Jean-Paul II est rentré à Rome, le mercredi 6 février, venant d'Amérique latine, au terme du vingt-cinquième voyage de son pontificat. Les nombreux déplacements du pape illustrent son désir de gouverner l'Eglise autrement, *à l'inverse de la conception centralisatrice de ses prédécesseurs.*

Jean-Paul II est un pape de plein vent. Infatigable, il sillonne la planète, depuis le début de son pontificat (octobre 1978), visite et revisite les continents. Inlassable pèlerin, il pne partout où est l'Eglise catholique, partout où sont les grands sanctuaires et la dévotion populaire. Comme s'il voulait rattraper le retard pris par la papauté de naguère, qui se tint trop longtemps, frileuse et recluse, à Rome. Comme s'il voulait aussi confirmer la prophétie que fit un jour Paul VI : « *Vedrete, il mio* successore, quanti viaggi fara ! » *(Vous verrez mon successeur, combien de voyages il fera)* (1).

On voit, et on s'épuise à les suivre, à les dénombrer, à les décrire. En moins de six ans et demi, le pape, désormais moins pontife romain que souverain voyageur, a, par vingt-cinq fois, quitté le Vatican, sans compter les sorties en Italie. Il a déjà visité une cinquantaine de pays.

A ce rythme ce ne sont plus des parenthèses, c'est un système. Une nouvelle manière d'être pape. Et de gouverner l'Eglise. Les voyages ne sont plus des à-côtés de sa mission, des échappées fugitives : ils en sont un aspect essentiel, central. « *Le pape,* dit un proche, *a le projet de faire le tour du monde.* » Et, ajouterons-nous, apparemment de le faire plusieurs fois. Il a l'éternité devant lui : Jean-Paul II est robuste – l'a-t-il assez prouvé ! – et il n'aura « que » quatre-vingts ans en l'an 2000.

Ce pèlerin perpétuel, dont aucune lassitude ne paraît jamais atténuer l'ardeur, n'a, en vérité, pas complètement innové. Après Jean XXIII, qui risqua quelques timides excursions en Italie, Paul VI fut le premier pape des temps modernes à prendre le bâton de pèlerin. Pendant son pontificat, qui dura quinze ans (1963-1978), il fit neuf voyages.

Les voyages de Paul VI lui permettaient d'adresser des messages moins au pays visité qu'à la catholicité entière et, au-delà, à toute la planète.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 10.)

(1) Cité par Jacques Martin dans *Paul VI, et la modernité dans l'Eglise* (Collection de l'Ecole française de Rome, n° 72).

Demain *Le Monde* publiera un supplément de 7 pages

COMMENT ÉTABLIR LA DÉCLARATION DE VOS REVENUS DE L'ANNÉE 1984

MONET, SISLEY, PISSARRO AU GRAND PALAIS
Un pays sans peine

par FRÉDÉRIC ÉDELMANN

Dix ans après l'exposition du centenaire, en 1974, les impressionnistes se trouvent à nouveau réunis à Paris. Le prétexte de cette réunion n'est plus un anniversaire, c'est un thème : le paysage, et, plus précisément encore, le paysage français.

L'affluence de l'exposition de 1974 avait été considérable, lui donnant alors, au box-office de la Réunion des musées nationaux, la seconde place, avec six cent mille visiteurs, après Toutankhamon et son million d'enthousiastes. En matière de peinture, les impressionnistes sont en tout cas les enfants chéris du public et, quelquefois, les seuls connus. On peut s'attendre à nouveau à une pareille affluence.

Pourtant, les dix années écoulées ont été aussi dix années de profond renouvellement des intérêts, dont les impressionnistes paraissaient plutôt absents, sinon bien évidemment à l'occasion d'expositions particulières (Danet, Monet) et des ventes publiques. En particulier, on a vu revenir en odeur de sainteté tout un dix-neuvième siècle taxé d'académisme et accusé, pour une part bien injustement, d'avoir étouffé la naissance de l'impressionnisme.

Depuis 1974 aussi, une crise de la création contemporaine a eu le temps de s'aggraver, mais aussi de se donner une amorce de solution dans un retour à la « peinture-peinture », c'est-à-dire la bonne vieille peinture passée au pinceau sur la toile. Enfin, la notion de paysage a beaucoup évolué avec le refus de l'urbanisme violent d'après guerre et le retour aux « douceurs » du patrimoine. Quelle sera, dans ce contexte, le sort fait aux impressionnistes de 1985 ?

L'exposition « L'impressionnisme et le paysage français » a été organisée conjointement par le Los Angeles County Museum of Art, l'Art Institute of Chicago et la Réunion des musées nationaux. Elle a été montrée pour la première fois à Los Angeles en 1984 au cours d'un Festival olympique des arts. Là-bas, comme aujourd'hui à Paris, elle comportait cent trente-sept numéros, les mêmes œuvres, ordonnées de manière à peu près identique, à quelques inversions de parties près.

A Los Angeles, l'exposition était accrochée sur des cimaises colorées de vert tendre, de rouille, de jaunes et de bleus bucoliques, sous le prétexte pittoresque que les murs des galeries qui les premiers supportèrent les impressionnistes avaient été eux-mêmes colorés. Le Grand Palais, sagement à notre sens, a tout passé au blanc, pas même cassé, et laissé, dans une moitié des salles, la vue libre sur le paysage hivernal parisien.

Si l'on considère les prix qu'atteignent ces peintures actuellement (plusieurs millions de francs pour chacune), l'exposition représente une véritable fortune.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde des livres

Pages 13 à 20

– **Roger Caillois, un cœur pur** : l'article de RAPHAËL SORIN.

– **Voyages à Moscou avec Malaparte, Jean Hugo et Peter Ustinov** : l'article de NICOLE ZAND.

– **Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech** : Souvenirs de CLAUDE MAURIAC et de FRANÇOIS MICHEL.

LIRE

débats

LE SORT DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Articles et lettres nous parviennent chaque jour sur la question de la Nouvelle-Calédonie. Nous publions ici des extraits de ces textes variés, navrés pour les autres de ne pouvoir répondre assez vite à leurs auteurs.

L'exemple de Louise Michel

par DANIEL ARMOGATHE (*)

« *GOU chénéré, gou chénéré* » (moi, amie) ! C'est sur ces quelques syllabes mémorisées qu'une nuit de 1874 Louise Michel aborde un campement indigène de Nouvelle-Calédonie, dans le forêt « du côté de Tendu ». Depuis le mois de décembre 1873 où elle a débarqué sur l'île pour y purger sa peine de déportation — consécutive à sa participation à la Commune de Paris, — elle n'a cessé de s'intéresser aux Canaques. Cela a commencé avec la rencontre de Daoumi, cantinier au bagne de Numbo, à la presqu'île Ducos. Il lui a appris sa première chanson indigène et raconté les légendes des tribus (dont elle tirera la matière de son livre *Légendes et chants de geste canaques*).

Maintenant, elle veut les connaître davantage : « *On ne fait pas 6000 lieues pour ne rien voir et n'être utile à rien.* » Cette nuit-là, elle leur aurait appris à faire la distinction — capitale pour la suite des événements — entre prisonniers politiques et prisonniers de droit commun.

Plus tard, elle organise, pour les enfants, une classe libre, d'abord dans une case, puis en plein air sous les niaoulis, arbres sacrés des tribus, qu'elle a si souvent chantés dans ses vers. Ses écoliers font de rapides progrès ; elle a inventé, pour eux, de nouvelles méthodes d'enseignement, dont une méthode de lecture globale. Ses amis déportés la préviennent du danger qu'il y a à fréquenter les indigènes, et l'administration la sermonne : « *Il ne faut pas parler d'émancipation à ces gens-là. Un jour ou l'autre, cela pourrait être dangereux.* »

« *Je compris... Les Canaques devaient rester des brutes. Il était défendu d'ouvrir leur intelligence. Pauvres sauvages !* » Mais Louise passe outre. Au Théâtre des déportés, où l'on représente des pièces très « *bourgeoises* », elle projette de faire entendre de la musique locale avec « *branches de palmier remuées, bambous frappés, notes d'appel tirées d'un coquillage en forme de corne* » et de faire jouer une pièce canaque ; c'est un tollé parmi les communards !

Mais voici qu'éclate, en 1878, une grande insurrection indigène, dont le mobile anticolonialiste est avéré : accaparement de terres, vexations, rapt d'une femme, etc. S'il n'est pas certain, comme le veut la légende, que Louise Michel ait aidé les révoltés à couper les fils du télégraphe de l'île, il est évident qu'elle est, idéologiquement, de leur côté, (« *comme j'étais avec le peuple de Paris, révolté, écrasé et vaincu* »). La colonie prend peur, et les déportés prêtent main-forte à l'administration, qui réagit durement.

La fille du « roi du nickel »

Le chef des insurgés, Ataï, à qui, en un geste symbolique, Louise avait offert son écharpe de communarde, est tué ainsi qu'Andia, le *takata* (sorcier) albinos « *aux yeux pleins de lueurs* ». « *Qu'on en termine avec la supériorité qui ne se manifeste que par la destruction* », commente Louise, qui donne de la mort des indigènes un récit exalté (détail macabre, les autorités envoient la tête d'Ataï à Paris pour être montrée à l'Exposition universelle !). Seule — avec un autre déporté, Ch. Malato, aussi « *ensauvagé* » qu'elle, — Louise condamne sans appel les exactions et expédie à Paris et en Angleterre des journaux clandestins qui divulguent le massacre. Fait exceptionnel pour l'époque, sa ligne politique penche vers l'indépendantisme, les émancipations nationales et raciales : Noirs des Etats-Unis, Crétois et même Kabyles, dont elle rencontre un représentant en Nouvelle-Calédonie.

Lorsque, au début de 1879, elle est autorisée à exercer son métier d'institutrice à Nouméa, Louise scandalise encore, en faisant chanter *la Marseillaise* à ses élèves sur la place des Cocotiers et en se heurtant de front aux représentants coloniaux (elle a, dans sa classe, la fille de Viardot, « roi du nickel »), qui lui rendent bien son hostilité : son poste est supprimé. Quand elle quitte l'île après la loi d'amnistie, ce ne sont pas les colons qui la regrettent, mais la foule des Canaques massés sur le quai de l'adieu, à qui elle lance la promesse d'un hypothétique retour.

Il est difficile de juger la portée réelle de son action envers les indigènes, mais elle n'est peut-être pas étrangère aux mesures que le délégué de Nouvelle-Calédonie préconise dans un rapport au Conseil supérieur des colonies (mars 1885), qui insistent sur la résolution du problème agraire et sur l'organisation d'une instruction gratuite et obligatoire pour les Canaques, avant d'évoquer la question militaire. Comme Hamlet dit de l'esprit de son père : « *Bien travaillé, brave taupe !* », ainsi l'exemple de Louise a pu jouer un rôle souterrain.

Louise Michel s'est passionnée pour les Canaques, parce qu'ils sont « *l'autre* », et qu'elle aussi, bâtarde et réprouvée, parle d'une position autre. Ce n'est pas de la simple curiosité pour eux. Elle les « *comprend* ». Ce faisant, elle ouvre la voie au respect des races. Elle recueille un bon matériel ethnographique : mythes comparés, langues, musique (elle découvre le quart de ton), notations sociologiques, et même observations botaniques et zoologiques, mais elle n'est pas ethnologue. Il lui manque cette sérénité qui est l'apanage de la science. Fort heureusement peut-être.

Car l'expérience calédonienne est, pour elle, de l'ordre de l'ivresse poétique. Elle a vécu esthétiquement le bannissement, comme on peut le voir dans son livre de poèmes *les Océaniennes*, qu'elle dédie aux indigènes. Quand tous ces compagnons de déportation se laissent aller au désespoir, elle trouve en terre canaque un théâtre à la mesure de ses *ambitions — et de sa légende, — un* espace où inscrire quelque chose de son cœur impatient et fertile.

(*) Enseignant à l'université d'Aix-Marseille-II.

TÉMOIGNAGE

Le passage

NOUS ne sommes bien ici que de passage. Puissent tous les fonctionnaires métropolitains en service en Nouvelle-Calédonie pour trois ans, voire six, s'en convaincre et en mesurer, avec honnêteté et humilité, les limites, les avantages et les contradictions.

De passage, les administrateurs, jouant l'éloignement plus que l'aventure, pour leur carrière.

De passage, les employés des divers services publics, gagnant l'illusion d'une autre vie, grâce à des deniers sinon immérités, du moins distribués avec largesse.

De passage, plus ici qu'ailleurs, les enseignants soucieux ou non de la fécondité du grain semé, certains ignorant tout de la réalité humaine qu'ils malaxent, interprètent, dénigrent, aiment ou envient, selon leur ambition, leur curiosité ethnologique, leur compétence, leur indifférence et leurs sensibilités diverses.

De passage encore, dans les fêtes locales, coutumières ou autres. Peu d'entre nous, sans aucun doute, se sont « commis » à vider quelques bouteilles avec des Mélanésiens, se disant ensuite qu'elles scellaient une fraternité toute ponctuelle, parfois. Beaucoup, en revanche, ont assisté, avec ou sans appareil photographique, à des réjouissances. Touristes, passants aveuglés par la différence...

Ainsi avons-nous subi, spectateurs impuissants, paniqués, hostiles ou simplement stupéfaits, l'explosion brutale de la revendication indépendantiste.

Une population autochtone que l'on croyait affable, juvénile, joueuse, respectueuse, incapable de violence sauf sous l'empire de l'alcool, était soudain devenue génératrice de diables noirs des brousses, assoiffés d'exactions *gratuites*...

Que peut-elle ressentir, cette population indigène, au-delà de sa nonchalance de prime abord ?

La plupart, vivant dans des cases, à deux pas d'un océan prodigue, dans une végétation luxuriante, n'ayant aucun souci des intempéries, des ressources vitales, dans un système communautaire tribal complexe, peuvent-ils éprouver autre chose que des sentiments mélangés à l'égard de Blancs venus de si loin, avec le *souci du travail, de la ponctualité*, du gain, des vacances, de leur culture, du confort ménager, de l'utilitarisme ? Leurs questions sont là pour nous le prouver.

Notre rôle de passants privilégiés devrait pouvoir être de favoriser les échanges, de les alimenter pour élargir le champ des *évolutions possibles de cette société*, en même temps que celui de notre propre expérience.

Quant à décider de l'avenir de ce pays au même titre que ses habitants, il ne saurait en être question.

Que certains aient eu envie de fuir, de réprimer, d'autres de comprendre, tous, nous nous retrouverons à nos postes, au mois de mars, la sympathie — au sens premier du terme — plus vive, ou le désintérêt, voire le mépris et la méfiance, plus tenaces...

CHRISTINE STURLESI et MANUEL DUVAL,
enseignants
Lifou - Îles Loyauté (Nouvelle-Calédonie).

COURRIER DES LECTEURS

Pour la partition

La seule solution possible, dans l'état actuel des choses, c'est la partition. Pour l'instant, personne n'en veut à commencer par les indépendantistes. Mais tôt ou tard, il faudra y venir si l'on veut éviter un affron*tement sanglant entre les deux com*munautés (...) et une tragédie aux conséquences incalculables. Comme le disait Churchill à propos du régime parlementaire, la partition, c'est la plus mauvaise des solutions à l'exclusion de toutes les autres.

JEAN MALRIEU
(Triel-sur-Seine).

Pour la double nationalité

Le projet Pisani cherche à dépasser le dilemme actuel par une formule d'indépendance-association, recueillant l'accord de tous. Mais il enferme une grande partie des Calédoniens dans un nouveau dilemme en les obligeant à choisir entre la nationalité calédonienne et la nationalité française, en cas de création de l'État associé.

Les résultats sont largement prévisibles, et d'ailleurs prévus, par le projet lui-même : la grande majorité *des non-Canaques préféreront* conserver la nationalité française. Tôt ou tard, certains décideront de partir, s'ils le peuvent (que deviendront les Wallisiens et Futuniens ?). Ceux qui resteront se retrouveront étrangers dans leur propre pays, malgré le statut de résidents privilégiés.

L'obligation d'opter entre les deux nationalités *suffit* à changer l'équilibre des forces et à donner le pouvoir politique à la communauté mélanésienne, ce qui entraînera sans doute le triomphe électoral des forces « indépendantistes ». Mais peut-on encore parler de société pluri-ethnique ou multicommunautaire *s'il n'y a plus qu'une communauté* nationale et des communautés étrangères, résidentes mais dépourvues de droits politiques.

La seule façon de sauvegarder un authentique caractère multicommunautaire de la société calédonienne serait de conférer à tous ses membres actuels la nationalité du futur État associé, ce qui n'est possible et envisageable pour certains que s'ils conservent simultanément la nationalité française. Dans un régime démocratique, la vraie garantie des droits et libertés individuelles s'attache *toujours aux droits politiques* et non à la « protection » d'un État étranger, fût-il associé.

A mon sens, l'esprit de l'association entre les deux États devrait postuler la double nationalité de leurs ressortissants. Il s'agit d'une garantie fondamentale qui devrait être négociée ou, éventuellement, accordée unilatéralement par la France à tous les Calédoniens sans discrimination.

Il n'y a même pas à faire preuve d'imagination pour avancer cette formule, qui n'a rien d'exceptionnel dans le monde actuel (un article du *Monde* du 9 janvier indique qu'elle s'applique aux îles Cook, associées à la Nouvelle-Zélande).

Mais sans doute dérangerait-elle les calculs politiques de certains. L'avenir des sociétés multicommunautaires paraît bien sombre comme en témoignent trop d'exemples récents.

JEAN-CLAUDE DOUENCE
(Pau).

Rechercher un consensus national

(...) Une situation aussi délicate que celle qui prévaut actuellement exige des hommes politiques la *capacité de dépasser la frontière qui* sépare la majorité de l'opposition et de participer loyalement et sans arrière-pensée à la recherche d'un compromis ; compromis qui puisse permettre à la fois à la France de réaliser dignement une inéluctable et tardive décolonisation et de sauvegarder sur place l'intérêt de celles *et de ceux qu'elle a, au cours des* dernières décennies, encouragés à s'installer et auxquels elle a promis la sécurité sur ce territoire.

Je ne trouverai pas inconvenant, mais au contraire fort responsable et digne d'hommes d'Etat, que le gouvernement de la France et les leaders de l'opposition se concertent *sans éclat à ce sujet*, mettant ainsi en sourdine des divergences qui ne peuvent qu'apparaître artificielles en regard de l'intérêt et du rôle historique de la France.

GERARD DENECKER
(Brive).

Colonies de peuplement et territoires administratifs

(...) Il me paraît justifié d'arguer ici d'une vieille et réelle distinction, s'agissant des anciennes colonies françaises (et vous admettrez, je l'espère, que la Nouvelle-Calédonie en est une, à part entière), entre les « colonies de peuplement » et les simples territoires administratifs. La Nouvelle-Calédonie a été une colonie de peuplement, initialement pour des forçats et des relégués. Djibouti n'en fut jamais une : ce n'est qu'un port, point d'attache pour quelques troupes de marine et accessoirement de l'armée de terre et de l'aviation, où le commerce n'a jamais vraiment prospéré, faute d'arrière-pays prospère (l'Ethiopie étant vraiment trop pauvre), sans la moindre agriculture, sans industrie, sans ressource touristique. D'où découle une importante différence quant à la qualité des résidents français. Ceux qui sont installés en Nouvelle-Calédonie depuis moins de trois ans ont d'autres facultés d'attachement à cette île que les Djiboutiens d'occasion, qui n'avaient d'autre motif d'y vivre que l'appât des *primes élevées ou le hasard* d'une carrière aventureuse au contact d'un « bout du monde » géographique et ethnique (...).

E. HARTMANN,
agrégé d'histoire (Paris).

Les dangers du mot « caldoche »

Le mot « caldoche » a été inventé il n'y a pas longtemps par une fille mélanésienne du député indépendantiste Lenormand. Il est péjoratif, cela va de soi, et frappait comme une taloche, d'où son essor chez les indépendantistes puis la difficulté de se débarrasser de ce surnom gênant chez les Calédoniens jusqu'alors appelés *Zoreilles* pour ceux qui sont nés en métropole ou Niaoulis pour ceux nés en Nouvelle-Calédonie.

Qu'une certaine presse favorable d'esprit à l'indépendance s'en soit *emparée, c'était bien mauvais signe* pour mes frères Calédoniens. Je l'ai tout de suite entendu comme : « Caldoche va faire ta valoche ».

Du discours de M. Pisani j'écrirais seulement qu'il est irréel et pavé de bonnes intentions. Le mot résident privilégié dont il affuble les habitants de Nouméa est aussi dangereux que celui de caldoche. Tout cela est bien moche.

Mais les médias titreraient-ils un jour : « Les Amerloques et les Soviétiques », sans penser à ce qu'ils impliquent par ces mots. Ont-ils titré : « Les Français et les Boches », sans comprendre ?

JEAN-PAUL BOURGEAU
(Larchant).

Le consentement « des » populations

(...) Il convient de remarquer, ce qui ne semble pas avoir été fait par les commentateurs, que, pour la cession d'un territoire, l'article 53 de la Constitution impose le consentement « *des* populations intéressées ». *L'article 53 emploie le pluriel.* Cela signifie qu'il peut y avoir plusieurs catégories de population concernées par l'accession à l'indépendance. Dès lors, il est conforme à l'esprit de l'article 53 de prévoir des conditions différentes pour l'inscription sur les listes électorales, compte tenu des particularités de chaque catégorie de la population.

GEORGES MALEVILLE,
conseiller d'Etat honoraire.

Si des Canaques débarquaient chez nous...

(...) Pourquoi ces messieurs les anti-indépendantistes ne nous disent-ils pas qui a invité, et sur quelles bases, la France en Mélanésie ? Si des Canaques bien armés avaient débarqué chez nous, colonisé nos terres, imposé leur langue et leur religion, comment appellerait-on les Français indigènes partisans de voir leur sol exploité et régi par des Canaques, souvent fraîchement débarqués ?

Il me semble qu'une situation voisine s'est produite vers juin 1940, sauf que les envahisseurs étaient bien plus sauvages que les « anthropophages » du Pacifique, et leurs collabos, bien plus méprisables de ce fait. Ce n'est pas parce que le brigandage colonial se poursuit depuis *cent quarante ans qu'il a cessé d'être* une infamie et un déshonneur, même si quelques avantages matériels et technologiques ont tenté de compenser une faible part des injustices commises.

HENRI GAMBOURG
(Paris).

La caution du diable

Ainsi, M. Roland Dumas a remarqué le 23 janvier que la visite de M. J.-M. Tjibaou en Australie a permis au gouvernement de ce pays de prendre position de façon complète et positive sur le plan Pisani. Il *se réjouit* de l'attitude des pays de la région et des grandes capitales du monde qui comprennent et approuvent les efforts du gouvernement français en Nouvelle-Calédonie.

Voilà une bien curieuse démarche : rechercher la caution des pays étrangers, dont on connaît la sollicitude touchante pour tout ce qui concerne le désengagement colonial... des autres, et singulièrement celle de l'Australie dont on soupçonne les visées intéressées, n'est-ce pas rechercher la caution du diable (...) ?

JEAN A. CORDIER
(Paris).

Le point de vue des Verts allemands

(...) Dans un télégramme de solidarité adressé au FLNKS le 27 novembre 1984, nous avions déploré que le gouvernement français n'ait pas tiré les conséquences des aventures vietnamienne et algérienne et nous avions condamné l'envoi de renforts policiers et militaires en Nouvelle-Calédonie.

Depuis lors, Eloi Machoro et Marcel Nonnaro sont tombés sous des balles françaises. Le plan du commissaire Pisani, même s'il devait, par miracle, être accepté par toutes les parties concernées, laisserait aux riches colons blancs le soin de gérer les affaires intérieures en Nouvelle-Calédonie et conserverait à la France le ressort des affaires extérieures et militaires. Autrement dit, ce plan propose un *statu quo ante*, comme si le FLNKS n'existait pas, comme si deux dirigeants indépendantistes n'avaient pas été abattus par le GIGN.

L'aveuglement de cette politique française ne trouve qu'une explication : la France s'enlise sous le fardeau de sa force de frappe. En métropole, les anciens et nouveaux pauvres peuvent crever de faim et de froid, les finances de l'Etat sont dévorées par le budget militaire. En Europe, Mitterrand veut imposer aux Allemands, Italiens, Belges, Hollandais et, demain, aux Espagnols, les fusées américaines, contre la volonté d'une très large majorité des populations concernées, afin de « sauver » les Pluton. Et, dans le Pacifique sud, la France accentue son aventurisme et son militarisme pour « sauvegarder » Mururoa et ses essais nucléaires, ce qui exclut, implicitement, toute concession à Nouméa.

DOROTHÉE PIERMONT,
représentant (Verts allemands) à l'Assemblée européenne,
MILAN HORACEK,
député (Verts) au Bundestag,
ULI TOST,
membre du comité directeur des Verts allemands.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

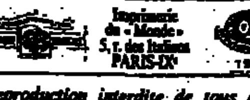
Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant,*
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1983

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. — SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

هكذا من الأصل

étranger

AMÉRIQUES



Etats-Unis

LE DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION

M. Reagan exalte avec talent une Amérique forte et sûre d'elle-même

De notre correspondant

Washington. – Si vous êtes président des États-Unis et que vous décidez de prononcer le discours annuel sur l'état de l'Union le jour de votre soixante-quatorzième anniversaire, que se passe-t-il ? Immanquablement – simple question de courtoisie et de tradition, – cent sénateurs et quatre cent trente-cinq représentants entonnent en chœur : *« Happy birthday to you, Mr. President »*, tandis que vous quittez la tribune du Congrès.

Bien droit dans l'axe des caméras de la télévision, vous souriez avec un attendrissement d'autant plus communicatif qu'il n'est pas feint, et toute la cérémonie officielle prend alors un air de fête de famille – de cette grande famille de l'Amérique optimiste, garante du bonheur du monde, forte et sûre d'elle-même et de ses vertus, que M. Reagan a une fois de plus exaltée avec talent mercredi 6 février. On aime ou on déteste : cela ne fera en tout cas pas fléchir un indice de popularité qui va vers les sommets, et cela est important, car ce discours sur l'état de l'Union, premier du second mandat, avait valeur de programme pour les quatre prochaines années.

Plus clairement que jamais, le développement des recherches sur la « guerre des étoiles » sera une priorité. Lundi dernier, le président américain avait, dans son projet de budget, réclamé 3,7 milliards de dollars de crédits pour ce programme, et il a réaffirmé, mercredi, que son initiative de défense stratégique représentait la *« plus grande possibilité d'espoir de l'âge nucléaire »*, car elle était une *« meilleure voie »* que la dissuasion pour *« éliminer la menace »* d'un déclenchement de l'Apocalypse.

La « dictature sandiniste »

Cette idée d'un bouclier d'armes spatiales défensives destinées à empêcher une attaque nucléaire contre le territoire américain n'est *« pas bien comprise »*, a reconnu M. Reagan, mais seulement pour répondre aussitôt aux critiques dont elle est l'objet. L'IDS portera la guerre dans l'espace ? Au contraire, son objectif est de *« détourner la guerre des cieux comme de la surface de la terre »*. Elle coûtera cher ? *« Peut-être, mais elle pourrait sauver des millions de vie et, en fait, l'humanité elle-même. »* Elle conduira l'URSS à se doter d'un système semblable ? Les Soviétiques *« ont déjà des défenses stratégiques qui surpassent les nôtres (...) et un programme de recherches couvrant sensiblement les mêmes domaines technologiques que ceux que nous explorons »*. Il faudra du temps avant d'aboutir à des résultats probants ? La réponse à cela est : *« Commençons ! »*

Pas un mot, tout au long de ce développement, sur la totale opposition de Moscou au programme IDS et du blocage qu'il pourrait peut-être susciter dans les négociations soviéto-américaines sur le contrôle des armements qui doivent s'ouvrir le 12 mars à Genève. La reprise de ces pourparlers n'est d'ailleurs évoquée – implicitement seulement (*« Notre détermination à préserver la force de notre défense a poussé l'Union soviétique à revenir à la table des négociations »*) – et seulement pour appeler le Congrès à ne pas freiner l'effort de « modernisation » de l'armement américain et à ne pas refuser en particulier les crédits demandés pour le missile M.X.

« Nous n'avons, dit ainsi M. Reagan, *de complexe militaro-industriel que jusqu'au moment du danger* (car) *il devient alors l'arsenal de la démocratie. »*

Sur le Nicaragua, second grand chapitre de politique étrangère, la sereine fermeté du propos est la plus nette encore, plus frappante surtout car le président n'ignore pas que si l'IDS suscite des doutes, à Washington, au sein même de son équipe, l'aide à la guérilla anti-sandiniste est, en revanche, profondément impopulaire au Congrès. *« Nous devons,* n'en dit pas moins M. Reagan, *ne pas perdre la confiance de ceux qui risquent leur vie – de l'Afghanistan au Nicaragua – pour défier l'agression soutenue par les Soviétiques. »* Avec le *« plein soutien du bloc soviétique et cubain »*, poursuit-il, la *« dictature sandiniste »* ne bafoue pas seulement les libertés au Nicaragua même, mais elle soutient aussi les *« attaques des terroristes communistes »* contre les Etats voisins de la région. L'appui aux *« combattants de la liberté »* est donc, déclare M. Reagan, une question d'*« autodéfense, totalement compatible avec les chartes de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains »*.

Cet argument de l'autodéfense avait déjà été employé par le président américain lors de la récente visite à Managua du premier ministre iranien, mais il prend, en cette occasion beaucoup plus solennelle, un tout autre poids. Il signifie que la Maison Blanche continuera à ignorer toute forme de pression internationale tendant à faire cesser la *« demie-guerre »* que les Etats-Unis mènent contre le Nicaragua par *« contras »* interposés et ne renoncera pas à essayer d'obtenir du Congrès les crédits dont elle a besoin pour cela.

L'argumentation politique est sans appel : *« Je veux travailler avec vous à soutenir les forces démocratiques dont la lutte est liée à notre propre sécurité »*, dit aux élus des deux Chambres M. Reagan, après leur avoir expliqué qu'*« à l'étranger, nous ne pouvons pas nous comporter en innocents dans un monde qui ne l'est pas »*.

Dans ce monde dont il évoque les *« plus de trois milliards »* d'habitants vivant dans la misère des pays en développement et sous la coupe, souvent, de *« dictatures qui les accâblent d'impôts et qui sont corrompus »*, l'Amérique se doit, affirme-t-il, de *« se tenir* [appel aux crédits d'assistance] *aux côtés de ses alliés démocratiques »* et *« d'entretenir, défendre et diffuser les idéaux de liberté et de démocratie partout où elle le peut »*. *« C'est notre mission,* dit-il, car *les victoires contre la pauvreté sont plus grandes et la paix plus sûre »* là où sont garanties les libertés et celle d'entreprendre et parce que le *« succès économique de l'Amérique est le succès de la liberté qui peut être répété cent fois dans cent pays différents »*.

Au passage, M. Reagan presse l'ensemble des partenaires commerciaux des Etats-Unis de se joindre à eux, l'année prochaine, dans un nouveau « round » de négociations commerciales, mais s'il ne précise pas mieux comment étendre les recettes de son libéralisme économique au monde, il est implicite que, pour lui, cette volonté donne une dimension morale à son refus de laisser s'étendre le système soviétique. Lutter contre le communisme, lutter pour les « idéaux » de l'Amérique c'est lutter contre la pauvreté et pour le bien-être et la preuve en est (*« Nous avons fait ce que nous avons promis et nous sommes de nouveau un grand géant industriel »*) le très flatteur bilan tiré, en introduction, de la réduction du rôle économique de l'Etat « commencée » en 1981.

On pourrait estimer que, depuis cette date, les Etats-Unis ont au contraire, joué un rôle économique formidable par le biais des dépenses militaires et du déficit budgétaire ou s'interroger sur la hausse de l'indice de pauvreté pendant le premier mandat, mais ce n'est pas là la vision développée par M. Reagan. A ses yeux, les excellents résultats auxquels il est parvenu sur les fronts de la croissance, du chômage et de l'inflation ne sont *« qu'un début »* et les Etats-Unis sont maintenant à la veille d'une *« seconde révolution américaine d'espoir et de possibilités »*.

Non seulement, donc, on n'infléchit pas le cap, mais le projet de réforme fiscale dévoilé en décembre dernier sera présenté dès cette année au Congrès et proposera un abaissement du taux d'imposition à un maximum de 35 % ; la réduction du déficit budgétaire ne se fera pas par l'augmentation des impôts, mais par la poursuite de la croissance et la diminution des dépenses publiques ; la déréglementation sera amplifiée ; on travaillera au lancement d'une station spatiale habitée dans les dix ans ; et on continuera à essayer de renforcer les valeurs familiales traditionnelles, notamment, demande M. Reagan au Congrès, en interdisant l'avortement.

« Réactionnaires et non pas progressistes » parce qu'elles détruisent le respect de soi-même et accroissent la dépendance, les aides sociales tendront enfin à être remplacées par des mesures permettant aux minorités d'atteindre un complet *« pouvoir économique »*. M. Reagan pense en particulier à autoriser, durant les mois d'été, l'embauche de jeunes de moins de dix-neuf ans au-dessous du salaire minimum garanti.

Le Congrès a applaudi le président et les batailles parlementaires vont maintenant commencer – sur le budget, les dépenses militaires, l'aide aux *contras*. Sur tout ou presque...

BERNARD GUETTA.

● *M. Paul Kirk nouveau président du Parti démocrate.* – M. Paul Kirk, avocat proche du sénateur Edward Kennedy, a été élu vendredi 1er février président du Parti démocrate, dont le comité national était réuni à Washington pour la première fois depuis l'écrasante défaite subie par M. Walter Mondale à l'élection présidentielle. M. Kirk, assistant pendant huit ans du sénateur Kennedy et l'un des dirigeants de sa campagne pour l'investiture démocrate à l'élection présidentielle de 1980, bénéficiait du soutien de la centrale syndicale AFL-CIO, dont l'appui semble avoir joué un rôle essentiel dans son élection. – (AFP).

Tollé autour du budget

De notre correspondant

Washington. – Lorsqu'un chef d'Etat présente un projet de budget avec des coupes dans toutes ou presque les dépenses civiles et une augmentation parallèle des crédits militaires, le tollé ne peut être que très grand et M. Reagan lui-même n'échappe pas à ce désagrément.

Les groupes de pression se sont rangés en ordre de bataille : les élus républicains font la grimace ; les démocrates attisent les tourbillons de la tempête et même les milieux patronaux montent au créneau.

Depuis, la Chambre de commerce des Etats-Unis jusqu'à la Business Roundtable, qui regroupe les patrons des deux cents plus importantes sociétés américaines en passant pas l'Association nationale des industries de transformation, les PDG font chorus : il faut diminuer aussi, disent-ils, l'enveloppe accordée au Pentagone, faute de quoi l'ampleur du déficit budgétaire menacera la reprise économique.

Tout cela était prévu, tout comme l'était la souriante certitude de convaincre dont M. Reagan a une fois de plus fait preuve en citant à deux reprises l'Evangile pour mettre Dieu du côté de ce vieil adage qui recommande de *« préparer la guerre si l'on veut la paix »*.

C'est son directeur du budget, M. David Stockman, qui a créé, lui, la vraie surprise.

Déposant, mardi 5 février, devant la commission budgétaire du Sénat, M. Stockman a, en effet, suscité des mouvements divers dans les travées et de gros titres dans la presse en lançant une violente attaque contre le système de retraite dont bénéficient les militaires américains. *« Poussés dans leurs retranchement,* a-t-il dit, *les militaires céderaient sur la sécurité du pays avant de le faire sur leurs retraites (...), et c'est une honte. »* Normalement, les militaires américains se retirent à quarante-deux ans et touchent alors la moitié de leur salaire, ce qui coûtera l'année prochaine 18 milliards de dollars à l'Etat !

Cette situation n'est pas vraiment particulière aux Etats-Unis, mais semble plus difficilement acceptable si le département de la défense est le seul à refuser des sacrifices que M. Stockman lui avait en vain demandé d'accepter. Le président avait tranché en faveur de M. Weinberger (1). Dans la foulée, M. Stockman a également dénoncé le *« chantage »* victorieux que les parlementaires des régions agricoles auraient exercé pour obtenir des facilités de crédit en faveur des fermiers menacés de faillite.

B. G.

(1) M. Reagan a de nouveau critiqué M. Stockman, qui a affirmé, mercredi 6 février, que le Pentagone se préoccupe davantage des pensions militaires que de la sécurité des Etats-Unis. *« Le président apprécie vivement le sacrifice des hommes et des femmes en uniforme »*, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, où on laisse entendre que M. Stockman compte quitter prochainement le gouvernement et n'en sera pas dissuadé.

Le ministre de la justice enquête sur le sort du criminel nazi Josef Mengele

Le ministre fédéral américain de la justice, M. William French, a ordonné, mercredi 6 février, une *« enquête à grande échelle »* sur le sort du criminel de guerre nazi Josef Mengele, surnommé l'*« ange de la mort »* par les détenus du camp de concentration d'Auschwitz, sur lesquels il se livrait à des *« expériences médicales »*. Le ministre a précisé que l'enquête, qui sera menée par le service spécialisé dans la chasse aux criminels de guerre nazis, aura notamment pour but de vérifier *« la crédibilité de certaines informations »*, selon lesquelles le docteur Mengele se serait rendu aux Etats-Unis dans le passé avant de trouver refuge dans un autre pays.

Le mois dernier, un mouvement juif américain avait fait savoir que grâce à des documents secrets tombés dans le domaine public, il avait pu déterminer que le médecin nazi avait été arrêté puis remis en liberté en 1947 par les forces militaires américaines stationnées en Autriche.

Le rabbin Marvin Hier, doyen du Centre Simon-Wiesenthal de Los Angeles, avait alors indiqué que les documents avaient été obtenus en vertu de la loi sur la liberté de l'information. Il avait précisé que le Centre avait l'intention d'intenter des poursuites contre l'armée, qu'il accuse de conserver encore quatre documents relatifs à ce dossier au nom de la sécurité nationale des Etats-Unis.

Le Pentagone avait indiqué à l'époque qu'aucun document ne faisait mention de contacts avec Mengele ou encore de son interpellation.

L'ouverture d'une enquête américaine intervient à l'issue du procès fictif de Mengele, qui s'est déroulé pendant trois jours en Israël à l'occasion du quarantième anniversaire de la libération du camp où le médecin-bourreau sévissait.

A cette occasion, les jurés du procès ont lancé à Jérusalem un appel *« à tous les gouvernements et à toutes les organisations internationales »* pour que *« tout soit fait afin de livrer Joseph Mengele à la justice »*.

Après trois jours d'audience et l'audition de trente témoins, dont Mme Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, les jurés ont conclu qu'il existait *« des preuves et des documents »* permettant la traduction en justice du médecin nazi, ancien SS, *« pour ses crimes perpétrés contre l'humanité, et le peuple juif en particulier, au camp de concentration d'Auschwitz (Pologne) entre le 30 mai 1943 et le 31 décembre 1944 »*.

Mardi, un ancien chef du Mossad (services secrets israéliens), Issar Harel, a déclaré qu'Israël *« avait liquidé »* dans le passé des criminels de guerre nazis qu'il n'avait pu faire traduire en justice. M. Harel a encore indiqué que les services secrets israéliens avaient surveillé Mengele jusqu'à la fin des années 60, lors de ses séjours en Argentine, au Paraguay et au Brésil. A l'époque, il avait toutefois lui-même refusé d'ordonner son exécution, de crainte des répercussions internationales qu'une telle opération aurait pu susciter. – *(AFP.)*

● *La procédure d'extradition contre l'ancien nazi Andrija Artukovic.* – Un citoyen d'origine yougoslave, Andrija Artukovic, considéré par le département de la justice américaine comme l'ancien nazi de rang le plus élevé vivant actuellement aux Etats-Unis, a été reconnu, mercredi 30 janvier, mentalement apte à se défendre devant un tribunal contre la demande d'extradition le concernant transmise par le gouvernement de Belgrade. Artukovic est accusé d'être responsable de la mort de sept cent mille Serbes, juifs et gitans. – *(UPI.)*

Chili

La presse d'opposition dans le collimateur

De notre correspondant

Santiago-du-Chili. – La police a fait irruption, mercredi 6 février, dans les locaux du Collège des journalistes du Chili, où est rédigée et photocopiée une publication non autorisée, *la Lettre aux journalistes*. Dix agents de la police judiciaire ont saisi les machines et la collection des cinquante-six numéros de la revue. Le numéro daté du 6 février dénonçait l'existence d'un cimetière clandestin dans le camp de prisonniers de Pisagua. *« Cinq cadavres ont été découverts accidentellement par des personnes détenues au camp. A l'évidence, elles ont été assassinées. Plusieurs corps avaient les mains et les pieds coupés. »*

L'obsession de Pinochet

La Lettre aux journalistes affirmait encore que les victimes portaient des bleus de travail. Les autorités avaient affirmé qu'il s'agissait d'un cimetière local. Autres informations données par *la Lettre :* l'arrestation mardi 5 février à Conception de cinq dirigeants syndicaux, la disparition depuis le 21 décembre d'un ouvrier, M. Sergio Ruiz Lazo, ainsi qu'un appel à une manifestation le 27 mars et à une grève générale pour la fin avril.

Le voyage effectué récemment en Europe par le président du Collège des journalistes n'est sans doute pas étranger à cette perquisition. M. Ignacio Gonzales Camus, qui avait été reçu par Mme Danielle Mitterrand, avait dénoncé la censure frappant la presse chilienne et fait appel à la solidarité des associations de journalistes européens.

En novembre 1984, le général Pinochet avait voulu en finir avec une presse d'opposition qui s'en prenait aussi à sa personne. Six hebdomadaires avaient été interdits : *Analisis, Cauce, Apsi, la Bicicleta, Pluma y Pincel* et *Fortin Mapocho*. L'hebdomadaire *Hoy*, de tendance démocrate-chrétienne, était, de son côté, soumis à une stricte censure préalable, de même que les deux principales radios d'opposition, Radio-Cooperativa, appartenant au Parti démocrate-chrétien, et Radio-Chilena, dépendant de l'archevêché de Santiago. Seule la revue *Mensage*, dirigée par les jésuites, circule librement et ne se prive pas dans ses éditoriaux de critiquer sévèrement le gouvernement.

Chaque jour deux cent cinquante exemplaires de *la Lettre aux journalistes* étaient adressés aux ambassades, aux agences de presse internationales, au clergé, aux partis politiques, aux syndicats et aux organisations professionnelles. Tous ces « abonnés » les photocopient et les diffusent dans tout le pays. *« Nous continuerons d'informer les Chiliens parce que c'est notre droit et notre devoir »*, déclarait mercredi l'un des responsables de la publication, mais on peut craindre que les autres bulletins ne soient également saisis.

JACQUES DESPRÉS.

● *Cent dix opposants relégués ont été libérés jeudi 31 janvier.* – Le gouvernement chilien a ordonné la libération de cent dix personnes reléguées depuis trois mois à Pisagua, sur la côte à 2 100 kilomètres au nord de Santiago. Trois cents personnes, accusées par les autorités de délits de droit commun et de « subversion » restent assignées à résidence à Pisagua. D'autre part, le Mouvement démocratique populaire (MDP, opposition) a été déclaré « illégal ». Le MDP comprend le Parti communiste, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), tous deux clandestins, et certains socialistes. – *(AFP.)*

ASIE

Sri-Lanka

EN VISITE A PARIS

Le ministre des affaires étrangères écarte l'hypothèse d'une intervention indienne dans la crise tamoule

Le ministre des affaires étrangères sri-lankais, M. Shahul Hameed, de passage à Paris, devait rencontrer, ce jeudi 7 février, M. Roland Dumas.

Le gouvernement conservateur de Colombo, préoccupé par les répercussions internationales (notamment auprès des pays donateurs occidentaux) des graves troubles ethnico-politiques qui agitent les régions à majorité tamoule de l'île, a dépêché plusieurs hauts responsables dans des capitales européennes. Ils doivent expliquer les raisons pour lesquelles, selon Colombo, les négociations entamées depuis un an entre les principales forces politiques et religieuses du pays en vue d'un règlement de la crise tamoule ont échoué en décembre. Le ministre sri-lankais des finances, M. Ronnie de Mel, est également à Paris, où il devait être reçu par MM. Bérégovoy et Rocard. Les perturbations dans le nord du pays ont entraîné en 1984 une très sensible diminution des recettes touristiques.

Le ministre des affaires étrangères nous a affirmé ne pas comprendre comment les Tamouls modérés du Front uni de libération tamoul (FULT) ont rejeté, le 27 décembre, un plan qu'ils semblaient prêts à accepter quelques jours auparavant. Le Front a indiqué alors que ce plan était loin de répondre à sa demande d'*« autonomie régionale »*. Il prévoyait une relative décentralisation, et notamment la création de conseils de district et de province. M. Hameed, qui appartient à la minorité musulmane, déclare que le FULT aurait souhaité que les régions du nord et de l'est, où les Tamouls sont en majorité, forment une province commune (1). Mais ceci était considéré par le gouvernement Jayawardene comme le premier pas vers un partage du pays. A la vérité le FULT a rejeté la proposition de règlement parce qu'il craignait aussi qu'un accord n'envenime ses relations avec les groupes de radicaux tamouls — qualifiés de *« terroristes »* par Colombo — qui, réclamant la formation d'un Etat indépendant tamoul dans le nord et l'est du pays.

Le gouvernement a retiré son plan de règlement parce que celui-ci était aussi en butte aux critiques de parlementaires, membres du clergé bouddhiste et du cabinet, appartenant à la majorité cingalaise (75 % de la population), et qui considèrent que toute autonomie du pays tamoul conduirait à sa sécession. Très sensible à cet argument, le chef de l'Etat a indiqué récemment à l'hebdomadaire américain *Newsweek* qu'il ne reprendrait pas les conversations avec le FULT à moins que celui-ci ne renonce formellement à la création d'un Etat séparé. M. Jayawardene a affirmé, par ailleurs, être déterminé à éliminer la *« menace terroriste »*.

De fait Sri-Lanka réorganise actuellement ses forces de sécurité. Comptant à peine 15 000 hommes, sous-équipée, nullement préparée à affronter une guérilla, et, de surcroît, indisciplinée, l'armée doit être dotée de nouveaux moyens. Les dépenses de la défense ont été augmentées. Leurs forces de sécurité répondent aujourd'hui aux coups de main des *« terroristes »* tamouls par des représailles, au point que des dirigeants tamouls modérés parlent de *« génocide »*.

D'autre part, arguant du fait que de nombreux Tamouls se sont installés dans d'autres régions que la leur, le gouvernement de Colombo veut favoriser l'implantation de quelques dizaines de milliers de Cingalais dans le nord. Mais les ressources et les terres cultivables y sont médiocres, et cet ambitieux projet de rééquilibrage démographique — aux implications politiques — risque d'accroître l'animosité entre les deux communautés.

Les autorités sri-lankaises affirment encore qu'il n'y aurait pas de problème tamoul si l'Inde ne soufflait pas sur le feu. L'Etat indien du Tamul-Nadu est accusé d'accueillir et de permettre l'entraînement de *« terroristes »*. Et le ministre des affaires étrangères ne voit pas de changement dans l'attitude indienne depuis l'arrivée de M. Rajiv Gandhi au pouvoir. Il ne croit pas toutefois à une intervention militaire indienne — sans préciser sur quoi il fonde cette affirmation. Le parti gouvernemental sri-lankais n'en parle pas moins d'*« invasion de fait »*. *« New-Delhi a refusé notre proposition visant à mettre sur pied des patrouilles maritimes conjointes »* pour intercepter les embarcations de guérilleros venus du sud de l'Inde, nous a dit le ministre.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) Les Tamouls, de religion hindoue, comptent pour 12,6 % de l'ensemble de la population sri-lankaise.

Corée du Sud

Le chef de l'opposition rentre à Séoul à la veille des élections

(Suite de la première page.)

Il a ensuite rappelé que l'opposant demeure (avec quatorze autres politiciens parmi les plus populaires) déchu de ses droits politiques. M. Lee a ajouté que, lors de son arrivée, M. Kim sera *« pris en mains avec précautions par les autorités concernées qui prendront soin de sa sécurité ; il ne sera pas réemprisonné ; il lui sera permis de prendre du repos et de suivre librement un traitement médical à son domicile »*. Cette décision, a conclu le ministre — par ailleurs fort avare de précisions — *« a été prise par souci de réconciliation nationale et pour des considérations humanitaires »*.

« Protégé »

La veille, M. Lee avait tenu un langage similaire aux représentants du corps diplomatique, à deux différences près. La première est que M. Kim pourrait se voir restituer ses droits politiques s'il s'engageait à les exercer dans le cadre des structures institutionnelles et politiques du régime actuel. La seconde est qu'il sera *« protégé »* à la fois contre les agents du gouvernement communiste nord-coréen et contre les dissidents radicaux du Sud, qui pourraient chercher à l'assassiner et à rejeter la responsabilité de leur crime sur le gouvernement du président Chun Doo Hwan.

Dans un pays où un régime fort (qui passe pour stable), préside à une économie forte (qui passe pour un modèle), ce supplément de précautions, de restrictions et de menaces dirigées contre un seul homme peut paraître excessif, surtout lorsque l'on prétend que, à bientôt soixante ans et après son exil, le personnage n'est plus qu'un *« politicien passé »*. Cela s'explique pourtant pour trois séries de raisons.

En premier lieu, et quoi que l'on dise ici ou là, Kim Dae Jong reste sans conteste un nom magique pour tous ceux qui se réclament de la démocratie. Héros et martyr de la lutte contre la dictature, il avait obtenu en 1971, dans des élections relativement ouvertes, 45 % des voix contre le président Park Chung Hee. En 1980, lorsque les militaires mirent brutalement fin à la parenthèse démocratique, mais cahotique, du « Printemps de Séoul », écrasant notamment dans le sang le soulèvement de Kwangju, le fief de M. Kim Dae Jong, celui-ci, après des années de résidence surveillée, était revenu à l'apogée de sa popularité. Depuis, l'acharnement du régime contre lui (condamnation à mort, déchéance de ses droits civiques, emprisonnement, exil) l'aurait plutôt grandi que fait oublier, en Corée comme à l'étranger. Lui-même disait ces jours-ci à ce sujet : *« J'ignore ma popularité, car il n'y a aucun moyen de mesurer l'opinion : pas de liberté d'opinion, pas de liberté électorale. Mais à en juger par l'attitude du gouvernement, je dois avoir un large soutien. Sinon pourquoi interdire aux médias de parler de moi, pourquoi redouter à ce point mon retour ? »* Mercredi, dans une réunion électorale tenue en plein cœur de Séoul, devant une centaine de milliers de personnes, des opposants ont fait acclamer son nom. Le mutisme des médias n'empêche pas non plus la nouvelle de son retour de se répandre.

L'œil de l'Amérique

La deuxième raison de ce surcroît de précautions est que M. Kim Dae Jong a choisi un moment particulièrement délicat pour rentrer : celui des élections générales. Ce sont les premières depuis quatre ans, et le régime s'efforce de les présenter comme une étape cruciale dans la consolidation de sa popularité, de sa stabilité et de sa volonté de démocratisation. Or, non seulement le politicien le plus populaire continue à qualifier le régime de dictature, mais encore, en rentrant et en se laissant « enfermer », il attire l'attention sur les limites de ces ouvertures, sur la censure, sur l'arbitraire. D'autant plus que son *alter ego* et allié, M. Kim Young Sam, opposant également très populaire, est placé depuis le début de la campagne électorale en résidence étroitement surveillée. La présence d'un cordon de police autour de son domicile est présentée comme une *« mesure humanitaire préventive »* pour lui éviter d'enfreindre la loi en se rendant à des meetings électoraux — alors qu'il reste, lui aussi, du nombre des bannis politiques.

La troisième raison motivant l'attitude et l'inquiétude des autorités se situe aux Etats-Unis. Le gouvernement de Séoul ne peut empêcher les médias américains, particulièrement les trois grandes chaînes de télévision, de débarquer en force aux côtés de M. Kim Dae Jong et de donner au monde entier des images et des commentaires de sa réception. Les premiers intéressés, les Sud-Coréens, seront sans doute les seuls à ne pas en profiter, mais cela pourrait peser lourd aux Etats-Unis. D'autant plus que le parallèle entre le sort dramatique de l'adversaire du président Marcos, l'ancien sénateur Benigno Aquino, assassiné à Manille lors de son retour d'exil, en août 1983, et celui de M. Kim Dae Jong a polarisé l'attention. Aussi, outre les journalistes, un contingent de personnalités américaines accompagne-t-il le politicien coréen pour garantir sa sécurité. Les autorités ici sont furieuses de ce rapprochement avec les militaires de M. Marcos, inculpés du meurtre. Mais que peuvent-elles faire sinon ravaler leur indignation et faire le nécessaire pour que, sous l'œil électronique de l'Amérique, les choses se passent de la façon la moins dommageable possible pour elles ?

R.-P. PARINGAUX.

Prochaine visite de M. Fabius et de Mme Cresson

Le gouvernement français a confirmé, le mercredi 6 février, que le premier ministre, M. Laurent Fabius, ainsi que le ministre du commerce extérieur, Mme Edith Cresson, se rendraient prochainement en visite officielle en Corée du Sud.

L'annonce de ces deux voyages avait été faite le même jour à Séoul par le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Lee Won Kyung. Celui-ci a rencontré, mercredi également, l'ambassadeur de France en Corée du Sud, M. Bayens, avec qui il a procédé à un tour d'horizon des relations bilatérales et évoqué la perspective des visites de M. Fabius et de Mme Cresson, qui pourraient avoir lieu au printemps. Rappelons que Mme Cresson avait déjà fait savoir, pour sa part, qu'elle envisageait de se rendre à Séoul dans le courant du mois de mars.

L'annonce officielle de ces visites marque un très net réchauffement dans les relations franco-sud-coréennes, qui s'étaient sensiblement refroidies après la décision du gouvernement français d'accorder le statut de « délégation générale » à la mission commerciale de la Corée du Nord à Paris. Séoul n'avait pas caché sa mauvaise humeur à la suite de ce qu'il considérait comme *« un geste intempestif »*. C'est dans ce contexte que le gouvernement sud-coréen avait décidé, le 28 décembre, d'ajourner la visite prévue de Mme Edith Cresson, initialement envisagée pour le mois de janvier. Parallèlement, l'ambassadeur de Corée du Sud en France, M. Yun Suk Hun, avait été rappelé à Séoul pour consultations.

M. Yun a cependant regagné son poste dès le 23 janvier, et l'on indiquait à Séoul que les autorités sud-coréennes ne souhaitaient pas envenimer les choses ni envisager à l'égard de la France de quelconques « représailles ». Cette hypothèse avait été considérée avec quelque inquiétude, compte tenu des intérêts économiques de la France en Corée du Sud. Deux centrales nucléaires fournies par la firme Framatome sont notamment en cours de construction dans ce pays, et de nouveaux appels d'offre sud-coréens dans ce secteur sont attendus pour ce printemps. La France est depuis cinq ans le troisième partenaire commercial européen de la Corée du Sud, après la Grande-Bretagne et la RFA.

Pakistan

● *L'Inde dément avoir déployé des troupes le long de la frontière.* — Le gouvernement d'Islamabad s'est déclaré, mercredi 6 février, préoccupé par une *« concentration menaçante de forces indiennes à portée de canon »* de la frontière pakistanaise. Une source officielle a fait état du déploiement de cent mille hommes (cinq divisions) dans le secteur de Suratgarh (Etat indien du Rajasthan) sans qu'Islamabad en ait été informé, comme le veut l'usage. New-Delhi a qualifié jeudi de *« sans fondement »* la déclaration du gouvernement pakistanais. — *(AFP, Reuter.)*

DIPLOMATIE

M. Fidel Castro se déclare prêt à contribuer au rétablissement de la paix en Afrique australe...

M. Fidel Castro s'est déclaré prêt à appuyer les efforts des Etats-Unis pour rétablir la paix en Afrique australe. Dans un entretien publié ce jeudi 7 février par le *Washington Post*, le dirigeant cubain a affirmé qu'il réduirait *« à dix mille hommes au plus »* la présence militaire de son pays en Angola au cas où Pretoria accorderait l'indépendance à la Namibie et en retirerait ses troupes. Dans le cas contraire, a-t-il dit, les unités cubaines — de 25 000 à 30 000 soldats, selon les Américains, — pourraient demeurer *« cinq, dix ou quinze ans »* de plus en Angola.

M. Castro s'est refusé à chiffrer les pertes cubaines en Angola, mais il a déclaré que 200 000 Cubains — civils et militaires — avaient séjourné dans ce pays depuis 1975. Il a ajouté que les troupes cubaines, qui s'étaient portées en 1977 au secours du régime d'Addis-Abeba, avaient été réduites depuis à une présence *« symbolique »*, alors que, de source officielle américaine, on estime leur nombre actuel à 5 000 hommes, contre 17 000 voilà six ans.

Ces déclarations de M. Castro, intervenant à la suite d'une nouvelle mission, en Afrique autrale, de M. Frank Wisner, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, ne peuvent que contribuer à relancer des négociations apparemment dans l'impasse depuis trois mois.

La volonté d'aboutir, affichée par Pretoria à ce propos, continue cependant de se heurter au scepticisme de ses principaux interlocuteurs angolais et mozambicains. Les premiers estiment désormais que la rébellion de l'UNITA — à laquelle ils font face — est *« partie intégrante »* des forces armées sud-africaines.

Quant aux seconds, ainsi que l'a répété le président Machel, mercredi, à des journalistes français accompagnant au Mozambique M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération, ils accusent l'Afrique du Sud de ne pas respecter le pacte de non-agression et de bon voisinage signé entre les deux pays, à Nkomati, le 16 mars 1984. *« Je ne sais pas si c'est par incapacité ou par mauvaise volonté »*, a ajouté le chef de l'Etat mozambicain à l'adresse de Pretoria. Il s'en est pris aux forces *« ultra-racistes et droitières qui cherchent à recoloniser le Mozambique en utilisant l'Afrique du Sud »*.

M. Machel s'est également montré sceptique quant à la volonté réelle des Etats-Unis de favoriser la paix dans la région. *« Je ne sais pas s'ils ont réussi à établir la paix quelque part dans le monde »*, a-t-il dit.

...et offre ses bons offices dans le différend entre le Nicaragua et le Costa-Rica

M. Fidel Castro a entrepris une médiation dans un différend qui oppose le Costa-Rica et le Nicaragua — accusé par San-José d'avoir violé son ambassade à Managua le 24 décembre dernier, — afin que cette affaire ne gêne pas les négociations sur la paix, en Amérique centrale, a-t-on appris de source officielle à San-José le 6 février.

Deux émissaires cubains, dont M. Ramiro Abreu, du département Amérique du Parti communiste cubain, se sont rendus vendredi dernier à San-José pour discuter de ce différend avec le président costaricien, M. Luis Alberto Monge.

Le gouvernement costaricien a accusé le Nicaragua devant l'Organisation des Etats américains (OEA) d'avoir violé le droit d'asile en pénétrant, le 24 décembre, dans son ambassade à Managua pour arrêter M. José Manuel Urbina Lara, un jeune Nicaraguayen qui y avait trouvé refuge quatre mois plus tôt.

Le Costa-Rica a, par la suite, menacé de boycotter les prochaines réunions du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) sur la paix en Amérique centrale si le différend n'était pas réglé. Le groupe de Contadora, mandaté par le Comité permanent de l'OEA, avait déjà entamé une médiation sur cette même affaire la semaine dernière. — *(AFP.)*

● *Le Conseil économique et social de l'ONU* a élu, mardi 5 février, à sa présidence pour l'année 1985 le représentant adjoint du Japon aux Nations unies, M. Tomohiko Kobayashi. Le Conseil, qui compte cinquante-quatre pays membres, est, avec l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil de tutelle et la Cour internationale de justice, l'un des cinq principaux organes des Nations unies. M. Kobayashi succède à M. Karl Fischer (Autriche). — *(AFP.)*

Vive polémique entre Washington et Athènes sur les sentiments « anti-américains » de M. Papandréou

Le gouvernement grec a vivement réagi, mercredi 6 février, aux déclarations faites la veille à Washington par M. Weinberger, ministre américain de la défense, à propos de l'attentat qui a fait samedi dernier quatre-vingts blessés dont cinquante-sept Américains, dans un bar d'une base américaine en Grèce. Parlant devant la commission des forces armées du Sénat, M. Weinberger avait évoqué *« le sentiment anti-américain, totalement inutile et très néfaste, qui a été excité en Grèce »*, notamment par M. Papandréou, le premier ministre, autour de *« commentaires très pénibles et dommageables sur notre pays et les relations »* gréco-américaines. Faisant plus explicitement référence à l'attentat d'Athènes, le secrétaire américain à la défense avait ajouté : *« C'est l'une des choses que vous risquez d'avoir quand un sentiment anti-américain est encouragé. »*

Ces déclarations, a dit mercredi à Athènes le porte-parole du gouvernement grec, sont *« malheureuses, mal fondées et inacceptables »*. *« M. Weinberger semble oublier que la plupart des attentats à la bombe contre des installations militaires américaines ont eu lieu en Allemagne fédérale, en Italie, en France et même en Grande-Bretagne. Est-ce que M. Weinberger accuse également les gouvernements de ces pays d'anti-américanisme ? »* Le secrétaire américain à la défense, a conclu le porte-parole, *« peut très bien être accusé lui-même de s'être engagé dans une campagne anti-hellénique, dans un effort pour accuser la Grèce de quelque chose dont elle n'est pas responsable »*.

D'autre part, M. Papandréou a confirmé, mercredi devant le groupe parlementaire du PASOK, son parti au pouvoir, que son pays ne participera à aucune manœuvre de l'OTAN ni en mer Egée ni ailleurs. Cette participation, a-t-il dit, est *« impossible »* tant que l'OTAN maintient une attitude et des règlements qui, en matière de contrôle opérationnel et d'espace aérien, *« favorisent les revendications turques »* sur la mer Egée. — *(AFP.)*

Les Etats-Unis renoncent au concours de l'Australie pour surveiller les essais de leur missile MX

A la veille de l'entretien que le premier ministre australien, M. Hawke, doit avoir ce jeudi 7 février avec le président Reagan, les Etats-Unis, soucieux d'éviter un nouveau conflit au sein de l'ANZUS — le pacte de défense qui les lie à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, — ont décidé de se passer du concours de Camberra pour surveiller les essais de leur missile intercontinental MX, prévus dans le Pacifique.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qui venait de recevoir à déjeuner M. Hawke, a déclaré mercredi que Washington *« avait pris la décision de conduire les tests du MX sans les arrangements prévoyant le concours de l'Australie »*.

Les Etats-Unis avaient demandé à l'Australie de permettre aux avions américains chargés d'enregistrer les données des essais du MX d'utiliser des bases sur le territoire australien. M. Shultz a indiqué que le premier ministre australien lui avait fait part de la préoccupation soulevée dans son pays par ce projet, ajoutant qu'il existe une grande variété de façons de suivre les essais du missile, qui ne nécessitent pas forcément le concours de l'Australie.

La presse australienne s'était fait l'écho de l'intention du premier ministre australien de faire savoir aux autorités américaines qu'il ne comptait plus aider le Pentagone à procéder aux essais. Le premier ministre australien a cependant affirmé que *« la question ne s'était pas posée »*, dans la mesure où le secrétaire d'Etat lui avait fait part de la décision américaine de se passer du soutien logistique australien. Il a, d'autre part, souligné que l'engagement de son pays au sein de l'alliance avec les Etats-Unis demeurait *« inchangé »*.

Vive réaction à Wellington

M. Shultz a, d'autre part, déclaré que les Etats-Unis n'envisageaient pas de *« prendre des mesures »* contre Wellington après la décision néo-zélandaise de refuser l'accès de ses ports aux navires américains susceptibles de transporter des armes nucléaires (*le Monde* des 6 et 7 février). Le secrétaire d'Etat a toutefois ajouté que cette décision changeait *« le caractère opérationnel de la participation de la Nouvelle-Zélande »* au pacte de l'ANZUS et que les Etats-Unis *« devaient tenir compte »* de ces nouvelles réalités.

Avant, semble-t-il, que les apaisements de M. Shultz aient été connus, le premier ministre néo-zélandais, M. Lange, avait vivement réagi mercredi à Wellington à des propos attribués au secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, selon lesquels la Nouvelle-Zélande *« paierait chèrement »* son attitude. *« Je considère innaceptable*, a dit M. Lange, *qu'un pays tiers tente, par la menace ou la coercition, de modifier la politique qui a été adoptée par les Néo-Zélandais. »*

Pour M. Lange, les déclarations de M. Weinberger contiennent *« une formulation des plus malheureuses provenant d'une superpuissance à l'adresse d'un petit pays, numériquement parlant, qui s'est prononcé par les urnes pour prendre sa décision démocratique »*. — *(AFP.)*

هكذا من الاصل

ud

rentre à Séoul
ections

rnement, je dois avoir un
soutien. Sinon pourquoi inter-
ux médias de parler de moi.
uoi redouter à ce point mon
? » Mercredi, dans une réu-
lectorale tenue en plein cœur
oul, devant une centaine de
s de personnes, des opposants
ait acclamer son nom. Le
ne des médias n'empêche pas
lus la nouvelle de son retour
épandre.

L'œil de l'Amérique

deuxième raison de ce sur-
de précautions est que
im Dae Jong a choisi un
nt particulièrement délicat
rentrer : celui des élections
les. Ce sont les premières
quatre ans, et le régime
ce de les présenter comme
ape cruciale dans la consoli-
de sa popularité, de sa stabi-
de sa volonté de démocratisa-
r, non seulement le politicien
populaire continue à quali-
régime de dictature, mais
, en rentrant et en se laissant
rmer », il attire l'attention sur
ites de ces ouvertures, sur la
e, sur l'arbitraire. D'autant
que son *alter* ego et allié,
m Young Sam, opposant éga-
t très populaire, est placé
le début de la campagne
rale en résidence étroitement
llée. La présence d'un cordon
ice autour de son domicile est
tée comme une « *mesure*
itaire préventive » pour lui
d'enfreindre la loi en se ren-
des meetings électoraux –
qu'il reste, lui aussi, du nom-
s bannis politiques.

troisième raison motivant
de et l'inquiétude des auto-
se situe aux Etats-Unis. Le
rnement de Séoul ne peut
her les médias américains,
lièrement les trois grandes
s de télévision, de débarquer
ce aux côtés de M. Kim Dae
et de donner au monde entier
ages et des commentaires de
eption. Les premiers inté-
les Sud-Coréens, seront sans
les seuls à ne pas en profiter,
cela pourrait peser lourd aux
Unis. D'autant plus que le
ile entre le sort dramatique
adversaire du président
s, l'ancien sénateur Benigno
o, assassiné à Manille lors de
tour d'exil, en août 1983, et
le M. Kim Dae Jong a pola-
attention. Aussi, outre les
listes, un contingent de per-
ités américaines accompagne
politicien coréen pour garan-
sécurité. Les autorités ici sont
es de ce rapprochement avec
ilitaires de M. Marcos,
és du meurtre. Mais que
nt-elles faire sinon ravaler
dignation et faire le néces-
our que, sous l'œil électroni-
e l'Amérique, les choses se
t de la façon la moins dom-
ble possible pour elles ?

R.-P. PARINGAUX.

site
Mme Cresson

vait été rappelé à Séoul pour
ations.
'un a cependant regagné son
ès le 23 janvier, et l'on indi-
Séoul que les autorités sud-
nes ne souhaitaient pas enve-
les choses ni envisager à
de la France de quelconques
sailles ». Cette hypothèse
é considérée avec quelque in-
le, compte tenu des intérêts
iques de la France en Corée
. Deux centrales nucléaires
s par la firme Framatome
otamment en cours de
ction dans ce pays, et de nou-
appels d'offre sud-coréens
secteur sont attendus pour
temps. La France est depuis
ns le troisième partenaire
rcial européen de la Corée du
rès la Grande-Bretagne et la

Pakistan

'Inde dément avoir déployé
upes le long de la frontière
gouvernement d'Islamabad
éclaré, mercredi 6 février,
pé par une « *concentration*
nte de forces indiennes à
le canon » de la frontière pa-
se. Une source officielle a
tat du déploiement de
ille hommes (cinq divisions)
secteur de Suratgarh (Etat
du Rajasthan) sans qu'Isla-
en ait été informé, comme le
sage. New-Delhi a qualifié
« *sans fondement* » la dé-
n du gouvernement pakista-
(*AFP, Reuter.*)

ASIE

Chine

MAO, MARX, LÉNINE, STALINE...

Le PC applique une critique sélective à ses sources idéologiques

Pékin. – Il ne se passe pas de semaine en Chine sans que l'on glose sur le rôle du « Grand Timonier ». Le dernier en date des articles sur ce sujet a été publié dans le dernier numéro de l'organe théorique du PC chinois, *le Drapeau rouge*. On pouvait y lire une sévère critique du concept de Mao Zedong selon lequel « *il faut d'abord détruire avant de pouvoir reconstruire* » : « *Ce fut une erreur majeure du camarade Mao Zedong, car sa formulation n'était pas conforme à l'évolution présente de l'histoire du parti (...) ; elle ne tenait pas debout* », écrivait l'agence Chine nouvelle.

Mao serait-il sur une pente idéologique savonneuse qui le conduirait lentement mais sûrement vers les oubliettes de l'histoire, comme certains ont pu croire que le marxisme était dépassé en Chine ? Il faut dire qu'en ce moment les documents politiques abondent, mais ne concordent pas toujours. Dans la masse publiée quotidiennement, certains articles, par exemple, font l'éloge de Mao ou des succès dans le travail de rectification de telle ou telle province, tandis que d'autres affirment le contraire (1). La synthèse n'est pas le point fort de la pensée chinoise, qui préfère analyser séparément des aspects différents d'un même problème plutôt que de les regrouper, au risque parfois de paraître incohérente à l'observateur étranger.

Prenons donc l'exemple le plus évident, celui de Mao, sévèrement

De notre correspondant

critiqué depuis sa mort par M. Deng Xiaoping. Des articles du type de celui du *Drapeau rouge* sont régulièrement publiés sur son compte, rappelant ses erreurs et le prix qu'elles ont coûté aux Chinois. Mais, en même temps, la presse se livre à l'éloge d'un autre Mao, celui de la révolution et des huit premières années de la République populaire, c'est-à-dire jusqu'en 1957. Témoin les articles publiés à l'occasion du cinquantième anniversaire de la conférence de Zunyi, au cours de laquelle Mao s'empara de la direction du parti, jusque-là contrôlé par des « gauchistes » alignés sur Moscou. Ce Mao-là est tout à fait dans la ligne actuelle. M. Deng se place dans la continuité du Mao des « bonnes années », celui qui lança le slogan « *rechercher la vérité dans les faits* » (2).

Marxisme et pratique chinoise

Pour mieux comprendre, nous sommes allés voir M. Su Shaozhi, directeur de l'Institut de recherche sur le marxisme-léninisme et la pensée Mao Zedong. « *La pensée Mao Zedong*, nous a dit cette autorité en la matière, *c'est la combinaison des principes fondamentaux du marxisme avec la pratique chinoise, c'est le marxisme appliqué à la Chine (...). Mao, pendant la période de révolution démocratique* (la guerre civile avec le Kuomintang), *n'a pas appliqué la politique – stéréotypée et brutale – de Staline. Sinon, nous n'aurions pas remporté la victoire.* » De 1949 à 1957, « *la pensée directrice de Mao a été correcte* », mais, « *au soir de sa vie, Mao a commis de graves erreurs en se détachant de la pratique* ».

M. Su a, en outre, remis les choses au point à propos du marxisme. A la fin de 1984 (*le Monde* des 9-10 et 12 décembre), une lecture rapide d'un article du *Quotidien du peuple* avait conduit certains à conclure que les dirigeants chinois jugeaient le marxisme dépassé. Ceux-ci avaient d'abord été furieux, ils avaient ensuite utilisé cette affaire pour réaffirmer la véritable nature de leur régime à ceux qui – au vu des multiples réformes et de la manière cavalière avec laquelle Pékin traitait certains dogmes – avaient un peu rapidement pris leurs désirs pour des réalités. En fait, Pékin rejette l'aspect « dogmatique », figé, du marxisme pour en faire une pensée adaptée aux nouvelles circonstances.

« *La Chine est toujours marxiste-léniniste* », affirme M. Su avant de se lancer dans une analyse des différences entre socialisme et capitalisme et sur les données qui font que, inéluctablement à son sens, le capitalisme devra céder la place au socialisme. Son péché originel est « *la propriété privée des moyens de production* », d'où résultent « *la crise économique, le chômage, la crise morale... problèmes que l'on peut seulement résoudre par un changement de système social* ». Cependant, en dépit de ses « *contradictions insurmontables* », « *le capitalisme n'est pas mauvais en tout, en particulier dans les domaines des progrès techniques et de la gestion* », ajoutant : « *Nous devons assimiler ces points positifs, de même que le capitalisme peut assimiler des points positifs du socialisme, comme en France avec la planification.* » On ne saurait être plus clair.

S'éloigner du modèle stalinien

Autre domaine ou M. Su remet les points sur les « i ». Après la visite de M. Arkhipov, premier vice-premier ministre soviétique et la personnalité la plus importante du Kremlin à se rendre à Pékin depuis les années 60, on s'est interrogé sur la possibilité d'un rapprochement non seulement économique, mais politique, voire idéologique, entre la Chine et l'URSS. « *Notre politique changera en fonction de la situation* » [en URSS], dit-il, confirmant par là les propos récents d'un porte-parole du PCC sur l'impossibilité actuelle d'un rétablissement des relations entre les deux PC. « *La responsabilité de la rupture incombe aux Soviétiques* », a-t-il ajouté, avant de dénoncer l'URSS, à propos de son invasion de l'Afghanistan, pour son « *chauvinisme de grande puissance* », terme qui n'avait guère été employé ces derniers temps.

D'ailleurs, sur le plan théorique, le PC chinois s'éloigne de plus en plus du modèle soviétique. « *Dans les années 50, par manque d'expérience, nous avons transposé telles quelles des expériences soviétiques ; certaines ont eu une influence négative* », dit M. Su. En concentrant ses recherches sur « *le Lénine au soir de sa vie* », le PCC privilégie l'analyse de Lénine qui cadre le plus avec la sienne et qui rompt avec le stalinisme ; à ce moment-là, Lénine, après avoir préconisé la Nouvelle Politique économique (NEP), pour tenir compte du fait que « *les ouvriers et les paysans étaient mécontents* » du « *communisme de guerre* », s'inquiétait du centralisme et de l'autoritarisme staliniens. Ces erreurs ainsi que l'absence de « *démocratie* » en URSS ont été sévèrement critiquées par les communistes chinois, bien que rarement publiquement.

Des principes sacro-saints du communisme « à la soviétique » ont enfin été abandonnés : priorité à l'industrie lourde, primauté du plan, etc. Le retour à une propriété collective décentralisée et à un certain degré d'initiative privée, le rétablissement partiel d'une économie de marché, préparent, en revanche, la place à un marxisme rénové. Devant tous ces changements qui bousculent les schémas habituels, il est parfois délicat de suivre l'actualité en Chine. « *Notre pays est très compliqué, on ne sait jamais vraiment comment les choses vont évoluer* », nous a dit un Chinois, rendu prudent par les expériences passées...

PATRICE DE BEER.

(1) Des quatre parties de l'article du *Drapeau rouge*, une critiquait sévèrement Mao, tandis que deux autres se référaient à des aspects positifs de sa pensée.

(2) Au début de 1984, en revanche, dans un autre contexte politique, la presse avait minimisé le rôle de Mao à Zunyi.

AVANT LES FALACHAS

Les juifs de Chine

M. Pierre Trolliet, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales, nous écrit :

Des événements récents nous ont fait découvrir les falachas, ces juifs noirs d'Ethiopie. Sait-on que la Chine avait aussi ses juifs ? La première communauté juive en Chine s'est développée à Kaifeng, ville du bas fleuve Jaune (province du Hénan), qui fut la capitale des cinq dynasties (907-960), puis des Song du Nord (960-1127). Deux stèles y ont été étudiées par les missionnaires jésuites, notamment le Père Gozani (1707) : l'une datée de 1489, qui fait état de l'arrivée des juifs sous la dynastie Song (par voie maritime via les Indes), et l'autre datée de 1512, qui fait remonter cette migration à l'époque de la dynastie Han (206 av. J.-C. – 220 ap. J.-C.), et donc bien avant la première édition du Talmud !... Mais la présence juive est également attestée au neuvième siècle à Canton et aussi à Dunhuang, la célèbre oasis de la route de la Soie, ces deux voies de pénétration des Arabes en Chine à la même époque... Quoi qu'il en soit, les missionnaires britanniques témoignent qu'en 1850 ces juifs de Kaifeng (les « mahométans bleus » comme les appelaient les Chinois) étaient des agriculteurs et des fonctionnaires (parfois de très haut rang) généralement mariés à des Chinoises, et dont le culte était fortement imprégné de taoïsme et de bouddhisme.

Une nouvelle migration intervient au début du dix-neuvième siècle, qui est l'aboutissement, à Shanghai, d'une dispersion en Asie de juifs séphardim originaires de Bagdad, migration relayée à partir de 1860 par celle de juifs ashkénazim d'Europe qui viennent s'installer dans les « ports ouverts » par l'Occident en Chine et aussi en Mandchourie (Harbin surtout), où ils sont vivement poussés par les autorités russes (1898)... et surtout par la révolution d'Octobre ! La montée du nazisme y fera aboutir un nouveau contingent et, au début de la seconde guerre mondiale, on estime entre vingt-six mille à trente-six mille les juifs sinisés installés en Chine. Après la guerre, la plupart des juifs venus d'Europe occidentale y retournent (ainsi qu'aux Etats-Unis et en Palestine), tandis que ceux venus de Russie se voient attribuer la nationalité soviétique. En 1956, ils sont un peu plus de quatre cents répartis entre Harbin, Tianquin et Shanghai. Ils souhaitent rejoindre Israël et se heurtent au refus des autorités chinoises (et à la mauvaise volonté soviétique, selon eux).

C'est alors qu'entre en scène David Saul Marshall, fils d'un juif de Bagdad, brillant avocat devenu en 1955 premier ministre de Singapour ; un voyage en Chine en 1956 lui permet de rencontrer la communauté juive de Shanghai, puis peu après Zhou Enlai qu'il entretient de la situation de Singapour, mais aussi de celles des juifs en Chine. Et en 1957, grâce en particulier à son action, ce fragment de la Diaspora était réuni à Israël. Mais à Kaifeng, certains petits Chinois savent-ils que leurs ancêtres sont des fils d'Abraham ?

EUROPE

Espagne

Une affaire d'évasion de capitaux met en cause d'importantes personnalités

Madrid. – Un scandale financier sans précédent secoue l'Espagne. Il s'agit d'une gigantesque évasion de capitaux, dont le montant est estimé à 2000 milliards de pesetas, soit 110 milliards de francs. Des personnalités de renom sont en cause, parmi plusieurs dizaines de personnes impliquées : l'une est déjà sous les verrou et *quatre sont en liberté provisoire* sous caution. Un ancien diplomate, un juriste de prestige très lié aux milieux politiques et plusieurs membres particulièrement en vue de l'aristocratie espagnole se trouvent au cœur de l'affaire.

Tout a commencé avec l'arrestation à l'aéroport de Madrid, le 3 février, d'un diplomate à la retraite, M. Francisco Javier Palazon. Ce dernier, ancien consul général à Genève de 1975 à 1981, et qui réside toujours dans cette ville, était discrètement surveillé depuis quelque temps par la brigade des délits monétaires. Après un long interrogatoire, il finit par reconnaître, semble-t-il, qu'il servait d'intermédiaire dans des opérations illégales de transfert de capitaux espagnols en Suisse. Dans ses bagages, la police découvrit une liste d'une trentaine de « clients », certains figurant avec un nom de code. Il a été écroué à la prison de Carabanchel à Madrid.

De notre correspondant

Depuis lors, les interrogatoires de suspects par le juge Luis Lerma, spécialiste des délits monétaires, se succèdent à un rythme accéléré. Parmi les noms cités figurent notamment celui de la princesse Maria Teresa de Bavière, parente de la famille royale et personnage marquant des nuits du « jet set » espagnol, ainsi que le comte de Gamazo (actuellement en liberté sous caution), très lié à Don Juan de Bourbon, père du roi. Mais c'est surtout l'implication d'un juriste de renom, M. Eduardo Garcia de Enterria, qui a causé la stupeur dans les milieux politiques. Professeur de droit administratif et auteur de plusieurs ouvrages, membres de la Commission européenne des droits de l'homme, docteur *honoris causa* de la Sorbonne, M. Garcia de Enterria était en effet, depuis plusieurs années, l'un des conseillers juridiques les plus écoutés du gouvernement, tant à l'époque des centristes que des socialistes aujourd'hui. A ce titre, il avait participé à l'élaboration de plusieurs lois importantes, en matière de régionalisation notamment. Il semble que M. Garcia de Enterria ait effectué un transfert illégal de quelque 200 millions de pesetas au profit de sa fille, qui réside en Suisse. Il a été laissé en liberté provisoire, ainsi que son épouse, après avoir dû déposer une forte caution.

Ce scandale, qui fait la « une » de tous les journaux de Madrid, a provoqué des réactions contradictoires dans les milieux politiques. Sans aller jusqu'à prendre explicitement la défense des personnalités mises en cause, la formation conservatrice Alliance populaire et la presse de droite ont demandé, au nom du *« respect de l'économie de marché »*, une modification de la législation afin de libéraliser les mouvements de capitaux. Telle n'est évidemment pas la réaction de la gauche : celle-ci rappelle que l'Espagne a dû faire face, depuis la mort de Franco, à une très forte évasion de capitaux (1), et ce alors que le pays connaît une dramatique stagnation de l'investissement privé. Cet élément est l'un des facteurs déterminants d'un chômage qui atteint 20% de la population active.

THIERRY MALINIAK.

(1) Le député socialiste suisse, M. Jean Ziegler, évaluait à quelque 9000 milliards de pesetas (500 milliards de francs) le total des capitaux espagnols en Suisse à la fin de 1982.

M. INXAUSTI EST LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU PARTI NATIONALISTE BASQUE

(De notre correspondant.)

Madrid. – Le PNV (Parti nationaliste basque) a depuis le mercredi 6 février un nouveau président, M. Jesus Inxausti, qui dirigeait jusqu'à présent la section du parti en Biscaye. Il a été nommé en remplacement de M. Roman Sudupe, démissionnaire depuis le 5 janvier, lorsqu'il a été mis en minorité dans son fief, au Guipuzcoa, par les partisans de l'ancien président du gouvernement régional basque, M. Carlos Garaikoetxea (*le Monde* daté 6-7 janvier).

Le départ de M. Sudupe est une victoire pour M. Garaikoetxea dans la dure lutte qui l'oppose à la direction du PNV. Certes, M. Inxansti apparaît, comme son prédécesseur, très lié à l'« appareil ». Au-delà des luttes de tendances qui déchirent actuellement le PNV, il bénéficie d'un indéniable respect dû à son passé antifranquiste. Agé de soixante-treize ans, il milite depuis cinquante-cinq ans au sein du PNV. Condamné à de multiples reprises par les tribunaux franquistes, il passa de nombreuses années en prison après la guerre civile, milita dans la clandestinité au Pays basque et à Madrid, fut à nouveau arrêté et réussit à s'échapper en 1949. Il passa alors trente ans en exil, à Paris puis à Bruxelles.

Mais ce prestige ne suffira certainement pas à mettre fin à la crise interne du PNV. Les partisans de M. Garaikoetxea contrôlent dorénavant la province de Guipuzcoa, tandis que les hommes proches de la direction du parti semblent maîtres de la Biscaye. On ne peut donc écarter une éventuelle scission du principal parti basque.

Th. M.

Union soviétique

Le directeur de la « Pravda » confirme



Constantin Tchernenko *« est malade »*, a déclaré le directeur de la *Pravda*, M. Viktor Afanassiev, à la télévision italienne, donnant ainsi la première confirmation officielle explicite de la maladie du numéro un soviétique.

« Je peux dire que le camarade Tchernenko est malade. Je ne puis dire quelle est la gravité de son mal, car je ne suis pas médecin. Mais je sais que, malgré sa maladie, il continue à guider le parti et l'Etat », affirme M. Afanassiev dans un entretien accordé à la première chaîne de la radio-télévision italienne et diffusé mercredi 6 février.

Dans cette émission intitulée « Linea Diretta », M. Afanassiev exprime le vœu que *« cette période ne soit pas trop longue »*. – *(AFP)*.

L'écrivain Alain Finkielkraut interrogé par le KGB

Moscou *(AFP, Reuter)*. – L'écrivain et philosophe français Alain Finkielkraut (1) et Dominique Nora, spécialiste des questions économiques au journal *Libération*, sont retenus depuis le 3 février dans leur hôtel à Kiev, en Ukraine, et interrogés par le KGB. Les services de sécurité reprochent à l'écrivain et à sa compagne d'avoir rencontré un « refuznik », c'est-à-dire un juif d'URSS à qui les autorités ont refusé l'autorisation d'émigrer. Lors d'un appel téléphonique à l'ambassade de France à Moscou, M. Finkielkraut a indiqué que lui-même et Mlle Nora avaient subi deux interrogatoires de plusieurs heures ; la police les accuse d'appartenir à une organisation sioniste internationale et agite alternativement la menace d'une condamnation à trois ans de prison et celle d'une expulsion. L'ambassade de France s'est mise en contact avec les autorités soviétiques. Les deux ressortissants français étaient venus en Union soviétique munis de visa touristique, qui viennent à expiration le 13 février.

(1) Auteur de : *le Nouveau Désordre amoureux*, et *Au coin de la rue, l'aventure*, en collaboration avec Pascal Bruckner, A. Finkielkraut a également écrit : *le Juif imaginaire*, *l'Avenir d'une négation* et, tout récemment, *la Sagesse de l'amour*, toutes réflexions sur la question juive (Aux éditions du Seuil, sauf le dernier, chez Gallimard).

AFRIQUE

En Tunisie

UNE MISE AU POINT DE LA LIGUE TUNISIENNE DES DROITS DE L'HOMME.

La ligue tunisienne des droits de l'homme s'est émue de la note de la rédaction dont nous avions fait suivre un article de notre correspondant Michel Deuré consacré à la publication par un hebdomadaire tunisien d'insultes contre les Juifs traités de *« singes et de porcs »*.

La LTDH, qui a vivement dénoncé cette publication, estime que la NDLR en cause, faisant état de la mise en vente dans les librairies de Tunis du célèbre faux antisémite dit « les Protocoles des Sages de Sion » *« tend à minimiser », non sans quelque perfidie, notre position en laissant entendre que la littérature antijuive la plus révoltante et la plus outrancière trône en bonne place dans les librairies de Tunis sans susciter de réactions »*.

● RECTIFICATIF. – Dans nos éditions du 25 janvier, nous avions publié la dépêche d'une agence de presse américaine sur le *« traité de paix symbolique »* conclu récemment entre Rome et Carthage. En fait, c'est Scipion Emilien et non Scipion l'Africain qui mit un terme définitif à l'histoire de Carthage en détruisant la ville en 147 avant J-C. Scipion l'Africain, grand-père du premier, ne fit que mettre un terme provisoire au conflit Rome-Carthage en 202 avant J-C.

Tchad

UN BILLET PEU DIPLOMATIQUE...

Le gouvernement tchadien a officiellement demandé le retrait de la circulation du nouveau billet de 1000 F CFA circulant en Afrique centrale.

Ce billet, émis au début de l'année, représente le territoire du Tchad amputé de son tiers supérieur, a-t-on indiqué, mercredi 6 février à N'Djamena, à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC).

Sur ce billet à dominante bleue, qui représente la zone de circulation des francs CFA en Afrique centrale (Tchad, Cameroun, République centrafricaine, Gabon, Guinée-Equatoriale et Congo), la partie du territoire tchadien située au nord de la transversale de Faya-Largeau a été « oubliée ».

Au siège de la Banque centrale, à Yaoundé, on explique qu'il s'agit d' *« une maladresse regrettable »*.

Tous les billets en cause vont être retirés de la circulation, mais plusieurs centaines de millions de francs CFA ont été émis sous *cette forme*. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Portugal

● M. SOARES MAINTIENT M. MOTA PINTO (PSD) AU POSTE DE VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA DÉFENSE. – Au nom de la *« stabilité gouvernementale »*, le premier ministre, M. Mario Soares, (socialiste) a demandé à M. Pinto de conserver ses fonctions au sein du gouvernement. Cette décision intervient après la démission de M. Pinto de la présidence du Parti social-démocrate, (*le Monde* du 7 février). Le conseil national du PSD doit se réunir samedi 9 février à Lisbonne et clarifier la situation à la direction du parti. – *(AFP.)*

République sud-africaine

● MEURTRE D'UN PRÊTRE FRANÇAIS. – La police sud-africaine a annoncé, mercredi 6 février, qu'un jeune Blanc, âgé de vingt et un ans, a été arrêté à la suite de l'assassinat d'un prêtre catholique français, le père Georges Bodinier, dont le corps criblé de balles avait été retrouvé lundi sur une petite route de la province du Transvaal. Le Père Bodinier, originaire de Laval (Mayenne), s'était arrêté dimanche à son retour d'une messe à la mine de Kriel (200 kilomètres à l'est de Johannesburg), pour prendre à bord de son véhicule un auto-stoppeur. Le suspect, M. Jan Bastiaan Horn, a fui à bord de la camionnette du prêtre après l'avoir tué.

PROCHE-ORIENT

Liban

MINISTRE D'ÉTAT
M. Nabih Berri couvre de son autorité l'envoi de commandos anti-israéliens au Sud

Beyrouth. – Le premier anniversaire de la prise de contrôle de Beyrouth-Ouest par la milice chiite Amal, le 6 février 1984, a consacré le pouvoir établi à l'époque contre celui du président Gemayel par M. Nabih Berri, dans le secteur dit « national » de la ville, à forte dominante musulmane. En même temps, M. Berri a fort habilement et opportunément, par un coup de force imparable, élargi vers le Sud les assises de son pouvoir, ce qui devrait rassurer ses partenaires sunnites de la ville.

De notre correspondant

Ministre d'Etat pour les affaires du Liban-Sud, M. Berri a en effet pris seul – c'est-à-dire sans en avoir référé au conseil des ministres – l'initiative de dénommer son ministère, créé naguère pour lui donner satisfaction, « ministère de résistance nationale », s'octroyant le droit de couvrir de son autorité, d'appointer et d'armer les commandos se rendant dans le Sud pour y mener des opérations de résistance.

« S'ils l'acceptent [sous-entendu le président Gemayel et le camp chrétien], *tant mieux, sinon qu'ils s'en aillent ! Moi, je reste »* a proclamé M. Berri. Il entend désormais délivrer des *« cartes de résistants »* habilitant leurs titulaires à franchir les lignes de l'armée libanaise vers le Sud, et il confie à son ministère le soin d'acheter des armes et du matériel à leur intention.

M. Berri, plutôt légaliste par ailleurs, a ainsi démontré que le Sud du Liban relève de son autorité et qu'il a la volonté et les moyens de l'y exercer. Comment, même s'il ronge son frein, le camp chrétien peut-il s'opposer à ce coup de force ? Au nom de quel principe les partenaires sunnites ou druzes de M. Berri dans le camp musulman le contesteraient-ils ?

En un an, M. Berri a pris une belle assurance et une stature d'homme politique réaliste. Son discours et ses actes à l'occasion du premier anniversaire de la révolte des siens prouvent son aptitude à appeler un chat un chat et à ne pas tergiverser. Abordant le sujet des tiraillements entre sunnites et chiites, il a su expliquer aux premiers qu'ils n'ont pas de raison de s'alarmer et que les seconds ne leur disputent pas Beyrouth-Ouest. En se tournant délibérément vers le Sud, ce qui implique que le poids du « pouvoir chiite » s'y transférera au fur et à mesure de l'évacuation israélienne, et en s'identifiant à la résistance contre l'occupant, M. Berri a rassuré les sunnites de Beyrouth-Ouest, sans pour autant se dessaisir du pouvoir qu'il y exerce. Comment réagira Israël à des initiatives destinées à harceler son armée sans répit ? M. Berri a révélé que, la veille de l'anniversaire du 6 février, un attentat contre une colonne israélienne s'est déroulé en deux temps, un commando-suicide ayant lancé un camion piégé sur les renforts accourus après la première attaque. A l'en croire, l'opération aurait été beaucoup plus meurtrière que ne l'a dit Israël, qui a reconnu dix blessés.

Quoi qu'il en soit, la résistance libanaise au Ssud est une des principales causes du retrait israélien, dont la première étape sera achevée le 18 février.

M. Berri a souligné qu'il avait mis ses menaces à exécution et que le rythme des opérations contre Israël était allé s'accentuant : une toutes les trente-six heures, puis trois par jour, et, depuis le début de l'année, neuf par jour. Il a assuré que *« cinquante opérations de grande envergure du type de celle du 5 février »* seraient lancées avant le départ des Israéliens. Enfin, il a fait valoir que *« la résistance libanaise a réussi là où tous les Arabes ont échoué »* et lancé un appel à une grève pour ce jeudi, qui était suivie, en fin de matinée, à Beyrouth-Ouest et dans le Sud. Le secteur musulman de la capitale, avait dès la veille, obéi à cette consigne.

LUCIEN GEORGE.

● *Enlèvement d'un responsable de la Middle East Airlines.* – M. Sami Rababi, premier directeur adjoint pour les affaires gouvernementales et internationales de la compagnie aérienne libanaise Middle East Airlines (MEA), a été enlevé, mardi, à Beyrouth-Ouest (partie de la ville à majorité musulmane), a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la MEA. M. Rababi, qui est chrétien, se trouvait dans sa voiture lorsqu'il a été enlevé après avoir été pourchassé par des hommes armés roulant à bord de deux véhicules. – *(AFP.)*

LA CEE ET LE CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE ENVISAGENT LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE

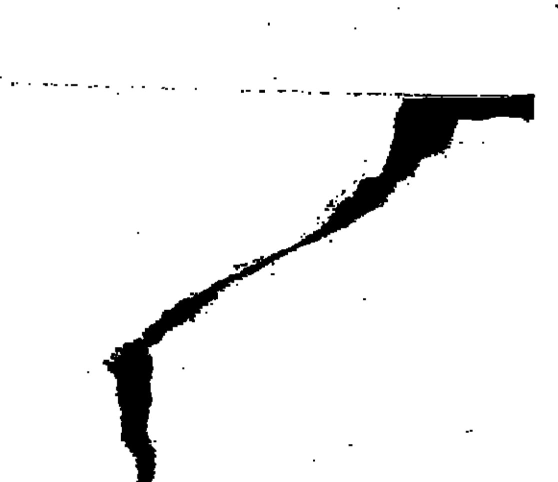
Les rapports entre la CEE et le conseil de coopération du Golfe (CCG), dans la perspective de la conclusion d'un accord-cadre de coopération entre ces deux entités politico-économiques, ont constitué l'un des principaux sujets des entretiens que le secrétaire général de cet organisme, M. Abdallah Bichara, a eu, le mercredi 6 février, à Paris avec M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. *« Nous sommes au début des négociations et cela prendra beaucoup de temps avant que l'on ne parvienne à un accord »*, a déclaré M. Bichara à propos de l'écoulement des produits pétrochimiques des monarchies pétrolières du Golfe en Europe.

Arrivé lundi à Paris en compagnie du secrétaire général adjoint pour les affaires économiques, M. Abdallah El-Qoweiz, M. Bichara se rendra à Rome pour des entretiens similaires, le 11 février, avec M. Julio Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, qui est président en exercice du conseil des ministres de la CEE, *puis à Bruxelles.*

Avant son entrevue avec M. Dumas, M. Bichara avait eu un déjeuner de travail au Quai d'Orsay avec M. Francis Gutmann, secrétaire général du ministère des relations extérieures et un entretien avec M. Jacques Chirac, maire de Paris.

Le conseil de coopération du Golfe est composé de six pays : Arabie saoudite, Bahrein, Koweit, Emirats arabes unis, Qatar et Oman.

هكذا من الاصل



politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Elysée, le mercredi 6 février 1985. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

● COUR DES COMPTES

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a soumis au conseil des ministres un projet de décret relatif à la Cour des comptes.

Jusqu'à présent, l'organisation et le fonctionnement de cette haute juridiction étaient définis pour l'essentiel par un décret du 20 septembre 1968.

Depuis cette date, l'expérience a montré que nombre de dispositions devaient être améliorées ou précisées. De plus, des changements importants sont intervenus dans les compétences de la cour, avec en particulier la création des chambres régionales des comptes.

C'est pourquoi il est apparu souhaitable de procéder à une refonte technique des textes en vigueur. Tel est l'objet du décret adopté par le conseil des ministres, dont les dispositions nouvelles concernent notamment :

– La procédure d'appel contre les jugements des chambres régionales des comptes ;

– Le partage des compétences entre la cour, les chambres régionales et les comptables supérieurs du Trésor, pour le jugement ou l'apurement des comptes de certains établissements ou organismes publics.

● LA SITUATION INTERNATIONALE

Le ministre de la recherche et de la technologie a rendu compte de la session ministérielle du conseil de l'Agence spatiale européenne qui s'est tenue à Rome les 30 et 31 janvier dernier.

Le conseil a défini les grandes lignes d'un programme spatial européen, dont l'objectif est de doter l'Europe des moyens qui lui permettront d'acquérir son autonomie, notamment dans le domaine des vols habités et des stations orbitales.

● LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Les mesures prises depuis trois ans ont accru les droits et renforcé la protection des un million cinq cent mille Français vivant à l'étranger.

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan de la politique suivie depuis plus de trois ans en faveur des Français expatriés et sur les orientations prévues pour les prochains mois.

La présence hors de nos frontières d'un million et demi de Français est une chance pour la France et un atout dans la compétition internationale.

1. – Le cadre institutionnel a été largement rénové et démocratisé. Le Conseil supérieur des Français de l'étranger, désormais élu au suffrage universel, achève son premier mandat. Son renouvellement aura lieu le 19 mai prochain.

2. – Au cours des trois dernières années, les moyens budgétaires consacrés aux Français de l'étranger ont été sensiblement accrus, en particulier dans le domaine des bourses scolaires, de l'aide sociale aux plus défavorisés et pour Radio-France-Internationale.

3. – Le gouvernement s'est efforcé d'adapter le cadre législatif et réglementaire à la situation propre des expatriés. C'est ainsi que la loi du 13 juillet 1984, votée à l'unanimité par le Parlement, a permis de généraliser l'assurance volontaire maladie-maternité à l'ensemble des catégories d'expatriés.

4. – L'effort engagé doit maintenant être complété par des actions spécifiques destinées notamment à améliorer l'accueil et l'information des Français expatriés et à prendre en compte les problèmes liés à leur réinsertion en métropole et à leur emploi à l'étranger.

Dans le domaine de l'enseignement français hors de nos frontières, qui scolarise un nombre important d'enfants français et étrangers, un effort d'adaptation est entrepris. Une attention particulière sera portée à l'évolution de la carte scolaire, à la situation des enseignants recrutés localement et à la maîtrise des coûts de scolarisation.

● LES ACTIONS HUMANITAIRES DES ARMÉES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Le ministre de la défense a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan et les perspectives des actions humanitaires des armées en France et à l'étranger.

Les armées remplissent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire français, des missions de service public qui prennent la forme des prestations de service, de soutiens logistiques ou d'aide médicale, et qui ont représenté en 1984 une dépense globale de 353 millions de francs.

C'est ainsi que des avions militaires ont acheminé en 1984 plus de 600 tonnes de denrées alimentaires, de matériels et de médicaments, notamment en direction de certains pays africains (Tchad, Niger, Burkina Fasso, Mali, Cameroun, Sénégal, République centrafricaine). Des secours de même nature ont été acheminés ou sont en voie de l'être, depuis le début de 1985, en Ethiopie, au Niger, au Soudan ainsi qu'au Vanuatu et aux îles Fidji.

Près de six cents médecins des armées, soit plus de 20 % de l'effectif, servent dans le cadre de la coopération avec les pays en développement.

En outre, une force d'assistance humanitaire militaire d'intervention rapide (FAHMIR) a été récemment mise en place. Elle comporte une antenne chirurgicale parachutable, un hôpital de cent lits aéroportable et les moyens nécessaires pour conduire des opérations de vaccination de masse : ces moyens sont actuellement utilisés à Madagascar pour une campagne de vaccination concernant quinze mille enfants.

Les armées sont également intervenues en France pour pallier certaines situations de détresse, en particulier au profit des sans-abri et des jeunes adolescents déshérités, ainsi que des populations sinistrées et des personnes en danger.

● LA MAITRISE DES DÉCHETS INDUSTRIELS

Madame le ministre de l'environnement a présenté au conseil des ministres une communication sur la maîtrise des déchets industriels :

1) Les actions menées sur la base des orientations adoptées par le gouvernement le 11 mai 1983 permettent maintenant de suivre les circuits d'élimination des déchets toxiques et de contrôler leur importation. La résorption des dépôts polluants existants sera pour l'essentiel achevée en 1985 ;

2) Conformément aux conclusions du rapport établi par M. Servant, ingénieur général de mines, la réglementation sera clarifiée et renforcée, en particulier en ce qui concerne le transport, le stockage et le regroupement des déchets toxiques ;

3) La création des installations de traitement des déchets sera poursuivie. L'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) a, d'ores et déjà, mis en place une équipe pour conseiller les exploitants de telles installations. En accord avec les industriels intéressés, la création d'un fonds professionnel, alimenté par des contributions volontaires, a été mise à l'étude. Ces initiatives et les programmes publics déjà en place devraient permettre, au cours des prochaines années, de consacrer près de 100 millions de francs par an à la politique d'élimination des déchets industriels.

(Le Monde du 7 février.)

● LA PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS

Le secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs a présenté au conseil des ministres une communication sur la prévention des risques majeurs.

1) La politique de prévention qui est désormais engagée s'appuie sur quatre grands axes :

– La mise en place des plans d'exposition aux risques naturels, qui couvriront vingt départements dès 1985 ;

– L'inventaire méthodique des risques technologiques majeurs potentiellement existants sur le territoire national ;

– Le développement systématique des actions de sensibilisation et d'information pour réduire la vulnérabilité des populations et développer les réflexes qui sauvent ;

– La promotion de la médecine de catastrophe.

2) Le gouvernement entend intensifier son action en mettant notamment l'accent sur :

a) La prévention du risque technologique :

– Réalisation d'études de sûreté par les entreprises, conformément à la directive communautaire « Seveso » du 24 juin 1982 ; ces études s'imposaient déjà pour les entreprises nouvelles ; elles viennent d'être rendues obligatoires pour les entreprises existantes qui devront les réaliser d'ici à 1989 ;

– Evaluation précise des conditions de transport des matières dangereuses ;

– Etude des mesures permettant de limiter l'urbanisation autour des usines à hauts risques ;

– Définition de politiques départementales de prévention par l'élargissement des compétences des conseils départementaux d'hygiène ;

b) La réflexion sur l'élaboration de nouveaux plans de secours « risques majeurs », privilégiant complémentarité et efficacité des moyens au niveau des zones de défense, qui viendront compléter le plan ORSEC national en préparation ;

c) La poursuite de l'implantation d'unités spécialisées d'instruction de la sécurité civile ;

d) La formation et l'information des jeunes ;

e) L'information des pays étrangers sur les moyens susceptibles d'être offerts par la France en cas de catastrophe.

(Le Monde du 7 février.)

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

– *M. Jean-Pierre Leclerc*, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat ;

– *M. Jacques Mazel*, préfet en congé spécial, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation :

– *M. Robert Broussard*, préfet, commissaire de la République délégué pour la police auprès des commissaires de la République des départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, est nommé préfet hors cadre *(lire page 11)* ;

– *M. Georges Bastelica*, contrôleur général de la police nationale, est nommé préfet, commissaire de la République délégué pour la police auprès des commissaires de la République des départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse ;

– *M. Bernard Sarazin*, sous-préfet hors classe, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Thionville, est nommé préfet, commissaire de la République du département des Hautes-Pyrénées.

[Né le 3 août 1929 dans les Vosges, M. Sarazin est licencié ès lettres et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Nommé administrateur de la France d'outre-mer en 1951 il part en 1955 au Cameroun où il exerce successivement les fonctions de chef de subdivision, de sous-préfet de Poli et d'adjoint au chef de région de Maroua.

En janvier 1964, il devient directeur du cabinet du président du conseil du gouvernement des Afars et des Issas. Affecté en 1968 au ministère de l'intérieur, il est nommé directeur du cabinet du préfet du Finistère. Secrétaire général de la Guadeloupe pour les affaires économiques en juin 1971, il est nommé trois ans plus tard sous-préfet de La Tour-du-Pin (Isère). M. Bernard Sarazin était sous-préfet de Thionville (Moselle) depuis février 1982.]

M. POURCHON (PS) DÉNONCE LE PROJET DE MODIFICATION DE LA DÉSIGNATION DES CONSEILS RÉGIONAUX

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. – « *Ce projet gouvernemental n'est peut-être rien d'autre qu'un moyen de permettre, avec la bénédiction du gouvernement, l'installation de Valéry Giscard d'Estaing à la tête de la région Auvergne !* », a affirmé M. Maurice Pourchon, député socialiste du Puy-de-Dôme et président du conseil régional d'Auvergne, qui a décidé de partir en guerre contre le projet de décret gouvernemental visant à introduire la proportionnelle dans la désignation des conseillers régionaux issus des assemblées départementales (*le Monde* du 2 février).

Le président socialiste de la région Auvergne ne mâche pas ses mots : « *Ce projet est une stupidité, et il n'est pas sérieux de prendre une décision comme celle-là à cinq semaines des élections cantonales. La solution contenue dans le projet de décret*, explique M. Pourchon, *n'arrangerait en rien les affaires de la majorité socialiste en Auvergne.* »

L'Allier, le Cantal et la Haute-Loire comptent déjà des conseils généraux d'opposition. Quant au Puy-de-Dôme, quelle que soit l'issue des prochaines élections cantonales, la composition de son futur conseil général (à majorité de droite comme à majorité de gauche) ne modifierait pas, selon M. Pourchon, les effets du nouveau système de désignation : le conseil régional d'Auvergne passerait, quoi qu'il en soit, à l'opposition.

M. Pourchon a également menacé de démissionner de sa présidence des présidents socialistes de conseils régionaux.

J.-P. R.

Propos et débats

M. Le Pen (FN) : l'Elysée protège Action directe

« La gauche est l'alliée complaisante du terrorisme (...). On sait que c'est dans l'entourage de l'Elysée et de Matignon que se cachent les amis et les protecteurs d'Action directe », *a déclaré, mercredi 6 février à Rennes, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national. M. Le Pen s'exprimait au cours d'une réunion publique qui a donné lieu à des incidents. Trois personnes ont été blessées, des vitrines brisées, une voiture renversée et des feux allumés sur la chaussée après une manifestation organisée par l'extrême gauche qui avait réuni quelque douze cents personnes, soit autant que le public de M. Le Pen.* – (Corresp.)

M. Chaban-Delmas (RPR) : prêt pour 1986

Si la « réalité » *politique de 1986 est* « imprévisible » *il faut que* « chacun soit prêt à exercer son utilité maximale à tout instant. Je ne suis candidat à rien, mais je suis prêt à rendre au pays un nouveau service si on me le demande. C'est pour cela que j'ai autour de moi de nombreuses équipes qui travaillent à « l'actualisation » de la nouvelle société », *déclare, dans un entretien publié par l'hebdomadaire* Paris-Match, *M. Jacques Chaban-Delmas (RPR), ancien premier ministre. L'opposition, estime encore M. Chaban-Delmas,* « se présentera très unie en mars 1986. Ce ne sera pas le triangle des Bermudes mais celui de l'espoir ».

M. Giscard d'Estaing : cinquante-cinq Français sur cent

Pour 55 % des Français, le libéralisme est de caractère économique, a indiqué, mercredi 6 février à Clermont-Ferrand, au cours d'un débat organisé par le club Perspectives et Réalités, M. Valéry Giscard d'Estaing, dévoilant les résultats d'un sondage que publiera prochainement l'Expansion.

« Nous sommes actuellement dans une économie qui détruit les emplois, *a déclaré l'ancien chef de l'Etat,* et il y a une saturation du débat politique dans notre pays. Le libéralisme, c'est la meilleure technique de la mutation, car il intègre nécessairement toutes les structures dans notre société. »

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'Assemblée territoriale approuve l'accord avec la Polynésie française

De notre correspondant

Nouméa. – Après celle de la Polynésie française, l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a approuvé, mercredi 6 février, la signature d'un protocole instituant une alliance entre les deux territoires français du Pacifique. Ainsi se trouve concrétisée une volonté exprimée par MM. Gaston Flosse et Dick Ukeiwé lors du passage de ce dernier à Tahiti, début janvier.

Ce protocole, qui doit être signé la semaine prochaine à Nouméa par les deux présidents des gouvernements territoriaux calédonien et polynésien, porte sur : la création d'une conférence des présidents des gouvernements qui se réunira au moins quatre fois par an ; la prise de contacts avec d'autres territoires ou Etats du Pacifique afin de « *nouer avec eux des relations de nature à favoriser un rapprochement entre les peuples du grand océan* » ; l'élaboration d'une « *politique commune de développement économique, notamment en matière de tourisme, d'agriculture et d'aquaculture ; (...) la coordination des actions sociales en matière de protection et d'emploi et, d'une façon plus générale, l'harmonisation des institutions sociales existantes dans chaque territoire* ».

Le territoire de Wallis-et-Futuna devrait être prochainement sollicité pour adhérer à cette alliance.

D'autre part, M. Jean-Marie Tjibaou, responsable du FLNKS, a quitté jeudi 7 février la Nouvelle-Calédonie par le Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) où il doit avoir des entretiens avec diverses personnalités du gouvernement et participer à une réunion religieuse à la mémoire des victimes des événements de ces dernières semaines.

FRÉDÉRIC FILLOUX.



POLITIQUE

La fracture

La direction du Parti communiste a décidé de conserver tous les traits d'une politique dont les lignes principales avaient été fixées en 1979 et qui a produit les résultats que l'on sait. Non seulement cette politique est maintenue, mais elle est aggravée. De deux manières.

En premier lieu, l'idée de *« nouveau rassemblement populaire »* accentue la dérive du PCF hors de toute perspective d'alliances politiques pouvant déboucher sur la participation au pouvoir. En ce sens, la sortie des communistes du gouvernement, en juillet dernier, apparaît non comme une péripétie, mais comme la rupture du PCF avec l'ambition, constamment affirmée auparavant, d'être un parti de gouvernement.

Cette tendance se traduit, en second lieu, dans l'attitude adoptée par la direction du parti face au débat qui a lieu parmi les communistes. M. Georges Marchais a systématiquement récusé, dans son rapport, les préoccupations exprimées par de nombreux communistes, y compris dans les rangs de ceux qui ont voté le projet de résolution. A toutes les questions — sur les défauts de la politique du PCF, sur la façon dont il s'inscrit dans la gauche, sur ses rapports avec les pays socialistes, sur son fonctionnement, — M. Marchais a répondu « non ».

Ce « verrouillage » indique la ligne et donne le ton. En engageant l'entreprise de mise à l'écart de ceux qui se sont opposés à elle, la direction tourne le dos non seulement à tout un pan du parti, mais à tous ceux qui, à l'extérieur, pourraient être sensibles à la façon dont le PCF réagirait à ses échecs. Il est vrai, en effet, comme le dit la direction, que les communistes qui mettent en question ses choix sont sensibles à la *« pression de l'extérieur »*.

Pour la direction, pour ses partisans, c'est là une accusation infamante : un communiste doit-il avoir les yeux fermés sur les réalités sociales et politiques de la société dans laquelle il vit ? A quel *« rassemblement »* le PCF peut-il prétendre dès lors qu'il se détourne ainsi de l'extérieur, identifié à l'*« adversaire »* ?

La direction sait parfaitement que, en faisant ce choix, elle ne peut qu'aggraver la coupure entre le parti et la société qu'elle se propose de gagner *« majoritairement »* à son projet de transformation. *« En définitive,* a dit M. Marchais, *c'est la vie, c'est l'expérience qui a le dernier mot. »* On voit ce qu'il en est. La *« vie »* et l'*« expérience »* répètent depuis cinq ans à la direction du PCF qu'elle se trompe, mais c'est la *« vie »* qui est dans l'erreur.

M. Marchais et ses amis n'y peuvent rien : des questions ont été posées par les communistes eux-mêmes, depuis sept mois, du simple militant jusqu'à un membre du bureau politique. Certains communistes et l'« extérieur » attendaient de savoir si le PCF se montrerait enfin capable d'ouvrir le débat en son sein, et d'en tirer les conséquences en termes de ligne politique, de répartition des responsabilités. Mais M. Marchais a donné, mercredi, à ses partisans, le signal du « feu à volonté » contre ceux qui doutent.

Une nouvelle fracture se prépare au PCF. Le congrès en est le théâtre, ce qui est inhabituel. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, principale cible des attaques déclenchées par le secrétaire général, n'est pas seul, ce qui est une nouveauté. Le résultat sera le même : on vérifiera, dimanche soir, qu'il ne peut exister de parti communiste qu'aligné, *perinde ac cadaver,* sur sa direction.

PATRICK JARREAU.

LE XXVe CONGRÈS DU PARTI

REFUSANT DE « ROMPRE » AVEC LES PAYS DE L'EST

M. Marchais affirme que « la lutte des classes est mondiale »

Dans la deuxième partie du discours qu'il a prononcé mercredi 6 février à Saint-Ouen, à l'ouverture du XXVe congrès, M. Georges Marchais détaille les propositions que son parti fait aux Français. Il faut, dit-il, *« des objectifs politiques anti-crise »*. Il les présente au travers de quatre objectifs : *« relancer les productions et l'économie en mobilisant les ressources pour créer des emplois et des richesses nouvelles »* ; *« avancer dans la voie de la justice et de la solidarité »* ; *« démocratiser toute la vie de la société, donner de nouveaux pouvoirs d'information, d'intervention, de décision aux travailleurs et aux citoyens »*. Ce troisième objectif implique une *« réforme démocratique »* de la Constitution.

Le secrétaire général du Parti communiste souhaite notamment que le président de la République *« ne dispose plus des moyens d'exercer un pouvoir personnel »* et soit élu pour sept ans non renouvelables, qu'au deuxième tour de l'élection présidentielle puissent se présenter tous les candidats ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés et non pas simplement deux candidats comme actuellement ; il souhaite aussi que le premier ministre préside lui-même le conseil des ministres, que les pouvoirs de l'Assemblée nationale soient augmentés et qu'elle soit élue à la proportionnel ainsi que le Sénat ; enfin que soit supprimé le Conseil constitutionnel, dont une partie des pouvoirs seraient confiés au Conseil d'Etat.

M. Marchais souhaite, sans aller plus avant, *« de profondes réformes de l'information et de la communication »*, car, dit-il, *« la télévision française est entièrement aux ordres du pouvoir socialiste, c'est une des plus anticommunistes du monde »*. Le quatrième objectif concerne l'action de la France dans le monde, celle-ci devant *« combattre toutes les dominations extérieures, restaurer les facultés de développement et de rayonnement de la France, agir aux côtés de tous les peuples pour le désarmement et le développement »*.

Puis M. Marchais explique le projet de société que propose le Parti communiste : *« un socialisme à la française »*, car, dit-il, *« la crise est celle du système capitaliste, agir contre la crise c'est nécessairement d'une manière ou d'une autre (...) remettre en cause les règles de ce système »*. Il explique qu'*« il n'y a pas de solution intermédiaire possible entre celle qui s'inscrit dans l'adaptation de la crise et celle qui la combat réellement, en mettant en cause les choix de gestion capitaliste »*, mais il rappelle que son parti est favorable à *« cette hiérarchie des salaires »*.

Non à la représentation des « sensibilités »

Puis le secrétaire du PCF explique que, malgré la crise, *« le monde va dans le sens du progrès »*. Il en voit pour preuve que *« plus d'un milliard et demi d'hommes et de femmes construisent à leur manière une société socialiste »*. Il constate que, si les pays socialistes ont des problèmes qui tiennent soit au développement, soit *« à des erreurs et à des fautes graves qui jalonnent l'histoire de plusieurs de ces pays »*, ils ont tous, *« dans une grande diversité, d'ores et déjà accumulé des acquis importants »*. Il ajoute que leur évolution depuis plusieurs années montre qu'ils sont *« loin d'être des sociétés bloquées »*. Et s'il reconnaît que si une question centrale reste posée, *« celle d'une vie démocratique plus intense »*, il ajoute que *« le pluralisme social, l'existence des contradictions, sont, semble-t-il, mieux pris en considération »*.

Répondant à M. Jean Ooghe, sénateur de l'Essonne, qui avait dit dans la tribune de discussion préparatoire au congrès qu'il fallait *« débarrasser la politique du PC de toute complaisance à l'égard des pays socialistes »*, M. Marchais explique : *« Si cela sous-entend rompre avec ces pays et ces partis, dans l'espoir de ne plus subir les retombées négatives pour notre combat de la campagne d'intoxication qui les prend pour cible, alors, il vaut mieux le dire clairement, nous ne nous engagerons pas dans cette voie (...), qu'on le veuille ou non, la lutte des classes est mondiale. »*

Après avoir souligné l'importance du combat pour la *« paix »* et les *« droits de l'homme »*, le secrétaire général a rejeté l'idée que le Parti communiste puisse suivre, dans sa politique d'alliances, la même voie qu'auparavant, qui consisterait à se *« ranger docilement derrière le Parti socialiste »*. Expliquant la signification du *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »*, il a souligné que celui-ci ne consiste plus à faire l'union *« en bas »* afin de *« faire pression en direction du sommet »*. *« Il s'agit,* a-t-il dit, *de donner ou de redonner toute sa place primordiale à la présence des communistes sur le terrain. »*

M. Georges Marchais souligne aussi que le PCF est toujours disposé à *« participer au pouvoir avec d'autres forces politiques pour contribuer à résoudre les problèmes du peuple et du pays »*. Les accords que le PCF pourrait passer avec d'autres partis, principalement le PS, seront fonction de *« l'opportunité et [de] la portée de tels accords dans chaque cas concret en fonction de la situation concrète »*. Agir autrement, a dit M. Marchais, ce serait *« choisir soit l'isolement systématique, soit la capitulation devant les exigences de la politique du Parti socialiste »*.

Le secrétaire général explique, d'autre part, que *« si la notion de gauche »* n'a pas disparu, il n'en est pas moins vrai que le PC entend se tourner vers *« les hommes et les femmes qui ne se reconnaissent pas nécessairement »* dans cette notion. D'autant qu'il ajoute qu'il est *« absurde de parler d'une disparition de la classe ouvrière au sens scientifique que nous donnons à ce terme »*.

Répondant aux critiques faites sur le fonctionnement du PCF, le secrétaire général affirme que la direction n'a menacé personne pour la suite de sa *« carrière »* s'il ne restait pas *« dans le rang »*, et se déclare hostile à une représentation dans les directions de la *« diversité des sensibilités »*, si cela doit consister à *« opérer des classifications entre communistes et ainsi jeter les bases d'une organisation du parti en tendances »*.

Trois catastrophes

Dans le début de la discussion, mercredi, le premier intervenant est M. Michel Tinnelli, de la Savoie ; il apporte son soutien à la direction du parti mais reconnaît que le bilan de sa fédération est *« contrasté »* : les responsables fédéraux ont quelque mal à se faire comprendre *« de la masse des gens et même de la masse des communistes »*. Aussi le progrès de la réflexion *« en reste au niveau du bureau de la fédération »*, et c'est lui qui a dû prendre en main la distribution des cartes.

M. Pascal Santoni, de Paris, apporte un soutien sans réserve à l'analyse présentée par le projet de résolution. M. Didier Cahart, de l'usine Renault de Cléon, en Seine-Maritime, aussi ; mais il ajoute des attaques personnelles contre M. Fabius, M[me] Cresson et M. Mitterrand. Surtout, il critique nommément M. Pierre Juquin, en lui reprochant de mettre en avant la responsabilité des Américains dans la crise en France. *« C'est,* dit-il, *vouloir instaurer le trouble dans les têtes. »* Et, à propos des contestations, il parle d'une *« tentative de déstabilisation du parti »*.

M. Luc Vervins, des Côtes-du-Nord, affirme que son département a connu trois catastrophes : *« la marée noire, la marée rose et la vague du chômage. »*. A travers la lutte dans le Trégor pour la défense de l'industrie électronique, il montre que les communistes de son département ont eu à réfléchir sur les conditions de la bataille et que, finalement, ils ont privilégié une alliance avec toutes les victimes de la crise, commerçants, petits patrons, ingénieurs et cadres, mettant ainsi en œuvre déjà le *« rassemblement populaire majoritaire »* proposé par le projet de résolution. S'il reconnaît que tous les communistes ne sont pas encore *« présents sur le terrain »*, il reproche aux *« camarades qui se sont abstenus ou opposés »* dans la discussion du projet de résolution d'être *« souvent bien loin des luttes tout en se proclamant révolutionnaires »*.

P. J. et Th. B.

La visite de M. Mitterrand en Picardie

Beauvais. — Deux mille personnes s'étaient rassemblées jeudi 7 février sur la place de l'Hôtel-de-Ville de Beauvais (Oise), première étape du voyage de M. François Mitterrand en Picardie. Parmi elles, quelques dizaines de militants CGT ont accueilli le chef de l'Etat aux cris de *« François, des emplois ! »*, *« Mitterrand, tes engagements ! »*, *« Les travailleurs t'ont élu, tu les a trahis ! »*.

Pour la première fois au cours d'un voyage officiel de M. Mitterrand, une banderole, qui marquait officiellement la présence de militants du PCF parmi les manifestants contestataires, avait été déployée.

***« Il n'y a pas de clameur qui me fera modifier le comportement que j'ai choisi pour la France »*, a déclaré M. Mitterrand à l'hôtel de ville de Beauvais**

De notre envoyé spécial

Répondant à l'hymne à la modernité, à la justice sociale et au redressement économique prononcé par le maire, M. Walter Amsallem (PS), président du conseil régional — *« Vous n'avez pas changé, nous non plus ; notre enthousiasme est le même pour soutenir votre action »*, — M. Mitterrand a affirmé : *« Je veux que la France gagne. Je n'accepterai pas qu'on la fasse perdre. » « Nous sommes sur la bonne voie. Je ne voudrais pas qu'on rebrousse chemin »*, a-t-il dit à propos de la politique économique.

« Il n'est pas question de lâcher prise et de relâcher l'effort. La vie est une dialectique contre la mort. Abandonner ici ou là, c'est abandonner la France, la ruiner. D'autres s'en étaient chargés. Moi, je ne le ferai pas. »

Auparavant M. Mitterrand avait longuement traité du chômage, ce *« mal européen »*, ce *« désastre »* qui frappe *« violemment et cruellement »* la France. *« J'entends dire beaucoup de choses. J'entends énoncer beaucoup de solutions qui ne sont que démagogie, qui ne reposent sur aucune analyse sérieuse. Le chômage d'aujourd'hui, c'est l'absence de modernisation d'hier. Si le travail de modernisation n'a pas été accompli, comment me demander de corriger les effets délétères de ces carences, en l'espace de trois ans ? »*

Comme il l'avait fait à Rennes, le chef de l'Etat a affirmé que *« tous les paramètres économiques sont en bien meilleur état qu'en 1981 »*. *« J'ai entendu beaucoup de criailleries »* sur ce sujet, a-t-il remarqué, mais *« je défie quiconque de démontrer que ce n'est pas vrai »*.

« Gagner du terrain jour après jour » : ce qu'il a dit à Rennes, le 1[er] février devant dix mille militants socialistes à propos de la lutte contre la crise, M. Mitterrand pourrait le répéter lorsqu'il s'agit de la reconquête espérée de l'opinion. Les voyages en province, conçus d'abord comme une méthode — traditionnelle pour un chef d'Etat — d'écoute de son pays et de dialogue, prennent obligatoirement, à l'approche de l'échéance décisive, des allures de campagne électorale. Le déplacement rapide qu'il a effectué à Rennes en était un premier témoignage. Les élections cantonales passées, M. Mitterrand continuera sa route vers le Languedoc-Roussillon.

Il s'agit certes de gagner du terrain, mais, affirme M. Mitterrand, pas n'importe comment. *« Persévérer »* est devenu, depuis l'émission télévisée du 16 janvier, le mot-clé du discours présidentiel. Persévérer dans la voie d'une politique économique dont l'austérité vaut impopularité. M. Mitterrand ne veut pas, dit-il, en changer parce qu'à ses yeux, elle est juste, et parce qu'elle donne de bons résultats, exception faite du chômage, *« ce mal qui nous ronge »* attribué aux défaillances de la droite (inflation et faiblesse de l'appareil industriel).

« Je persévérerai, déclare-t-il jeudi au *Courrier picard, dans la seule politique économique conforme aux intérêts du pays : créer les conditions d'une croissance saine, c'est-à-dire une croissance sans inflation et d'une croissance ancrée sur un appareil de production modernisé et musclé. »* Mais, ajoute-t-il, *« tout cela demande du temps »*.

Et justement, le temps risque de manquer si l'opposition, sûre de sa force, triomphe aux élections législatives et obtient du chef de l'Etat soit qu'il s'en aille, soit qu'il *« mange son chapeau »*, comme dit M. Jupé (RPR), ce qui revient à peu près au même.

La droite présente M. Mitterrand comme une sorte de *« chef de bande »*, la direction du PCF le décrit comme un potentat. Il s'agit de réduire son influence à celle du seul Parti socialiste (version opposition) et son image à celle d'un parti social-démocrate (version PCF) tombé dans *« l'ornière de la gestion du capitalisme »*. Cette présentation est d'autant plus insistante que M. Mitterrand s'efforce, au contraire, de tenir un discours largement ouvert à tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs *« républicaines »*.

Le discours *« républicain »* convient à merveille aux réunions d'hôtel de ville. Contrairement à ce qui s'était passé lors de son voyage en Alsace, aucun boycottage de la visite de M. Mitterrand n'a été organisé par l'opposition. Seuls quatre conseillers municipaux communistes d'Abbeville (Somme) ont fait savoir qu'ils ne se rendraient pas à la réception organisée à la mairie de leur commune. Entre la *« défense des privilèges »* incarnée selon eux par le maire de la ville, M. Max Lejeune (UDF, ancien SFIO en rupture de socialisme par opposition à l'ex-union de la gauche), et la *« poursuite des mesures d'austérité »* représentée par M. Mitterrand, ils se refusent à choisir.

JEAN-YVES LHOMEAU.

● *L'Oise chef-lieu Beauvais.* — Le chef-lieu de l'Oise est Beauvais et non Compiègne, comme nous l'avons indiqué, à la suite d'une regrettable erreur, dans notre supplément « Picardie » (*le Monde* du 7 février, page 10).

● *L'opposition toujours en avance, selon BVA.* — L'opposition serait toujours victorieuse si des élections législatives avaient lieu dans les prochains jours, mais les intentions de vote en sa faveur enregistrent un léger recul. C'est ce qu'indique un sondage réalisé par BVA, du 15 au 20 janvier, auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent trente-deux personnes et publié par l'hebdomadaire *Paris-Match.* D'après cette enquête, 57 % des Français voteraient pour les partis d'opposition. Ils étaient respectivement 59 % et 58 % dans les précédents sondages réalisés par BVA en décembre et en octobre derniers. Les partis de gauche, qui étaient crédités de 36 % des intentions de vote en octobre et de 35,5 % en décembre, obtiendraient pour leur part les suffrages de 37 % des Français. Ce sondage BVA-*Paris-Match* enregistre une légère poussée du Front national, qui passe de 7 % à 9 % des intentions de vote.

UNE ÉTUDE DE LA REVUE « POUVOIRS »

Un PC « plus affaibli et plus divisé » que jamais

MM. Olivier Duhamel et Jean-Luc Parodi publient, dans la dernière livraison de la revue *Pouvoirs,* une étude relative aux effets, dans l'opinion, de la participation du PCF au gouvernement, à travers l'apport des sondages réalisés de 1981 à 1984. Les auteurs tirent de cette étude dix conclusions.

1) Une image encore dégradée, malgré un bon départ lors de l'arrivée des communistes au gouvernement. *« L'inflexion prise à partir de l'automne 1983* (qui aboutit à une cote de 14 %) *laisse penser,* écrivent MM. Duhamel et Parodi, *que les annulations en série d'élections municipales pour fraudes électorales ont dû toucher de plein fouet le mythe du « bon maire » qui constituait l'un des points forts de l'image du PC »*.

2) Une présence gouvernementale tolérée, puis rejetée. Sur ce point, il faut noter que les sympathisants communistes sont restés *« gouvernementalistes convaincus »* : en mars 1984, alors qu'il n'y a plus dans le pays que 23 % des personnes interrogées qui se déclare satisfaites de la participation du PC, 97 % des communistes sont dans ce cas.

3) Une baisse liée à la dévalorisation générale de la gauche : les courbes du PC suivent « le système général » du septennat.

4) Le déclin communiste possède sa propre spécificité : celle-ci tient, selon MM. Duhamel et Parodi, au fait que la direction du PC *« persiste et signe dans l'évaluation globalement positive du bilan de l'URSS »* face à une opinion qui *« d'année en année, estime un peu plus négatif ledit bilan »*.

5) L'éphémère « effet Fiterman ». Auprès de l'ensemble des Français, les auteurs rappellent que la cote d'avenir (mesurée par la SOFRES) du ministre des transports avait toujours supplanté celle du secrétaire général du parti, et le pourcentage de « bonnes opinions » que recueille le parti lui-même. Toutefois, *« la popularité de Charles Fiterman ne paraît pas résister au départ du gouvernement »*.

6) La « popularité » du secrétaire général : *« Quoiqu'il advienne de la déstabilisation de Georges Marchais dans l'opinion communiste au lendemain du cataclysme électoral de juin 1984, et même si Charles Fiterman ne parvenait pas à le concurrencer une fois perdu le support gouvernemental de sa popularité,* écrivent MM Duhamel et Parodi, *il reste indéniable que l'image de Georges Marchais s'est considérablement détériorée, particulièrement chez les siens »*.

7) Le glissement face au pouvoir : *« Alors qu'au-delà de l'état de grâce, les communistes étaient les plus fidèles supporters du président et du gouvernement, alors qu'ils ont approuvé le plan de rigueur de mars 1983 plus nettement que les socialistes* (PC : 60 % ; PS : 58 %), *une rupture s'opère entre l'automne 1983 et le printemps 1984, accentuée à cette date par l'annonce de la restructuration dans la sidérurgie »*.

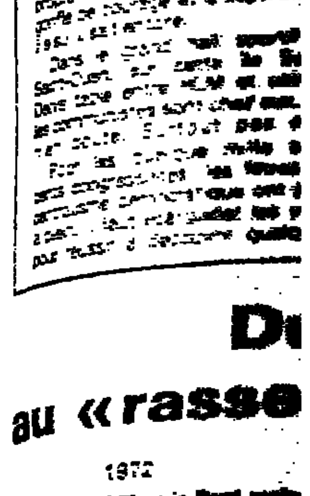
8) Communistes satisfaits et communistes mécontents ne présentent pas les mêmes caractéristiques : *« Les sympathisants du PC demeurent d'autant plus satisfaits de l'action présidentielle qu'ils sont plus vieux ou inactifs, et d'autant plus mécontents qu'ils sont employés, cadres ou indépendants et qu'ils ont atteint la quarantaine »*.

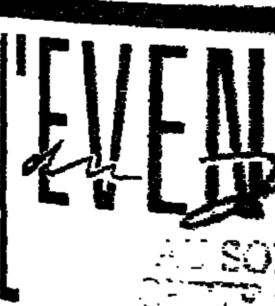
9) Le départ du gouvernement accentue la crise d'identité. *« La place du PC sur l'échiquier politique et son appartenance à la majorité ou l'opposition posent à ses sympathisants un réel problème d'identité »* : une majorité continue de se réclamer de... la majorité.

10) Au terme de ces trois ans d'exercice partiel du pouvoir, concluent MM. Parodi et Duhamel, le PC apparaît *« plus affaibli et plus divisé »* que jamais.

* Revue *Pouvoirs,* n° 32, 1985. PUF éditeur, 72 F.

RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait écrire, dans *le Monde* du 7 février, que certaines fédérations du PCF demandent une « réédition » de l'union de la gauche. Elles demandent, en fait, une « réévaluation » de l'union de la gauche.





هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

DU PARTI

ST

ondiale »

Trois catastrophes

« POUVOIRS »

affaibli

ue jamais

P. J. et Th. B.

POLITIQUE

COMMUNISTE FRANÇAIS

Une salle disciplinée

De Sa grande époque, le Parti communiste français a gardé des réflexes physiques de sportif de haut niveau. Oh! certes, à l'entendre discourir, on relève bien ici ou là que tous les muscles ne répondent plus comme au bon vieux temps. La vivacité a disparu mais il y a encore de beaux restes.

Organiser un beau et majestueux congrès, où les plus motivés de ses militants viennent se ressourcer; prendre les nouvelles consignes, apporter le fruit de leur propre expérience, partir le cœur gonflé de courage et d'espérance : il a su, il sait encore.

Dans le grand hall sportif de Saint-Ouen, sur cette île Saint-Denis tapie entre HLM et usines, les communistes sont chez eux, nul n'en doute. Surtout pas eux.

Pour les quelque mille sept cents congressistes, les filtres du centralisme démocratique ont joué à plein. Il faut écarquiller les yeux pour réussir à découvrir quelques éléments moins sages que les autres.

Dans la grande classe des militants politiques français, ceux du PC méritent, incontestablement, le premier prix de discipline. Qui d'autre qu'eux écouteraient sans broncher, pendant près de cinq heures, le discours du secrétaire général, tout juste interrompu par une petite demi-heure de pause-café ?

Les thèmes qui font battre des mains sont ceux qui ont toujours soulevé l'enthousiasme des communistes : le congrès de Tours, la critique de la social-démocratie, le refus de se faire dicter sa loi par les socialistes, le rejet de l'antisoviétisme, la dénonciation du chômage, le soutien à la CGT, la condamnation de l'anticommunisme, la valeur du centralisme démocratique et la nocivité des tendances...; mais les applaudissements restent mesurés.

La fin du discours du secrétaire général est tout de même saluée par près de deux minutes d'applaudissements debout. Assez pour surprendre les quelques récalcitrants, comme les délégués de la Drôme qui refusent d'applaudir, mais les fédérations les plus contestataires ont été noyées au milieu des plus sages, loin des regards indiscrets des journalistes, au mépris parfois de l'ordre alphabétique. Chacun remarque que M. Pierre Juquin, debout à la tribune du congrès comme tous les membres du bureau politique, n'applaudissait que du bout des doigts. M. Juquin est bien seul. Les têtes se détournent pendant qu'il gagne, comme tout le monde, la salle du déjeûner; les «amis» lui tendent une main distante. La longue litanie du salut aux délégations étrangères ramène l'unanimité. Premiers au hit-parade, les partis qui luttent contre des dictatures. Ceux d'Afrique du Sud, du Salvador, du Chili, de Turquie, d'Iran, ont droit à des applaudissements scandés debout. Mais aussi le FLNKS de Nouvelle-Calédonie bien sûr, Cuba, l'Algérie, le Nicaragua, le Vietnam... Les autres doivent se contenter de plus de discrétion, mais ils permettent de confirmer que la Guadeloupe, la Réunion, la Martinique sont pour les communistes français terre étrangère, et que les communistes sont présents partout : en Afghanistan comme en Irlande, en Pologne comme au Luxembourg, en Chine comme aux Pays-Bas. Seule l'Union soviétique met à mal l'unanimité : nombreux sont ceux qui restent assis pour saluer sa délégation. Tant pis! Plus de cent partis communistes et ouvriers conviés à ce vingt-cinquième congrès, cela représente quelques fidèles. Les militants français, qui ont du mal à mobiliser leurs voisins de palier, savent qu'ils appartiennent à une grande famille.

THIERRY BREHIER.

Du «programme commun» au «rassemblement populaire majoritaire»

1972

27 JUIN. – Le PCF et le Parti socialiste, rejoints quelques jours plus tard par le Mouvement des radicaux de gauche, signent un «programme commun de gouvernement». M. Marchais, secrétaire général adjoint, présente devant le comité central un rapport, gardé secret jusqu'en 1975, sur les avantages et les dangers de l'union avec le PS.

13-17 DÉCEMBRE. – Au vingtième congrès, M. Marchais devient secrétaire général du PCF, le titre de président d'honneur étant créé pour Waldeck Rochet, qui mourra en 1982.

1973

4 MARS. – Le PCF obtient 21,34 % des suffrages exprimés, le PS et le MRG 20,65 %, au premier tour des élections législatives.

1974

19 MAI. – M. François Mitterrand, «candidat commun» du PS, du PCF et du MRG, obtient 49,2 % des voix au second tour de l'élection présidentielle, face à M. Valéry Giscard d'Estaing.

29 SEPTEMBRE. – Le PCF perd des voix, au premier tour, dans quatre élections législatives partielles sur six, tandis que le PS progresse.

24-27 OCTOBRE. – Le vingt et unième congrès, extraordinaire, du PCF lance un avertissement au PS contre toute remise en cause du programme commun et contre toute tentative de réduire l'influence du Parti communiste.

1975

Le PCF polémique contre le PS à propos de *l'Archipel du Goulag*, de Soljenitsyne, de la révolution portugaise et de l'union de la gauche.

1976

4-8 FÉVRIER. – Le vingt-deuxième congrès du PCF est marqué par l'abandon de la notion de dictature du prolétariat, la critique des atteintes aux libertés dans les pays socialistes, le mot d'ordre «*Union du peuple de France*» et l'entrée dans les instances dirigeantes du parti de proches du secrétaire général, dont M. Charles Fiterman.

28 JUIN. – Le PCF et le PS signent un accord d'union pour les élections municipales de mars 1977.

29-30 JUIN. – A la conférence des PC, à Berlin, M. Marchais se prononce contre la réunion de telles conférences à l'avenir et s'oriente vers les thèses, dites eurocommunistes, des PC italien et espagnol.

1977

2-3 MARS. – M. Marchais rencontre, à Madrid, ses homologues du PC italien, Enrico Berlinguer, et du PC espagnol, M. Santiago Carrillo, avec lesquels il signe une déclaration commune marquant la distance prise par ces trois partis vis-à-vis de l'Union soviétique.

13-20 MARS. – La progression de la gauche et les accords d'union permettent au PCF de conquérir la mairie de vingt-deux villes de plus de trente mille habitants (il en détient, désormais, soixante-douze) et d'entrer dans de nombreuses municipalités socialistes.

19 AVRIL. – A la demande du PCF, le comité de liaison de la gauche (PCF, PS, MRG) entame des négociations sur l'actualisation du programme commun.

10 MAI. – Deux jours avant un débat télévisé opposant M. Mitterrand à M. Raymond Barre, le PCF publie un «chiffrage» du coût du programme commun qui met en difficulté le premier secrétaire du PS face au premier ministre.

22 SEPTEMBRE. – Rupture de l'union de la gauche, le PCF, d'une part, le PS et le MRG de l'autre, constatant leur désaccord sur l'«actualisation» de leur programme commun.

1978

12 MARS. – Le PS recueille 22,6 % des voix, le MRG 2,1 % et le PCF 20,6 % au premier tour des élections législatives, remportées par la droite à l'issue du second tour le 19 mars.

1979

9-13 MAI. – Le vingt-troisième congrès du PCF entérine – au terme d'une crise qui aura éloigné du parti de nombreux militants et réduit son audience parmi les intellectuels – la rupture de l'union de la gauche, le retour à l'«*union à la base*» et l'idée que les pays socialistes ont un «*bilan globalement positif*».

1980

11 JANVIER. – M. Marchais approuve en direct de Moscou, à la télévision, l'intervention soviétique en Afghanistan.

1981

28 AVRIL. – Le premier tour de l'élection présidentielle, le 26 avril, ayant donné 25,84 % des suffrages exprimés à M. Mitterrand et 15,34 % à M. Marchais, le comité central du PCF appelle officiellement les électeurs communistes à voter, au second tour, le 10 mai, pour M. Mitterrand, qui est élu.

14-21 JUIN. – Les élections législatives donnent au PS 37,51 % des suffrages exprimés et 269 sièges, au PCF 16,17 % des voix et 44 sièges.

23 JUIN. – Le comité directeur du PS et le comité central du PCF adoptent une déclaration définissant une «*orientation gouvernementale commune*». Le deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy comprend quatre communistes sur quarante trois ministres et secrétaires d'Etat.

1982

4-5 FÉVRIER. – Le vingt-quatrième congrès du PCF est marqué par l'affirmation de la volonté de se comporter en parti de gouvernement.

16 JUIN. – Le conseil des ministres adopte les mesures d'accompagnement de la dévaluation du franc, décidée le 12 juin. Les députés communistes expriment leur désaccord avec le blocage des salaires.

23 JUIN. – Le premier ministre ayant engagé la responsabilité du gouvernement, les députés communistes votent la «confiance».

22 DÉCEMBRE. – Le PS et le PCF concluent «au sommet» un accord pour les élections municipales.

1983

6-13 MARS. – Aux élections municipales, le PS perd quinze villes de plus de trente mille habitants sur les soixante-dix-neuf qu'il détenait; le PCF, seize sur soixante-douze.

23-24 MARS. – Le troisième gouvernement de M. Mauroy comprend deux ministres, un ministre délégué et un secrétaire d'Etat membres du PCF.

6 AVRIL. – A l'Assemblée nationale, les communistes votent la «confiance», tout en critiquant le plan Delors.

9 JUIN. – M. Fiterman déclare à la télévision que «*la question d'une politique de rechange ne se pose pas*» et qu'il ne sortira pas du gouvernement «*à propos de la question des euromissiles*».

12 JUILLET. – Entrevue Andropov-Marchais à Moscou; les deux dirigeants communistes déclarent, dans un communiqué commun, que les forces nucléaires françaises doivent être prises en compte dans la négociation soviéto-américaine de Genève.

1er DÉCEMBRE. – Des délégations du PS et du PCF, conduites par MM. Jospin et Marchais, adoptent une déclaration commune soutenant la politique du gouvernement.

1984

17 JANVIER. – M. Marchais, devant le comité central du PCF : «*La participation des communistes au gouvernement est devenue l'enjeu décisif de la bataille politique.*»

18 AVRIL. – A l'Assemblée nationale, les communistes votent la «confiance», tout en confirmant leur désaccord avec la restructuration de la sidérurgie.

26 AVRIL. – M. Marchais, évoquant la rupture de l'union de la gauche, déclare : «*Jamais nous ne ferons un cadeau aussi royal à nos adversaires, nos seuls adversaires : le RPR et l'UDF.*»

17 JUIN. – La liste du PCF obtient 11,20 % des suffrages exprimés aux élections européennes, celle du PS 20,75 %.

27 JUIN. – Le comité central adopte une résolution qui parle de la «*difficulté persistante* [du PCF] *à mettre en œuvre* [sa] *stratégie dans toutes ses implications*» et confirme le choix de «*l'union de la gauche*».

19 JUILLET. – Le comité central, convoqué après la démission de M. Mauroy et la nomination de M. Fabius comme premier ministre, décide à l'unanimité de ne pas participer au gouvernement de M. Fabius.

8 SEPTEMBRE. – M. Marchais indique que le vingt-cinquième congrès du PCF devra «*tirer les enseignements d'une expérience* [d'union de la gauche] *qui a duré près d'un quart de siècle*» et met à l'ordre du jour le «*rassemblement populaire majoritaire*».

30 OCTOBRE. – Six membres du comité central, dont MM. Pierre Juquin, membre du bureau politique, et Rigout, s'abstiennent lors du vote sur le projet de résolution proposé par la direction du parti pour le vingt-cinquième congrès, convoqué du 6 au 10 février 1985.

Selon un sondage SOFRES

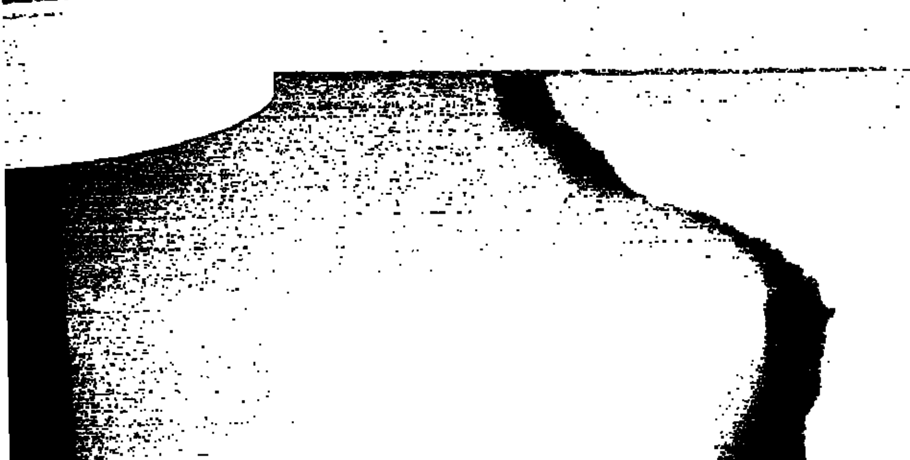
DEUX SYMPATHISANTS COMMUNISTES SUR TROIS SOUHAITENT UNE ALLIANCE AVEC LE PS EN 1986

Le Figaro du 6 février publie un sondage réalisé par la SOFRES, du 18 au 23 janvier auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes. Ce sondage analyse l'opinion des Français sur la situation actuelle du Parti communiste.

Pour 47 % des personnes interrogées, le recul électoral du PC est dû au fait qu'il «*est trop lié à l'Union soviétique*»; les sympathisants du PC ne sont que 26 % à avoir cette opinion, alors que 20 % pensent qu'il est «*desservi par Georges Marchais*», 39 % qu'il a «*été victime de l'union avec le Parti socialiste*».

Le Parti communiste est le parti pour lequel le plus grand nombre de Français ne voteraient en aucun cas; ils sont 63 % dans cet état d'esprit, alors qu'ils ne sont que 62 % à refuser tout vote pour la Ligue communiste révolutionnaire et pour le Front national.

L'attitude de la direction du Parti vis-à-vis des socialistes ne semble pas faire l'unanimité des sympathisants du PC : 53 % d'entre eux pensent que le PC «*reste dans la majorité au côté du Parti socialiste*», alors que 33 % estiment qu'il est entré dans l'opposition; 67 % souhaitent que pour les législatives de 1986 il y ait «*à nouveau une alliance étroite entre le PC et le PS*». L'image de M. Georges Marchais est ternie : 33 % des sympathisants communistes pensent qu'il est «*plutôt un mauvais leader*»; 57 % ont une opinion inverse.



société

L'ASSASSINAT DE GRÉGORY VILLEMIN

Les quatre failles de l'instruction

De notre envoyé spécial

Epinal. — Quatre éléments ont conduit le juge Lambert à décider la mise en liberté de M. Bernard Laroche, inculpé de l'assassinat de Grégory Villemin. Certains de ces éléments relèvent de vérifications récentes et tendent tous à affaiblir la crédibilité des témoignages à charge contre l'inculpé et, notamment, les déclarations de Muriel, sa belle-sœur, qui l'avait accusé à plusieurs reprises, avant de se rétracter.

Muriel avait affirmé que, au moment du crime, *M. Bernard* Laroche l'avait conduite de Bruyères (à la sortie du collège), d'abord à Lépanges-sur-Vologne, puis à Vocelles où le cadavre de l'enfant a été retrouvé. Ce témoignage pouvait permettre de suspecter M. Bernard Laroche : qu'avait-il fait pendant ces déplacements ? Les déclarations de Muriel étaient confirmées par celles du chauffeur du car scolaire et des camarades de collège de Muriel. Mais ces témoignages se sont effondrés.

1. Le chauffeur, qui avait affirmé que, contrairement à son habitude, Muriel n'avait pas pris le car à sa sortie du collège le 16 octobre à 17 heures, a fourni des explications qui se sont révélées erronées après vérification.

2. Les témoignages de quatre camarades *de collège de Muriel, ayant déclaré avoir vu* l'adolescente partir du collège, ce même jour, en voiture en compagnie d'un homme, *n'ont pas* tenu. Deux se sont révélés inexacts et deux sujets à caution.

3. Le temps nécessaire pour faire le parcours emprunté par M. Bernard Laroche entre le collège et le lieu de l'assassinat de Grégory, selon *Muriel, n'est* pas compatible avec le créneau horaire présumé du crime (17 h-17 h 30). Le juge en a été convaincu par un minutage effectué en sa présence le 28 janvier.

4. Le croquis du parcours, attribué à la main de Muriel, a été « préparé » par un gendarme qui l'a reconnu ultérieurement.

M. Bernard Laroche et son fils

M. Bernard Laroche, qui s'est réfugié à plus de deux cents kilomètres d'Epinal, après ses trois mois de détention, ne le cache pas : son fils Sébastien, quatre ans et demi, avait compris que son père n'était pas à l'hôpital comme on avait tenté de l'en convaincre. L'enfant lui a dit : *« Tu étais en prison. »* Mais jamais gamin n'a paru si heureux avec son père.

Il faudra plus que la joie des retrouvailles pour oublier : *« Ça ne pourra jamais être réparé »*, murmure M. Bernard Laroche. Une indemnisation ? Il laisse ses avocats libres d'en décider. Pour le reste, il espère et fait ses comptes : *« C'est dans une occasion pareille qu'on voit ses amis. »* Et les autres, les *« faux-jetons »*, les *« lâcheurs »*. Si la famille de Marie-Ange, sa femme, l'a aidé, personne de sa famille à lui ne lui a écrit. Mais ce qui l'a le plus touché, c'est la pétition en sa faveur signée par soixante-quatorze de ses camarades de travail sur une centaine, à l'usine textile Ancel de Granges, où il est contremaître : *« Je ne croyais pas que j'étais autant aimé. »*

Dans l'immédiat, il souhaiterait reprendre son travail. Et avoir un deuxième enfant. *« Nous ne le voulions pas jusqu'ici. J'ai compris qu'il le faut pour Sébastien. »*

C. V.

La vallée muette

Solide comme ceux qui sont accoutumés ici à *« faire du bois »*, l'homme est resté soudain sans voix, bouleversé. La serveuse du café où il était venu au rendez-vous l'avait reconnu. Elle lui a tendu la main : *« J'ai toujours cru que vous n'êtes pas coupable. Je voulais vous saluer. »*

Depuis deux jours qu'il a quitté la prison Charles-III de Nancy, après trois mois de détention, M. Bernard Laroche surprend par son calme et sa tranquillité ronde et massive. Pourtant, tout à l'heure, en arrivant, il a avoué ne plus trouver le sommeil. La joie de la liberté regagnée *paraît se* dissoudre, chassée par un sale sentiment qu'il dit en mots tout simples : *« Ça ne sera jamais plus comme avant. »*

Le désarroi voilé de cet homme, tellement capable de donner l'impression que tout cela ne le concerne pas, pèse aujourd'hui sur l'enquête pour établir les responsabilités dans la mort de Grégory Villemin. *Plus de trois mois* et demi ont passé depuis ce soir du 16 octobre où l'enfant de quatre ans et demi a été repêché dans la Vologne, à Docelles (Vosges), noyé, les chevilles et les poignets liés, le visage sans tourment. Plus de cent jours pendant lesquels, rappelle Me Paul Prompt, avocat de M. Bernard Laroche, cent quarante personnes ont été soumises à une épreuve de dictée afin de confondre le « corbeau », deux cent quatre-vingts procès-verbaux établis, deux portraits-robots diffusés, douze personnes gardées à vue. Et un homme en prison, pendant trois mois, que le juge d'instruction et la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy ont refusé, à deux reprises, de libérer, mais que l'on a fini par relâcher lundi 4 février.

Trop de faux témoignages ont été enregistrés, tardivement vérifiés. La lecture de l'ordonnance de mise en liberté de M. Bernard Laroche signée par le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, en dit long sur ces errements. Le juge écrit aussi que le *« climat passionnel »* qui entoure l'affaire depuis le début semble avoir diminué d'intensité, que l'*« hostilité »* dont M. Bernard Laroche était l'objet s'est atténuée.

Une véritable tempête

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les choses aujourd'hui soient comme en suspens ? Juge et avocats sentent qu'un autre raté de cette taille n'est plus possible. Epinal *est saisi* par la prudence. Celle des mots et celle des actes. La vallée de la Vologne, à Lépanges, où Grégory a vécu et est mort, se tait. Muette et sceptique. Les gens n'ont jamais beaucoup parlé, mais maintenant, moins encore. *« On ne saura jamais »* : la plupart des interlocuteurs se contentent d'accrocher cette phrase à leurs lèvres. Ailleurs, un autre corrige toutefois : *« Si la PJ s'en mêle, peut-être saura-t-on, car elle ne lâche pas son os facilement. »*

La PJ justement. Depuis la mise en liberté de M. Bernard Laroche, la question se pose avec plus de vigueur : les gendarmes vont-ils être dessaisis de l'enquête au profit du service régional de police judiciaire (SPRJ) de Nancy ? Ce n'est pas d'aujourd'hui que, si leur connaissance du terrain est appréciée, leur savoir-faire et la rigueur de leurs investigations sont contestés. Me Paul Prompt va plus loin : *« Le juge Lambert a été pris dans une véritable tempête. C'est à Nancy que les décisions étaient prises, en dehors de lui, à des réunions de gendarmerie. »* Il semble probable que les gendarmes devront passer la main quand on connaîtra les résultats des expertises d'écriture, qui sont très attendues.

Autres questions majeures : dans quelle direction l'enquête va-t-elle s'orienter ; pourquoi M. Bernard Laroche demeure-t-il inculpé et ne bénéficie-t-il pas d'un non-lieu ? La réponse est la même chez le juge d'instruction et chez les avocats de M. Bernard Laroche. On le saura vers le 15 février, à la remise du rapport des experts graphologues requis après l'annulation pour vice de forme des premières expertises.

Le juge Lambert a-t-il eu vent des conclusions de ce rapport ? Il s'en défend. Prudence. On imagine mal, cependant, qu'il aurait remis *M. Bernard Laroche en liberté s'il* n'avait pas eu, au moins, une ombre de confidence tendant à innocenter celui-ci ou... à accuser quelqu'un d'autre.

La logique paraît implacable aux yeux des défenseurs de M. Bernard Laroche : la semaine prochaine dévoilera l'identité du ou des « corbeaux ». En tout cas, M. Bernard Laroche répète que sa culpabilité provisoire ne commencera d'être effacée que lorsque le vrai coupable sera démasqué. Pourtant, personne ne se risque à balbutier un nom. Prudence encore. Me Gérard Welzer, l'un des avocats de M. Bernard Laroche qui ferraille activement pour son client, et n'y réussit pas si mal, affiche au moins une certitude : *« Il y a assez d'éléments dans le dossier pour que la vérité l'emporte. »*

CHARLES VIAL.

LES VOYAGES DE JEAN-Paul-II

Une église en plein vent

(Suite de la première page.)

La multiplication par Jean-Paul II de ses déplacements implique le risque — consenti — de la banalisation. Jean-Paul II en tournée ne prétend pas s'adresser à l'univers entier. Peu lui chaut que les médias des autres pays que ceux qu'il visite accordent de moins en moins de place et d'importance à ces séjours. Ce sont les Eglises visitées qui lui importent : le pasteur rencontre les siens. Que les médias d'Europe, par exemple, finissent par se lasser de montrer ces mers humaines, toujours recommencées, qui l'accueillent partout ; *que ses discours, homélies, allocutions,* confidences, remarques innombrables, soient peu repris ailleurs que là où il se trouve : tout cela n'est pas son souci. Il est en visite et non en représentation sur la scène du monde.

Il avait prévenu. Dès le 20 octobre 1978, après son élection, Jean-Paul II avait déclaré au corps diplomatique : *« Nous nous appliquerons à manifester à chacune des nations l'estime qu'elle est en droit d'attendre. »* Deux jours plus tard, il lançait, dans le premier message de son pontificat, la célèbre formule : *« N'ayez pas peur ! Ouvrez, ouvrez toutes grandes les portes au Christ. »* Il les a largement ouvertes, les portes du Saint-Siège ! Avec une boulimie qui a mis à mal les routines feutrées de la bureaucratie vaticane. En octobre 1978 toujours, il explique : *« Le premier message du pape c'est la prière. Je veux m'unir à tous ceux qui prient, où qu'ils prient, au bédouin dans sa steppe, à la carmélite et au cistercien au fond de leurs couvents, au malade sur son lit de souffrance et d'agonie, à l'homme actif dans la plénitude de sa vie, aux opprimés et aux humiliés... partout. »* Quelques jours plus tard il résume son programme : *« Le pape voudrait passer le seuil de toutes les maisons. »*

Et voilà donc le pape lancé sur les routes du monde ! A chaque voyage son style, à chaque lieu son message et son enseignement, à chaque culture son dû. Les foules tombent sous le charme de ce pèlerin robuste, qui sait manier l'humour, qui parle *ferme et sans trop de détours (« Son oui est oui, son non est non »*, dira, admiratif, Mgr Helder Camara), qui rappelle la doctrine *avec une autorité à la fois souriante, paternelle..., et inflexible.* Partout il parle mais partout il écoute. Au point, raconte un proche, que *« tous ceux qu'il reçoit ont l'impression d'être approuvés et compris ! »* Compris, sans doute, approuvés c'est douteux...

Inoubliables visions que ces multiples tournées pastorales où le son se mêle à l'image. Qui entreprendrait de les raconter toutes pourrait verser aisément dans le style de l'épopée.

Encore la France

Jean-Paul II aura inauguré *1985 avec le sixième voyage en* Amérique latine, qui vient de s'achever sur des mises au point répétées au sujet de la théologie dite de la libération. Et ce n'est pas fini. La Belgique et les Pays-Bas recevront le pape. Jean-Paul II reviendra sans doute en France pour une visite dans le Sud-Est (Annecy, Ars, notamment).

Tant d'images, tant de propos, tant de rencontres, à quoi bon ? Au sein même de l'Eglise, les critiques ne manquent pas. Elles sont contradictoires. *Pour les uns le* pape se comporte toujours comme une vedette, et son talent pour le one-man-show n'excuse pas les abus qu'il en fait. Ceux-là critiquent aussi bien la forme que le fond : le « pape médiatique » vient aussi surveiller, inspecter, imposer ses vues aux Eglises *locales.* Il va partout, prêchant une doctrine et une morale fort peu évolutives. Il fige la chrétienté plus qu'il ne la soulève. Il recommande aux pauvres la résignation, et suggère le pardon pour les *offenses qu'on leur fait... Il* condamne l'engagement politique, sauf en Pologne...

Mais il y a des critiques opposées. *Dans la* gent vaticane ces voyages incessants, outre qu'ils perturbent les habitudes — ce qui n'est du goût d'aucune bureaucratie ! — empêcheraient le pape de gouverner l'Eglise comme il convient, c'est-à-dire comme on le faisait jadis. *« Il délaisse trop Rome »*, murmure-t-on. Il y a du relâchement dans l'autorité...

Et si tout cela était exactement *délibéré ?* Et *si, précisément,* par ses voyages incessants, le pape, qu'on ne dit plus polonais tant il est devenu universel, voulait marquer les urgences qu'il a assignées à son pontificat ? On peut ainsi les résumer : maintenir l'unité, maintenir la doctrine. *L'unité des catholiques dans un monde éclaté,* dans des cultures et des systèmes que tout oppose, est un défi au bon sens contemporain. *Quoi de commun entre le* paysan miséreux du Nordeste brésilien et le paroissien huppé de Neuilly, entre le prêtre guérillero *et le chartreux cloîtré, entre une* messe d'Afrique et un office new-yorkais ? Rien en apparence. Tout, dit le pape, *c'est-à-dire l'essentiel du « message évangélique »* car *« tout est dit dans l'Evangile ».* Face aux forces centrifuges qu'affronte l'Eglise et que *le concile Vatican II, en tentant* d'enrayer, n'a fait qu'encourager, le pape avait le choix entre deux méthodes. La méthode classique pour le Saint-Siège : régner à Rome, tenir de là tous les fils de la chrétienté, décréter, centraliser, condamner, ordonner. Ou la méthode... Jean-Paul II : aller au-devant des masses catholiques *(ou de ce qu'il en reste),* susciter le réveil des Eglises locales, les inquiéter même par sa venue, les contraindre à une réflexion sur *leur spécificité* et les rappeler à l'unité de l'Eglise.

Le synode et la pause

La fermeté sur la doctrine va de pair avec cette méthode qui consiste à rassembler l'Eglise, à la ré-unir, au sens fort. Ni glissements progressifs de la doctrine ni errances autonomes des Eglises locales. *Tout Jean-Paul II* est dans ce projet qui est, aux yeux de certains, conservateur, voire réactionnaire, mais qui est, *selon ses convictions, conforme à* ces temps où les esprits se troublent : réfléchir, faire la pause en refusant le mouvement pour le mouvement.

Ainsi s'offre ce paradoxe d'un pape qui s'est fait voyageur non par goût immodéré et profane des déplacements, mais par souci de voir l'Eglise se retrouver. De là découle aussi, à l'évidence, la convocation du synode extraordinaire des évêques annoncé pour la fin de 1985. Il *s'agira,* a indiqué Jean-Paul II, d'*« échanger et approfondir expériences et informations concernant la mise en œuvre du concile Vatican II ».*

Jean-Paul II a pris les commandes *de l'Eglise dans l'esprit* de ses prédécesseurs mais en changeant de méthodes. *« Eux croyaient au gouvernement par l'appareil, lui pas »,* confie un proche. *« Il a surpris tout le monde en laissant tourner la curie, en ne donnant que peu de consignes aux congrégations. La réforme de la curie traîne. Tout se passe comme s'il laissait filer sur sa vitesse acquise l'organisme central. Pour lui l'Eglise est faite d'abord des Eglises locales et des diocèses, dont il a pour mission d'assurer la cohérence et l'unité. Le voyage est devenu son métier. »*

Il a aéré l'Eglise et exaucé, au-delà de toute mesure, le vœu que formulait le regretté Xavier Grall dans ces colonnes (2) : *« On ne voit pas pourquoi les successeurs de Pierre devraient ressembler à de taciturnes momies confinées en des palais de marbre, loin des vents et des soleils. »* Au synode il voudra sans doute faire le point avec les évêques sur ce que lui ont enseigné les vents et les soleils de tous les continents.

BRUNO FRAPPAT.

(2) *Le Monde* du 6 octobre 1979.

APPROUVÉ PAR LA MAJORITÉ DU CONGRÈS

M. Pommatau engage la FEN dans « la reconquête idéologique »

La discussion du rapport d'activité présenté par le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) s'est achevée le mercredi 6 février après quatorze heures de débats et cent dix-sept interventions étalées sur deux jours. Le rapport présenté par M. Jacques Pommatau pour la direction fédérale *Unité indépendance et démocratie* (UID, proche des socialistes), a été approuvé par 60,11 % des mandats *(61,61 % en 1982).* Il y a eu 29,47 % de votes contre (34,31 %) et 10,42 % d'abstentions (4,07 %). Un succès confortable pour la direction sortante, malgré les critiques et les attaques dont elle était la cible (*Le Monde* du 5 février).

De notre envoyé spécial

Lille. — Que serait un congrès de la FEN sans le traditionnel débat de tendances ? Difficile à imaginer depuis les années d'après-guerre où, *rituellement,* tous les deux ou trois ans, les journées consacrées à la discussion du rapport d'activité permettent aux divers représentants des courants de la gauche française de venir exprimer leur point de vue.

Et ils ne sont pas toujours tendres les adhérents envers leur direction, même s'ils appellent le secrétaire général par son prénom ou s'ils lui accordent le titre de camarade. Des *heures durant, ils déversent sur leurs* collègues des flots de paroles, des kilos de documents. Par moments l'attention est plus soutenue, comme lors de l'intervention de M. Thierry Volk de la section de Nouvelle-Calédonie venu rappeler les idéaux *« de liberté, de respect mutuel, de compréhension, d'égale dignité entre les hommes »* de la FEN. Le silence s'est fait dans la salle pour l'écouter exprimer son espoir d'*« une rentrée réussie où les enfants montreront à leurs aînés qu'il fait bon vivre tous ensemble dans notre école publique, l'école où chacun s'enrichit des différences de l'autre, l'école de la liberté ».*

L'assistance — plus d'un millier de délégués — a fait preuve de moins d'attention pour les propos du secrétaire du syndicat de la conduite et de l'éducation routières, mais les déplacements et les discussions se sont arrêtés lorsque les leaders des courants de pensée où les secrétaires des « grands » syndicats ont pris la parole. Ils ont écouté M. Gérard d'Hersignerie de l'Ecole émancipée critiquer la signature de l'accord salarial dans la fonction publique ; ils ont entendu, même s'ils ont ponctué ses propos de quelques sifflets, le représentant du Front unique ouvrier (FUO, animé par des trotskistes du PCI) dénoncer *« la prétendue rénovation qui n'est rien d'autre, sous couvert de pédagogie, qu'une chasse aux postes, aux classes, aux moyens de fonctionnement ».*

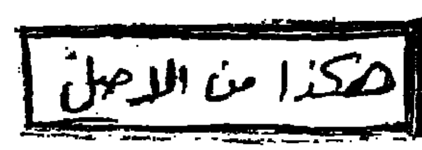
Enfin, les délégués ont pris connaissance des critiques formulées par la principale force d'opposition, le courant Unité et action animé par des militants communistes. Selon le responsable de cette tendance, M. Alfred Sorel, la FEN refuse de *« donner à l'expression des revendications des personnels une forme trop voyante ».* D'après lui, la fédération renonce à l'action pour ne pas gêner le gouvernement. *« La droite se bat, elle, et nous devrions, nous, baisser la garde »,* a-t-il dit, en mettant en garde les congressistes contre une dérive du syndicat.

Réponse aux communistes

Pendant plus de deux heures, M. Jacques Pommatau a tenté mercredi de répondre à tous ses contradicteurs. Parfois caustique, rarement tendre envers les minoritaires, il s'est efforcé de mobiliser l'énergie des militants pour vaincre le défaitisme. *« Je ne m'inscris pas dans la désespérance »,* a-t-il déclaré à propos de la question laïque. Encourageant les adhérents à *« convaincre et encore convaincre »* pour préparer la reconquête idéologique, il a dénoncé les militants du Parti communiste internationaliste (PCI) qui ont décidé, selon une directive de leur organisation, de *« laisser des forces dans la FEN après avoir favorisé une affiliation limitée à Force ouvrière ».* Mais le secrétaire général de la FEN a réservé l'essentiel de ses attaques aux militants Unité et action. *« Vous avez voulu m'obliger à condamner votre grève, vous n'y arriverez pas »* a-t-il lancé aux responsables du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES). *« Qui était le plus visé par cette action,* a-t-il interrogé, *le ministre ou la Fédération à laquelle on est affilié ? »*

Pour M. Pommatau, l'attitude des militants Unité et action a évolué depuis le départ des ministres communistes. Au moment où s'ouvre le congrès du PC, M. Pommatau note que les débats de ce parti ne sont pas sans conséquences sur la vie interne de la FEN. Mais l'inverse est peut-être vrai aussi. Le fait que le Syndicat de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) dirigé par des militants Unité et action, universitaires parfois auteurs de contributions critiques au congrès du PC, ait appelé ses adhérents à s'abstenir sur le rapport d'activité, alors que leur tendance avait appelé à voter contre, pourrait en être une preuve.

SERGE BOLLOCH.



هكذا من الأصل

DU PARTI

nondiale »

Trois catastrophes

« POUVOIRS »

affaibli que jamais

M. Robert Broussard est nommé adjoint opérationnel du directeur général de la police

M. Robert Broussard a été nommé préfet hors cadre au conseil des ministres du mercredi 6 février. L'ancien « patron » de la brigade anti-gang du quai des Orfèvres, commissaire de la République délégué pour la police en Corse depuis le mois de janvier 1983, devient désormais « adjoint opérationnel » du directeur général de la police nationale (DGPN), M. Pierre Verbrugghe. Il sera remplacé en Corse par M. Georges Bastelica, contrôleur général de la police nationale, jusqu'à aujourd'hui conseiller technique du DGPN, et qui sera donc nommé commissaire de la République délégué pour la police auprès du préfet de région et du commissaire de la République de Haute-Corse.

Cette promotion de M. Broussard n'est pas sans rapport avec la nouvelle vague de terrorisme qui frappe simultanément plusieurs pays européens.

Au ministère de l'intérieur, on laisse entendre que M. Broussard sera chargé de l'action policière sur des « coups ponctuels » qui, cependant, ne se limiteraient pas à la lutte antiterroriste.

un « battant »

Ruse et courage d'un boxeur, sourire d'un séducteur à la méditerranéenne, ainsi la Corse découvre-t-elle Robert Broussard, « le super-flic de l'anti-gang » lorsqu'il arrive sur l'île en 1983.

Nommé commissaire de la République, délégué pour la police par M. Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur, Robert Broussard – qui est âgé de quarante-huit ans – quitte donc le cabinet de M. Joseph Francheschi, pour la Corse. L'homme n'arrive pas, précise-t-il alors, dans « un esprit de cow-boy ». Mais la légende est déjà là. Entre la majorité des insulaires et lui, c'est rapidement l'état de grâce.

Les succès à répétitions du commissaire Broussard contre les activistes de l'ex-FLNC rassurent élus, citoyens et policiers. Ces derniers retrouvent la confiance. En Corse, en effet, les arrestations se multiplient. Sous les verrous se retrouvent le meurtrier et les racketteurs d'André Schoch, le coiffeur d'Ajaccio assassiné le 9 février 1983, puis le commando présumé responsable de la mort di caporal chef Renato Rossi, légionnaire du deuxième REP, le 11 février 1982. Il ne se passe pas de semaine sans que la Corse découvre de nouvelles arrestations. Pas de rafles, comme sous le précédent gouvernement, mais des prises en flagrants délits.

La tactique du commissaire Broussard est simple : il veut avoir la population de son côté et isoler les clandestins de FLNC – le noyau dur des politiques – pour les amener à transiger.

La disparition de Guy Orsoni, militant nationaliste le 17 juin 1983, fait naître alors la plus trouble affaire du règne de M. Broussard : dix-huit mois plus tard, elle se solde par sept morts et un blessé.

En premier lieu, Pierre Jean Massimi, secrétaire général du département de Haute-Corse est assassiné, le 13 septembre 1983, par l'ex-FLNC. Des truands notoires liés à l'affaire sont, à leur tour, éliminés. Enfin, le 7 juin 1984, Jean-Marc Leccia et Salvador Contini sont « exécutés » dans leur cellule de la prison à Ajaccio par un commando de l'ex-FLNC. L'arrivée de Robert Broussard fait en partie échouer le commando qui se retrouve aussitôt sous les verrous.

Perte de vitesse ?

D'autres arrestations suivent, frappant de plus en plus haut l'organisation clandestine. Dans le même temps, attentats et plasticages diminuent. M. Pierre Joxe lui-même salue les résultats positifs de l'action de son préfet.

Cependant, si les actions terroristes sont moins nombreuses, elles sont plus spectaculaires. Le 6 décembre 1984, un CRS est assassiné à Bastia par l'ex-FLNC et le 31 janvier 1985, à Ajaccio, c'est un hôtelier continental qui est assassiné. Cet acte n'est, toujours pas revendiqué, mais son caractère politique n'est remis en cause par personne. La gravité des derniers événements frappe l'opinion insulaire. Et si l'effet Broussard était en perte de vitesse ? Les rumeurs se succèdent depuis deux mois. On parle d'un éventuel départ forcé.

Le commissaire ne s'émeut guère apparemment. Il a déjà fait savoir à ses supérieurs qu'il souhaite la fin de cette mission en Corse, prolongée à plusieurs reprises. Le rideau tombe le 6 février.

DANIELLE ROUARD.

M. Georges Bastelica : Corse et « homme de terrain »

Né le 28 mai 1929 à Alger, M. Georges Bastelica est d'origine corse, comme sa femme. Sa carrière policière est, jusqu'en 1981, celle d'un homme de terrain, spécialiste de la sécurité publique.

Elle débute à Alger en 1955, comme assistant au laboratoire scientifique de la police. Deux ans plus tard, il est, à Lyon, inspecteur de police à la sécurité publique. Admis en 1963 à l'école des commissaires de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), puis nommé, en 1972, commissaire principal et, en 1979, commissaire divisionnaire, M. Bastelica devient contrôleur général de la police nationale le 1er mars 1982. Pendant tout ce temps, ses fonctions de « terrain » l'ont amené, dans divers commissariats, de Rouen à Meaux, en passant par Armentières et Croix, dans le Nord.

Sa carrière d'organisateur commence en décembre 1980 : il devient alors directeur départemental des polices urbaines (DDPU) du Calvados, à Caen, puis de celles de Loire-Atlantique, à Nantes. Enfin, le 14 août 1981, il est nommé conseiller technique au cabinet du directeur général de la police nationale. Là, entre autres tâches, il assure la liaison avec la gendarmerie nationale. C'est à ce titre qu'il fait aboutir un protocole d'accord, entre le ministre de la défense et son homologue de l'intérieur, qui délimite les zones de compétences, sur le terrain, entre la police et la gendarmerie.

● *Corte : Un étudiant écroué.* – M. Henri Flach, vingt-trois ans, étudiant en droit et responsable à la « *Consulte des Etudiants corses-nationalistes* », a été inculpé le mercredi 6 février à Bastia de violences et voies de faits avec préméditation par M. Michel Hubert, juge d'instruction. M. Flach faisait partie du groupe qui, le 25 janvier, s'était rendu coupable d'une agression contre M. Francis Pomponi, directeur de l'Institut corse de l'université de Corte.

EN CORSE : POUR ET CONTRE BROUSSARD

(De notre correspondant.)

Bastia. – Le départ de M. Robert Broussard a suscité au sein de la classe politique insulaire des réactions plutôt tranchées. Les nationalistes, autonomistes inclus, parlent volontiers « d'échec » de la mission du commissaire de la République chargé de la police en Corse. Pour Max Siméoni, « *l'effet Broussard a fait long feu* ». Le leader de l'Union du peuple Corse (UPC) estime qu'« *il était là pour régler un problème politique et* [que] *ce problème politique demeure* ». Cette appréciation est partagée par le MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination).

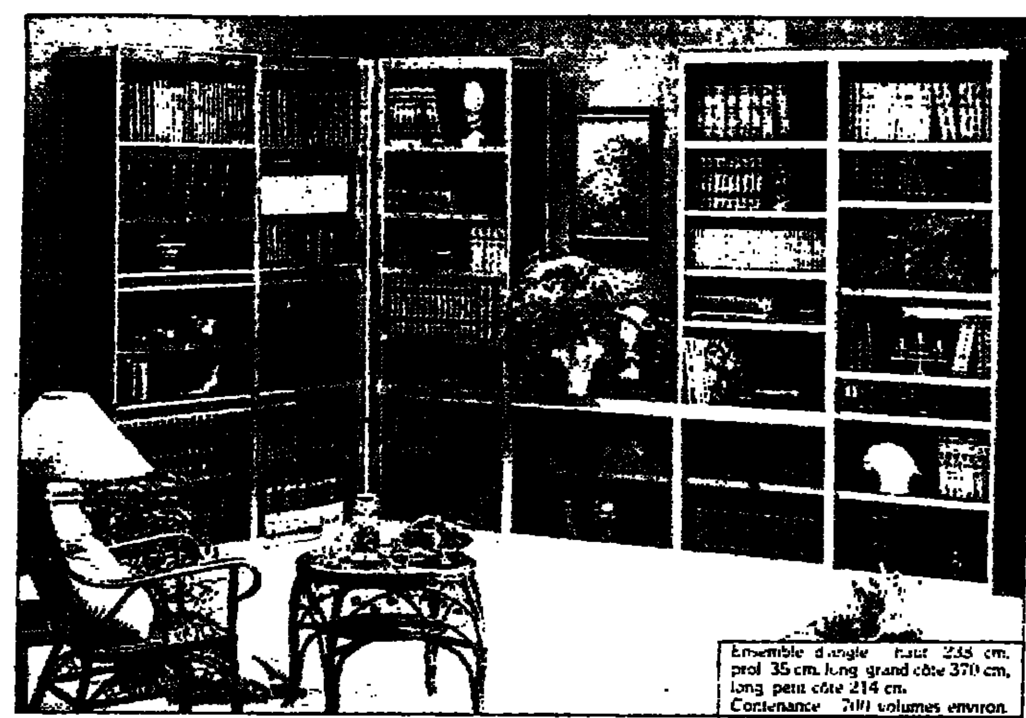
Les avis sont opposés chez les anti nationalistes : M. François Giacobbi, sénateur (MRG) et président du conseil général de Haute-Corse, affirme que M. Broussard a obtenu de « bons résultats ». M. Nicolas Alfonsi, député (MRG) d'Ajaccio, insiste sur « *l'efficacité de l'action du préfet de police dans la mesure où maintenant*, dit-il, *l'opinion nationale perçoit mieux le caractère terroriste de la situation corse et la marginalisation de ceux qui utilisent la violence* ».

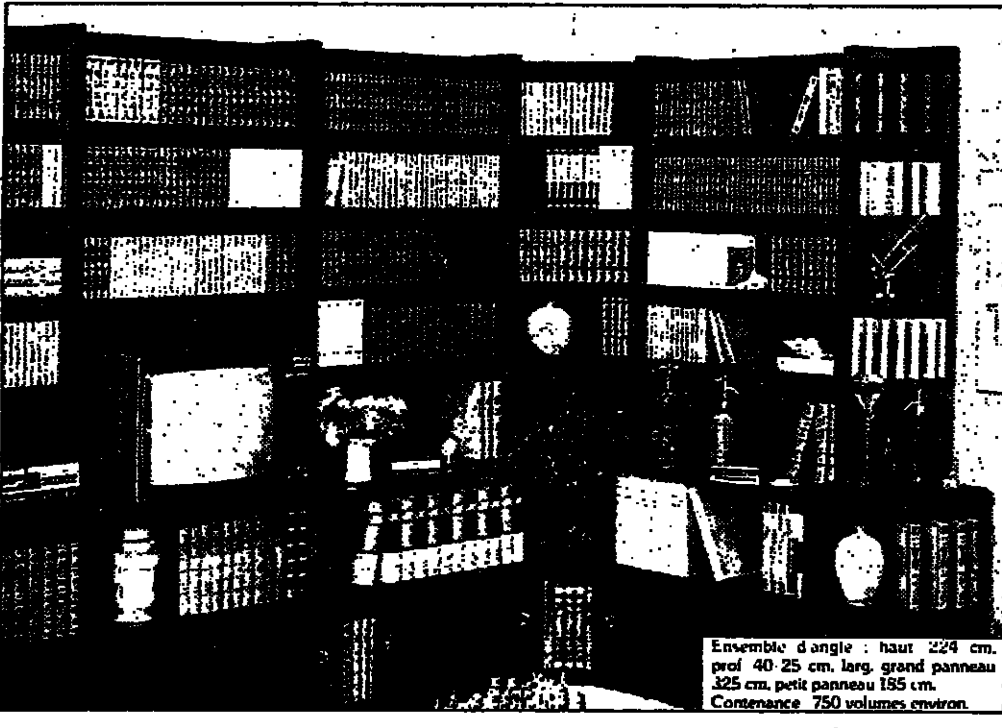
Dans l'opposition, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR) de Porto-Vecchio et président de l'Assemblée de Corse, estime que M. Broussard est « *un fonctionnaire de qualité qui a obtenu des résultats importants* ». M. Pascal Arrighi, le leader du Front national, fait valoir, que M. Broussard « *a aimé la Corse* ».

Seule critique formulée à droite, celle de M. José Rossi, premier vice-président (UDF) de l'Assemblée de Corse. Il admet que « *M. Broussard, pendant son séjour en Corse, a donné le meilleur de lui-même et a assumé ses fonctions avec autorité et compétence* ». « *Mais force est de constater,* ajoute M. Rossi, *que le problème du terrorisme n'est pas réglé.* »

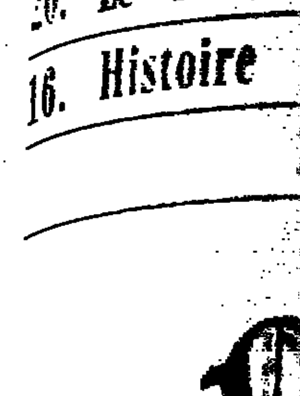
DOMINIQUE ANTONI.

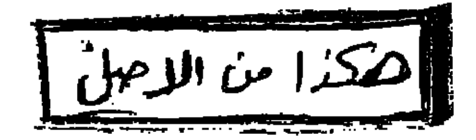
● *Quarante mille sans-abri en Argentine après un tremblement de terre.* – Après le séisme qui s'est produit dans la région de Mendoza (Argentine) le 26 janvier, y tuant six personnes et en blessant deux cent quarante autres, quarante mille personnes sont sans abri. La situation des sinistrés est aggravée par de fortes pluies. – *(Reuter.)*










هكذا من الاصل

Le Monde des livres

Roland Cailleux, un cœur pur

Familier de Gide, Céline, Aymé, Nimier ou Vialatte, Roland Cailleux (1908-1980) est absent des manuels de littérature. Tandis que Grasset publie un de ses inédits,* la Religion du cœur, *le Mercure de France présente une gerbe d'hommages à ce méconnu.

« *CAILLEUX est un grand écrivain. Je le dis en pesant mes termes... Il commence un ouvrage comme un journal de Gide, le continue comme un roman américain, le poursuit en surréaliste, le termine en grand rhétoriqueur : c'est Frégoli.* » Vialatte, en saluant ainsi Cailleux, donnait, dans *Opéra* (déc. 1951), la clé et le pourquoi du silence qui, depuis la publication de son dernier roman, *A moi-même inconnu* (1), entoure l'homme et son œuvre. Ouvrez le *Dictionnaire des littératures de langue française* (Bordas) : entre Caillavet et Caillois, il n'y a personne. Cailleux ? inconnu au bataillon.

Né à Paris, il a très tôt la vocation, en lisant Proust. Il admire Larbaud, Joyce, fréquente Breton et Crevel. Pour écrire tranquillement, il devient médecin de cure à Châtelguyon. En 1939, il rencontre Gide et Roger Martin du Gard. Dès 1927, il a acheté son premier nœud papillon. Ceux qui l'ont connu le décrivent toujours avec. Blondin parle de sa « *rigueur courtoise* ». Nimier, qui se lia avec Cailleux en 1949, le voit comme « *un homme aux cheveux gris, avec un peu de lycanthropie dans le visage, mais nullement dans le caractère...* »

Le livre pieux du Mercure a été conçu par Christian Dedet, médecin traitant et romancier lui aussi. On y trouve des extraits des quatre romans de Cailleux, accompagnés de critiques plus qu'élogieuses qui le comparent tour à tour à Sartre, Gide, Céline, Proust, Montaigne, Rousseau et Gogol. Elles sont signées Vialatte, Gabriel Marcel, Montale, Nimier, etc. Des témoins disent tout sur le personnage, cyclothymique, gai, angoissé, cœur pur, aimant les frères Marx, l'Auvergne, W.C. Fields, le cirque, Thomas Narcejac, Michel Perrin, Jacques Laurent, Julien Gracq... ces membres de la « *confrérie clandestine* » qui accompagne sa mémoire, se donnent la main ou le mot pour élargir le cercle.

Une conversation avec Céline

Le volume contient également une correspondance avec Nimier et de précieuses pages inédites. Cailleux laissa, en désordre, un gros journal, des paquets de lettres, des souvenirs. Il raconte ici son voyage avec Gide, entre Cabris et Le Puy, dans la France de la drôle de guerre, une visite à Cocteau ou à Dullin et, surtout, une extraordinaire conversation avec Céline, leur dernière, en avril 1961, dont il faut extraire quelques lignes, pour édifier le lecteur et le mettre en appétit :

« *...Ouais, j'écris, je bosse.*
– *C'est la suite de* Nord ?
– *C'est ça et c'est pas ça. J'y travaillais ce matin, je vais m'y remettre quand tu vas partir.*
– *Et ça avance ?*
– *Comme ça. C'est pas facile. C'est un métier.* »

Quatre volumes en trente-cinq ans – sans compter des livres publiés sous pseudonyme : Cailleux n'a pas abusé de ses dons et ne s'est jamais répété. Dès *Saint-Genès ou la Vie brève* (2), un tableau de la jeunesse perdue, il multiplie avec brio les techniques, passant du journal intime au dialogue et au monologue. Avec *Une lecture* (3), où il campe un homme ordinaire qui change du tout au tout à la lecture de *la Recherche*, Cailleux épate Vialatte : « *Il y avait fait tenir tout Proust, comme un grand pardessus dans une petite valise.* » Son livre *les Esprits animaux* (4), qui donne la parole à la fourmi, l'huître, l'éphémère, le pékinois ou la colombe, prouve encore que ce magicien n'est pas avare de ses numéros et ne cesse de se divertir, gravement. « *La Fontaine raisonne à tout propos, quand Roland Cailleux se contente d'écouter ses modèles.* » (Nimier). Après un long éloignement, il donne enfin son testament, une épopée psychanalytique impressionnante, *A moi-même inconnu*, qui reçoit un simple succès d'estime, malgré l'enthousiasme de son nouvel éditeur, Albin Michel.

La Religion du cœur, suite de monologues tenus par des témoins de la vie de Jésus – de l'Annonciation à la Vierge au miracle de la Pentecôte – déconcertera ceux qui ne connaissent pas Cailleux. Improvisé par lui et enregistré sur cassettes, cet ouvrage inachevé lui ressemble pourtant ; il cueille les conventions à rebrousse-poil et parvient à renouveler une histoire usée jusqu'à la corde. Cailleux a pris, comme pour un chemin de croix naïf, l'existence du Christ à la source. Il en tire des images nouvelles, lumineuses et innocentes. Les récits du Romain antisémite, de la Samaritaine, de Sarah (noces de Cana), d'un marchand chassé du temple, de Salamiel, l'aveugle-né, ou de Simon de Cyrène, requis pour porter la croix, forment une couronne apaisante. Cailleux, par-delà la mort, s'est dépouillé de son enfer et a congédié la cohorte de ses démons.

RAPHAËL SORIN.

★ **AVEC ROLAND CAILLEUX, *Mercure de France*, 176 p., 95 F.**

★ **LA RELIGION DU CŒUR, de Roland Cailleux, Grasset, 148 p., 62 F.**

(1) Albin Michel, 1978.
(2) Gallimard, 1943.
(3) Gallimard, 1944.
(4) Gallimard, 1955.



D.R.

Société secrète, par Julien Gracq

« Il survient parfois, dans l'opération de la lecture, quelque chose de plus énigmatique que le coup de foudre, éprouvé dès la première page d'un livre destiné à nous marquer. C'est le lent dégel, au fil des pages, de l'esprit indifférent ou engourdi, que rien d'abord de ce qu'il lit n'arrête vraiment mais qu'un courant de sympathie progressivement déclôt et réchauffe, sans qu'aucune sorte de « message » ait besoin d'être transmis. A travers cette lecture se réalise, à dose homéopathique, mais non sans efficacité, l'idée que Rimbaud se faisait de la poésie la plus haute : « *De l'âme appliquée sur de l'âme, et tirant.* » De tels livres, privés d'éclat apparent, retirés et ombreux, sont plus aptes que les autres à créer autour d'eux (je songe par exemple à Senancour) de petites sociétés de lecteurs closes et particulièrement vivaces. Le point d'exclamation est exclu des propos que ces lecteurs échangent, mais une chaleur les rapproche. Chaleur douce et égale, à peine sensible comme l'est la température du corps, mais où tous les échanges baignent et deviennent aisés : c'est qu'une tonalité fondamentale exacte, la vibration d'un diapason particulièrement juste a timbré l'ouvrage en lequel ils communient.

Une complicité de lecteurs de ce genre était en voie de formation – on le sentait à la manière dont son titre surgissait dans les propos – autour de *Saint-Genès*, dès que le livre parut. L'occupation allemande, la raréfaction de la matière imprimée, la complication de ses circuits, favorisaient d'ailleurs l'éclosion de pareilles franc-maçonneries. Je me rappelle combien quand j'ouvris le livre, les premières pages, qui avaient la naïveté d'un cahier de perfectionnement d'écolier, me parurent se soucier peu d'accrocher l'attention. La phrase, condensée et courte, la phrase élémentaire et efficace, dont Sartre parle à propos de Jules Renard, allait avant tout à l'économie (« *Je voudrais être très naturel et ne pas m'embrouiller dans de longues phrases* ».) Mais le plain-pied de cette simplicité familière peu à peu agissait. De chapitre en chapitre, tout le kaléidoscope des formes de l'expression littéraire : du je au tu, au il, et même au on – du poème au monologue intérieur, au journal intime, à la lettre, au portrait, se déployait avec virtuosité, sans que le contact – un bizarre contact senti avec ce que j'ai envie d'appeler la modestie du vrai – fût aboli : dans ce livre, il y avait moins qu'ailleurs de calques et de papiers-carbone, de caches littéraires et stylistiques interposés entre *nous* et la réalité ; l'écriture, sans façons, s'acceptait et se posait comme elle vient. Sans que cette humilité apparente de la forme parvînt à cacher des réussites plus particulièrement marquées : le double portrait de la grand-mère Berthe, les vacances à Viverolles, la mort de Marie-Anne. Je n'ai pas oublié, pour ma part, un certain chapitre où *On*, d'un bout à l'autre, prenait et gardait la parole, et dressait sans complaisance le bilan des minuscules faillites journalières de la « *vie intérieure* » tournant à vide pour chacun de nous en vase clos.

Je suis resté fidèle pour ma part à cette confrérie clandestine et amicale, à l'abord sans façons, et sans détours, de ce livre, à l'aisance, à l'absence d'arrière-pensées dans l'accueil d'une prose où passe encore sans rupture le flux imprévisible, inépuisable, qui était celui de la conversation de Roland Cailleux. Il s'agit ici d'un de ces livres, assez rares, où s'est fixé sans altération aucune un ton de voix qui semble encore familier, et qui, chaque fois qu'on les rouvre, sont capables de restaurer à eux seuls la plénitude du souvenir.

(Extrait de *Avec Roland Cailleux*, Mercure de France.)

Les nouveaux exploits de Fruttero et Lucentini

***Les deux complices nous entraînent dans un « polar métaphysique » :* Place de Sienne, côté ombre.**

LE tandem Fruttero-Lucentini fonctionne comme une machine de guerre, agaçant volontiers une certaine gauche italienne, bourgeoise, snob et « maso » sans doute car elle en redemande. Journalistes à *La Stampa*, directeurs de collections aux éditions Mondadori, les deux complices sont entrés en littérature sur le tard, avec *la Femme du dimanche* (1972), aussitôt best-seller dans une vingtaine de pays et adapté au cinéma. Un récit, un recueil de nouvelles et d'autres romans suivront. Le dernier-né, *Place de Sienne, côté ombre*, se présente comme un « *polar métaphysique* ». Du sang, de la volupté, de la mort, mais entre guillemets, avec beaucoup de clins d'œil.

Sur les pas d'un couple de Milanais moyens (et fort satisfaits de l'être), nous voici soudain arrachés à nos ornières, aspirés par un autre monde à la fois dérisoire, tentateur et angoissant. Un orage, un château, un crime, des hurlements de chiens : Conan Doyle n'est pas loin...

Mon meunier de père qui récitait l'Arioste...

Mais il s'efface devant un flash publicitaire, suivi d'une scène érotique qu'interrompt à son tour une visite guidée. Les références se succèdent, les clichés se bousculent, les décors crèvent l'un après l'autre sans jamais révéler les coulisses. Où mène le train fantôme ? Place de Sienne, au rendez-vous du Palio. C'est ici que doit s'accomplir, se jouer, comme à la roulette, la minute de vérité. Mais peut-on y survivre ? A chacun de tirer sa réponse.

Franco Lucentini, le Romain guilleret sexagénaire à l'œil bleu, au teint boucané, est venu à Paris sans son complice, le Turinois Carlo Fruttero. Il parle un français parfait (appris à Pigalle). Le succès ne gêne-t-il pas ce grand pourfendeur de modes ?

« *Pas du tout*, déclare-t-il. *D'abord, ni Carlo ni moi ne nous y attendions. Sans doute le devons-nous en partie à un malentendu, l'art d'imiter ce dont nous nous moquons. Nous sommes allés à contre-courant. Plus personne n'écrivait d'histoires, avec des personnages, une intrigue, des coups de théâtre. Nous en avons donc imaginé une, pour rire. Et tant mieux si le lecteur rit aussi. S'agit-il pour autant de romans populaires? Ces mots n'ont guère de sens. Quand mon meunier de père allait livrer sa farine avec son âne, il me récitait des passages entiers de l'Arioste, qui n'est pas, que je sache, un auteur populaire. Et Plutarque qui faisait vibrer Jean-Jacques Rousseau enfant ?*

GABRIELLE ROLIN.

(*Lire la suite page 18.*)

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ROMANS

La solitude de l'ex-détenue

Avant même l'histoire, et ce *n'est pas courant, c'est le style sec,* rapide et sans fioritures d'Odile Barski que l'on retient. Sur une plus longue distance, on ne saurait dire si la monotonie ne guetterait pas, mais pour ces vingt-deux *courts* chapitres, cette musique-là est celle *qui* convient. Jeanne, meurtrière sortant de prison, ne peut parler ni penser à une autre cadence.

Du guichet de l'administration où elle récupère ses affaires à la route sur laquelle elle s'enfuit *« Dieu sait où »,* Jeanne, pour qui le *« Va-t'en ! »* est la forme la plus courante de l'accueil, n'a pas un retour à l'air libre des plus faciles. D'autant qu'au brusque changement de planète s'ajoutent les souvenirs, les rencontres et les comptes à régler — plus avec soi-même qu'avec les autres. Mais Jeanne, avec *son* Django (Reinhardt), dont la musique *est sa seule compagnie, son* viatique, *n'*est pas fille à s'asseoir sur une banquette de bar (pas putain comme maman) ni sur un banc de square ; elle attend, cherche, marche... Et Odile *Barski* réussit *son* roman de la solitude, de la lutte ; on *n'ose dire de l'espoir.* — P.-R. L.

★ **L'ENTORSE, d'Odile Barski, Robert Laffont, 145 p., 65 F.**

Un psychiatre au-dessus de tout soupçon

Pierre Saintoyant, un psychiatre réputé et au-dessus de tout soupçon, a implanté des microprocesseurs dans les cerveaux de ses malades préférés pour mieux les contrôler et pratiquer, à distance, sa *« thérapeutique téléphonique ».* Un petit monde d'intimes (femme, fils, mère, maîtresse) et de malades s'agite autour du praticien.

Guillaume Roper, un architecte érotomane dont l'ultime ambition est de construire un *« sexagone »,* et Jacques Cherbereau, un professeur gauchiste *« malade d'indignation »,* s'allieront, sous l'œil attentif de Saintoyant, pour désorganiser une ville qui échappe à leurs fantasmes.

La Ville au cœur aurait pu être un roman intéressant sur la manipulation des cerveaux et l'utilisation des ordinateurs en psychiatrie si Jean Saint-Geours, qui n'est pourtant pas un romancier débutant (1), n'avait noyé son texte sous des bavardages mondains. De plus, *l'auteur s'est cru obligé d'intégrer à* son récit une intrigue politico-immobilière qui fait sourire tant elle est parsemée de lieux communs sur l'argent, la politique et le pouvoir.

Jean Saint-Geours, qui a parfois de belles phrases pour évoquer la *ville et ses sortilèges, se laisse aussi* aller à des métaphores de carabin. Sous sa plume, un embouteillage se transforme en une *« thrombose de véhicules obstruant le carrefour »* ! — P. Dr.

★ **LA VILLE AU CŒUR, de Jean Saint-Geours, Christian Bourgois, 318 pages, 80 F.**

(1) *Les Traîtres, les Visages contre la vitre, les Masques de famille,* chez Julliard.

FABLES

Les blagues subtiles de Claude Bourgeyx

André Breton aurait pu glisser des pages de recueil dans son *Anthologie de l'humour noir.* Sous le pseudonyme d'Y. Bou, Claude Bourgeyx a d'abord publié des fables courtes à *Sud-Ouest Dimanche,* puis décidé de les réunir. Dramaturge *(Noces de coing, les Incertitudes d'un tortionnaire discret),* il *rejoint* la famille des démolisseurs facétieux, entre Lichtenberg et le Max Aub des *Crimes exemplaires* (1).

« Mais qui a bien pu engrosser la Maja de Goya au musée du Prado ? » Une phrase lance le premier conte du volume. En cascade, l'absurde s'étend. On soupçonne le *conservateur. Il a une liaison avec le* David de Michel-Ange. Un Japonais serait le coupable. Certains pensent à un avortement. D'autres accusent le comte d'Orgaz qui aurait honoré la Maja avant son enterrement.

Un homme se prend lui-même en otage. Un visage humain se forme à partir des yeux d'une assiette de bouillon gras. *Pour un franc, cet* appareil vous offre un triomphe : applaudissements garantis. Tout, l'alcool, la route, la haine, la chasse, la guerre, oui, tout tue... sauf la connerie. Avec le ridicule, qui ne tue pas non plus, ce sera notre planche de salut.

Bourgeyx, impavide, disloque les idées reçues, les phrases bêtes qui viennent spontanément à l'esprit. Il *fait aussi penser à Magritte ou à* Mariën, aux blagues subtiles et froides qui engendrent un rire muet, assez douloureux, quand on y réfléchit. — R. S.

★ **LES PETITS OUVRAGES, de Claude Bourgeyx, préface de Pierre Veilletet, Le Castor Astral, 106 pages, 48 F.**

(1) Editions Pandora.

HISTOIRE

Le prince et le philosophe

Un philosophe doit-il être honteux lorsqu'il cultive l'amitié d'un homme en place ? Doit-il craindre le regard envieux de ceux qui y verront une recherche de popularité ou le désir des honneurs ? A cette question dont l'actualité semble échapper au temps, Plutarque répond que le discours philosophique n'est pas comme ces *« statues qui se dressent immobiles sur leur piédestal ».* Et qu'inviter à la vertu un homme d'Etat dont dépend le bonheur du grand nombre, c'est rendre service à tous. Car *« celui qui délivre un souverain de ses vices... celui-là est une manière de philosophe public et le correcteur de l'autorité qui gouverne la collectivité ».*

Le diagnostic est donc sans ambivalence : lorsque le philosophe fréquente *« un magistrat, un homme d'Etat, un homme d'action... il sert beaucoup d'hommes en un seul ».*

Voici donc les conseils de Plutarque dans son texte, *Le philosophe doit surtout s'entretenir avec les grands,* traduit par Marcel Cuvigny, et qui vient de paraître dans la série des *Œuvres* de Plutarque aux Belles Lettres. Là, s'en souvient-on encore, la page de droite offre, courageusement par les temps qui courent, le texte grec, en regard du français qu'on lit sur la page de gauche. — *M. O.*

★ **ŒUVRES MORALES de Plutarque, tome XI, 1. Texte établi et traduit par Marcel Cuvigny. Collection des Universités de France. Les Belles Lettres, 162 pages, 160 F.**

ESSAIS

L'improbable suicide d'Emma Bovary

Si vous pensez que les femmes se suicident *plus que les hommes,* les enseignants plus que les paysans *et les divorcés* plus que les veufs, vous avez tout intérêt à vous plonger dans le bref essai de Christian Baudelot et Roger Establet : *Durkheim et le suicide.* Vous y apprendrez qui était Emile Durkheim (1858-1917), et surtout comment *son maître livre sur le suicide — il* date de 1897 — a résisté à l'épreuve du temps.

Le suicide comme fait social relève d'abord d'une microsociologie de la famille, affirmait Durkheim. Thèse que C. Baudelot et R. Establet *reformulent ainsi : la protection* dont bénéficie un individu face au suicide est fonction du nombre et de la profondeur des relations qu'il noue avec son milieu familial. A cet égard, l'un des suicides littéraires les plus célèbres, celui d'Emma Bovary, est aussi l'un des plus improbables. Femme, jeune, mariée, mère d'un enfant, rurale et catholique, elle cumulait les traits dont Durkheim a montré qu'ils constituent les facteurs les plus efficaces *de préservation du suicide.*

Paradoxalement, c'est chez Maupassant beaucoup plus que chez Flaubert qu'on trouvera des récits de suicides corroborant les thèses durkheimiennes. *« Il est intéressant d'observer,* notent Baudelot et Establet, *que les écrivains les plus imaginatifs (Balzac, Hugo, Maupassant) sont aussi ceux qui retrouvent, en créant leur univers, les régularités les plus proches de l'observation sociologique, alors que les auteurs les plus soucieux de réalisme, d'exactitude et de reconstitution du réel par la documentation s'en écartent fortement. »*

Autre question que posent C. Baudelot et R. Establet : y a-t-il un rapport de causalité direct entre chômage et suicide ? Si les deux *phénomènes* paraissent liés en France, ce n'est pas le cas en Angleterre ou en Italie, où le taux de suicide est demeuré constant, alors que le chômage a plus que doublé. — *R. J.*

★ **DURKHEIM ET LE SUICIDE, de Christian Baudelot et Roger Establet, PUF, 128 p., 25 F.**

POÉSIE

Une invitation à la solitude

La poésie de Jean-Clarence Lambert invite, *non au voyage, mais* à la solitude dans une île encore ignorée des hommes. On imagine fort bien l'auteur d'*Idylles* confiant ses abîmes à la mer et s'en allant chercher, au gré des vents, un havre dans lequel ses poèmes pourraient *s'abreuver de soleil* et de vent.

« Ton cœur est la seule blessure de tout le règne minéral », écrit ce solitaire, qui célèbre la femme, sœur et amante, dans des textes d'une tendresse cristalline.

Jean-Clarence Lambert trace ses métaphores sur le corps de sa compagne. Il y décrit son désir, l'attente d'heures remontant le temps, les forêts d'eau, et tous les labyrinthes *qui mènent au « Hoggar égaré ».*

De magnifiques dessins de Corneille accompagnent cet ouvrage qui colporte, aussi, de belles légendes. Il suffit de fermer les yeux et d'imaginer *« les volcans et les seins d'une île sans abords ». « Sur la grève d'un antique naufrage ».* — P. D.

★ **IDYLLES, de Jean-Clarence Lambert, dessins de Corneille, Galilée, 70 pages, 70 F.**

Ont collaboré à cette rubrique : **Bernard Alliot, Pierre Drachline, Roland Jaccard, Pierre-Robert Leclercq, Maurice Olender et Raphaël Sorin.**

• DERNIÈRES LIVRAISONS

● « JE SAIS COMMENT EST MORTE LA COMTESSE MARTHE DE TONOMBRES », annonce René-Victor Pilhes en ouverture de *son dernier roman le Pompéi.* Il connaît *« les noms et les puissants mobiles de ses assassins »* et peut nous *« expliquer et relier entre eux des événements obscurs et les violentes entreprises de jeunes gens qui défrayèrent la chronique dans les années 70... »* De là, le narrateur entraîne ses lecteurs dans un *drame de politique-fiction plein « de bruit et* de fureur », qui est aussi une plongée dans les ténèbres de l'idéologie française (René-Victor Pilhes : *le Pompéi,* Albin Michel, 400 pages, 89 F.)

● « N'AVOUEZ JAMAIS », prévient l'adage. Professeur d'histoire et écrivain, Bernard Cordonnier raconte à sa très chère épouse Hélène une aventure amoureuse — où il ne s'est rien passé d'irréparable — par l'intermédiaire d'une fiction. Bouleversée de jalousie, Hélène le quitte... (Paul Savatier : *la Lettre de Roissy,* Gallimard, 202 pages, 89 F.)

● JOURNALISTE, ADRIEN LAPLACE *se* trouve immobilisé tout à coup par la maladie. Une amie le prend en charge. Puis surviennent le docteur Prados et son épouse, la fascinante Luciana. Adrien va de surprise en surprise et *est entraîné peu à peu dans une chute qui* paraît ne jamais devoir finir. (Roger Grenier : *Il te faudra quitter Florence,* Gallimard, 184 pages, 72 F.)

● ON NE PARLE QUE D'EUX MAIS ON NE LES CONNAIT GUÈRE : LES « DÉCIDEURS ». Marc Paillet, qu'on appréciait jusqu'alors pour ses essais, convoque les *« nouveaux féodaux »* au *Rendez-vous de Montavel,* un récit à la manière des fictions « philosophiques » des Lumières. Dans une résidence secondaire au charme discret, un échantillon de « décideurs » noue des alliances, conclut des affaires, livre ses manies *et ses goûts, et se révèle tel qu'il est avec ses* partis pris et ses passions. (Marc Paillet : *le Rendez-vous de Montavel,* Denoël, 228 pages, 82 F.)

● LA PLACE DU PÈRE, c'est la mère qui l'accorde, ou non, à son bébé, et le père l'occupe, ou non. Tout ce que le père peut donner, au départ, c'est son nom. Pour qu'il devienne père vraiment, *il lui faudra ensuite* incarner la loi pour l'enfant. Répondre aussi à l'appel de l'enfant. Car *un père est dû à* l'enfant pour le faire échapper à la pernicieuse *dyade mère-enfant.* Illustrée de nombreux cas racontés d'une façon passionnante, telle est l'idée force (inspirée de Lacan) développée par *le pédiatre Naouri. (Aldo Naouri : Une place pour le père,* Seuil, 322 pages, 89 F.)

● LE DIX-NEUVIÈME SIÈCLE FUT L'AGE D'OR DES CONGRÉGATIONS : *de 1800 à 1880,* 400 d'entre elles furent créées et 200 000 femmes entrèrent au noviciat. Claude Langlois analyse cette « révolution silencieuse » des « bonnes sœurs », enseignantes et *hospitalières, et dont les* congrégations rayonnèrent à travers le monde. La société *s'efforça de* limiter les conséquences de ce « catholicisme féminin » par tous les moyens après l'avoir encouragé. (Claude Langlois : *Le catholicisme au féminin : les congrégations françaises à supérieure générale au dix-neuvième siècle,* préface de René Rémond, Cerf, 776 pages, 195 F.)

● NELSON GOODMAN avec *Faits, fictions et prédictions* a donné l'un des meilleurs textes de la philosophie analytique nord-américaine dans lequel il renouvelle l'étude du problème de l'induction léguée par David Hume. (Nelson Goodman : *Faits, fictions et prédictions,* avant-propos de Hilary Putman, *Editions de Minuit, 136 pages, 62 F.)*

● LE SIGLE DU MOUVEMENT NATIONALISTE BASQUE, ETA (Euskadi Ta Askatasuna), revient périodiquement à la première page des journaux. Tantôt synonyme de terrorisme et d'attentats, *tantôt* synonyme d'un nationalisme légitime et désespéré, il inquiète des deux côtés des Pyrénées. Christian Rudel *a pris le parti, dans un livre bien documenté,* d'expliquer le point de vue des nationalistes basques. (Christian Rudel : *Euskadi, une nation pour les Basques,* Encre, 224 pages, 80 F.)

● AVEC CE VOYAGE AUX FORGES D'HENNEBONT, Gisèle Le Rouzic *« témoigne pour l'âme des forgerons de Bretagne ».* Elle raconte le passé des Forges *éteintes en 1967,* en intégrant les récits des ouvriers qui, comme l'écrit Madeleine Rebérioux dans une sobre préface, ont *« dans le travail, la maladie et la douleur enfanté ces usines ».* (Gisèle Le Rouzic : *Voyage aux Forges d'Hennebont* (1860-1945), La Digitale, Kerflech-Mellac, 29130 Quimperlé, 340 pages, 110 F.)

● « JE SUIS SUR QUE LE PCF *a toujours un besoin passionné de comprendre sa propre histoire, parce qu'il est une pièce de l'histoire humaine dont il épouse les ambitions »,* affirme Roger Martelli avec conviction. Cet ancien élève de l'Ecole normale *supérieure,* membre du comité central du Parti communiste, brosse une histoire *« sincère »* du PCF *de 1920 à 1984,* qui traduit une interprétation et qui veut aborder *« toutes les questions qui font débat ».* (Roger Martelli : *Communisme français : Histoire sincère du PCF,* Messidor/Editions sociales, 250 pages, 120 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

La mort du poète Martin Adan

Au Pérou, tous le connaissaient et l'admiraient, mais l'Amérique latine l'ignorait. En France, la traduction de *la Maison de carton* (1) en 1984 *l'aura peut-être révélé. Né à Lima en 1908*, Martin Adan – de son vrai nom Rafael de la Fuente Benavides – vivait depuis de longues années dans un hôpital psychiatrique, à sa demande, afin d'y être *« protégé »*. Une thèse de docteur ès lettres présentée à l'université de San-Marcos en 1938 sur le baroque au Pérou, et une demi-douzaine de livres constituaient toute sa biographie. Interrogé sur lui-même par la journaliste argentine Celia Paschero, il avait répondu par un poème métaphysique sur la destinée créatrice, *Ecrit à l'aveuglette* (1961), où l'humour imposait son masque à la confession : *« Tu veux t'informer sur ma vie/or je ne connais que mon pas/mon poids/ma tristesse et mes souliers. »*

En 1928, alors que la littérature latino-américaine se voulait indigéniste et tellurique, Martin Adan le marginal publiait un livre européanisant placé sous le signe de Proust, de Joyce et de Giraudoux : *La Maison de carton*, son chef d'œuvre ! Barranco, une plage de Lima, servait de cadre à de merveilleux poèmes en prose, *« des poèmes qui sont apparemment auditifs et qui utilisent le langage comme si c'était de la musique »*, a écrit Mario Vargas Llosa.

Précieux et rares, les autres recueils de Martin Adan tiennent en un petit volume : *Œuvre poétique* (1928-1971).

La gloire posthume qui auréole toute poésie maudite y scintille de tous ses feux. Elle illumine la très rilkéenne *Rose du dizain* (1939), les sonnets de *Traversée par-delà les mers* (1946) et surtout la lucide et inquiétante méditation sur les pierres de Machu-Picchu : *la Main déprise* (1964).

(1) Luceau Ascot, 1984.

Claude Lévi-Strauss « L'Homme » et « l'Ane »

Il y a près d'un quart de siècle, Claude Lévi-Strauss entrait au Collège de France en se proposant notamment de donner au pays une *revue professionnelle* d'anthropologie qui correspondît à ce qu'était *American Anthropologist* aux Etats-Unis et *Man* en Angleterre. Avec Emile Benveniste et Pierre Gourou au comité de rédaction pour attester des liens de l'anthropologie française avec la linguistique et la géographie humaine, il fonda en 1961 *l'Homme*. Cette revue, devenue l'un des plus prestigieux organes scientifiques internationaux, connaissait cependant une diffusion relativement restreinte. L'éditeur Navarin vient de la reprendre et la fait paraître à présent sous une couverture moins austère. A cette occasion, Claude Lévi-Strauss et Jean Pouillon, qui assure depuis le début le secrétariat général de la revue, en retracent *l'histoire* et en *indiquent* les perspectives dans une interview au magazine freudien *l'Ane* (nº 20, janvier-février 1985). Lévi-Strauss s'y déclare, incidemment, d'accord avec Lacan sur l'inexistence des sciences de l'homme.

On se persuadera qu'à défaut d'une science l'auteur de *Tristes tropiques* a, pour le moins, fondé un mode de pensée et un style d'analyse (servis par une grande pureté de langue), en lisant le beau texte qu'il donne en ouverture du numéro nouveau de *l'Homme* (nº 93, janvier-février-mars 1985, 140 pages, 80 francs). Cet article, intitulé « D'un oiseau l'autre », montre la transformation d'un mythe dans un autre. Un article, en anglais, de Mary Douglas sur le pari de Pascal et une étude de Jean-Pierre Vernant sur le Dionysos masqué des *Bacchantes* d'Euripide marquent avec éclat la relance de la revue, dans laquelle Claude Lévi-Strauss signe aussi deux comptes rendus d'ouvrages.

MICHEL CONTAT.

Lettres ambiguës

Faut-il considérer que la correspondance d'un écrivain appartient à son œuvre ? On se rappelle le sentiment de perte irréparable qu'éprouva Gide quand sa femme Madeleine brûla toutes les lettres qu'il lui avait écrites. Et Roger Martin du Gard pensait que lui-même survivrait peut-être mieux comme épistolier que comme romancier. *« La lettre d'écrivain est à la mode, elle attire un public de plus en plus large. Il y a désormais des lecteurs de lettres comme de romans ou de poésie »*, observe Alain Buisine en ouverture du numéro de la *Revue des sciences humaines* qu'il a organisé sur ce thème, observation que le récent succès des *Lettres au Castor*, de Sartre, confirme amplement. Les contributions entendent réagir contre un inquiétant « devenir genre » de la lettre d'écrivain entre les mains de théoriciens du texte épistolaire, qui voudraient ainsi contrôler le retour du sujet de l'écriture dans le système général du texte.

Pour A. Buisine, la singularité de la lettre d'écrivain tient à son ambiguïté littéraire : *« Avec la lettre on ne saura plus jamais où on en est, encore dans la vie ou déjà dans le texte, de toute façon dans cet « entre » de la biographie et de la littérature qui dérègle toutes les oppositions et les assignations. [...] Il n'existe pas de lettre en tant que telle, mais uniquement des situations épistolaires à chaque fois nouvelles et inédites. »*

Les lettres de Flaubert (A. Schweitzer, L. Perzéfou), Bloy (A. Roubeaut), Proust (J.-L. Cornille), Kafka (D. Rogozinski, J.-M. Elias), Roussel (H. Zukowski), Sartre (A. Buisine) sont notamment prises en compte dans ce passionnant numéro (*RHS*, nº 195, 1984-3, diffusion Belles Lettres, 95, bd Raspail, 75006 Paris, ou université Lille-III, DULJVA, BP 149 – 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex).

M. C.

Les philosophes italiens par eux-mêmes

Au cours de la récente soirée que le Théâtre du Rond-Point consacrait à *Critique*, Jean Piel s'enorgueillissait des numéros spéciaux que cette revue avait su consacrer à l'Angleterre, à Vienne, à l'Allemagne ou au Japon. Il faudra désormais ajouter à cette liste prestigieuse le numéro – coordonné par Robert Maggiori – sur « Les philosophes italiens par eux-mêmes » (janvier/février 1985, nºs 452/453, 75 F). On en découvre beaucoup, puisque ceux-là ne sont pas traduits ici, puisque Machiavel, Vico ou Gramsci cachent les forêts vivantes d'aujourd'hui. Après un panorama historique – qui s'arrête malheureusement en 1960, – on nous donne à lire, en direct, treize textes de penseurs importants, d'Eco à Rovatti, de Vattimo à Bodei et Severino. Nous rencontrons là des recherches singulières qui savent mêler le théorique et l'esthétique.

A la suite de Benjamin, que l'Italie découvrit bien avant la France (comme elle le fit pour Putnam, Habermas, Rorty ou Rawls), Cacciari réfléchit philosophiquement sur le verre et l'acier en architecture au moment où *« le fonctionnel liquide les conditions* a priori *de l'expérience »*. Un peu plus loin, Agamben médite, lui, sur la vitre, ce verre qui n'est pas – pour la mouche – une chose, mais ce à travers quoi elle voit les choses. Polyphonique, la philosophie italienne abandonne largement les pensées du *négatif* pour pratiquer une pensée – post-dialectique – qui emprunte largement à la musique, à la peinture ou à la littérature.

Aux systèmes, beaucoup préfèrent maintenant les pensées fragiles qui savent les centres partout et nulle part. Il s'agit moins d'élaborer un vrai savoir ou sentir que d'ouvrir des chemins qui refusent la vérité unique, mais aussi l'impuissance de la contemplation du néant. Dans ce parcours où les philosophes italiens prennent à bras-le-corps la modernité, il est urgent de les découvrir vraiment.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Un cancre infatigable

André Dhôtel, qui se prétend *paresseux*, profite de son insolente *jeunesse pour épuiser de joie ses* lecteurs. Non content d'avoir publié récemment un roman et un recueil de contes (*le Monde* du 5 octobre 1984), ce cancre infatigable a confié à la *revue Arterre* (4, rue Toricelli 75017 Paris : nº 16, 88 pages 60 F) des poèmes et une nouvelle qui, n'en déplaise aux *météorologues*, annoncent le *printemps*.

Dans une courte présentation à ces textes, Philippe Jaccottet exprime à quel point l'œuvre de Dhôtel le trouble et l'emporte : *« Le lisant, moi si peu vagabond, si peu léger de nature, si peu serein, je vagabonde, je respire, je me réjouis d'être au monde. »* André Dhôtel ne donne pas de leçons de bonheur. Il laisse simplement aller une imagination au service du merveilleux et de la poésie, et tous ses poèmes mettent en déroute la logique et l'ennui avec des mots échappés d'un cahier d'écolier :

L'arbre chantant brisa
la hache des bûcherons.
Les glaces emprisonnèrent
la rage des brochets.

PIERRE DRACHLINE.

Le souffle épique de Franck Venaille

Les éditeurs assez courageux pour publier de la poésie devenant rares, il convient de saluer la naissance de l'Atelier la Feugraie (14 770 Saint-Pierre-la-Vieille), qu'animent un imprimeur et un professeur de lettres, dont les trois premiers ouvrages, remarquablement fabriqués, augurent bien de leurs intentions éditoriales.

On ne saurait trop les féliciter d'avoir, à côté de *Perdre son nom*, d'Henri Martraix, et *Reprises d'haleine*, de Jacques Bussy, réédité *Pourquoi tu pleures, dis, pourquoi tu pleures ? Parce que le ciel est bleu. Parce que le ciel est bleu...*, de Franck Venaille (88 pages, 54 francs), dont la première édition (1) était introuvable en librairie depuis de nombreuses années.

Les cris de Franck Venaille, en quête d'un assassin, ont la jeunesse du désespoir. Ce poète fertilise ses négations en y imprimant un souffle épique. La violence quelquefois insoutenable de certaines pages n'est pas un procédé chez cet écrivain. Elle participe simplement de son approche de la société « carnivore ».

P. Dr.

(1) Pierre-Jean Oswald, 1972.

La passion de Mme Z...

Elle était cette mystérieuse Mme Z... à qui Sartre a dédié *les Mots* (1). En réalité elle s'appelait Lena Zonina et elle était soviétique. Elle a été incinérée, lundi 4 février, à Moscou dans le crématoire qui forme une enclave moderne au sein du vieux monastère Donskoï. La cérémonie était laïque, administrative et triste. Selon la tradition russe, des amis de toujours ont pris la parole devant son cercueil pour parler d'elle, de ses traductions, de Sartre qu'elle a aimé, et de la littérature française qui fut la grande passion de sa vie.

Il y a trois mois, elle avait publié un livre d'essais sur les écrivains contemporains français *Sentiers du temps*. Dans ce livre, Lena Zonina présente au public soviétique, qui n'a guère accès à ces auteurs, Michel Butor, Pascal Lainé, Patrick Modiano, Claude Simon, Ricardou.

Elle fut une grande traductrice (Aragon, Bernanos, Beaumarchais, Cocteau, Martin du Gard, Mauriac, Sarraute, Sartre). La plupart des Soviétiques qui aujourd'hui connaissent ces écrivains les ont lus à travers elle lorsqu'ils ont pu se procurer ses traductions ; on sait qu'en URSS le papier manque parfois pour certains livres.

Toute sa vie, elle joua le jeu d'une soumission au système. Sur une photo, dans son appartement plein de livres près du boulevard de ceinture qui marque le « deuxième cercle » de Moscou (le premier est dit « vert » à cause des arbres, et le troisième ne traverse que des champs et des usines), on la voit, le visage radieux, aux côtés de Gérard Philipe, dont elle avait parié qu'elle réussirait à lui poser quelques questions. Elle y parvint lors d'un séjour que le comédien effectua à Moscou.

Lena Zonina, pour les Soviétiques, fut une initiatrice à la littérature française. Sous Staline, cette « vocation » suscita quelques dénonciations. La tension ensuite fut moins grande. Les écrivains qui se trouvaient lundi autour de son cercueil au monastère Donskoï savaient qu'ils perdaient une partie d'eux-mêmes. L'an dernier, elle avait traduit et publié en URSS *Vous les entendez*, de Nathalie Sarraute. Elle s'apprêtait à faire de même cette année avec *Enfance*, du même auteur. Elle en était à la moitié de son travail lorsque la mort la surprit.

Lena Zonina parlait un français à la fois pur et drôle ; elle était discrète et terriblement présente dans ces réunions nostalgiques et très littéraires qu'affectionne l'intelligentsia moscovite. Peut-être un jour traduira-t-on en français ses *Sentiers du temps*. Ce ne serait que justice.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Voir *le Monde* du 5 février.

● **LA PROCHAINE SOIRÉE DU CENTRE D'ACTION POÉTIQUE sera consacrée à Darius Milhaud et à Francis Jammes, et sera présentée par Madeleine Milhaud et Robert Mallet. Elle se tiendra dans le sous-sol de la crypte de l'église de la Madeleine (entrée côté marché aux fleurs : 35 F ; étudiants, poètes, enseignants : 30 F), le lundi 11 février, à 21 h.**

● AUTEURS

Les projets de la Maison des écrivains

La Maison des écrivains sera installée en l'hôtel d'Avejan, rue de Verneuil à Paris, fin 1985 ou début 1986, à l'issue des travaux de réhabilitation en cours (*le Monde* du 24 septembre 1983). Pour en préparer le fonctionnement, une association (1) s'est créée en attendant son remplacement par un conseil d'administration. A sa tête, figurent MM. Hervé Bazin (président), Pierre Dumayet, secrétaire général, et François Coupry, trésorier et délégué. En présence de M. Jean Gattégno, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture, ils ont présenté, mardi 5 février, les objectifs de leur association.

Cette Maison des écrivains, comme il en existe déjà dans plusieurs pays européens, sera d'abord un lieu de rencontres culturelles. Elle sera dotée d'un café littéraire, d'une salle de colloques, où seront proposés, outre des animations quotidiennes, des rencontres internationales sur la littérature, des lieux de réunion accueillant des séminaires, etc.

Elle sera aussi un lieu de travail et de recherche : une bibliothèque où pourront être consultés les nouveautés de librairie et les journaux littéraires du monde entier, une salle de lecture et une vidéothèque seront à la disposition des auteurs. Toujours dans cet esprit, un « atelier » permettra à des groupes de travail de s'initier aux techniques nouvelles (appareils d'enregistrement, vidéo, machines à traitement de textes, ordinateurs, etc.).

Pour aider l'écrivain dans son activité professionnelle, elle proposera différents services dont certains sont déjà en fonction :

● *L'Agence des écrivains pour la promotion de la culture* (responsables : Catherine Claude, Mathias Lair) invite des organismes publics ou *privés à faire appel aux auteurs pour des travaux spécifiques grâce à des contrats d'association* et met sur pied des animations autour de la littérature et de la culture.

● *Le service auteurs-éditeurs* (responsable : Michel Friedman) regroupe les offres et les demandes de tous travaux rédactionnels et met en relation les écrivains et ceux qui les publient. Cette mission, gratuite, ne couvre pas les relations financières entre les auteurs et les éditeurs.

● *Le service auteurs-médias* (responsable : Jacques Bens) met en rapport les écrivains et les éditeurs et producteurs de l'audiovisuel, et fournit des renseignements sur les débouchés offerts par les radios, la télévision, le théâtre et le cinéma.

● *Le service de documentation générale* (responsable : Michèle Ignazi), informatisé, donnera des renseignements professionnels aujourd'hui dispersés.

Seront mis en fonctionnement une permanence juridique, sociale et fiscale ainsi qu'un service de recherches et prospectives pour *« conseiller les expériences de production, d'édition, et d'auto-édition, promouvoir des débouchés originaux de distribution des livres et de nouvelles manières de diffuser la culture »*.

(1) Association pour la création de la Maison des écrivains, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 824-32-28.

● HISTOIRE

Un Corneille blessé

Le deuxième tome des* Œuvres complètes*, récemment paru dans « la Pléiade », nous montre un homme déchiré par l'épreuve de la Fronde.

L'ANNÉE du tricentenaire de la mort de Corneille s'est achevée comme la vie de celui-ci : sans hâte et dans la discrétion. Après les célébrations rouennaises (1) et les fastes crépusculaires de *l'Illusion* selon Strehler, on a repris, patiemment, l'exploration du continent cornélien.

Brigitte Jaques et la compagnie Pandora viennent de donner quelques représentations de *la Mort de Pompée.* Leur projet est de réaliser, sur deux ans, un cycle qu'ils intitulent « Corneille colonial » et qui comprendra, en outre, *Nicomède, Sertorius, Sophonisbe* et *Suréna* — soit des pièces qui remplissent ces *« deux conditions : 1) il y est question de Rome ; 2) la scène n'est pas à Rome »*. Il faudra suivre cette expédition.

La « Bibliothèque de la Pléiade » publie le second tome des *Œuvres complètes.* Un gros volume de plus de 1600 pages. Le premier, qui s'arrêtait à *Pompée,* a paru en 1980. Un troisième, et dernier, viendra s'y ajouter. Certes, il existait déjà un *Théâtre* de Corneille dans « la Pléiade ». Mais les *Œuvres complètes* ne se trouvaient que dans « l'Intégrale » du Seuil (1963). C'est Georges Couton qui dirige la nouvelle édition de la Pléiade. Or Couton est, sans conteste, notre meilleur expert de Corneille — de sa thèse, *la Vieillesse de Corneille,* en 1949, à un récent et roboratif *Corneille et la tragédie politique* (2). De telles *Œuvres complètes* font la somme de ses travaux. Elles répondent au double souci de ce philologue et de cet historien de littérature : ne rien négliger de cette *« œuvre immense »* et ne jamais perdre de vue l'inscription de celle-ci dans son siècle (elle en couvre une bonne moitié — de 1632 à 1682).

A la différence de « l'Intégrale », qui séparait les textes selon le genre, l'édition Couton est scrupuleusement chronologique. Ici, poèmes, lettres et pièces se succèdent et s'entrecroisent. Le théâtre y perd peut-être en unité, mais l'œuvre y gagne — d'antant plus qu'y figurent des textes absents d'autres éditions, comme ceux de lettres adressées à Corneille (par exemple, dans le second tome, deux lettres de Gilles Boileau et la correspondance entre Corneille et Constantin Huygens, seigneur de Zuylichem). C'est tout l'itinéraire cornélien, dans sa continuité, qui est retracé. Et il n'est pas indifférent de trouver, entre *Héraclius, empereur d'Orient* et *Andromède,* le bref Discours de réception à l'Académie française et un poème : *les Triomphes de Louis le Juste XIIIe du nom.*

Reste la question du texte. On sait que, préoccupé d'affirmer sa qualité d'auteur et de faire bonne figure pour la postérité, Corneille a lui-même veillé à l'impression de ses pièces et n'a cessé d'y apporter des retouches. En dehors des originales, hâtives et souvent fautives, il a présidé à quatre grandes éditions de ses œuvres : celles de 1644 et de 1648 ; celle, monumentale, de 1660 pour laquelle il a écrit ses *Discours* et ses *Examens ;* enfin, à la veille de sa mort, le *Théâtre* de 1682. Le bon usage philologique veut que l'on se fonde sur la dernière édition revue par l'auteur. C'est donc celle de 1682 qu'en général on reproduisait. Mais, outre certaines négligences dues au grand âge et à la triste condition physique de l'auteur, elle ne nous livre des premières comédies que des versions soigneusement expurgées et transforme certaines tragi-comédies (dont *le Cid)* en tragédies...

« Je crains tout, je fuis tout... »

Alors, par un petit coup de force, Couton a coupé la poire en deux. Jusqu'au *Cid* y compris, le texte qu'il publie est celui des éditions originales. Ensuite, il revient à la règle, et c'est l'édition de 1682 qu'il adopte. Quitte à multiplier les variantes pour boucher les trous entre les premières et les dernières versions... Pas un repentir de Corneille ne nous est épargné. Les notes (notices et variantes comprises) occupent plus du quart des deux volumes de « la Pléiade ». Mais elles valent le détour : on y voit Corneille aux prises avec son siècle et avec son texte.

Georges Couton a même rétabli la ponctuation cornélienne originale : *« moins abondante »* que celle adoptée par la suite, elle *« fragmente moins souvent et moins brutalement la phrase, laisse la période couler plus uniment ».* Et de remarquer, judicieusement, qu'*« elle semble destinée à guider la diction plutôt qu'à détailler une pensée ».* Mais c'est là, regrettons-le, une des rares incursions de Georges Couton dans le domaine de la représentation théâtrale. Ouvertes sur le siècle et sur l'écriture de Corneille, ses *Œuvres complètes* s'arrêtent à la scène.

Le premier volume nous laissait sur un Corneille triomphant, même si, dans *Polyeucte* et *Pompée,* la gloire se colore déjà de teintes funèbres. Le second va du *Menteur* à *l'Imitation de Jésus-Christ « traduite et paraphrasée en vers français ».* Au lieu de treize, il ne comprend que neuf pièces. Et c'est un Corneille en crise que nous rencontrons : le Corneille de la Fronde, partagé entre sa loyauté à l'égard du roi et son goût du héros. Déchiré. La trilogie *Don Sanche, Nicomède* et *Pertharite* répond, comme en mineur, à celle que constituaient *le Cid, Horace* et *Cinna.* Le temps des certitudes est passé. La gloire et l'Etat ne vont plus nécessairement de pair. Parfois, tout, jusqu'à l'identité du héros (c'est le cas dans *Héraclius*), semble vaciller : *« Je crains tout, je fuis tout, et dans cette aventure/Des deux côtés en vain j'écoute la Nature. »*

Aussi bien, ce volume se ferme-t-il sur le premier silence de Corneille : *Pertharite* est de 1652, il ne reviendra au théâtre qu'en 1659 *(Œdipe).* Un silence peuplé des treize mille vers de *l'Imitation de Jésus-Christ* (soit l'équivalent de sept tragédies), qui furent, selon Couton, *« une manière de refuge contre la nausée pendant la guerre civile »* et *« une compensation pour trop de gloire mondaine »* (3). Toutefois, Corneille traducteur y dit aussi *« beaucoup de lui-même » : « Le moindre tourbillon me fait peur de l'orage (...)/Et me livrant moi-même à ce que je redoute/Je me fais le jouet et des vents et des flots. »* Ce Corneille-là est un homme blessé. Il faut l'entendre.

BERNARD DORT.

★ ŒUVRES COMPLÈTES de Corneille. Tome II. Textes établis, présentés et annotés par Georges Couton. Gallimard. « Bibliothèque de la Pléiade ». 1654 p., 310 F.

(1) Voir le compte rendu par Bernard Raffali dans « le Monde des livres » du 12 octobre 1984.

(2) « Que sais-je? » nº 2174. Voir le compte rendu par Serge Koster dans « le Monde des livres » du 12 octobre 1984.

(3) Mais Fontenelle rappelle : *« Cet ouvrage eut un succès prodigieux et le dédommagea en toutes manières d'avoir quitté le théâtre. »*

● Signalons d'autre part un récent *Corneille ou la vie méconnue du Shakespeare français,* par René Guerdan, aux éditions Pierre-Marcel Favre, Lausanne (Suisse). L'intention, affichée dans le titre, est louable. Mais l'ouvrage reste bâtard, partagé entre les anecdotes, minces et rares, et les citations, superbes et envahissantes.

Les financiers du Roi-Soleil

Dans* Argent, pouvoir et société au Grand Siècle, *Daniel Dessert explique comment le royaume de France est devenu, malgré les guerres, le plus riche d'Europe.

CE livre neuf scandaliserait plus d'une bonne âme, même historienne, s'il n'était étayé par une documentation que personne n'a jamais lue ni mise en œuvre, et s'il n'était soutenu par les 531 biographies de financiers du Grand Roi et la tornade de justifications que l'éditeur a eu le courage d'imprimer intégralement après les 400 pages d'un texte dense, dru, rigoureux, sans faille, non dénué d'humour.

L'objet ? Comprendre le système financier qui a permis au royaume de France d'être le premier d'Europe de la fin de la Fronde à la Régence (et au-delà), à cause (ou en dépit) de guerres souvent victorieuses, mais coûteuses.

L'opinion habituelle dissertait sur le vide des caisses royales, sur la lourdeur et l'injustice des impôts, et faisait habituellement surgir de mirifiques et bienfaisants banquiers, souvent étrangers (italiens, puis allemands, puis suisses), et d'affreux financiers sortis du néant, roturiers, voleurs et sangsues, que relayaient ces fermiers généraux, richissimes et vulgaires, qui escroquaient eux aussi et le roi et le peuple. Les bons auteurs les vouaient aux gémonies : La Bruyère a évoqué leurs *« âmes sales pétries de boue et d'ordure »*, avant que ne surgisse cette caricature : Turcaret.



CAGNAT.

Indiscutables, les conclusions de Daniel Dessert balaient tout cela. Mais il est difficile de les condenser en quelques phrases. Essayons.

Intérêts et pots-de-vin

L'administration financière royale, très peu nombreuse, est incapable d'assurer efficacement et surtout rapidement la perception des impôts directs. Les principaux trésoriers et receveurs des provinces en sont réduits à avancer au roi l'argent desdits impôts. Quant au reste, les impôts indirects et une multitude de taxes, ils sont affermés à des compagnies d'hommes discrets et impopulaires qui, eux aussi, en prêtent le montant espéré, qu'ils iront cueillir à travers le royaume, accrus de quelques intérêts et pots-de-vin, tous légaux ou presque. Ces avances sont effectuées en espèces d'or et d'argent, seules monnaies légales, acceptables et acceptées de tous (le papier n'est qu'un substitut passager, une « promesse » pour de futurs remboursements), ce qui prend tout son sel si l'on sait qu'un million de livres tournois en argent pèsent 8 tonnes, et que le roi dépensait de 100 à 200 millions par an...

Or tous ces financiers sont désormais parfaitement connus. Aucun n'est étranger, aucun d'humble origine ; ils sont rarement protestants, rarement banquiers ou négociants, généralement issus de Paris et du Bassin parisien, nobles (récemment) à 80 %, et le plus souvent sortis des grands offices de finances (trésoriers et receveurs généraux, ce qui veut dire provinciaux). Leur fortune personnelle, fort variable, atteint rarement les sommets glorieux où gîtent la grande noblesse et quelques ministres ; beaucoup ont connu de graves difficultés, et certains la faillite. Bref, ils sont bien incapables de fournir eux-mêmes au roi les 100 ou 200 millions qu'il dépense chaque année. Les prêteurs financiers ont eux-mêmes des prêteurs, qui placent de l'argent, par leur intermédiaire, dans les *« affaires du roi »*, comme on disait.



Usuriers de la monarchie

Ces véritables prêteurs de la monarchie, bien dissimulés, ont été souvent (pas toujours) identifiés. Il ne pouvait s'agir que des détenteurs des très grosses fortunes du pays, la grande noblesse, d'épée, de robe, d'Eglise, de fonctions, et les ministres eux-mêmes, Colbert et surtout Mazarin en tête, prêteurs et souvent usuriers de la monarchie. On comprend mieux l'utilité de Turcaret.

Cet or et cet argent, tous ces hommes (qui en thésaurisaient aussi) les tiraient, par l'impôt, la dîme, les fermages, les droits seigneuriaux, l'usure rurale, d'un royaume qui se trouvait donc beaucoup moins pauvre qu'on ne l'a cru, même dans le monde paysan. Et ces espèces redescendaient des caisses royales vers les marchands de blé, de chevaux, d'avoine, de bois, d'armes, de poudre, d'étoffes, donc vers les profondeurs du royaume, pour en repartir ensuite.

De ce livre tout neuf se dégagent ainsi quelques idées-forces : la France est le pays le plus riche (et le plus peuplé) d'Europe ; seuls comptent l'or et l'argent, que détient à peu près tout le monde (sauf un petit quart de pauvres), mais surabondamment la noblesse ; finances, société et gouvernement sont dominés ou assumés par les mêmes personnes, apparentées, nobles et riches, qu'on retrouve à chaque rouage important de l'immense machinerie française.

Il est évident que ces vues, toutes vérifiables, vont choquer beaucoup de préjugés, d'habitudes et de paresses. Il va falloir repeindre les vieilles lunes, puisque le grand règne du Grand Roi reprend peu à peu sa figure exacte, longtemps voilée par la légende. Daniel Dessert n'a pas eu de prédécesseur. Il aura un successeur avec Françoise Bayard, qui prépare un ouvrage sur les financiers d'avant 1650.

Et l'on cessera peut-être de ronronner sur le dix-septième siècle.

PIERRE GOUBERT.

★ ARGENT, POUVOIR ET SOCIÉTÉ AU GRAND SIÈCLE, de Daniel Dessert, Fayard, 824 pages, 170 F.

● Signalons d'autre part le livre de Christian Jouhaud, *Mazarinades : la Fronde des mots,* qui vient de paraître chez Aubier (286 p., 98 F).

Le petit théâtre de Mazarin

LE *Bréviaire des politiciens,* de Mazarin, enfin traduit du latin trois cents ans après sa première publication (1684), est toujours d'une terrible actualité. On le placera désormais sur le rayon où l'attendaient *l'Homme de cour,* de Gracian, *le Prince,* de Machiavel, et les *Ricordi,* de Guichardin. Le cardinal est-il vraiment l'auteur de ce manuel cynique et naïf, tiré de ses *Carnets* ? Peu importe. On y distingue les traits de sa vilaine âme de faquin et, surtout, des méthodes de gouvernement promises à un long avenir. Un seul principe peut les résumer : *« Simule et dissimule ».*

Ainsi, le *« bel homme au regard triste »,* que les livres d'histoire ne ménagent pas, cracha-t-il le morceau, justifiant la noirceur des maximes de La Bruyère ou de La Rochefoucauld, et annonça les crimes de Napoléon et de Staline. Le *Bréviaire* avance sans scrupules — on est loin de la *discrezione* (le discernement) de Guichardin — dans une société à conquérir. Elle pue le mensonge, la trahison et la crainte.

« Obtenir la faveur d'autrui », « acquérir la gravité », « arracher des secrets », « cacher ses erreurs », etc., Mazarin parle en praticien, pour un monde où *« les actions humaines ne sont régies que par le hasard ».* Le politicien se méfie des principes et des lois. Il examine chaque situation avec un flair de félin et, sur la scène du petit théâtre où s'agitent les dominés et les dominants, il a l'œil à tout : mimiques, paroles, éclairages, accessoires. Mazarin esquisse ici la scénographie du pouvoir de Louis XIV (démontée par Rossellini dans un très grand film).

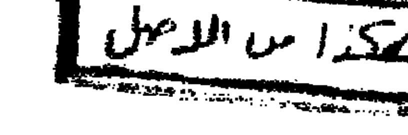
A l'époque des simulacres médiatiques, la théâtralisation du politique est plus que jamais conquérante, mais les slogans, trop simples, cachent seulement ce qui, dans l'ombre, perpétue les vieilles méthodes de manipulation et d'espionnage. Pour donner une preuve de l'horreur de la condition où tombent les politiciens, on reproduira ce conseil de Mazarin sur la meilleure façon de *« mettre fin à une amitié » : « Evite les ruptures brutales. Même si ton ami s'est mal conduit envers toi et que tu sois dans ton droit, n'en ressens pas de haine. Pardonne-lui, mais éteins en toi progressivement toute affection et laisse doucement se défaire le nœud de l'amitié au fond de ton cœur. Continue à le rencontrer, et si les circonstances l'exigent, par exemple pour des raisons d'affaire, parle-lui, mais en phrases brèves. Invite-le à ta table pour ne pas donner l'impression que n'es l'ami des gens que lorsque tu as besoin d'eux. »*

R. S.

★ BREVIAIRE DES POLITICIENS, du cardinal Jules Mazarin, traduit du latin et présenté par Florence Dupont, postface de Giovanni Macchia, Café/Clima éditeur (2, rue Claude-Gillot, 52200 Langres). 134 p., 70 F.







-Soleil

livres tournois en arge
sent 8 tonnes, et que le
pensait de 100 à 200 millio
t an...

Or tous ces financiers
sormais parfaitement conn
ucun n'est étranger, auc
humble origine ; ils sont r
ent protestants, rarement b
iers ou négociants, génér
ent issus de Paris et du Ba
risien, nobles (récemment)
%, et le plus souvent sortis
ands offices de finances (tré
rs et receveurs généraux
i veut dire provinciaux). L
tune personnelle, fort varia
eint rarement les sommets
ux où gîtent la grande noble
quelques ministres ; beauco
t connu de graves difficul
certains la faillite. Bref,
nt bien incapables de four
x-mêmes au roi les 100 ou
llions qu'il dépense chaq
née. Les prêteurs financ
t eux-mêmes des prêteurs,
acent de l'argent, par l
ermédiaire, dans les « affa
roi », comme on disait.

uriers la monarchie

Ces véritables prêteurs de
onarchie, bien dissimulés,
é souvent (pas toujours) iden
s. Il ne pouvait s'agir que
tenteurs des très grosses
nes du pays, la grand
blesse, d'épée, de rob
Eglise, de fonctions, et l
inistres eux-mêmes, Colbert
rtout Mazarin en tête, prêteu
souvent usuriers de la mon
ie. On comprend mieux l'utili
Turcaret.

Cet or et cet argent, tous c
mmes (qui en thésaurisaie
ssi) les tiraient, par l'impôt
me, les fermages, les droits s
eurïaux, l'usure rurale, d
yaume qui se trouvait don
aucoup moins pauvre qu'on
cru, même dans le monde pa
n. Et ces espèces redescen
ient des caisses royales vers le
archands de blé, de cheva
avoine, de bois, d'armes, d
udre, d'étoffes, donc vers le
ofondeurs du royaume, pour
partir ensuite.

De ce livre tout neuf se dég
nt ainsi quelques idées-forc
France est le pays le plus rich
t le plus peuplé) d'Europe
uis comptent l'or et l'arge
e détient à peu près tout
onde (sauf un petit quart
uvres), mais surabondamme
noblesse ; finances, société
uvernement sont dominés
sumés par les mêmes pe
nnes, apparentées, nobles
ches, qu'on retrouve à chaqu
uage important de l'immens
achinerie française.

Il est évident que ces vue
utes vérifiables, vont choque
aucoup de préjugés, d'hab
des et de paresses. Il va fallo
peindre les vieilles lunes, pu
e le grand règne du Grand R
prend peu à peu sa figur
acte, longtemps voilée par l
gende. Daniel Dessert n'a pa
de prédécesseur. Il aura u
ccesseur avec Françoise
ayard, qui prépare un ouvrag
r les financiers d'avant 1650
Et l'on cessera peut-être d
ronner sur le dix-septième si
e.

PIERRE GOUBERT.

★ ARGENT, POUVOIR ET
OCIÉTÉ AU GRAND SIÈCLE
e Daniel Dessert, Fayard
4 pages, 170 F.

● Signalons d'autre part le livre d
ristian Jouhaud, *Mazarinades* : l
onde des mots, qui vient de paraît
ez Aubier (286 p., 98 F).

● SOCIÉTÉ

La guillotine et l'ennui

Pierre Drachline raconte le crime de Pantin et l'exécution de Jean-Baptiste Troppmann, victime expiatoire d'un peuple inquiet.

A deux années de la Commune, en 1869, le Second Empire agonise et les Français s'ennuient. Comme à chaque période d'incertitude, ils se recroquevillent, tentent d'épargner et s'inquiètent pour leurs biens et leur personne. Au vingtième siècle, on a fait semblant de découvrir ces craintes, qu'on a baptisées « *sentiment d'insécurité* ». Toute époque se choisit un vocabulaire ; la réalité, elle, est répétitive et son exploitation politique constante.

Donc, dans cette France en crise, le « crime de Pantin » – que présente et analyse Pierre Drachline – vient à point nommé pour faire diversion, retenir l'attention du peuple et canaliser son angoisse. A première vue, l'affaire est simple dans son horreur. Un matin d'automne, dans la plaine des Vertus, qui s'étend du fort d'Aubervilliers à la gare de Pantin, le paysan Langlois rejoint son champ par le sentier du Chemin-Vert. Dans un carré de luzerne, il distingue des traces insolites : du sang frais. Un coup de bêche fait apparaître un mouchoir ensanglanté, puis un bras d'enfant. Langlois va chercher les autorités. Devant des policiers et des badauds de plus en plus nombreux, Langlois déterre six cadavres mutilés – une femme et cinq enfants. L'argent et les bijoux des victimes n'ont pas été volés, ce qui exclut le crime de rôdeur.

« Notre visage le plus terrible »

L'enquête commence, et aux six morts s'ajoutent bientôt deux disparus : le père et le fils aîné. Une famille tout entière – les Kinck – vient d'être anéantie. A Roubaix, où ils habitaient, on les décrit comme d'honnêtes gens, ouvriers parvenus à une certaine aisance par le travail, l'effort, l'économie. Les recherches policières, qui aboutissent à l'arrestation d'un jeune homme, Jean-Baptiste Troppmann, sont rapportées avec précision par Pierre Drachline, soucieux de bien faire comprendre la mise en place de cette « affaire ». Mais c'est après l'incarcération du jeune ouvrier que s'enclenche le processus qui rendra ce fait divers exemplaire.

L'opinion publique confrontée à un crime de sang réclame un coupable. Elle demande à la police et à la justice d'aller vite et de ne manifester aucun doute. Dès qu'un suspect est arrêté, la foule et la presque totalité de la presse en font, sur l'heure, l'assassin : avant-hier Jean-Baptiste Troppmann, hier Christian Ranucci – guillotiné à vingt et un ans sans que sa culpabilité ait été certaine, – aujourd'hui... quelques autres. C'est ce mécanisme que démonte le livre de Drachline, par le simple exposé des faits, dans un récit alerte, au style plus proche du roman policier que de la thèse en criminologie. Pourtant tout y est : l'enquête bâclée, le procès-spectacle, l'expiation par exécution sur la place publique.

Que Troppmann n'ait pas pu tuer seul les six personnes découvertes dans le champ de Langlois importe peu. La recherche des complices déplairait au peuple et rendrait l'assassin banal. Il faut au contraire en faire un monstre. « *On assure*, relatait un chroniqueur de l'époque, *que Troppmann saute sans difficulté par-dessus la tête d'un homme quelle que soit l'élévation de la taille de celui-ci. L'expression sauter est inexacte : il bondit.* »

Plus d'un siècle après le procès de Troppmann, rien n'a changé dans la conscience collective. Le meurtrier, comme l'écrivait l'actuel garde des sceaux, Robert Badinter, dans *l'Exécution* (Grasset 1973), « *a quitté la foule de ceux qui imaginent ou regardent, rêveurs ou spectateurs, pour passer du côté de ceux qui ont violé l'interdit, qui ont commis le sacrilège. Mais dans le sacrilège survit le sacré. La fascination que suscite le criminel de sang est ambiguë. Elle est horreur et peur mêlées. Elle est condamnation du crime commis, mais aussi refus de s'avouer que le criminel n'est pas fondamentalement différent de nous, qu'il est simplement notre visage le plus terrible* ».

Le 19 janvier 1870, Jean-Baptiste Troppmann était guillotiné sous les applaudissements de milliers de Parisiens. Pendant l'instruction de son procès comme après sa condamnation à mort, le 30 décembre 1869, toutes les précautions – y compris la camisole de force – avaient été prises pour l'empêcher d'accomplir un dernier geste de liberté : le suicide qu'il souhaitait. Il fallait le préserver pour offrir aux citoyens leur séance de guillotine, « *cette chasse à courre du pauvre* », dit Drachline. Mort, le « *monstre froid* » conspué par les journalistes allait bientôt laisser place à une figure de légende suscitant poèmes – notamment une œuvre de jeunesse de Rimbaud, – chansons, mémoires et romans. Ses complices, eux, pouvaient vieillir tranquillement. Quant à la foule et à la presse, elles n'ont jamais bien longtemps à attendre avant qu'un autre crime ne vienne satisfaire leur goût de la mort.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ **LE CRIME DE PANTIN, de Pierre Drachline, Denoël, 200 pages, 78 francs.**



Pierre Gascar et les « oubliés » de l'histoire

A part les lecteurs attentifs de Jacques Hillairet (1), qui connaît Jonathas, Noël Damilaville, Jean-Baptiste Coffinhal, Kersausie et Raoul Rigault (2) ? Pierre Gascar – qui reprend le flambeau de l'Alexandre Dumas du *Chevalier de Maison-Rouge* et, surtout, des amateurs d'anecdotes – fait revivre ces cinq personnages secondaires, écrasés par le fanatisme, accusés de blasphèmes et de sacrilèges, des rebelles, *« des âmes qui n'ont pas trouvé le repos »*.

Un juif martyrisé sous Philippe le Bel, un fonctionnaire des impôts, ami et complice de Diderot et de Voltaire, le vice-président du Tribunal révolutionnaire, un officier noble qui complote contre Louis-Philippe, et Raoul Rigault, le procureur de la Commune... Gascar les tire de la fosse où l'histoire officielle les avait presque engloutis. Calomniés, flétris, victimes et bourreaux, ils méritent pourtant ces stèles. Entre les hôtels du Marais ou les quais de l'île de la Cité et de l'île Saint-Louis, *« insomnieux et déambulants »*, des morts ont l'air de surgir à nos côtés, avec d'horribles grimaces.

Dans l'île Saint-Louis, par exemple, on en rencontre deux, liés à la Révolution. A l'encoignure du quai Bourbon et de la rue Le Regrattier, face à la rive droite de la Seine, on remarque une statue mutilée de saint Nicolas, le patron des mariniers. Jusqu'en 1870, cette rue étroite s'appelait rue de la Femme-sans-Tête et cette statue, raconte-t-on, fut décapitée par Coffinhal, qui habitait là. L'iconoclaste jacobin, fidèle de Robespierre (qu'il tenta de libérer), connut une fin tragique : traqué, dénoncé, il eut, à son tour, la tête tranchée. A quelques pas de là, un peu plus tôt, vivait Damilaville, premier commis du bureau des vingtièmes, le centre de perception de l'impôt sur le revenu foncier. C'était un fonctionnaire discret, lourd et sans grâce, qui servit de boîte aux lettres à Diderot, Voltaire, d'Alembert et Helvétius. Au nom de la Raison et des Lumières, Damilaville prit des risques énormes. Une maladie affreuse l'emporta. Elle fut attribuée au courroux de Dieu, qu'il avait *défié*.

En replaçant minutieusement cinq individus dans leur époque, Gascar affirme aussi que l'intolérance enjambe les siècles et poursuit les hommes, comme une malédiction. Jonathas, le juif qui portait la rouelle jaune sur sa robe, fut accusé par les inquisiteurs d'avoir volé une hostie, qui lui échappa et saigna. L'église célébra le miracle, puis elle l'oublia. En 1867, Mgr Darboy, l'archevêque de Paris, décide de rétablir la cérémonie de la Réparation. Il sera fusillé par les communards. Gascar renoue avec une façon romanesque d'écrire l'histoire, disions-nous. Un universitaire, Michel Vovelle, vient de consacrer un livre à l'un de ces oubliés fascinants, Théodore Desorgues (1763-1808), le poète qui composa l'hymne de la fête de l'Etre Suprême et finit à Charenton, avec Sade (3). *Il y a tant d'âmes à sauver, perdues dans les plis du Temps...*

R. S.

★ **LE DIABLE A PARIS, de Pierre Gascar, Gallimard, 220 pages, 86 F.**

(1) Hillairet signale Jonathas et Coffinhal dans *Evocation du Vieux Paris. Le cœur de Paris*, Ed. de Minuit, 1952.

(2) Luc Willette a publié une biographie de Raoul Rigault, que Zola qualifia d'« *esprit détraqué* », Ed. Syros. (Voir « le Monde des livres » du 12 janvier).

(3) Ed. du Seuil.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

« Les gens sages meurent de colère »

Il faut découvrir – ou redécouvrir – l'Epître du pardon, un chef-d'œuvre des lettres arabes, vieux de mille ans.

LE grand mystique Ibn Arabi, né en Andalousie, mort en 1240 à Damas, disait qu'étymologiquement « *pardonner, c'est cacher* » *(al-ghafr, satr)*. La lettre que Ma'arrî écrivit en 1033 est, en un sens, un pardon accordé à un correspondant inconnu qu'il suppose déjà mort. Pardonner, c'est aussi effacer, annuler.

Ni quelques années avant l'an mille, en Syrie du Nord, dans la région d'Alep, Ma'arrî vécut très vieux, menant une existence simple, ascétique et volontairement recluse. Il disait qu'il vivait dans une triple prison : son corps, sa maison, sa cécité. Poète parce que philosophe, il avait de l'existence une vision d'une lucidité amère et désespérée. Pour lui, les « *gens sages meurent de colère* », puisque le monde est gouverné par le mensonge et l'hypocrisie : « *Il eût mieux valu, pour Adam et sa postérité, de ne pas avoir été créés...* »

Ma'arrî a laissé une œuvre monumentale d'un soixantaine de titres. Pièce maîtresse de cette œuvre, l'*Epître du pardon* a été écrite et dictée afin de répondre à une missive qu'un lettré d'Alep, un certain Ibn al-Qârih, avait adressée au philosophe pour se plaindre de son triste sort, lui dire ses besoins et lui parler de ses défauts. Dans cette supplique, cet inconnu attaque férocement divers poètes et philosophes.

Curieuse lettre, pleine de haine, de rancœur et de complaisance. Le rêve de son auteur est d'être accepté dans l'amitié et l'estime de Ma'arrî. C'est par un dialogue des morts que celui-ci va d'abord répliquer. Ironique et méchante, l'*Epître* devient un règlement de comptes métaphysique. Ma'arrî entraîne son correspondant dans l'au-delà, lui fait subir les tourments de la tombe et du passage du pont sur l'enfer, le fait attendre, avant de le mener aux portes du paradis. C'est alors qu'Ibn al-Qârih, que Ma'arrî appelle non sans ironie « le Cheikh », entend des djinns musulmans lui réciter en vers leurs exploits et leur repentir. Un djinn a même composé un long poème à la gloire de Dieu. Il avoue ses fautes :

« C'est moi qui ai poussé l'homme juste au parjure,
moi qui l'ai fait trahir et qui l'ai fait mentir.
Moi, qui ai possédé autant de femmes mûres
quand leur bébé venait au sein pour se nourrir. »

Un autre djinn lui dit :

« Le temps du repentir et de la foi venu,
de la religion j'ai goûté les prémices. »

Un dialogue avec le Diable

Ma'arrî pousse sur le chemin son personnage et le manipule. Il lui montre de loin l'enfer. Le Cheikh se réjouit d'être de l'autre côté, et entame un dialogue avec le Diable. Il est ridiculisé. Ma'arrî, qui déteste le vin et les buveurs, passe par le Démon pour poser cette question : « *Comment se fait-il que le vin soit défendu sur la Terre et permis dans l'au-delà ?* » Il voudrait aussi savoir « *si au paradis les bienheureux font aux garçons immortels ce que faisaient les habitants des cités maudites ?* » Le Cheikh, contraint de donner une réponse, invoque le Coran. Mais on sent la perversité de Ma'arrî, qui utilise toutes les images et paraboles pour faire passer sa lecture critique du texte sacré. Il faut dire aussi que Ma'arrî était le contraire d'un bon vivant. Dans son œuvre, il s'acharne sur les buveurs de vin et sur tous ceux qui jouissent de leur corps. Sa vie sexuelle a dû être nulle.

Après ce voyage au pays des morts, Ma'arrî répondra à la lettre d'Ibnal-Qarih, dans la deuxième partie de cette épître, en réfutant point par point les propos de son honorable correspondant, dont il dénonce l'hypocrisie souveraine. Cette partie de l'œuvre est chaotique. Ma'arrî traite, dans le désordre, plusieurs sujets ; mais l'essentiel concerne les hérétiques et les manichéens : « *L'hérésie est aussi ancienne que l'homme. Les chroniqueurs affirment qu'Adam fut envoyé à ses enfants pour leur annoncer la vie future et leur enseigner la crainte du péché. Mais ils refusèrent de le croire et rejetèrent ses paroles. Il en fut ainsi jusqu'à nos jours.* »

Il cite un poète de la tribu de Qoraysch :

« Qui donc dira au Bienfaiteur que le mois de jeûne m'ennuie ?
Votre Prophète a-t-il promis une autre vie ?
Qu'est le hibou de l'âme, hors le crâne des morts ? »

L'ascétisme de ce savant, son horreur des courtisans, son ironie cruelle, font de lui un être singulier, précurseur du doute méthodique et du sarcasme insurrectionnel.

Ce chef-d'œuvre des lettres arabes est un texte complexe ; il est très moderne par ses audaces, son architecture et sa richesse inépuisable. Il aura fallu attendre un millénaire pour que cette épître soit accessible en français dans une version intégrale. Le travail de Vincent-Mansour Monteil est absolument remarquable. Sa traduction est belle et précise. Elle est, en outre, précédée d'une longue introduction qui, avec la préface d'Etiemble, offre des clés indispensables au lecteur. L'ensemble est éclairé par un millier de notes qui constituent une véritable histoire de la littérature arabe de cette époque.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ **L'EPITRE DU PARDON d'Abu-l-'Alâ Ma'arrî. Traduction, introduction et notes de Vincent-Mansour Monteil. Préface d'Etiemble. Connaissance de l'Orient, coll. UNESCO d'œuvres représentatives, Gallimard. 318 pages. 195 F.**



● LETTRES ÉTRANGÈRES

Deux Anglais prometteurs

La jeune génération britannique se révèle riche de promesses. Comme en témoignent, cette semaine, deux remarquables livres, dus à des romanciers qu'il faudra suivre : William Boyd (né en 1952) et Graham Swift (né en 1949).

L'humour et les larmes de William Boyd

LES aventures d'*Un Anglais sous les tropiques* (1) nous avaient permis de découvrir, l'an dernier, la verve satirique de William Boyd. Ce jeune Britannique, né au Ghana en 1952, s'y révélait le peintre acerbe d'une certaine réalité africaine contemporaine, sans toutefois tomber dans le pamphlet ni dans la dénonciation idéologique. En cela, il se situait tout à fait dans la lignée des plus célèbres humoristes anglais, qui n'ont jamais dépeint que des « caractères » (des personnages) en situation.

William Boyd n'a certainement pas vu ce qu'il décrit dans son second roman, qui vient de paraître sous le titre *Comme neige au soleil*. Une bonne raison à cela : l'action se déroule entre 1914 et 1918. L'auteur a, néanmoins, rassemblé une minutieuse documentation sur l'époque. Le récit s'organise autour de deux pôles. Le premier est situé au pied du Kilimandjaro, à hauteur de la frontière séparant les colonies anglaises des colonies allemandes. Toutes les nationalités y font bon ménage jusqu'au jour où éclate la guerre. Les voisins d'hier sont devenus des ennemis. On se tire dessus comme autrefois on se serrait la main. Au milieu de tous ces éclats, seul un Américain, prénommé Temple, se demande ce qu'il fait là. Il finira par rejoindre le camp des Anglais, et, quatre ans durant, il se battra à leurs côtés, uniquement dans l'espoir de récupérer... une *machine agricole que lui ont* volée les Allemands.

La grande guerre vue d'Afrique

A des milliers de kilomètres de là, une honorable mais très singulière famille britannique compte, au fil des jours, les vides qui se créent à la table présidée par un père plus qu'un peu dérangé d'esprit. Parmi les disparus, le fils aîné, prisonnier des Allemands en Afrique, sa jeune femme, qui se suicide par « désespoir », et le fils cadet, engagé volontaire en partance pour l'Afrique, lui aussi. Les faits sont durs, implacables. Mais ils cachent d'autres réalités, celles-là bien plus fantaisistes, d'où naît un étrange sentiment d'absurdité. Absurdité de cette guerre qui *se poursuivra plusieurs mois* après la signature de l'armistice. La raison ? Les deux commandements militaires ont tout simplement « négligé » de prévenir à temps ces troupes qui s'entretuaient au fin fond de l'Afrique. Absurdité du combat de l'Américain Temple, qui *« casse du Boche »* en rêvant à ses futures plantations. De quels siècles sont-ils donc sortis tous ces tordus mélancoliques ou désespérés ? D'un siècle, répond l'un des personnages, *« où il fait bon vivre »*, mais où, vu d'Afrique, on s'extermine sans trop savoir pourquoi.

Une bande de cinglés

William Boyd ne caricature pas la violence. Mais il montre le dérisoire et le grotesque de certaines situations. Ainsi celle *de ce prisonnier anglais que* sa famille imagine en proie au pire destin — alors que l'intéressé ne rêve que d'une chose : rester dans ce camp allemand où il peut, grâce à la complicité de la femme du commandant de la place, rouler tranquillement ses cigarettes en déchirant une à une les feuilles d'un livre intitulé *les Souffrances du jeune Werther...*

Comme neige au soleil est un roman tout entier placé sous le signe de la tension. William Boyd manie à la perfection le double tranchant de cette arme qu'est l'humour noir. Il « balade » littéralement son lecteur, sans jamais rompre l'infernal équilibre entre larmes de rire et larmes de sang, sans jamais les mêler. A la fin de ce passionnant récit, on se prend à penser que William Boyd n'a pas seulement écrit l'histoire d'une bande de cinglés. Par le petit bout de sa lorgnette, nous apercevons aussi le début de notre siècle.

BERNARD GENIÈS.

★ **COMME NEIGE AU SOLEIL, de William Boyd. Traduit de l'anglais par Christiane Besse. Balland, 408 pages, 98 F.**

(1) Balland.

Graham Swift au pays des eaux

LE Fenland, une région marécageuse située sur la côte est de l'Angleterre. Un plat pays, *« coincé entre le ciel et l'eau »*, et que l'on devine silencieux, dépouillé. Pourtant, *« il est étrange comme les Fens dans leur nudité et leur vacuité se prêtent volontiers à l'imaginaire et au surnaturel »*. Un imaginaire dont s'est imprégné Graham Swift, le temps d'un voyage en ce *Pays des eaux* qui donne son titre au troisième roman de ce jeune écrivain britannique.

C'est un récit déconcertant, envoûtant. Une histoire d'eau et de bière, de tourbe, de sang, de lignée familiale maudite. Une histoire dont les éclats nous parviennent par bribes, par vagues, au rythme du récit qu'en fait le narrateur, un professeur dénommé Crick, à ses élèves. L'entreprise semble au départ relever de la confession des « péchés » familiaux (un meurtre, des suicides, un inceste, etc.). Très vite, cependant, le tableau s'élargit et, outre les ancêtres, surgissent les rivières, les anguilles, les brochets, les peupliers, toutes choses qui donnent aux Fens leur âme et participent de leur devenir. Car le professeur Crick a, concernant ce dernier domaine, une théorie bien à lui : l'histoire (la grande) n'est qu'une péripétie.

Un monde grouillant de vie

Qu'ont retenu, par exemple, les habitants des Fens du sacre de George V en 1911 ? Rien. Sinon que, le même jour, la fameuse brasserie Atkinson brûlait mystérieusement. De la guerre 14-18 ? Le récit des anciens affirmant qu'entre les tranchées des Flandres, dans les trous d'eau, on pêchait des anguilles. En ce qui concerne la seconde guerre mondiale, ils se souviennent des réfugiés dont les enfants du coin se moquaient, des cartouches de Camel et de quelques soldats américains en vadrouille. C'est à peu près tout.

Le passé des Fens s'écrit autrement. La mort de Sarah, la femme du brasseur Atkinson, le meurtre d'un jeune homme, le suicide d'un autre (toujours dans l'eau) apparaissent, au cœur d'une atmosphère où le secret (rien ne se dit) et les légendes (une façon de travestir la réalité mais aussi de lui donner un sens) occupent une place déterminante, comme autant d'éléments intégrés à la mémoire collective. Voilà qui explique le sentiment d'étrangeté dont est empreinte la narration. Sur ce coin de terre, où la plaine semble ne rien pouvoir dissimuler, nous découvrons en fait un monde grouillant de vie. Les tensions qui l'agitent n'en sont que davantage accrues par l'omniprésence d'une nature dont la puissance engendre une inquiétude souterraine.

« Les pantins planétaires »

C'est ici que toute l'astuce du narrateur prend sa valeur : court-circuitant les légendes ancestrales (*qui font des Fens* une terre lunaire, coupée du reste de l'humanité), le professeur Crick démontre à son auditoire incrédule que les nazis des Fens n'ont jamais cessé d'être, à leur façon, partie intégrante de la marche du monde. Il évoque la chute de l'Ancien Régime ou la guerre de 14-18 en devisant sur le mode de reproduction des anguilles.

Plus loin, il raconte Pétain et les années 40 en décrivant ses premiers émois sexuels. Il en résulte un curieux effet de balancement, une sorte de tourbillon infernal où l'on aperçoit les gesticulations de ce que John Cowper Powys appelait *« les pantins planétaires »*, ces petits bonshommes suspendus à leur destin, telles les étoiles à la voûte des cieux. Cette vision n'a rien de tragique. Mais elle révèle la consistance du passé, qui apparaît, sous la plume de Swift, à l'image des marécages et des eaux du Fenland : boueux et trouble.

Le Pays des eaux est sans conteste l'un des meilleurs romans anglais publiés ici ces derniers temps. Poignant, caustique, humoristique à l'occasion, Graham Swift nous assène, à travers cette puissante évocation, une évidence dont la cruauté n'a d'égal que l'inéluctable. Que nous reste-t-il pour vivre, à nous, gens d'eau et de boue ? Des rêves.

B. G.

★ **LE PAYS DES EAUX, de Graham Swift. Traduit de l'anglais par Robert Dauren. Laffont, 400 pages, 89 F.**

Un grand précurseur : Horacio Quiroga

C'est Francis de Miomandre qui le révéla en France, avant la deuxième guerre mondiale. Puis on l'oublia. Aujourd'hui, la traduction de* Contes d'amour, de folie et de mort *vient nous rappeler qu'Horacio Quiroga fut en Amérique latine l'introducteur de la nouvelle fantastique, dont il reste l'une des figures-clefs.

NÉ dans le port fluvial de Salto, au nord-ouest de l'Uruguay, un 31 décembre 1878, ce fils de famille désabusé, hypersensible et quelque peu schizophrène, moderniste décadent, grand lecteur d'Edgar Poe et de Maupassant, rêva de conquérir Paris, fit le voyage en 1900 et revint bientôt, déçu et amer. La mort de son meilleur ami, qu'il tua par accident, le plongea peu après dans la réalité cauchemardesque de la prison, des tribunaux et des procès. Exilé à Buenos-Aires, chez une de ses sœurs, un premier voyage lui fit découvrir l'insolite beauté de la région de Misiones, aux confins de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay, avec ses forêts presque vierges, sa vie rurale primitive, ses pionniers rudes et fascinants. Après une tentative industrielle malheureuse dans le Chaco, Quiroga retourna à Misiones, acheta des terres à San-Ignacio et s'y installa comme colon. Fuyant la mort, il la redécouvrit quand sa jeune épouse se suicida, lui laissant deux enfants en bas âge.

« Le travail de la fatalité »

Isolé, mauvais défricheur mais excellent homme de plume, l'envoûtante Misiones lui inspira des contes étranges que ses contemporains ne comprirent pas toujours mais que l'Amérique latine tout entière devait admirer plus tard et que beaucoup d'écrivains comme Julio Cortazar, José Maria Arguedas ou Augusto Roa Bastos n'ont cessé de louer. *Contes d'amour, de folie et de mort* (1917), *Contes de la forêt pour les enfants* (1918), *le Sauvage* (1920), *Anaconda* (1921), *les Exilés* (1926) en constituent les plus beaux fleurons. La maladie fit partir ce solitaire de ses plantations. Un mal incurable, qui l'incita à quitter, un jour de février 1937, l'hôpital de Buenos-Aires où on allait l'opérer, pour acheter du cyanure dans une pharmacie et s'empoisonner le soir même dans sa chambre de malade.

Contes d'amour, de folie et de mort réunit des textes écrits durant la décennie 1907-1917. Certains portent encore l'empreinte de Poe. *L'Oreiller de plumes*, par exemple, relate la macabre découverte, dans une luxueuse maison automnale, d'une bête monstrueuse, boule vivante et visqueuse aux pattes velues, qui, cachée parmi les plumes d'un oreiller, a sucé en quelques nuits tout le sang d'Alicia, la jeune épousée. Dans *le Solitaire*, Kassim, le joaillier, punit sa femme envieuse des bijoux qu'il fabrique en lui enfonçant dans le cœur durant son sommeil l'épingle à cravate qu'il vient de sertir d'une pierre sans prix. Maupassant aussi est présent. On le devine dans *la Poule égorgée*, où quatre pauvres d'esprit qui ont vu leur bonne saigner une poule égorgent leur petite sœur avec la même cruauté.

Et pourtant, on le comprend vite en lisant d'autres contes du recueil : Horacio Quiroga, c'est tout autre chose. Une thématique qui s'inspire partiellement de l'expérience et qu'une écriture âpre et nue, au charme indéfinissable, transcende en fiction magique. L'art d'Horacio Quiroga est un art à froid, capable de transformer le mystère ambiant des terres tropicales en hallucinations fantastiques. Son monde est le monde sauvage des hommes de la forêt environnés par une flore et une faune non moins sauvages : ici, les fourmis carnassières dévorent le corps de l'adolescent paralysé par un maléfique miel champêtre, et ne laissent qu'un squelette couvert de vêtements.

« Nous sommes, vous et moi, aux frontières d'un état particulier, abyssal, lumineux, comme l'enfer », écrivait Quiroga à Martinez Estrada en 1936. L'enfer que fut d'une certaine manière sa vie, il sut, d'un conte à l'autre, l'exorciser par l'écriture. Comme l'affirme son meilleur exégète, Emir Rodriguez Monegal : *« Ces contes sont écrits par un homme qui enterre ce fait* [le suicide de sa femme] *au plus secret de lui-même, continue à vivre et à écrire, mais enfermé au plus intime, sondant implacablement le travail de la fatalité sur les autres et cette profonde faute inconsciente qui en fait des victimes devant un savoir plus pénétrant que celui de l'intelligence. »*

CLAUDE COUFFON.

★ **CONTES D'AMOUR, DE FOLIE ET DE MORT, *d'Horacio* Quiroga, traduits de l'espagnol (Uruguay) par Frédéric Chambert, postface de Victor Fuenmayor, UNESCO/Éditions A.-M. Métailié, 204 p., 63 F.**

Les nouveaux exploits de Fruttero et Lucentini

(Suite de la page 13.)

— Votre humour s'exerce sur le dos de vos personnages, qui en sont, pour leur part, totalement dépourvus. Cette férocité narquoise s'inscrit-elle dans la tradition italienne ?

— *Anglo-saxonne plutôt, sous l'influence de nos maîtres : P.-G. Wodehouse, Jane Austen et Samuel Beckett. Mais notre penchant pour le fantastique se retrouve dans la littérature italienne. Voyez Leopardi, Landolfi, Pirandello. Ils avancent en terrain miné, parmi des hypothèses, des faux-semblants, des pièges, un itinéraire qui nous paraît celui de notre époque.*

— Une époque que vous n'aimez guère.

— *On pourrait dire, paraphrasant Borges, que* « comme tout le monde, nous avons vécu en des temps difficiles », *avec en prime une civilisation à bout de souffle.*

» Dans notre pays, peut-être plus qu'ailleurs, on mesure les ravages accomplis par la télé, la pub, les rouleaux compresseurs des mass media qui écrasent la diversité des êtres et des lieux. Quand l'Italie a commencé à s'unifier, Schopenhauer a soupiré : « C'est normal, mais c'est dommage. » *Il parlait d'or.*

— Regrettez-vous l'« ordre ancien » ? Partagez-vous la nostalgie de vos héros, ces gens du Nord qui béent devant les Siennois, encore pétris de traditions ?

— *Absolument pas. Nous nous contentons de montrer ce qui est, l'irruption folklo-touristique du passé dans le présent. Mais la violence, la corruption, la bêtise d'hier n'ont rien à envier à celles d'aujourd'hui. Si nous accordons la victoire aux morts, c'est parce que, pour citer à nouveau Borges,* « un gentleman ne peut défendre que des causes perdues ». *Les défendre, pas s'illusionner sur elles. Nous sommes des sceptiques farouches.*

— Pourtant, vous vous êtes personnellement engagé, contre le fascisme, puisque Mussolini vous a mis en prison.

— *Il s'agissait moins d'un engagement politique que d'une allergie quasi physique à la dictature de crétins. Ces types-là étaient inbuvables et l'on frémissait en pensant à ce qu'ils devaient être ailleurs. Quant à mon rôle, il n'a rien d'héroïque : je lisais dans ma cellule, j'apprenais les langues étrangères, j'avais la paix. Ça s'est gâté par la suite lorsqu'on m'a envoyé à l'armée. Mais ma très modeste participation à la Résistance jointe à ma connaissance de l'anglais m'ont permis, à la Libération, de travailler pour les services de presse américains, et puis je suis parti pour Vienne, Prague, Paris où j'ai rencontré Fruttero. Au sortir de la guerre, nous avions une fringale d'autres horizons, d'autres lectures. On nous avait gardés si longtemps « à l'étouffée ».*

Fruttero a traduit Beckett ; Lucentini, Borges et Mallarmé. Chacun récolte de son côté les inspirations, gags, références secrètes dont s'alimentera leur œuvre. Comment travaillent-ils ensemble ?

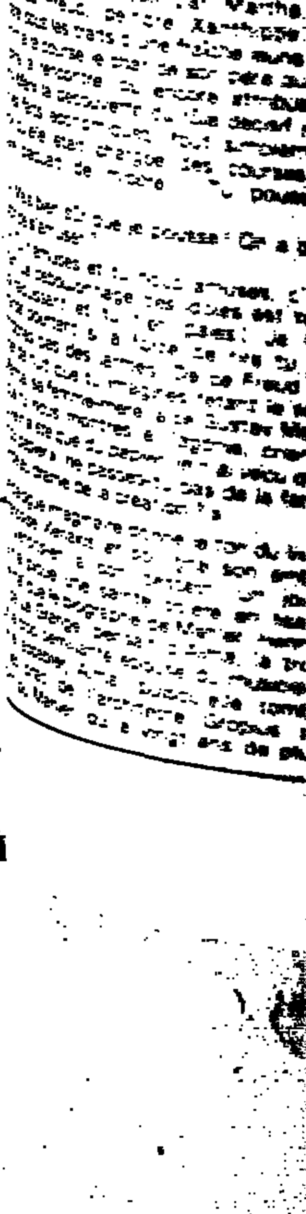
— *D'abord, on bavarde, on vagabonde, puis on délimite le terrain. On écrit à deux les premières pages. Pour les dialogues, on se donne la réplique. Fruttero va plus vite que moi, m'empêche d'être trop tatillon. Jamais je ne m'en tirerais sans lui. »*

Qui ajoute le grain de poivre, la goutte de venin ? Qui éveille le frisson d'angoisse ? L'un ou l'autre indifféremment. Leurs plumes touche-à-tout se poursuivent, s'éperonnent, comme ces cavaliers du Palio dont ils ont recréé la course.

Propos recueillis par
GABRIELLE ROLIN

★ **PLACE DE SIENNE, COTÉ OMBRE, de Carlo Fruttero et Franco Lucentini, traduction de J.-C. Zancharini. Le Seuil, 183 p., 75 F.**

— **Œuvres déjà publiées : *la Femme du dimanche* (Le Seuil, 1973), *Ruines avec figures* (Le Seuil, 1975), *la Nuit du grand boss*, (Grasset, 1980), *la Signification de l'existence* (Éd. des Autres, 1979), *Je te trouve un peu pâle* (Récit. Le Seuil, 1982).**



هكذا من الاصل

seur :

qui le révéla en
guerre mondiale.
ui, la traduction
et de mort vient
Quiroga fut en
teur de la nou-
reste l'une des

une bête monstrueuse.
vivante et visqueuse aux
velues, qui, cachée
les plumes d'un oreiller.
en quelques nuits tout
d'Alicia, la jeune épou-
ns le Solitaire, Kassim,
llier, punit sa femme
e des bijoux qu'il fabri-
lui enfonçant dans le
durant son sommeil
le à cravate qu'il vient
tir d'une pierre sans
laupassant aussi est pré-
On le devine dans la
égorgée, où quatre pau-
esprit qui ont vu leur
saigner une poule égor-
ur petite sœur avec la
cruauté.
ourtant, on le comprend
r lisant d'autres contes
ueil : Horacio Quiroga,
out autre chose. Une
ique qui s'inspire par-
ent de l'expérience et
écriture âpre et nue, au
indéfinissable, trans-
en fiction magique.
d'Horacio Quiroga est
à froid, capable de
ormer le mystère
t des terres tropicales
lucinations fantastiques.
onde est le monde sau-
es hommes de la forêt
més par une flore et une
non moins sauvages : ici,
rmis carnassières dévo-
corps de l'adolescent
sé par un maléfique
hampêtre, et ne laissent
squelette couvert de
nts.
ous sommes, vous et
ux frontières d'un état
ulier, abyssal, lumi-
comme l'enfer », écri-
Quiroga à Martinez
a en 1936. L'enfer que
me certaine manière sa
out, d'un conte à l'autre.
ciser par l'écriture.
l'affirme son meilleur
te, Emir Rodriguez
al : « Ces contes sont
par un homme qui
ce fait [le suicide de sa
] au plus secret de lui-
continue à vivre et à
mais enfermé au plus
sondant implacable-
e travail de la fatalité
s autres et cette pro-
faute inconsciente qui
des victimes devant un
plus pénétrant que
e l'intelligence. »

CLAUDE COUFFON.

ONTES D'AMOUR, DE
ET DE MORT, d'Horacio
, traduits de l'espagnol
y) par Frédéric Chambert,
e de Victor Fuenmayor,
D/Éditions A.-M. Méti-
p., 63 F.

indifféremment. Leurs
touche-à-tout se poursui-
éperonnent, comme ces
s du Palio dont ils ont
a course.

Propos recueillis par
GABRIELLE ROLIN

ACE DE SIENNE, COTÉ
, de Carlo Fruttero et
Lucentini, traduction de
ucharlat. Le Seuil, 183 p.

vres déjà publiées : la
du dimanche (Le Seuil,
Ruines avec figures (Le
975), la Nuit du grand boss,
1980), la Signification de
ce (Éd. des Autres, 1979),
ave un peu pâle (Récit. Le
82).

● PORTRAITS

Georges-Olivier Chateaureynaud entre le rêve et l'aventure

L'écrivain parle de son dernier roman, le Congrès de fantomologie, et reconnaît sa dette envers Stevenson.

Il y a un peu plus de deux ans, le prix Renaudot a mis en lumière un jeune écrivain discret, Georges-Olivier Chateaureynaud, et fait connaître non seulement son roman, *la Faculté des songes*, mais sa longue silhouette, son abondante chevelure et sa moustache rousse. Chateaureynaud habite aujourd'hui tout près de Paris, mais un peu à l'écart, dans la vallée de Chevreuse. Dans le café où nous nous rencontrons, il parle posément, avec une sorte de gravité et de conviction calme.

Le prix, pour lui, a changé beaucoup de choses : « *Je me sentais un peu en porte à faux, car j'étais bien accepté dans le monde littéraire, mais, en même temps, j'avais l'impression de rester un peu en retrait dans l'esprit du public. D'avoir obtenu ce prix m'a ôté le souci de mon propre statut. Et puis cela a changé mes conditions de travail, puisque je n'ai plus besoin de distraire une grande partie de mon temps pour accomplir des besognes alimentaires. J'ai fait vingt-cinq ou trente métiers différents. J'étais prêt à faire n'importe quoi pour gagner ma vie, mais j'étais chaque fois persuadé que c'était provisoire.* »

Ainsi, après des études de lettres, G.-O. Chateaureynaud a été, entre autres, employé de banque, professeur par correspondance, OS dans une chaîne de montage de camions – six mois difficiles, les seuls où il lui ait été impossible d'écrire, – bibliothécaire et, pendant plusieurs années, brocanteur sur les marchés aux puces de Montreuil, de Vanves et du Kremlin-Bicêtre. « *C'est un travail pour lequel j'avais une sorte de passion. Je connais très bien la lisière de Paris et, longtemps, j'avais rêvé que je me promenais sur cette frange de la capitale, en y cherchant des objets, des livres ou je ne sais quoi. Finalement, la vie m'a rattrapé, et je m'y suis retrouvé pour de bon.* »

C'est précisément dans cette zone suburbaine que Chateaureynaud a réuni les personnages de *la Faculté des songes*, trois marginaux, trois solitaires. Il sait en effet peindre la solitude, peut-être parce qu'il a été un « *gosse de foyer désuni* ». « *Il y a quelques décennies, c'était moins banal qu'aujourd'hui. Je ne sais pas si c'est ça qui m'a fait écrire à l'origine, mais en réalité c'est toujours ça que j'écris. Tous mes personnages sont fragiles. Ils ont le sentiment de ne pas appartenir tout à fait à la tribu.* »



BERENICE CLEEVE

Ces personnages, qui se ressemblent, arpentent d'un livre à l'autre le même territoire mystérieux, onirique. On y décèle certaines influences littéraires : celle de Borges a marqué *le Fou dans la chaloupe*, et celle de Kafka, *les Messagers*. « *Il y a dans son œuvre une sorte de somnambulisme que j'ai tout de suite reconnue comme mienne. J'ai vraiment l'impression, lisant* le Château *ou* l'Amérique, *de vivre dans un univers nocturne.* »

Et puis, pour l'importance donnée au rêve, on pense à Nerval, évoqué dans *Mathieu Chain*. Mais « *Nerval a été submergé par la vague de rêves. Je préfère la maîtriser, m'en servir. Cela a été l'une des grandes inquiétudes de ma jeunesse, parce que j'avais déjà cette espèce de tempérament nocturne. J'ai redouté, à un moment, d'être submergé moi aussi. J'ai beaucoup d'admiration pour Nerval, mais, en même temps, il me fait peur.*

« *Je suis grand dormeur et grand rêveur. Je rêve souvent de façon très élaborée, et j'ai beaucoup de rêves récurrents. Je retrouve des villes, je reconnais des places. C'est un univers cohérent qui ne change pas d'une nuit à l'autre. Je l'ai évoqué dans plusieurs nouvelles... Mais évidemment il y a aussi une part de moi-même qui est très réaliste. Les deux cohabitent assez bien : le réaliste protège le dormeur, et le dormeur inspire le réaliste.* »

Cette dualité ressemble à celle d'Odilon Frêle, le héros du *Congrès de fantomologie* : un homme timide, vulnérable, chez qui se révèle cependant une énergie inattendue. Invité par erreur, avec d'autres spécialistes de revenants, à un congrès en Pénombrie, un pays qui ne figure pas sur les cartes, Odilon se trouve engagé dans un terrible engrenage : puis pour un agent secret, détenu dans un camp, il devient le cobaye de savants fous qui veulent communiquer avec les fantômes...

Il faut se garder de révéler toutes les péripéties de ce roman, à la fois noir et joyeusement rocambolesque, avec lequel G.-O. Chateaureynaud a voulu renouveler sa manière. « *Je suis un grand amateur de bandes dessinées et de romans d'aventures, et je me suis inspiré de Stevenson et de Jules Verne. Je crois qu'on peut toucher à des sujets graves en racontant une histoire rapide et pleine d'action. Ainsi, pour moi, la Pénombrie, qui est une sorte de dictature fossile, c'est un peu l'Europe, qui, au jour le jour, vit de souvenirs fantomatiques, avec des placards pleins de cadavres.* »

Et les fantômes, y croit-il ? « *Non, mais j'aurais bien envie d'y croire : j'ai de la sympathie pour cette idée, car dans ma famille j'ai entendu des gens, dont je ne pouvais mettre la parole en doute quand j'étais enfant, parler des fantômes comme s'ils existaient... Je ne crois pas à la vie après la mort, mais c'est un thème littéraire qui me passionne et qui me paraît fécond.* »

MONIQUE PETILLON.

★ LE CONGRÈS DE FANTOMOLOGIE, de Georges-Olivier Chateaureynaud, Grasset, 220 p., 69 F.

Bibliographie

Le Fou dans la chaloupe, nouvelles, 1973.

Les Messagers, roman (grand prix du roman des *Nouvelles littéraires*), 1974.

La Belle Charbonnière, nouvelles (ouvrage couronné par l'Académie française), 1976.

Mathieu Chain, roman, 1978.

La Faculté des songes, roman, prix Renaudot 1982 (tous ces livres chez Grasset).

Le Verger, 1982 (Balland, collection « L'instant romanesque »).

Françoise Xenakis, Mme Freud et Cie...

« Tu ne crois pas que tu pousses un peu, Françoise ? Je t'emprunte la formule que tu prêtes à Adèle Hugo quand, au moment de sa mort, elle remet son Totor entre les mains de Juliette. Il faut, lui fais-tu dire, savoir arrêter le grand homme à temps, autrement il va trop loin, et tu donnes sa grosse Adèle, jugée passablement idiote par ses contemporains, pour un modèle de lucidité... Mais tout de même, faire inventer la psychanalyse par Martha, la femme de Freud, peindre Xanthippe, la mégère, sous les traits d'une fraîche jeune fille suivant à la course le char de son père quand Socrate la rencontre, ou encore attribuer à Jenny Marx la découverte du rôle décisif joué par les faits économiques, tout simplement parce qu'elle était chargée des courses et qu'elle claquait de misère !.. Tu pousses, non ?

– Mais bien sûr que je pousse ! On a bien le droit de s'amuser ?

– Tu t'amuses et tu nous amuses, c'est certain. Le déboulonnage des idoles est toujours réjouissant et tu t'en paies ! Je me demande pourtant si à force de rire tu ne t'approches pas des larmes. De ce Freud en bonnet de nuit que tu imagines tétant le sein de Martha, sa femme-mère, à ce Gustav Mahler que tu nous montres à l'agonie, criant : *« Ma vie n'a été que du papier, je n'ai vécu que pour du papier »*, ne passes-tu pas de la farce gaillarde au drame de la création ? »

Ce dialogue imaginaire donne le ton du livre de Françoise Xenakis et souligne son ambiguïté. Venons-en à son dessein. Un jour, l'auteur a piqué une sainte colère en lisant tout le mal que le biographe de Mahler, Henry-Louis de La Grange, pensait d'Alma, la trop jeune, la trop sémillante épouse du musicien. Facile à accabler, Alma, puisqu'elle tombe dans les bras de l'architecte Gropius au moment où Mahler, qui a vingt ans de plus qu'elle, commence sa marche à la mort, qu'une fois veuve, elle épouse son amant, le quitte pour se lier au peintre Kokoschka et qu'elle finira sa vie comme femme de l'écrivain Franz Werfel, gagnant ainsi le surnom de « veuve des Quat'z'Arts » ! Mais faut-il compter pour rien dans sa mauvaise union avec Mahler, la seule dont il soit question ici, cette terrible interdiction de composer qu'il lui intima dès leurs fiançailles ? Car Alma écrivait des lieder et dut y renoncer.

Un réquisitoire contre les maris

Françoise Xenakis s'est alors juré de la venger en élargissant sa cause et en faisant appel à quatre de ses sœurs qui avaient vécu comme elle aux côtés d'hommes célèbres : la femme Freud, la femme Socrate, la femme Hugo, la femme Marx. Pour celles-là non plus la postérité n'a pas été tendre. Irréprochables, elle les a oubliées, coupables, elles les a vouées au mépris. Françoise Xenakis, biographe à la fois méticuleuse et fantaisiste, mêlant intrépidement le vrai au faux, leur rend la vie et la dignité en leur prêtant son langage d'aujourd'hui, argotique et familier, sa férocité, son cœur de midinette (c'est elle qui le dit), le bon goût qu'elle a des choses de la nature et peut-être bien son expérience aussi. N'est-elle pas la femme d'un des maîtres de la musique contemporaine ?

Là-dessus elle se récrie. Iannis Xenakis, à qui d'ailleurs le livre est dédié, loin de l'empêcher de créer, l'y a au contraire poussée. Les résultats sont là : douze livres où la veine comique alterne avec le chant grave, et toutes ces chroniques où Françoise Xenakis clame dans *le Matin* ses enthousiasmes et ses fureurs.

Mais il ne faut pas s'imaginer qu'il est simple, qu'il est heureux d'être l'épouse d'un créateur. Il écrase tout ; il condamne souvent à la pauvreté ; les morts ou les folies d'enfant accompagnent sa gloire montante ; il oublie de vivre. Dans l'ombre s'affaire une humble servante qui encaisse les coups, pare à la nécessité et croit, par-dessus tout, au grand homme que les autres n'ont pas encore reconnu. Ces *« légitimes »*, selon Françoise Xenakis, ressemblent à ce plaisant officier de l'état civil qui félicitait le général Hugo, venu déclarer la naissance de Victor, d'avoir engendré un si grand poète.

Voué à la défense des épouses, le livre tourne au réquisitoire contre les maris. Ceux-ci sont surpris dans le secret des alcôves, bâfrant dans le fumet des cuisines, exhibant leur vanité, leur mesquinerie dans l'intimité familiale où les masques tombent. Précipiter ainsi les dieux de l'Olympe dans les réalités terrestres et jouer délibérément de l'anachronisme, cela porte un nom, cela s'appelle le burlesque. Françoise Xenakis en relève au moins pour deux de ses portraits : Martha Freud, la seule épouse heureuse de cette galerie, la mutine, la mâtine, qui sait d'instinct tout ce que son savant peine à trouver, et cette Xanthippe qui sent si bon la Grèce et supporte si mal l'amour grec. Ces deux portraits sont les meilleurs parce que les plus inventés.

Les autres ne soutiennent pas ce ton, qui rapprochait Françoise Xenakis d'un Offenbach. Sa Jenny Marx, aristocratique épouse d'un révolutionnaire douteux, bascule avec noblesse dans le tragique. Et ni son Adèle Hugo ni son Alma Mahler ne sont vraiment parodiques : elles ne cessent pas d'exalter leur grand homme, même en d'autres bras que les siens. Gagnée par la tendresse, Françoise Xenakis a perdu son rire en chemin.

JACQUELINE PIATIER.

★ ZUT, ON A ENCORE OUBLIÉ Mme FREUD, de Françoise Xenakis. Éd. Lattès, 280 pages, 75 F.

Le Monde des livres

● LE FEUILLETON

Bergère, ô tour Eiffel, de Claude Mauriac ; *Par cœur,* de François Michel

Pour mémoire

Par Bertrand POIROT-DELPECH

VOUS qui n'avez jamais goûté avec le moindre écrivain, dîné avec le *moindre penseur,* soupé avec la moindre *comédienne, et qui en concevriez, d'aventure,* quelques complexes, voici deux livres qui vous les enlèveront en cinq sec ! *Leurs auteurs ont pratiqué toute leur vie ces jeux de société,* à satiété, et ils n'en gardent, à les en croire, que propos badins, déceptions snobes, brouilles *de collège, et amertume d'avoir* perdu leur temps à si peu. A quoi bon les lire, direz-vous, si c'est pour ruminer ce peu ? *C'est que, bien sûr, ils expriment autre* chose de moins simplet que ces collections de « pour mémoire ». Proust, aussi, perdait son temps en mondanités ; *mais il le* retrouvait, ce temps, et c'est de ce mouvement qu'on ne se lasse pas.

CLAUDE *MAURIAC n'est pas Proust,* oncle de sa femme, *ni* François, son père ; il le sait mieux que quiconque. Le malheur a voulu que l'envie de se faire un prénom *dans la* spécialité paternelle l'ait dévoré dès l'adolescence ; de ces envies qui ne se commandent pas. Outre romans et pièces de théâtre, qui comptent, il a couché par écrit les menus faits de sa vie quotidienne durant plus d'un demi-siècle. Depuis juste vingt ans, il publie ses centaines d'agendas, dans le désordre chronologique, selon des associations d'anniversaires, de rencontres ou de thèmes intimes. Il espère ainsi restituer, fixer, et consacrer en genre littéraire, un *« Temps »* qu'il pressent *« immobile »,* titre de sa somme dont voici le tome VIII.

Si l'on n'est pas convaincu par le montage en zigzag des souvenirs, on *peut toujours s'attacher aux seuls témoignages, en* regrettant dès *lors* qu'ils *ne* se suivent pas et qu'un index des *noms cités n'aide pas à s'y repérer. De tous ses contemporains* — soixante-dix ans, *« seulement et déjà »,* comme il le répète, — Claude Mauriac est certainement *celui qui a croisé le plus de* gloires, et le plus fiable à raison même de sa modestie d'écrivain. Modestie n'est pas le mot. Mettons : sa crainte de ne pas égaler ses commensaux et de ne survivre que comme mémorialiste, crainte qui ne va pas sans refus orgueilleux et vétilleux que d'autres en tombent d'accord...

Il se trouve que le présent volume, consacré en partie à l'Occupation, *révèle* une erreur de taille. L'auteur reconnaît qu'il a bien déjeuné en 1942 avec le lieutenant allemand Heller, ce *qu'il avait contesté lors d'une émission* de 1981. *Le préposé* de Hitler aux relations avec les écrivains français était en civil et *parlait, dit-on, le* français de la NRF ! *Mais cette* erreur *est* l'exception qui confirme la règle d'une exactitude maladive. On voudrait que tous les intellectuels n'aient pas commis plus d'imprudences que Claude Mauriac, et s'en confessent aussi scrupuleusement !

C'EST sur cette période que l'auteur donne le plus raison à son père, disant : *« Tu seras un des témoins importants de ta génération. »* Sur la question capitale — quand les intellectuels parisiens ont-ils eu connaissance du génocide ? — les pages 145, 338 et 392 sont formelles : non pas à la libération des camps ou devant l'hôtel Lutétia, comme l'ont *prétendu* les plus compromis, donc les mieux placés pour savoir, mais dès 1942. On pouvait voir des enfants juifs disparaître des *lycées et passer dans* des autobus sous garde française, même s'il est vrai qu'on évitait de s'interroger sur leur destination. Le *fils Chardonne a témoigné, avant 1944, de l'horreur* concentrationnaire nazie, des fours ; on *l'a* jugé exalté, et *incroyable.*

Claude Mauriac en conclut qu'il conviendrait d'oublier les forfaits d'alors, sans les pardonner. J'ai une préférence pour l'inverse : pardonner (c'est affaire de chacun), mais, et c'est l'affaire de tous, ne pas oublier. Ne pas oublier que ce que les Français ont cru découvrir pour la première fois à la Libération, nombre d'entre eux, les plus engagés de part et d'autre, en avaient eu connaissance avant. Ils l'avaient « occulté », comme on dit maintenant. Le même aveuglement allait jouer pour les *crimes de Staline, pourtant dénoncés* dès les *procès* de Moscou...

QUAND la paix revient, Claude Mauriac rechute dans un *souci excessif de soi,* ce *qui le condamne souvent à* rester à la surface des autres. Croisant Roger Nimier et Stephen Hecquet, *il décrit leurs nuques sans voir qu'elles* ont en commun, ces nuques, de se savoir promises au couperet d'une mort précoce. Le temps compté, Claude Mauriac devrait pourtant savoir ce que c'est !

Mais peut-être pas, au fond. Le temps immobile, par définition, on n'en voit pas la fin. L'auteur réussit ce paradoxe de ne pas s'interroger vraiment, en près de six mille pages, sur son *sujet de prédilection. Des philosophes qui en ont traité et qu'il* n'a pas cherché à consulter, il ne retient en passant, avec un *simplisme revendiqué,* que ce *qui* conforte *sa* thèse ; disons plutôt : sa sensation ressassée. A force de noter les coïncidences de dates, d'âges, de lieux, d'émotions, à force de les brasser, il espère démontrer que rien ne bouge, que tout tourne autour d'un noyau infracassable de *moi.*

Il l'espère et il en doute. Toute l'entreprise répète ce battement harassant entre l'« euréka ! » et l'« à quoi bon ! ». Un *jour, l'auteur tient sa tâche pour unique, pleine de tous les livres* possibles ; le lendemain, il la voit dérisoire, vide comme la mort même. C'est l'immobilité de cette incertitude qui se transmet à *la notion même du temps.*

CE *piétinement exténuant, on en soupçonne l'origine :* inentamé par la vie adulte, il vient tout droit de l'enfance. *Par crainte de sa mauvaise mémoire et par fidélité à un* cousin mort, le jeune Claude a prolongé indéfiniment la manie collectionneuse et l'examen de conscience *des adolescents* d'autrefois, du temps qu'ils confiaient à des calepins leurs exquis manquements, *leurs résolutions braves.* Son père l'avait incité à cultiver ce monde intérieur dont l'éducation catholique formait le goût. Il a suivi le conseil. Il a gardé l'âme, sans le Dieu qui en gageait l'unité et les tressaillements. Seule la foi ordonnerait son chaos, il le sait. Et rien à faire : la foi se refuse ; il se refuse à elle.

On peut sourire de cet entêtement si immobile qu'il fige la durée. On peut aussi en mesurer le pathétique commun à tous, y voir une sorte de grandeur. Ce septuagénaire enchaîné à l'âge des culottes courtes, des deuils inconsolables et des projets fous, *on dirait le héros de la Dernière Bande,* de Beckett, rivé au magnétophone qu'il a gavé de ses souvenirs, ligoté au révolu et y *cherchant éperdument, comme* on s'agace d'un oubli, l'instant d'où tout le reste s'éclairerait... Façon de ne pas s'avouer qu'il *n'a pas eu lieu,* ce moment *unique, que ce sera l'ultime, le* premier dont nous serons absents et qui ne s'écrira plus.

L'INTÉRÊT de *Par cœur* est d'un autre ordre. Contemporain *de Claude Mauriac, intime des mêmes célébrités,* François Michel n'a pas songé à laisser une œuvre. Petit, il se voulait saint, cardinal, ambassadeur, *avocat, virtuose ou* écrivain : de son propre aveu, il n'aura rien été de tout cela, seulement un peu de chaque. *Il a* essentiellement signé *l'Encyclopédie Fasquelle de la musique,* animé la collection « Libelles » et, dans les mêmes années 50, la revue *la Parisienne.* Bon pianiste, dîneur disert, il a amusé et égratigné les salons, plus qu'il n'a créé.

C'est un art qui se perd, briller à table. Un art généreux, à consommer de suite et qui laisse peu de traces. Réchauffé, il tourne au Bottin amer. Que de parentèles, de particules, d'anecdoctes fourbues, de vexations enfantines, de coups de *griffe tardifs ! Les gloires entrevues ne livrent pas de secrets* majeurs. L'auteur les juge à l'effet qu'il leur fait, lui, et oublie de les questionner.

Mais le petit monde des dîners et des vacances littéraires est là. Notre œil dans la place a la vrille que donne le dédain de produire et d'arriver. En d'autres temps, quel précepteur de grandes familles François Michel eût fait, quel musicien d'après-dîner, quel chanoine !

★ **BERGÈRE, O TOUR EIFFEL, tome VIII du TEMPS *IMMOBILE, de Claude Mauriac, Grasset,* 540 p., 160 F.**

★ **PAR CŒUR, de François Michel, Grasset, 190 p., 59 F.**

● VOYAGES

A Moscou avec Curzio Malaparte, Peter Ustinov, etc.

Les voyages en URSS méritent qu'on lise les conseils des anciens.

LE voyage en Russie est, depuis qu'existent les voyages, une des directions privilégiées de nos rêves d'ailleurs, et même si *la Russie en 1839* du marquis de Custine (1) reste, après un siècle et demi, un excellent préambule à la terre des tsars et du socialisme, tout visiteur ou résident se sent dans l'obligation d'initier ceux qui vont le suivre.

En effet, on ne va pas à Moscou comme on va à Amsterdam, et mieux vaut se barder de lectures pour ne pas tomber des nues et mieux profiter de son séjour. On trouve toutes sortes de styles dans ces relations de voyage à Moscou (et à Léningrad) et, si l'on ne s'en prend *qu'aux derniers parus,* on trouve un échantillonnage pour tous les *goûts ou presque.*

Commençons par le plus ancien, *le* plus littéraire, un *peu* fabulateur aussi, ce *Bal au Kremlin,* de Curzio Malaparte, un texte inédit inachevé, écrit entre 1945 et 1949 à partir de souvenirs de 1929, alors que Malaparte était directeur de *la Stampa.* *« La société de Moscou, miroir qui singe la société européenne mais qui est dominée par la peur »,* écrit l'auteur de *la Peau,* qui n'a pas encore adhéré au PCI, mais qui garde présentes à la mémoire les atrocités de la guerre en Finlande et du siège de Leningrad (2), où il avait été correspondant de guerre.

Quand naît la Nomenklatura

Moscou 1929. Trotski est en exil. Kamenev est arrêté. Lounatcharski tente de protéger les poètes et les trésors artistiques de la Russie. Maïakovski va se suicider. Avec la virulence, la passion et l'extraordinaire don d'observation qu'on lui connaît — poussé souvent jusqu'à l'insoutenable, — Malaparte brosse un tableau grotesque, superbe de dérision et de sarcasme, de cette *« noblesse marxiste de l'URSS »,* cette *« haute société de Moscou »,* qui, déjà, se décompose sous ses yeux. Lors d'une cérémonie au Théâtre Bolchoï, contemplant les dignitaires, il écrit : *« Ce que je voyais devant moi était une toile expressionniste. On aurait dit les têtes de gangsters assassinés, de morts installés sur leur séant dans une morgue vue par un peintre flamand, un Bosch... »* Il arpente Moscou en tous sens, suit Boulgakov au marché aux *Puces,* écoute les poètes prolétariens du Syndicat des écrivains qui donnent un banquet en son honneur, s'interroge devant le visage *souriant de la momie de* Lénine dans son cercueil de verre, éprouve de la sympathie pour Lounatcharski, qui répond courageusement *aux attaques contre* Maïakovski accusé de *« corruption bourgeoise » et d'« esthétisme capitaliste ».*

Malaparte va même jusqu'à décrire avec la précision d'un reporter *sur le terrain sa visite à la chambre* où vient de se tuer Maïakovski... chambre qui a *déjà été attribuée* à un autre locataire. Tout est exact ou *vraisemblable... sauf que le séjour à* Moscou de Malaparte se passe au printemps 1929 et que le poète s'est tué en 1930 !

Pour le 150e anniversaire de Victor Hugo

L'imagination complète parfois la mémoire, mais l'acuité du regard est imparable et l'affection pour les Russes ne peut être mise en doute. *Près du « trône de Staline entouré par la nouvelle noblesse marxiste, boyards communistes, parvenus profiteurs de la révolution »,* Malaparte est hanté par la mort. *« Le destin de toute noblesse révolutionnaire est de finir le dos au mur »,* note-t-il. Il nous fait faire dans le Moscou de 1929 une promenade inoubliable.

Visite émouvante et protocolaire, celle qu'avait consignée Jean Hugo, invité en 1952 par l'Union des écrivains soviétiques sur la suggestion de Paul Eluard, pour célébrer le 150e anniversaire de Victor Hugo. La petite histoire du livre mérite d'être contée : *le Voyage à Moscou et à Leningrad* était resté inédit, parce qu'on n'avait pas supporté, au Parti communiste, de voir qu'une des gouaches de l'auteur représentait des femmes balayant la neige dans la rue. Le livre fut donc retiré de la circulation et les gouaches oubliées pendant trente ans.

Le descendant du poète suivra le trajet Intourist VIP : chambre à l'Hôtel Métropole, *Dame de pique* au Théâtre Bolchoï, mausolée de Lénine, visite à l'écrivain Ilya Ehrenbourg et au peintre Kontchalovski, excursion refusée pour Zagorsk mais autorisée pour Ostankino, etc. Jean Hugo, bien élevé, fait semblant de ne s'étonner de rien, ni chez Ehrenbourg, dans sa maison couverte de lithos de Picasso *(« Nous ne manquons jamais de servantes,* lui dit-il. *Elles viennent de la campagne chercher un emploi en usine ; elles couchent dans le couloir. C'est le pays du système D »),* *ni quand, à Leningrad, le* guide dit en passant devant Smolny : *« C'est ici que Lénine et Staline ont fait la révolution »...*

Les gouaches, qui accompagnent le texte, ont bien retenu la couleur, *la lumière des journées de neige* sur les lourds bâtiments peints en ocre, *en rose ou en vert pistache.* Edité avec soin, c'est un joli album-*souvenir d'un court voyage au* temps de Staline, la dernière année.

Au *Guide bleu, au Guide* Nagel (qu'utilisent les interprètes de l'Intourist) vient de s'ajouter un Guide Delta-Flammarion tout aussi officiel, mais plus moderne, et plus pratique et plus réaliste : on vous déconseille de vendre vos jeans dans la rue pour *« ne pas gâcher votre séjour »,* de chercher des prostituées *(« le plus vieux métier du monde n'a pas sa rue Saint-Denis à Moscou »),* ou les homosexuels *(« il y en a peut-être, allez savoir. En tout cas, ils ne s'affichent pas »),* etc. Ce serait une bonne *idée, aussi pour initier l'arrivant à la* vie soviétique, de rééditer, en *l'améliorant et en le complétant, l'Antiguide de Moscou,* d'Alexandre Dimov, mal édité, mal diffusé, introuvable (3), mais qui vous donnait les trucs et les combines pour se débrouiller au restaurant, avec les taxis, dans les magasins, comme un vieux Moscovite.

Si l'on souhaite faire un plus long séjour, vivre un temps à Moscou, donc sortir du cercle enchanté de l'Intourist pour entrer dans celui de l'OUPDK (administration chargée du corps diplomatique, des journalistes et des résidents étrangers), le livre-guide de Marie-Thérèse et Daniel Vernet *Vivre à Moscou. Des deux côtés du miroir,* va devenir une indispensable initiation et permettre un gain de temps considérable. Cet ouvrage traite de ce qu'on ne raconte pas dans les colonnes d'un quotidien : les ghettos pour étrangers où ne pénètre pas n'importe quel Soviétique, les magasins spéciaux, les marchés kolkhoziens, la plage diplomatique, les musées et les excursions moins célèbres, les amis russes, les « commissionni » (antiquités) et les « boukinistes » (livres anciens) où l'on fait de moins en moins de trouvailles.

« Une vie rétrécie »

Le livre raconte une expérience et une approche de la vie soviétique, tout en sachant que l'étranger n'aura jamais qu'une vue extérieure *de la réalité quotidienne. « Toujours le trou dans la palissade »,* écrivent *les Vernet, modestes, sachant bien* que *« si l'on se fait des amis, ils n'appartiendront certainement pas à la catégorie de* l'homo *sovieticus »... « Comment la deuxième puissance militaire, ivre de richesses naturelles, produit-elle, aux portes de l'Europe, une société sous-développée, une vie rétrécie, oppressive, policière, qu'à certaines exceptions célèbres près un peuple accepte sans rechigner ? »,* se sont-ils demandé. Ils n'apportent pas de réponse. Leur livre permettra de regarder plus vite par *« le trou de la palissade »* et apportera une aide précieuse à tous les Moscovites débutants.

Enfin, pour ceux qui croient toujours aux contes de fées, Peter Ustinov, artiste de réputation internationale, connu pour son humour corrosif et sa drôlerie, publie *Ma Russie,* qui bénéficie d'un certain battage publicitaire. Le livre traite de *« l'histoire des préjugés dont a été victime une nation depuis le début de son histoire jusqu'à nos jours »,* depuis « L'enfance d'un géant » jusqu'au dernier chapitre « Le communisme à l'œuvre ».

« Il est pratiquement impossible d'être à la fois énorme et charmant », prévient notre auteur avant de nous servir une compilation historique assaisonnée de remarques dignes d'un sottisier : *« Il est possible de trouver encore des groupes de grand-mères en train de réparer les routes, un emploi que ne renieraient pas les plus ardentes féministes » ; « les concepts mêmes de liberté varient d'un endroit à l'autre » ; « ses ennemis considèrent la Russie comme un immense camp de prisonniers. En fait le problème des prisons surpeuplées existe partout »...*

« Je tiens à le répéter, je n'ai pas peur de ma Russie », conclut Ustinov dans ce livre mal écrit, à la traduction bâclée, dont les neuf dixièmes sont une plate compilation historique. A qui s'adresse-t-il ? De qui se rapproche-t-il ? De Svetlana Staline ou d'Alexandre Zinoviev ? Il fait au moins la démonstration qu'être prosoviétique n'est pas forcément être de gauche.

NICOLE ZAND.

★ **LE BAL AU KREMLIN, de Curzio Malaparte. Traduit de l'italien par Nino Frank. Denoël, 144 p., 78 F.**

★ **VOYAGE A MOSCOU ET A LENINGRAD, de Jean Hugo, avec dix-huit gouaches de l'auteur. Actes Sud, 44 p., 79 F.**

★ **MOSCOU, par Toumanova. Coll. des Guides Delta-Flammarion. 250 p.**

★ **VIVRE A *MOSCOU.* DES DEUX COTÉS DU MIROIR, de Marie-Thérèse et Daniel Vernet. Ed. Rochevignes, 21, rue Royale, 75008 Paris. 220 p., 89 F.**

★ **MA RUSSIE, de Peter Ustinov. Traduction française de Christine Durieux et Nicole Méotti. Buchet-Chastel, 224 p., 85 F.**

(1) *La Russie en 1839,* du marquis de Custine. Préface de Pierre Nora. Folio, 1977.

On pourra lire également *le Voyageur français en URSS, 1917-1939,* de Fred Kupferman, Gallimard, coll. « Archives ».

(2) *La Volga naît en Europe.* Domat, 1948.

(3) *Antiguide de Moscou,* d'Alexandre Dimov, Ramsay, 1980.

culture

THÉATRE

« LE TRIOMPHE DE L'AMOUR », de Marivaux

Une femme du sexe fort

Fait divers : « *Travestie en homme, une immigrée sans profession, grecque d'origine, s'est introduite avec une complice dans la résidence secondaire d'un professeur de philosophie au Collège de France, sous le prétexte de lui demander quelques leçons particulières.*

» *Par ses manœuvres, elle a, se présentant ainsi comme homme, allumé, puis séduit, la sœur du philosophe, une demoiselle d'âge mûr, puis le philosophe lui-même, un homme de soixante-dix ans, puis un élève du philosophe qui avait pris ici pension pour achever sa thèse.*

» *Ces deux hommes, le maître et son disciple, s'étaient néanmoins signalés jusqu'ici comme des hétérosexuels notoires. Il est vrai que la complice de la jeune immigrée, se faisant passer elle aussi pour un homme, a pendant ce temps racolé et débauché le jardinier du professeur, un gaillard taillé en Hercule, originaire de Savoie.*

» *Après trois semaines de ce triple abus de confiance, la jeune aventurière a disparu en compagnie de l'étudiant. Le professeur au Collège de France et sa sœur, quelque peu émus tout de même, ont refusé de porter plainte.* »

Ce fait divers assez étrange pourrait être le résumé de l'action du *Triomphe de l'amour*, la comédie de Marivaux que reprend aujourd'hui la Comédie-Française, dans une mise en scène d'Alain Halle-Halle.

Pièce dont il est difficile de saisir en un seul faisceau toutes les perspectives, toutes les lignes, tant les données en sont équivoques.

En effet, la jeune femme grecque, que Marivaux appelle Léonide, se fait passer pour un garçon, est habillée en garçon, drague, et provoque, et ment, comme certains machos savent le faire. Et, contrairement à ce qui a lieu lorsqu'une femme se travestit en homme chez Shakespeare (et chez Marivaux), cette femme ne reprend pas son aspect de femme au dernier acte : elle reste « un homme » jusqu'à la fin.

Un chef-d'œuvre étrange

Le jeune étudiant, appelé Agis, pense donc avoir affaire à un homme lorsque Léonide l'aborde dans le jardin du philosophe et lui fait une cour enflammée. Et il en ressent une émotion violente, qu'il affecte de prendre pour une « amitié ».

En revanche, à nos yeux avertis de spectateur, c'est bien la jeune femme Léonide, travestie, qui « drague » et enjôle une femme, Léontina, la sœur du philosophe.

L'homosexualité est donc là, nettement posée à travers les deux apparences, vraie et fausse, du même quiproquo.

D'autre part, en 1732, date de la création du *Triomphe de l'amour*, il y a de la part de Marivaux un défi, même un scandale, à faire ainsi d'un personnage de femme les *deux ex machina* tout-puissant d'une entreprise si osée, même quand nous mettons à part l'interférence homosexuelle.

Dans *le Triomphe de l'amour*, c'est la femme qui prend les devants, qui racole, qui embobine, qui conquiert, et cela par tactique pure, au moyen de mensonges éhontés, aux dépens d'un vieux et célèbre savant « honorable » et d'une vieille demoiselle « vertueuse ». Tout cela pour s'adjuger en fin de compte un jeune homme super-sexy et bien né, mais très godiche, qui n'aurait pas su faire les premiers pas.

Même si Marivaux a écrit cette pièce pour donner un rôle en or à une comédienne nommée Silvia qu'il estimait beaucoup, il n'en reste pas moins que le parti pris « ultraféministe » du *Triomphe de l'amour* rompt avec les idées admises, et, de toute façon, c'était de sa part un très bel hommage aux femmes, car les vrais rôles « actifs » de femme sont extrêmement rares au théâtre, quel que soit le pays, quel que soit le siècle – les actrices en savent quelque chose.

Il faut aller voir au Français *le Triomphe de l'amour*, chef-d'œuvre tout à fait étrange dont l'intelligence, l'anticonformisme, l'humour constant et discret, l'éclat, et ce charme inanalysable que Marivaux appelle le « je ne sais quoi », sont restés d'une merveilleuse fraîcheur.

Dans le rôle-phénomène de Léonide, Christine Fersen atteint un art qui fera date. Pas une seconde elle n'a *physiquement* l'air d'une femme déguisée en homme, c'est cela qui est extraordinaire. Bien sûr, nous le savons, mais l'art de l'actrice sait maintenir ce secret dans l'intellect pur, dans l'« idée ». Christine Fersen fait disparaître, du point de vue de la perception sensible, la différence du sexe.

Une fièvre comme glacée

D'autre part, elle n'use d'aucun artifice, d'aucun charme, en apparence. Dans un jour blanc comme ténébreux, dans une fièvre comme glacée, alliant une démence contrôlée et une ironie sinistre, elle accomplit son entreprise, opiniâtrement, comme s'il n'y avait pour elle d'autre bonheur ici-bas que ce cauchemar inéluctable.

On dirait qu'il entre dans le jeu de Christine Fersen une vengeance, une amertume, le goût de brûlé d'un combat perdu d'avance, mais aussi un envol, un espoir irrépressible qui n'ose pas dire son nom, et tout cela porte en soi l'essence même du jeu théâtral, c'est vraiment très beau parce que c'est très retenu, très « celé ».

Jean-Yves Dubois manifeste une finesse étonnante, des nuances impondérables d'ingénuité, d'amour, de poésie, d'émerveillement inquiet, dans le rôle du jeune homme, Agis. Hubert Gignoux en vieux philosophe, Claude Winter en demoiselle du second âge qui aime enfin, Roland Amstutz en jardinier, Guy Michel en Arlequin, sont excellents. Merci à Alain Halle-Halle de les avoir bien orientés.

Le décor de Serge Marzolff n'est pas un cadeau, mais peu importe, le public n'a d'yeux que pour Christine Fersen et ses camarades.

MICHEL COURNOT.

★ Comédie-Française, en alternance.

« LE TOMBEAU D'ATRÉE », de Robert Gironès

Adieu utopies

Créé à Poitiers pour le Théâtre de Poitou-Charentes, le spectacle de Robert Gironès, *le Tombeau d'Atrée*, est à Bobigny, à la maison de la culture, jusqu'au 10 février.

La pièce est une adaptation de *l'Orestie*, dans le style ironico-ampoulé de Bernard Chartreux, avec un décor mobile de charpentes métalliques légères, disposées en demi-cercle, et un accompagnement musical d'André Litolff, petites phrases au piano répétitives et mélancoliques. Le spectacle pourrait s'appeler « Bonjour tristesse, adieu utopies ». On peut tout raconter avec la sanglante histoire des Atrides, ils sont les racines premières de notre héritage culturel, mental.

Bernard Chartreux et Robert Gironès suivent le schéma de la trilogie d'Eschyle : le meurtre d'Agamemnon par Clytemnestre au retour de la guerre de Troie ; les retrouvailles d'Electre et Oreste et le meurtre de Clytemnestre ; le jugement des dieux qui décident d'arrêter l'engrenage de la vengeance. A travers ce schéma, on comprend que les hommes sont manipulés d'en haut, jusque dans leurs révoltes, leurs crimes, leurs sacrifices, par les dieux ou par l'argent, les grandes puissances, l'Etat, par tous les « monstres froids ».

On ne voit pas de héros, mais des êtres bavards, imbus de leur « mission », un peu ridicules, victimes de leurs ambitions, qu'elles soient sordides ou généreuses. On voit des personnages de bande dessinée rétro, fines silhouettes joliment chromo, ce qui donne un effet d'éloignement dans le temps, de nostalgie. La composition des tableaux est rigoureuse, sans cadrages baroques, avec des éclairages superbes, des moments spectaculaires, au bord du gag, comme l'arrivée, sur un éléphant, d'Agamemnon portant en croupe le corps affalé de Cassandre.

La difficulté, avec le style bande dessinée, c'est qu'il amène les acteurs à un jeu tout extérieur, une profération monotone qui gomme la violence. La deuxième partie, avec Oreste et Electre, retrouve la tension, la sobriété, une force dramatique. L'enjeu – le meurtre de la mère – s'y prête, c'est vrai, et Catherine Ducarre est une belle Electre sauvage.

La troisième partie est annoncée par un air de *la Belle Hélène*. On est prévenu, on va droit dans le pastiche. L'ombre d'Hélène prend la forme d'une présentatrice de télévision idiote, les dieux sont des caricatures de petits bourgeois, ça ne va pas loin. Quand Peter Stein avait monté son *Orestie* (présentée à Bobigny pour le Festival d'automne en 1980), il avait également traité cette fin par la dérision, mais ce n'était pas du cabaret.

On a l'impression que Robert Gironès a peur de dramatiser ses tourments et reste les mains vides, tapant du pied avec colère sur le tombeau de ses utopies, pour ne plus se souvenir qu'il y a cru.

COLETTE GODARD.

★ Bobigny, maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, 20 h 30, jusqu'au 10 février.

EXPOSITION

Monet, Sisley, Pissarro au Grand Palais

(Suite de la première page.)

Les deux tiers de l'ensemble ont été prêtés par les musées américains, et pour beaucoup par l'Art Institute. On imagine les primes d'assurance : sans le mécénat, en l'occurrence celui d'IBM, un tel transport n'aurait pas été concevable.

Cependant, si la France ne peut pas lutter avec la richesse des musées américains ni avec la générosité des firmes internationales, elle s'est offert pour l'occasion, et pour une somme tenue secrète, un chef-d'œuvre hors catalogue sinon hors de prix : *la Pie*, de Claude Monet, qui s'apprêtait à être vendu à de plus riches acheteurs étrangers. Ce grand tableau de l'oiseau noir, dans un paysage de neige, a mérité, du coup, d'être installé seul dans la grande rotonde qui forme le tournant de l'exposition.

« *Si l'on tient à les caractériser d'un mot qui les explique, il faudra forger le mot nouveau d'impressionnistes* ». « *Ils sont impressionnistes en ce sens qu'ils rendent non le paysage, mais la sensation produite par le paysage.* ». C'est ainsi que Castagnary, un critique de l'époque, s'exprimait lors de la première exposition, celle de 1874.

Ce n'est pas, rappelons-le, à Castagnary que l'on doit l'invention du terme – il avait été plutôt élogieux pour nos peintres, – mais à Louis Leroy, du *Charivari*, qui lui-même ironisait sur le fameux *Impression, soleil levant* de Monet. Cependant, la définition de Castagnary paraît légitimer le thème choisi par les organisateurs, celui du paysage. Il est vrai que, avant nos impressionnistes, l'art du paysage n'obéit pas aux mêmes principes, soit qu'on l'idéalise et le peuple de créatures divines, soit qu'on lui attribue un caractère sauvage, un romantisme mystérieux.

Cela est vrai même pour les prédécesseurs directs des impressionnistes, pour l'école de Barbizon, pour Corot, pour Diaz, pour Rousseau, comme le note Richard Bretell (Art Institute of Chicago) : « *Dans les forêts des peintres de Barbizon, le spectateur se trouve loin de la civilisation, dans un monde d'arbres noueux, d'anfractuosités de rochers, d'étangs profonds et cachés.* » D'autres, comme Millet, choisissent « *les grands moments de la vie agricole* » ou « *les grandes tempêtes suivies d'un calme délicieux* ».

« Le Pont de l'Europe »

Rien de tout cela, en effet, chez les impressionnistes, qui prennent le paysage pour ce qu'il est. Ou plutôt qui paraissent le prendre ainsi, car leur « réalisme » est singulièrement tamisé. Alors qu'ils sont nés, pour la plupart d'entre eux, à la veille de la Révolution de 1848, alors qu'ils connaissent bien les bouleversements de la capitale, son nouveau « paysage » haussmannien, alors que leur première exposition suivra de quatre ans la guerre et la Commune, leur peinture fait état d'une France singulièrement reposante, bienveillante.

S'ils montrent parfois des machines, des ponts métalliques, des gares, tout cela ressort des merveilles de l'industrie, et s'ils découvrent le paysage d'Ile-de-France en toute saison, c'est pour laisser imaginer un pays sans peine, aux silhouettes paisibles. Enfin, s'ils assemblent un peu de monde dans leurs paysages, ce sont des promeneurs, des canotiers rieurs, les convives un instant disparus d'un déjeuner tardif et qui reviendront reprendre leurs chapeaux, leurs ombrelles.

On voit bien, dans le parcours que nous ont dessiné les commissaires de l'exposition, que ce n'est pas à proprement parler une définition du paysage impressionniste qui pourrait être source de problèmes, mais plutôt sa classification.

Le classement thématique a l'inconvénient de supprimer les références chronologiques. Il a encore celui de gommer les individualités comme les parentés stylistiques. Il a enfin tendance à forcer la signification des œuvres. Et ces risques sont accentués lorsqu'on s'enferme dans un groupe unique, si ouvert, si éphémère soit-il. On ressent tous ces écueils au Grand Palais, et l'on regrette souvent l'absence de références à d'autres écoles de peinture.

Cela ne fait rien, pensera-t-on, il reste les chefs-d'œuvre. Mais il ne suffit pas qu'une peinture soit impressionniste pour qu'elle soit un chef-d'œuvre, malgré l'espèce de légende populaire qui s'est forgée autour de nos peintres. En outre, une forme de lassitude intervient devant cette peinture qui, un siècle après des débuts variablement difficiles, a parfois pris une résonance conventionnelle, une familiarité de style un peu épuisante.

Claude Monet : *la Seine à Bennecourt* (1868, Art Institute of Chicago)

Le parcours thématique accentue cette « impression », dans la mesure où il conduit à atténuer davantage encore les particularités de chaque peintre et de chaque œuvre au profit d'une continuité d'inspiration d'ailleurs assez aléatoire.

La série des meules

Alors, on s'attache à des œuvres plus éclatantes, plus charpentées, plus surprenantes, au détriment peut-être de la finesse, de l'émotion simple, qui firent précisément l'impressionnisme. Ou bien on s'attache à des personnalités, éventuellement en les isolant par l'esprit des couleurs du voisin. Monet lui-même doit être ainsi protégé, quoiqu'il soit ici la figure centrale, avec ses quarante-deux toiles, soit le quart des toiles accrochées.

Les vingt et une œuvres de Pissarro ont pour leur part une franche tendance à la modestie, à la discrétion, tendance que seule, ou presque, contredit la neige généreuse de la garenne à Pontoise. Sisley, troisième vedette avec quatorze œuvres, montre une personnalité plus tranchée, plus constante, et, une fois de plus, assure cette postérité qui ne lui vint qu'après sa mort. Sisley est une des bonnes surprises de cette fresque impressionniste. Caillebotte en est une autre.

Le mécène, le collectionneur, et finalement le donateur, se révèle en effet meilleur peintre qu'on ne l'imaginait. *Le Pont de l'Europe* (1877) qui nous vient du Kimbell Art Museum (Fort Worth), et qui rétrécit la vision peinte l'année précédente au même endroit (musée du Petit Palais, Genève) en est la meilleure preuve. Est-ce vraiment un tableau impressionniste ? Ou ne doit-on pas rattacher ce tableau à d'autres écoles ? Le paysage y est industriel, comme les surprises photographiques de la composition, avec cet homme à gauche, coupé en deux. Et encore une intelligence des couleurs, en l'occurrence du gris, sur lequel viennent seules trancher une manche bleue et une fumée blanche.

Le Pont de l'Europe est la surprise de la partie consacrée au paysage urbain. On y trouve du même Caillebotte l'étonnant *Refuge*, ce trottoir mi-rotonde, mi-horloge, comme surréaliste, où semblent marquer l'heure deux messieurs déguisés en pingouins. On a imaginé que le peintre s'y était représenté. Dans cet ensemble encore, les Monet de la *Gare Saint-Lazare*, l'un du musée d'Orsay, l'autre de Chicago, noyés dans les fumées, et dont les locomotives paraissent rouler à même la terre, pour la première, ou, pour la seconde, sur les pelouses de Normandie.

Et nous voici à Sainte-Adresse, près du Havre, avec un Monet moins brumeux, et ces fleurs rouges qu'on retrouvera en abondance dans *Jardins privés et jardins publics*. C'est le cinquième des neuf ensembles qui nous conduisent à l'*Evasion loin de Paris*, manière d'évoquer essentiellement la Provence, la mer et les falaises de Cézanne, la Bretagne et Arles selon Gauguin. C'est aussi une manière de s'évader de l'impressionnisme au sens strict.

L'articulation est assez chaotique. Alors il faut aller au chef-d'œuvre de chaque ensemble. Ceux que nous avons déjà cités, mais aussi l'*Inondation à Port-Marly*, de Sisley, pour prendre l'affaire au « Berceau », une série impressionnante de Cézanne, qui côtoient et stérilisent un peu Pissarro dans la partie consacrée au groupe de Pontoise. *Au bord de l'eau, Bennecourt* de Monet, les *Canotiers à Chatou* (Washington) une des quatre œuvres de Renoir, aussi rouge, charnelle, qu'est sombre et glaciale sa *Vague*, venue de Chicago.

Un ensemble passionnant, et qui rappelle un exercice similaire sur les cathédrales, de Monet, est la série des *Meules* du même peintre. Il est en effet probable qu'on ne reverra pas ainsi, côte à côte, ces neuf tableaux, ces neuf impressions du paysage français, le même motif dans tous les effets du soleil, de la neige, des saisons et des heures. Une seule restera finalement accessible au musée d'Orsay. Il est vrai que les Parisiens viennent de retrouver leurs *Nymphéas* dans les sous-sols de l'Orangerie des Tuileries, après des années de fermeture.

A côté des neuf *Meules* de Monet, une autre, mais de Gauguin, presque contemporaine *(Ferme à Arles*, 1888, Indianapolis Museum), nous ramène sur les franges les plus colorées de l'impressionnisme, brouille l'effort thématique, comme elle aurait brouillé sans doute la chronologie.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ « L'impressionnisme et le paysage français », galeries nationales du Grand Palais (entrée avenue W.-Churchill). Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 20 h. Entrée : 22 F, samedi : 16 F.

★ Catalogue : 400 pages, 200 F. Le catalogue français, moins soigné que son homologue américain, ne comporte, une fois de plus, ni index ni table des œuvres. En revanche, chaque œuvre est reproduite en couleurs (les jaunes y sont un peu plus et un peu trop montés par rapport au volume américain) et accompagnée d'une notice détaillée.

★ Commissaires de l'exposition : Michel Laclotte (inspecteur général des musées, Orsay), Earl A. Powel (Los Angeles), James N. Wood (Chicago), Richard Bretell (Chicago), Sylvie Gache-Patin (Orsay), Scott Schaefer (Los Angeles).

★ Les éditions Skira viennent de rééditer *la Peinture de l'impressionnisme*, ouvrage paru en 1973 sous le titre *le Journal de l'impressionnisme*, de M. et G. Blunden (232 p., avec index).

THÉATRE MUSICAL

« CONVERSATIONS » D'APERGHIS

Notes au goutte à goutte

Mots, phrases, sourires, moues, mimiques, silences, exclamations, clins d'œils, interjections, parfois gestes – qui portent ou qui coûtent – le va-et-vient de ces paroles, de ces signes, s'appelle, s'il se produit entre deux personnes, un dialogue. Arrive un troisième être et le dialogue se mue en *Conversations* (au pluriel). Soit le trio banal : mari, épouse, et probablement amant, tantôt léger, tantôt jaloux.

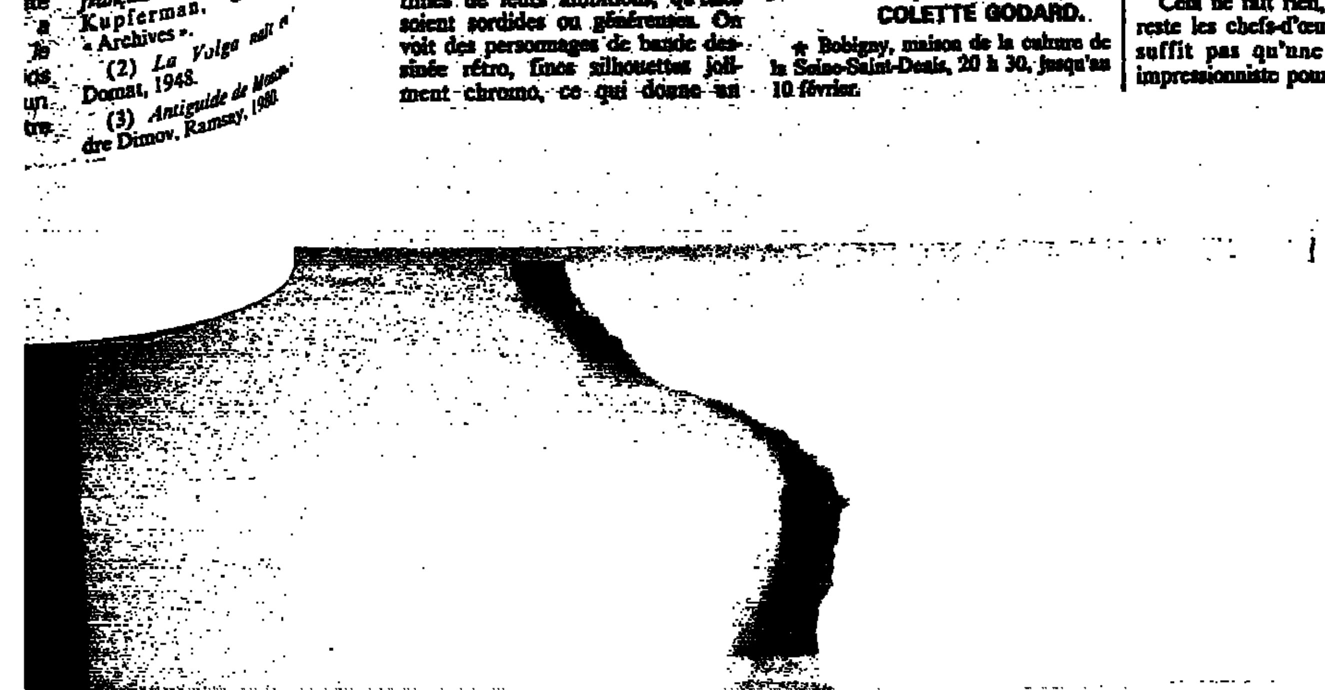
Comédie bourgeoise ? Pas vraiment. Une fois de plus, son après son, d'onomatopées en phrases tronquées, de chuchotements en cris, d'aleitérations détournées de leurs sens en lapsus au contraire significatifs, de lambeaux de confidences en catastrophes verbales, et le tout rythmé de silences abrupts. Aperghis a écrit sa petite musique à lui avec une précision d'aquarelliste.

Suite logique de sa galerie de portraits musicaux inventés chacun pour correspondre à des interprètes choisis, à leurs tempéraments respectifs, *Conversations* n'est pas une surprise : c'est un spectacle à rapprocher des *Récitations* où la chanteuse Martine Viard soliloquait et vocalisait. Cette fois le côté théâtral gagne encore en importance, dans un décor conséquent signé Gudrun Von Maltzan.

Ils sont trois : Jean-Pierre Drouet (percussionniste et copain de longue date), le comédien inimitable Michael Lonsdale (non moins complice) et Edith Scob, l'épouse du compositeur, toujours sensible. Scob, Lonsdale et Drouet pris dans ce « commerce musical et amoureux » ont apporté chacun leur grain de folie douce : au total un tiercé sans vainqueur ni perdant. Une heure légère ponctuée de gags style Buster Keaton, et d'instants de poésie mélancolique. L'homme numéro un sait se faire un peu pervers. L'homme numéro deux cherche une sortie sur des métallophones faits main, ou trimballe une crécelle à effrayer les pies. Bris de vaiselle sous pluie de gravier. Un lustre vacille. Bientôt, la femme observe en songe des grains d'eau tomber en notes distillées au goutte à goutte qui veinnet s'écraser sur quelques gobelets de plastique transparents, répartis en un jardin miniature. Un grillon a chanté. Qui a dit quoi ? Et quels sont les termes de l'échange ? Du tralala ? Du rififi ? Non : seulement des bruits, des bribes, aux couleurs de sentiments fugaces.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ ATEM Bagnolet : les jeudi, vendredi et samedi, 21 heures, le dimanche, 15 heures.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TOKYO, UN BAR, UN HOTEL : Théâtre des Déchargeurs (236-00-02) 21 h.

LES MÉTAMORPHOSES DE ROBINSON : Théâtre du Lucernaire (544-57-34) 18 h.

UN RITE POUR LE DIRE : Centre Mandapa (589-01-60) 20 h 30.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : A Dejazet (887-97-34) 21 h.

L'ARBRE DES TROPIQUES : Pt Rond-Point (256-70-80) 20 h 30.

LES NUITS ET LES JOURS : Théâtre 14 (545-49-77) 20 h 45.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

☞ CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 20 h : Hernani.

PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : Veillée irlandaise.

☞ TEP (364-80-80), 20 h 30 : Clair d'usine.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats/Rencontres, 18 h 30 : Raconter l'histoire aux enfants ; 20 h 30 : Les nouveaux musées. Concerts/Animation : 18 h 30 : Une heure de musique de chambre avec les solistes de l'EIC (A. Berg ; L. Berio ; A. Schoenberg, etc.) ; Cinéma/Vidéo : 16 h : Dark Circle, de C. Beaver, J. Irving, R. Landy ; 19 h : Hitler et consorts, de F. Buyens ; Frans Masereel : Aspects de son œuvre, de F. Buyens ; Le cinéma chinois : 17 h 30 : le Village des acacias, de W. Ping ; 20 h 30 : la Maison des soixante-douze locataires, de W. Weiyi.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Richard III ; 18 h 30 : Lazar Berman.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : la Milliardaire, de G.-B. Shaw.

Les autres salles

☞ *A DEJAZET (887-97-34), 21 h : Renseignements généraux.*

☞ AMERICAN CENTER (335-21-50), 21 h : D. Stein.

AMANDIERS DE PARIS (366-42-17), 20 h : Piedigrotta ; 21 h : la Vie cause de mort.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

ARCANE (338-19-70), 20 h 30 : le Damné.

ASTELLE-THÉATRE DU XIXe (238-35-53), 20 h 30 : Vae Soli.

ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Journal d'un chien.

☞ ATELIER (606-49-24), 21 h : la Danse de mort.

☞ ATHÉNÉE (742-67-27), 20 h 30 : les Serments indiscrets ; 20 h 30 : Voyages d'hiver.

☞ BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Ma vie, ma mort, de Pasolini ; 21 h : Still Life.

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Théâtre de Bouvard.

☞ CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h : la Maison de Bernarda Alba. Th. de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Rêves.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Grand Théâtre 20 h 30 : Mille francs de récompense ; La Resserre 20 h 30 : Le train était à l'heure ; Galerie 20 h 30 : le Plus Heureux des trois.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir ; 22 h 30 : Lili.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Tokyo, Un bar, Un hôtel ; Jean-Louis Caillat chante Victor Hugo.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), 21 h : Architruc.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.

ÉPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : la Drôlesse.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : le Misanthrope.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Cœlina ou l'enfant du mystère.

☞ ESPACE MARAIS (271-10-19), 18 h 30 : les Hivernants.

ESSAION (278-46-42), I. 19 h : Hiroshima mon amour 85 ; 20 h 30 : Un habit d'homme. II. 21 h : Caméléon ; Chant dans la nuit.

☞ FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Pink Thunderbird.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : *les Prénoms effacés.*

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Usinage.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Guérison américaine.

☞ LIERRE-THÉATRE (586-55-83), 20 h 30 : l'Opéra nomade.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : les Eaux et les Forêts ; 21 h 45 : Jonas. – II. 18 h : les Métamorphoses de Robinson ; 20 h : Pour Thomas ; 21 h 45 : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h : Parlons français, no 2 ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

☞ MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : l'Ouest, le vrai.

MARIE-STUART (508-17-80), 22 h : Savage Love ; 20 h 30 : Hold up.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le *Bluffeur.*

☞ MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle 21 h : Duo pour une soliste. Petite salle 21 h : Arbres de vie.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), 20 h 45 : le Chat de la Saint-Sylvestre ; 18 h 30 : Théâtre à la mode.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

POCHE MONTPARNASSE (548-92-97), 18 h 30 : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils.

PORTE - DE - GENTILLY (580-20-20), 20 h 30 : Toi et tes nuages.

☞ PORTE - SAINT - MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : la Fille de Rappaccini.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), 21 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Tous aux abris.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : Du sang sur le cou du chat.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours. II. 20 h 30 : Huis clos.

☞ TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : *Evasion.*

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 30 : Pièces détachées.

☞ THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.

THÉATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : le Rôdeur.

☞ THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : les Nuits et les Jours.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30). Petite salle 21 h : Games. – Grande salle 21 h : les Bonnes.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 15 : Rattraper le temps ; 12M2 de théâtre politique.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle 19 h : Cinq Nô modernes. Petite salle 20 h 30 : l'Arbre des tropiques.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

TOURTOUR (887-82-48) 20 h 30 : les Mille et une nuits ; 22 h 30 : Carmen cru.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : Chacun pour moi.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

☞ TH. PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Cie rue Matabian, Cie S. Rochon.

Jeudi 7 février

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2 000 moins 15 ; 22 h : Baby or not Baby.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). I. *20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les* Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; *22 h 30 : Limite !*

BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : *Impasse des morts.*

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Fenêtre sur cœur ; *22 h 15 : Le président.*

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

PROLOGUE (575-33-15), 21 h 30 : Armistice au pont de Grenelle.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 21 h 30 : Marshall nous voilà.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 22 h 30 : Dédé s'tire.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : les Ironies de l'amour.

La danse

THÉATRE-18 (226-47-47), 20 h 30 : Miss Kaputt.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Cie A. Germain.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

Opérettes

ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : Hourra Papa.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : *Thierry le Luron.*

☞ MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), 20 h 30 : Entre le *Tigre et l'Euphrate.*

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : L. Klein.

☞ MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye-Bye Show-Biz.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : G. Bécaud.

PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04), 20 h 30 : M. Sardou.

☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : M. Jonasz.

☞ THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : Hollywood Paradise.

TROU NOIR (570-84-29), 21 h 30 : Ordre des fleurs.

ZÉNITH (208-60-00), 20 h 30 : C. Lara.

Les concerts

Salle Pleyel, 15 h : Sextuor de harpes de Paris (Damase, Liszt, Gallais...) ; 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. C.-M. Giulini (Brahms).

☞ Salle Gaveau, 20 h 30 : A. Roussin, N. Bera-Tagrine (Beethoven, Brahms, Prokofiev).

Radio-France, Auditorium 106, *18 h 30 :* Quintette Aulos (Reicha, Françaix, Villa-Lobos...).

Eglise Saint-Médard, 21 h : Orchestre de chambre Vuillermoz (Pergolèse).

Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 17 h : M.-P. Cochereau (Boieldieu).

Salle Cortot, 20 h 30 : B. Eidi (Mozart).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

16 h : Tempête à Washington, de O. Preminger (dir. photo : Sam Leavitt) ; 19 h : *Cinéma chinois* : la Basketteuse no 5, de Xie Jin (v.o., s.t.f.) ; 21 h : 70 ans d'Universal : Esclave des amazones, de C. Siodmak (v.o.).

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Grands classiques du cinéma mondial : la Charrette fantôme, de V. Sjostrom ; 17 h : Aspects du cinéma japonais : l'Histoire du Japon d'après-guerre, racontée par une hôtesse de bar, de Shohei Imamura ; 19 h : Le cinéma allemand des années 80 : Rita Ritter, de H. Achterbusch (v.o.).

Les exclusivités

ALSINOY EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, *8e (359-04-67)* ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

A NOUS LES GARÇONS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ATTENTION LES DÉGATS (It., v.f.) : Normandie, 8e (563-16-16) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

L'AUBE ROUGE (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e, (742-56-31).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : *Espace Gaîté 14e (327-95-94).*

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25)

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : *Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).*

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace (mer., jeu., ven.), *5e (354-07-76) ; Marignan*, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; *Fauvette, 13e (331-56-86)* ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; *Hautefeuille, 6e (633-79-38)* ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; *Richelieu, 2e (233-56-70)* ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) (*) : UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC-Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC-Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; UGC-Convention, 15e (564-93-40).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

LE DÉFI DU TIGRE (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, *9e (878-81-77).*

DESPERATE LIVING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

EL NORTE (A., v.o.) : UGC-Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC-Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC-Gobelins, 13e (335-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). – V.f. : UGC-Boulevard, 9e (574-95-40).

EMMANUELLE IV (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; George-V, 8e (562-41-46).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e, (579-33-00).

GLAMOUR (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

GREMLINS (A., v.o.) : Cluny-Palace (mer., jeu., ven.), 5e (354-07-76) ; UGC-Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC-Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC-Gobelins, 13e (336-23-44).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

HORROR KID (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Logos-I, 5e (354-42-34) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Marilyn, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (351-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Bergère, 9e (770-77-58) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H.sp.), 11e (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES NANAS (Fr.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *Quintette, 5e (633-79-38)* ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; *Bienvenüe Montparnasse*, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (527-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

NI AVEC TOI NI SANS TOI (Fr.), UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Biarritz, 8e (562-20-40).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

LES ORGIES DE CALIGULA (It.) (**) : V.O. : Ermitage, 8e (563-16-16) ; V.F. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Montparnasse, 18e (606-34-25).

PALACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LE PAPE DE GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC-Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A., v.o.) : Forum Orient-Express (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Lumière, 9e (247-49-07).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

PROFESSION MAGLIARI (I. v.o.) : Reflet Quartier, 5e (326-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AVENTURE DES EWOKS, film américain de John Korty, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (589-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CHANTONS SUR LE DON, (10 films musicaux), l'Accordéon, un film soviétique de Igor Savtchenko ; Volga Volga, un film soviétique de G. Alexandrov ; le Printemps, un film soviétique de G. Alexandrov ; les Léoutares, un film soviétique de E. Lotianou ; les Mélodies du quartier de Verisk, un film soviétique de G. Chenguelaia ; l'Auto, le Violon et le Chien Puté, un film soviétique de R. Bykov ; les Tsiganes montent au ciel, un film soviétique de E. Lotianou ; Jazz Band, un film soviétique de K. Chakhnaza ; Ne sois pas triste, un film soviétique de G. Danielia, v.o : Cosmos, 6e (544-28-80).

DUNE, film américain de David *Lynch, v.o. : Gaumont Halles, 1er* (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (700-21-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (722-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FAVORIS DE LA LUNE, film français de Otar Iosseliani : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ROUGE GORGE, film français de Pierre Zucca : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic, 14e (544-43-14).

TRANCHES DE VIE, film français de François Leterrier : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (700-21-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount *Maillot, 17e (758-24-24)* ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

HEIMAT, film allemand de Edgar Reitz, v.o. : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

QUILOMBO (Brésilien, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

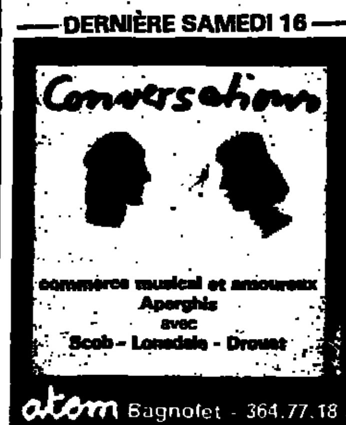
RAZORBACK (*) (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e *(236-83-93) ; UGC Danton, 6e (225-10-30)* ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

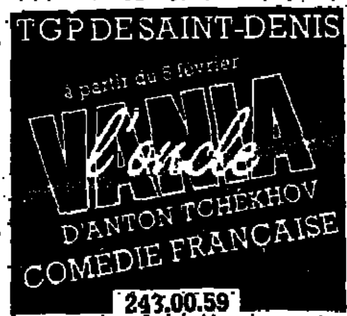
LES SAINTS INNOCENTS (Esp., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

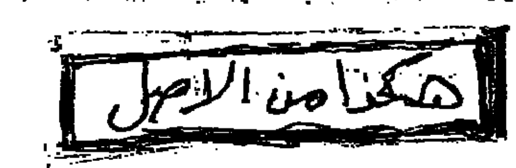
SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88).









SPECTACLES

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

SŒURS DE SCÈNE (Chinois, v.o. : Action Christine, 6e (329-11-30).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ELEMENT OF CRIME (Danois, v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

TRAIN D'ENFER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*) : Gaîté Boulevards, 9e (233-67-06) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

UN FILM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

URGENCE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40)

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

ACCIDENT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60)

ALL THAT JAZZ (A., v.o.) : Châtelet Victoria (H.sp), 1er (508-94-14).

ALIEN (A. v. o.) (*) Saint-Lambert, 15e (532-91-68). (v.f.) Arcades 2e, (233-54-58).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47).

ARTHUR RUBINSTEIN, L'AMOUR DE LA VIE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

L'AVENTURE DE Mme MUIR (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BEAT STREET (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BLANCHE COLOMBE ET VILAINS MESSIEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

CLÉOPATRE (A. v.o.) Péniche des Arts 15e, (527-77-55).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA CORDE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

ELSA POPPIN (A. v.o.) : Reflet Médicis 5e (633-25-97). Reflet Balzac 8e, (561-10-60).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A. v. f.) : Paris Loisirs Bowling 18e, (606-64-98).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA FLUTE ENCHANTÉE (Suéd. v.o.) : Reflet Quartier Latin 5e, 326-84-65).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Péniche des arts 16e (527-77-55).

INDIA SONG (Fr.) : Epée de Bois 5e (337-57-47). Saint-Ambroise 11e (700-89-16).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) Boîte à films (Hsp) 17e (622-44-21).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Champo 5e (354-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.o.), Cinoches, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (561-94-95).

LOULOU (All., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTEREY POP (A., v.o.) : Péniche des Arts, 15e (527-77-55).

LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (*) Clany Ecoles 5e (354-20-12).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

RACING BULL (A., v.o.) Studio Bertrand 7e (783-64-65).

RASHOMON (Jap., v.o.) Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Bonaparte 6e (326-12-12). Saint-Ambroise 11e (700-89-16).

SUDDEN IMPACT (LE RETOUR DE L'INSPECTEUR HARRY (A., v.o.) : Rialto 19e (606-87-61). (V.f.) Paris Loisirs Bowling 18e (606-64-98).

TCHAO PANTIN (F.) : Rivoli Beaubourg 4e (272-63-32).

THE SERVANT (Ang., v.o.) : Champo 5e (354-51-60).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) Calypso 17e (380-30-11).

20 000 LIEUX SOUS LES MERS (A., v.o.) Action Rive Gauche 5e (329-44-40) ; (v.f.) Rex 2e (236-83-93) ; UGC Opéra 2e (574-93-50). UGC Danton 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage8e (563-16-16) ; UGC Boulevard 9e (574-95-40). UGC Gobelins 13e (336-23-44) ; Mistral 14e (539-52-43) ; UGC Convention 15e (574-93-40) ; Murat 16e (651-99-75) ; Napoléon 17e (267-63-42) ; Images 18e (522-47-94).

VICTOR VICTORIA (A., v.o.) Saint-Michel 5e (326-79-17).

YOYO (Fr.) Denfert 14e (321-41-01).

COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

M. Bernard Schreiner souhaite que se développent des « services programmés » par thèmes

Après l'annonce d'une ouverture possible en faveur de télévisions privées locales par voie hertzienne, et les inquiétudes qu'elle a provoquées pour l'avenir du plan-câble, on attendait l'intervention de M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines et président de la mission « TV câble ». Au cours d'une conférence de presse réunie mercredi 6 février à Paris, celui-ci a réaffirmé que *« le câble est la seule structure économique à terme »* qui permette de satisfaire les demandes des usagers et des professionnels tant en matière de télévision que de services de vidéocommunication. Il *s'est fait l'avocat du développement* de « services programmés » thématiques. La mission a déjà rassemblé 2620 heures de production utilisables par les réseaux (cinéma, fiction, jeunesse, documentaire, son).

Malgré tout, le câble, ce mot mythique pour beaucoup, commence à devenir réalité. La loi du 1er août 1984 et le décret du 18 février 1985 ont fixé le cadre juridique. Le ministère des PTT, d'un côté, la mission « TV câble », de l'autre, ont multiplié les conventions avec les collectivités locales, tant pour la réalisation des travaux d'infrastructure que pour la mise en œuvre de l'exploitation des réseaux. Pour M. Bernard Schreiner, les collectivités locales, malgré leurs inquiétudes, *« restent fidèles au câble, à la condition évidemment que le développement des télévisions hertziennes ne vienne pas hypothéquer la rentabilité économique des réseaux »*. Ceux-ci sont *« la seule structure économique fiable capable d'accueillir dix ou quinze chaînes ou plus.*

La rentabilité des nouvelles chaînes de télévision, quel que soit le mode de diffusion, ne sera possible que grâce à la publicité. Le président de la mission « TV câble », notant que *« le coût d'une télévision locale est considérable »*, a insisté sur les limites des ressources publicitaires localement et régionalement. *« Il y a beaucoup d'illusions autour de certains projets actuels »*, a-t-il déclaré.

M. Bernard Schreiner a, d'autre part, mis en garde contre *« la tentation généraliste »* des éditeurs, qui pensent à une multiplication de chaînes analogues à celles qui existent déjà. A l'inverse, il s'est déclaré *« persuadé qu'un avenir important réside dans la mise en œuvre de programmes à dimension française ou européenne, axés sur un thème et pouvant associer de grands groupes privés et publics »*. Le député des Yvelines estime que l'industrie française des programmes audiovisuels n'a pas encore pris la mesure de la dimension européenne du marché, rendue évidente par les satellites et les réseaux câblés. La mission prépare, avec l'Union européenne de radiodiffusion (UER), le cadre juridique de la diffusion en France des chaînes étrangères.

Que propose actuellement la mission aux réseaux locaux existants ou en cours de réalisation ? Une « architecture », qui comprend : les deux chaînes périphériques (RTL-télévision et Télé Monte-Carlo), une ou éventuellement deux « chaînes généralistes » supplémentaires, des services thématiques, des chaînes étrangères nationales et les nouvelles chaînes diffusées par les satellites Eutelsat et Télécom 1. Déjà, deux mille six cent vingt heures de programmes ont été rassemblées par l'équipe de M. Schreiner, autour de six thèmes, avec des partenaires privés ou publics : jeunesse (notamment avec Hachette), variétés (notamment avec Europe 1), fiction (Communication service, Telfrance, UGC), Télé Monte-Carlo renouvelé (quatre heures par jour) ; jeux vidéo (avec la société Initial et Octet), sports et actualité (avec, notamment, Antenne 2). La mission est plus que jamais le point de rencontre de nombreux éditeurs de programmes, qui misent à long terme sur le câble.

Dans ce contexte et avec ces perspectives, *« les télévisions hertziennes*, a déclaré M. Schreiner, *ne doivent pas hypothéquer l'avenir de ces services, mais au contraire les intégrer dans le cadre que nous souhaitons d'une préfiguration du câble »*. Le président de la mission reste ainsi fidèle à la position adoptée depuis un an : la « montée en charge » nécessairement longue du plan de câblage autorise la création de chaînes locales par voie hertzienne, à condition qu'elles fassent partie – en préfiguration – du futur réseau. M. Schreiner a en outre déclaré qu'il faudra *« éviter les positions de trust au sein d'une même région »*, la presse régionale étant nommément désignée. En revanche, l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982 devra être modifié, pour permettre à de grandes sociétés éditrices de rentrer dans plusieurs sociétés locales d'exploitation du câble (SLEC). Le gouvernement devrait proposer cette réforme législative dès la session de printemps du Parlement.

CANAL PLUS VA ÉMETTRE DAVANTAGE EN CLAIR

Le conseil d'administration de Canal Plus, réuni mercredi 6 février, a décidé à l'unanimité de maintenir le principe de la télévision cryptée à péage, a annoncé M. André Rousselet, PDG du groupe Havas et de la quatrième chaîne nationale. Toutefois, Canal Plus va être diffusée davantage « en clair », jusqu'à quatre heures par jour. *« Le gouvernement nous a donné son accord de principe pour élargir à notre convenance notre diffusion en clair, accessible à tous sans décodeur, avec le recours aux spots publicitaires. » « C'est*, a souligné M. Rousselet, *une compensation accordée par notre concédant au désagrément qu'entraîne pour nous l'ouverture des ondes hertziennes. »* Ainsi, Canal Plus sera-t-elle la première chaîne privée à recourir aux ressources de la publicité, et non plus seulement au parrainage.

M. Rousselet a indiqué que les objectifs d'abonnement à fin 1985 restaient compris entre 650 000 et 750 000. Les négociations continuent d'autre part avec les industries du cinéma et Télédiffusion de France pour l'aménagement du réseau d'émetteurs (l'ouest de la France sera en service à partir du 16 mars).

« Nous avons décidé de repartir vite et fort », a encore déclaré M. Rousselet, qui a indiqué aussi que l'offre d'achat de M. Robert Hersant (*le Monde* du 5 février) n'avait été évoquée par aucun des neuf membres du conseil d'administration.

LE RACHAT DU « MATIN DE PARIS »

M. Théret affirme son indépendance par rapport au pouvoir

Présenté par M. Claude Perdriel, M. Max Théret – chef de file du groupe d'actionnaires qui vient de racheter *le Matin de Paris* (*le Monde* du 6 février) – a pris officiellement contact, mercredi après-midi 6 février, avec les différentes instances du journal : direction de la rédaction, comité d'entreprise, intersyndicale, société des journalistes, syndicat du Livre. D'ici au 18 février, une nouvelle société éditrice du *Matin* verra le jour à partir de la reprise des titres et des actifs de l'actuelle société (*le Nouveau Quotidien SA*), mais sans le passif. M. Perdriel demeure propriétaire de l'imprimerie (PIO) et de la société de photocomposition (PCH) dont *le Matin* restera client (1).

Les nouveaux actionnaires se répartiront par moitié entre « *personnes physiques* » (dont MM. Max Théret et Henry Hermand, administrateur de sociétés et collaborateur direct du premier) et les « institutionnels » (regroupant trois mutuelles, trois coopératives et deux associations, selon les dispositions prévues par la loi du 20 juillet 1983), auxquels pourront se joindre des petits porteurs (qui détenaient 28 % des parts dans la société de M. Perdriel). M. Pierre Roussel, ancien délégué à l'économie sociale, représentant les « institutionnels », accompagnait, mercredi, M. Théret ainsi que M. Hermand.

En ce qui concerne la « ligne » du *Matin*, M. Théret a utilisé les termes de *« continuité et concertation »* pour situer sa prise de pouvoir, en précisant : *« Nous sommes de gauche, nous ne sommes pas des godillots. Nous ne dépendons nullement du pouvoir, et nous n'avons nullement besoin de certaines faveurs (...) Je n'ai jamais accepté d'ordres et ce n'est pas maintenant que je vais commencer... »*

M. Théret a, d'autre part, entièrement repris à son compte les observations et les propositions de relance de M. Perdriel dans son éditorial du 5 février. Quant à ceux qui voudraient quitter le journal en invoquant la clause de conscience – une des dix questions posées par écrit, par la rédaction, au nouveau propriétaire – M. Théret a répondu que *« la loi serait appliquée »*. Toutes les précisions et réponses aux questions seront données le 19 janvier, date de la prochaine réunion du comité d'entreprise.

C.D.

(1) L'hebdomadaire *Investir*, qui quitte l'Imprimerie de la presse (rue du Croissant), se ferait imprimer rue Hérold. Précisons, en outre, que l'*International Herald Tribune* n'est plus imprimé au *Matin*, comme nous l'avons écrit par erreur (*le Monde* daté 3-4 février).

Les songes de M. Chase

L'auteur de Pas d'orchidées pour Miss Blandish est mort, mercredi 6 février, à son domicile de Corseaux-sur-Vevey, en Suisse. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Il n'était pas l'inventeur du « roman noir » américain. Il ne s'appelait pas James Hadley Chase. René Raymond, né à Londres le 24 décembre 1906, écrivit environ quatre-vingt-dix livres sous divers pseudonymes, Raymond Marshall ou Ambrose Grant. L'un d'eux, *Chase*, résume sa thématique : des hommes et des femmes sont traqués par des tueurs, souvent sadiques. Ils croisent dans leur fuite une faune sortie du cloaque des cités modernes, avocats véreux, privés alcooliques, rouquines incendiaires, garces désabusées, espions asiatiques, etc. Pourtant, derrière les coups pourris et les tortures, on devine autre chose que la loi du *sex and money*, un romantisme voilé d'humour, le secret que Chase se garda toujours de révéler et qu'il emporte dans sa tombe.

Depuis des années, il restait cloîtré derrière les murs de sa maison de Corseaux-sur-Vevey, au-dessus du lac Léman. Des journalistes, intrigués par son silence, tentèrent de forcer sa porte. En vain. Il avait vécu sur la Côte d'Azur, à Paris, quartier de la Muette, déjà réticent quand il devait se montrer et s'expliquer. Si on relit les cinq ou six interviews qu'il accorda, en 1965, lors de son entrée chez Plon, qui lui offrit *« sa » collection, parallèle à celle de* Ian Fleming, le créateur de James Bond, on admire son art de l'esquive. Il a, sur des rayons, tout Dickens et tout Alexandre Dumas. Il montre un Meccano et une machine IBM électrique. Il dit aimer l'argent, la bonne chère et les vins de Bordeaux. C'est un gentleman d'un mètre quatre-vingts, le teint rouge brique, cheveux poivre et sel, moustache soignée.

La publication de *Pas d'orchidées pour Miss Blandish*, en 1938, secoua le public. Durant la bataille d'Angleterre et le blitz, ce fut de la folie. Chase, le fils d'un colonel de l'armée des Indes, devenu professeur de bactériologie, touche le gros lot. Joueur de banjo, vendeur ambulant de livres, commis de librairie, il avait entendu un jour l'éditeur de James Cain dire qu'on manquait d'écrivains de ce calibre. En six semaines, avec un dictionnaire de *slang* (argot), il avait terminé *Pas d'orchidées.*

Miss Blandish, la fille d'un milliardaire du Kansas, porte un collier de diamants que convoite le gang Riley. Il enlève l'héritière. Une autre bande, celle de M'man Grissom, récolte la rançon et garde Miss Blandish. Slim Grissom, un taré, maniaque du couteau, l'initie, la terrorise. La suite de *Pas d'orchidées* est un festival de bruit et de fureur : meurtres à la chaîne, strip-tease, exhumation, sévices... Slim ressemble à Popeye, l'idiot de *Sanctuaire*. Chase, interrogé sur un démarquage éventuel de Faulkner, restait vague. Oui, il avait lu Faulkner, mais aussi Chandler, Hammett et Steinbeck.

Marcel Duhamel, un ami des frères Prévert et de Picasso, lance la « Série noire », après la guerre, avec deux Anglais qui n'ont jamais mis les pieds aux Etats-Unis, mais écrivent en américain. Peter Cheyney et Chase. Sous la couverture noire et jaune, *Pas d'orchidées*, arrive troisième, derrière *la Môme vert-de-gris* et *Cet homme est dangereux*, de Cheney. Bientôt, les titres de Chase se suivent, et à vive allure : *Eva, la Chair de l'orchidée, Miss Shumway jette un sort* (signé R. Marshall), *Douze Chinetoques et une souris, En trois coups de cuiller à pot* (R. Marshall), *Garces de femmes*, etc. Jusqu'en 1965, Chase reste fidèle à Gallimard. Après un bref passage chez Plon, où il donne un roman d'espionnage, *la Blonde de Pékin*, et *Chambre noire*, sur les émeutes noires en Alabama, il retrouve Duhamel. On crée pour lui la collection « Carré noir ». Ses derniers ouvrages y seront publiés directement, à partir de 1972.

Le cinéma international a beaucoup adapté Chase, en le massacrant. *Pas d'orchidées* fut tourné



deux fois, mal, par John Clowes (1948) et Robert Aldrich (1971) Patrick Chéreau rata son premier film avec *la Chair de l'orchidée* (1975). Jean Jabely et Félicien Marceau défigurèrent une œuvre charmante, *Miss Shumway jette un sort* (1962), sous le titre d'*Une blonde comme ça*. Malgré Jeanne Moreau et Stanley Baker, Joseph Losey trahit *Eva* (1969), l'un des grands Chase, l'histoire d'une prostituée froide et méprisante qui détruit un auteur à succès. Chase se moquait de ces échecs. Il continuait à rêver son Amérique (il s'y rendit pour la première fois en 1965), grâce à des plans de villes et des guides, définissant une sorte de paysage mental où, implacablement, il menait d'une main de fer des intrigues surprenantes.

Les romans de la fin, malgré le mépris un peu condescendant des connaisseurs – qui relèvent les trucs, les ficelles – sont des polars presque purs. Ils se déroulent dans une Floride de carte postale (*File-moi une couverture, Tu me suivras dans la tombe*) ou à Paradise City, un décor inventé de toutes pièces (*Question de flair, Passe une bonne nuit*). Le « vieux pro », qui brode sur des airs connus, alors que le genre *« hard-boiled »* (dur-à-cuire) agonise, a des éclairs de génie. Ses fantoches ont fini par ressembler aux vivants, quarante années après Miss Blandish, cette blague.

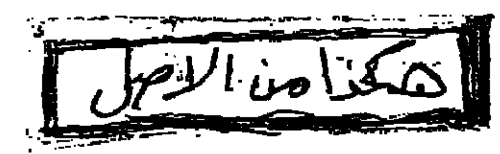
George Orwell, en 1944, a opposé Raffles (1), *« le cambrioleur amateur »*, et Miss Blandish. Les créatures de Chase le dégoûtent ; sa longue analyse prouve quand même qu'il prend les fantasmes de ce débutant au sérieux. Il lui reconnaît le mérite d'avoir désigné ce qui va dominer l'époque, *« la poursuite du pouvoir »*. En s'évadant vers la perversion sexuelle, les lecteurs de Chase, sans le savoir, lisaient autre chose qu'une banale histoire de gangsters. Il ne s'agit pas de le confondre avec les délivreurs de messages. Inconscient, lui aussi, de la portée de ses songes, il fut seulement un intermédiaire habile entre *la fiction de masse et les hantises de* chacun. En guise d'épitaphe – comme il dut sourire devant la gravité de ces propos, – on citera les dernières lignes, extraordinaires, de l'essai d'Orwell : *« Dans les livres de M. Chase, il n'y a ni gentlemen ni tabous. L'émancipation est totale ; Freud et Machiavel ont atteint les dernières banlieues. »*

RAPHAËL SORIN.

(1) *Raffles et Miss Blandish*, publié dans *Autopsies du roman policier*, Ed. Christian Bourgois, « 10-18 ».

Un choix de titres

- *Pas d'orchidées pour Miss Blandish*, Carré noir, nº 12.
- *Eva*, Carré noir, nº 95.
- *La Chair de l'orchidée*, Carré noir, nº 28.
- *Miss Shumway jette un sort*, Carré noir, nº 9.
- *Traquenards*, Carré noir, nº 6.
- *Dans le cirage*, Carré noir, nº 21.
- *Couche-la dans le muguet*, Carré noir, nº 40.



RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 7 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Au nom de tous les miens.
D'après Martin Gray et Max Gallo. Réal. R. Enrico. Avec J. Penot, M. Méril, B. Fossey...
Premier épisode d'un retour en arrière sur trente années de la vie d'un homme, Martin Gray, juif polonais, dont l'adolescence a été marquée par le nazisme.

21 h 30 Les jeudis de l'information.
Emission d'information d'A. Denvers, R. Pic, M. Albert et J. Decornoy.
Au sommaire : ce soir, un reportage sur la pauvreté en Suisse ; Liban du Sud, retrait piégé ; retour au Portugal ; le proviseur au vestiaire.

22 h 45 Journal.

23 h 5 Etoiles à la une.
Emission de Frédéric Mitterrand.
Pendant tout le mois de février, l'émission propose des courts métrages. Ce soir : Panique au montage, *d'Olivier Esmein, qui a obtenu le Prix TF 1 au Festival d'Avoriaz en 1984.*

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : L'amour en héritage.
Réal. K. Connor. Avec S. Powers, L. Remick...
Teddy, fille de Maggy, se destine au métier de mannequin, et devient mère. Suite de la saga sur les années folles. Une caverne d'Ali-Baba, des décors baroques, un scénario bien mis en scène, des personnages stéréotypés...

21 h 35 Résistances.
Magazine de Bernard Langlois.
Au sommaire : Dossier Sean Macbride, avec, pour illustrer les divers aspects de son action, deux reportages : Où va l'Irlande du Nord ? Amnesty International ; les réfugiés vietnamiens à Hongkong. Avec la chanteuse Brenda Wooton.

22 h 55 Patinage artistique.
23 h 40 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Le polar du soir : Le locataire d'en haut.
D'après W. Irish ; réal. G. Grangier ; avec B. Fresson, Juliette Mills...
Anne, propriétaire d'un petit pavillon de banlieue, abrite chez elle un monsieur âgé faisant le commerce de livres rares. Anne cache aussi son beau-frère en cavale. Un assassinat. Une nuit de cauchemar commence pour Anne.

21 h 35 Journal.

22 h 5 Cinéma : Trois frères.
Film italien de F. Rosi (1980), avec C. Vanel, M. Placido, P. Noiret, V. Mezzogiorno, A. Ferreol, M. Crippa.
Un vieux paysan des Pouilles fait venir ses trois fils (un juge à Rome, un éducateur à Naples, un ouvrier à Turin) pour les obsèques de leur mère. Bilan de plusieurs vies, évocation du passé, destins individuels portés par les événements de l'Italie contemporaine. Ce film, à la fois intimiste, psychologique et politique, est réalisé et interprété avec une très grande sensibilité.

0 h Folies ordinaires : Charles Bukowski.
0 h 5 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Wil Cwac Cwac ; 17 h 10, Espace naturel, le parc régional du Morvan ; 17 h 40, A l'enseigne de la Gasconnette ; 17 h 52, Vers une France nouvelle ; 18 h 6, Dynastie ; 18 h 51, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 6, Atout pic ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; 9 h, Cinéma : l'Ami de Vincent, de P. Granier-Deferre ; 10 h 25, Cinéma : Horizons perdus, de F. Capra ; 12 h 15, Cabou Cadin (dessin animé, Benji) ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cinéma : la Scarlatine, de G. Aghion ; 13 h 35, Cinéma : Une chambre en ville, de J. Demy ; 17 h 5, Cabou Cadin (Sherlock Holmes, Mister T) ; 18 h 4, SLAM ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Cinéma : Trocadéro bleu-citron, de M. Schock ; 22 h 5, Cinéma : Meurtre dans un jardin anglais, de P. Greenaway ; 23 h 45, SLAM ; 0 h 30, Cinéma : Vivre vite, de C. Saura ; 2 h 10, Rock concert.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Maisons, de Jürgen Becker.
21 h 30 Musique : Libre parcours, voix.
22 h 30 Nuits magnétiques : Plastique.
0 h Le rendez-vous de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

19 h Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : « Tristan et Isolde », de Richard Wagner, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. H. Stein, sol. J. Blinkhof, Tristan, H. Tschammer; le roi Marke, J. Martin, Isolde, H. Becht, Kurwenal, I. Remenyi, Melot, H. Schwarz, Brangane.
0 h Les soirées de France-Musique : Nocturnes, œuvres de Mozart.

Vendredi 8 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Buffalo Bill.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
16 h 30 Croque-vacances.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Nounours.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeux : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Le jeu de la vérité.
De P. Sabatier et R. Grumbach.
Enrico Macias répond aux questions des téléspectateurs et de Patrick Sabatier. Autour de lui, Yves Duteil, Céline Dion, Francis Cabrel et Kim Wilde.
22 h Championnat d'Europe de patinage artistique.
22 h 50 Histoires naturelles.
Emission d'E. Lalou, I. Barrère et J.-P. Fleury.
Le plomb et l'acier.
23 h 20 Journal.
23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télévision du matin.
8 h 30 Feuilleton : Une femme seule.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie : Vive les vacances.
14 h 50 Série : Magnum.
15 h 40 La télévision des téléspectateurs.
16 h 10 Championnat d'Europe de patinage artistique.
16 h 45 Itinéraires, de Sophie Richard.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Châteauvallon
De J.-P. Petrolacci ; réal. P. Planchon et S. Friedman.
Tandis que l'enquête sur l'assassinat de Paul Bossis se poursuit et que Travers cherche à faire toute la lumière sur « les Sablons », Florence Berg décide de prendre la direction de la Dépêche républicaine. *Le vieil Antonin est ravi et peut mourir tranquille...*
21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : l'argent et le pouvoir. Avec Rupert Cornwell (le Banquier du Vatican), *Daniel Dessert* (Argent, pouvoir et société au Grand Siècle), *Jack Dion (coauteur de* Sur la piste des grandes fortunes*) ; Valérie Fert* (le Pingouin), *Michel Tardieu* (l'Argent).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club : Place aux jeunes.
Film américain de L. McCarey (1937), avec V. Moore, B. Bondi, F. Bainter, T. Mitchell, P. Hall, B. Reed (v.o. sous-titrées. N.).
Après cinquante ans de mariage, deux vieillards, obligés de quitter leur maison, demandent asile à leurs enfants, qui les hébergent séparément et à contre-cœur. Comédie sentimentale mélancolique sur les rapports des générations, les malentendus qui peuvent en naître, et la fin d'un amour qui ne s'est jamais démenti. Un ton rare chez Leo McCarey.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Vendredi, Face à la 3 : Pierre Joxe.
Magazine d'information d'André Campana et I. Barrère.
Portrait et interview de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, député de Saône-et-Loire depuis 1973. Ce vendredi est animé par Geneviève Guicheney, Robert Nahmias et A. Campana.
21 h 50 Rock : Décibels de nuit.
La nouvelle émission de rock, concoctée à partir de reportages réalisés dans les régions : Serge Gainsbourg en tournage à Caen ; le rock à Poitiers. Une séquence sur les musiciens noirs dans la musique rock, avec Prince, Jimi Hendrix et le groupe antillais Zekle.
22 h 35 Journal.
23 h Folies ordinaires : Charles Bukowski.
23 h 5 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; 9 h, Cinéma : la Scarlatine, de G. Aghion ; 10 h 30, L'héritage des samourais ; 11 h 30, Hill street blues ; 12 h 15, Série : Soap ; 12 h 40, Cabou Cadin (dessin animé) ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cinéma : 1941, de S. Spielberg ; 15 h 50, Cinéma : la Chute de la maison Usher, de R. Corman ; 17 h 5, Cabou Cadin (Paul et les Dizygotes, les 4 Filles du Dr March) ; 18 h 4, Rock concert ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Ellis Island ; 21 h 50, Cinéma : Je suis un criminel, de B. Berkeley ; 23 h 25, Cinéma : Contamination, de L. Coates ; 0 h 55, Cinéma : Meurtre dans un jardin anglais, de P. Greenaway ; 2 h 40, Tap dancin' ; 3 h 30, Cinéma : les Bijoux de famille, de J.-C Laureux ; 5 h, Hill street blues ; 5 h 50, Les ateliers du rêve : France.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les humanistes rhénans et, à 10.50, le vrai père c'est le langage ; 9 h 5, Matinée du temps qui change : Faut-il réformer le système monétaire international ? ; 10 h 30, Musique : *Miroirs* (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école hors les murs. ; 11 h 30, Feuilleton : « Tristan et Iseult » ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, On commence : Les classiques relus ; 14 h, Un livre, des voix : « Chez Louise », de Pierre Charras ; 14 h 30, Sélection prix Italia : La *composition de* calcul. ; 15 h 30 L'échappée belle : Des médecins au long cours ; 17 h 10, Le pays d'ici : En direct de Nantes ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Ch. Ivaldi.
20 h 30 Emission spéciale, en direct de la Bibliothèque nationale.
22 h 30 Les nuits de France-Culture.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu : magazine de l'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : Miroirs de Stravinski ; 12 h 5, Le temps du jazz : le jazz en France (1942) ; 12 h 30, Concert (donné le 7 octobre à la Friedenkirche) : œuvres de Mozart, Verdi, par l'Orchestre du Festival de Ludwigsburg et le Madrigalchor de Stuttgart ; 14 h 2, Repères contemporains ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Verveine-scotch, devant Monsieur le maire, œuvres de Mozart, Stravinski, Rameau... ; 17 h, Histoire de la musique ; 18 h 2, Les chants de la terre. Magazine des musiques traditionnelles ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : dernière édition ; 19 h 15, Les muses en dialogue. Magazine de musique ancienne ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert (donné le 16 décembre 1983 au Grand Auditorium) : *Symphonie n° 3, op. 11,* d'Albéric Magnard, *Concerto pour piano et orchestre en ré majeur pour la main gauche* et le *Boléro,* de Maurice Ravel.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : *les Pêcheurs de perles,* œuvres de Mozart, Duparc, Chabrier, Roussel, Koechlin ; à 0.00 h, musique traditionnelle : la vraie musique des tsiganes de Hongrie.

DÉFENSE

LE BRÉSIL ACHÈTE QUINZE HÉLICOPTÈRES SUPER-PUMA A LA FRANCE

Sao-Paulo (*AFP*). — L'armée de l'air brésilienne vient de passer commande à la société française Aérospatiale de quinze hélicoptères Super-Puma pour un montant de 92 millions de dollars, a-t-on appris de source sûre à Sao-Paulo. L'Aérospatiale était en concurrence avec la société américaine Sikorsky, qui proposait le Black-Hawk. Ce choix des Super-Puma a provoqué une vive réaction de la part des autorités américaines, qui avaient demandé aux Brésiliens de réexaminer la proposition faite par la société Sikorsky, qui — selon son représentant au Brésil — offrait des conditions de financement aussi avantageuses que celles proposées par la société française.

Avec cette nouvelle acquisition, l'armée de l'air brésilienne disposera d'un parc d'hélicoptères de cinquante-cinq appareils. Quelques Super-Puma seront affectés à l'appui logistique des détachements militaires situés en Amazonie en remplacement des vieux hydravions Catalina de la dernière guerre.

● *Un nouveau conseiller technique au cabinet de M. Hernu.* — M. Charles Hernu, ministre de la défense, a nommé l'ingénieur en chef de l'armement Jean-Pierre Rabault conseiller technique au sein de son cabinet civil pour les affaires industrielles et d'armement, en remplacement de M. Emile Arnaud devenu directeur des affaires internationales à la délégation générale pour l'armement.

[Né en 1936, M. Jean-Pierre Rabault est nommé, à sa sortie de Polytechnique, *ingénieur de l'armement.* Après avoir enseigné à l'Institut franco-allemand de Saint-Louis et à l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique, il a exercé, entre 1973 et 1983, différentes responsabilités dans la conduite des programmes nucléaires au sein de la délégation générale pour l'armement. Depuis novembre 1983, M. Rabault était directeur du Groupe de planification et d'études stratégiques (GROUPES) au ministère de la défense].

CARNET

Naissances

— Anne, Benjamin HESBERT
et leurs parents
sont heureux d'annoncer la naissance de

Bertrand,
le 4 février 1985.

30, rue Anatole-France,
54500 Vandœuvre.

Décès

— Mme Claude Arnal,
Mme Fernand Arnal,
M. et Mme Patrice Arnal,
M. et Mme Patrick Poirier,
M. et Mme Didier Arnal,
M. et Mme Christophe Ruhlmann,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude ARNAL,
professeur honoraire
à l'université de Dijon,

survenu à Dijon le 4 février 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Thonon-les-Bains. Verrières-le-Buisson. Vienne. Strasbourg. Verneuil.

Sa femme,
Ses enfants,
Toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André AYRAULT,
ancien élève de l'ENSET,
ancien adjoint au maire de Douai,
ancien directeur des études
de l'Institut de gestion de Rennes,

survenu à Annecy, le 23 janvier 1985, à l'âge de soixante-sept ans.

Selon sa volonté, ses cendres seront déposées au cimetière de Thonon-les-Bains le vendredi 8 février.

Que ses amis aient à cette occasion une pensée pour lui.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Mme Paul Gachet,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Thierry
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Paul GACHET,
conservateur des hypothèques honoraire.

Les obsèques auront lieu le vendredi 8 février 1985, à 14 h 15, en l'église Saint-Bruno de Grenoble.

— Yves Le Gall,
Jean-Marie et Pascale,
Korantine, Patrik et Guillemette,
Les familles Gaudry, de Kerros, Le Gall et Lugan,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Yves LE GALL,
née Yvette Gaudry,
ancien professeur au lycée Fromentin
à Alger, et au CNTE,

survenu le 27 janvier 1985, dans sa cinquante et unième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité à Bordeaux, et l'inhumation a eu lieu à Pont-l'Abbé (Finistère), le 31 janvier.

La Garenne A 3. 184, rue Pasteur,
33200 Bordeaux.

Remerciements

— Billy (Allier).

Dans le silence dont il avait voulu s'entourer à la fin de sa vie,

M. Antonin BESSON,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien procureur général
près la Cour de cassation,
maire honoraire de Billy,

avait émis le vœu que ses obsèques eussent lieu dans l'intimité.

Mme Besson, son épouse,
Ses filles, Mme Andrée Besson
et Mme Besson-Macchiati,
Son gendre, M. Willy Macchiati,
Ainsi que toute la famille,

profondément émus, remercient des témoignages de sympathie adressés à sa mémoire par tous ceux qui l'avaient connu.

— M. Fournout,
très touché des marques de sympathie reçues lors du décès de son épouse

Jeanne-Yvonne FOURNOUT,

remercie toutes les personnes qui ont pris part à sa peine.

25, rue Victor-Dury,
75015 Paris.

Communications diverses

— Des anciens combattants français et allemands commémoreront ensemble, les 9 et 10 février, le déclenchement de la bataille de Verdun au cours d'un pèlerinage sur les lieux mêmes des sanglants combats de 1916. Cette initiative a été prise par l'Association des anciens combattants de la RATP, en liaison avec l'organisation allemande Union pour la paix qui regroupe les anciens combattants bavarois.

Ces deux organisations, liées depuis vingt ans par un « pacte d'amitié », entendent œuvrer pour la construction de l'Europe et la consolidation de la réconciliation franco-allemande.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université Paris-V, samedi 9 février, à 15 h 30, salle Greard, Mme Marcela Oyanedel : « La parole envoyée. Analyse syntaxique d'un corpus écrit d'espagnol du Chili. »

— Université Paris-I, samedi 9 février, à 9 h 30, salle Louis-Liard, M. Jean-Marc Ferry : « Ethique de la communication et théorie de la démocratie chez J. Habermas. »

— Université Paris-IX Dauphine, mardi 12 février, à 10 heures, salle D 520, M. Mohamed-Kamel El Kurdi : « L'insertion des activités internationales de la firme dans sa stratégie et sa structure : analyse managériale de l'industrie du machinisme agricole. »

— Université Paris-II, le jeudi 14 février, à 14 h 30, salle des Commissions, M. Alain Benet : « Analyse critique au « droit » au respect de la vie privée, contribution à l'étude des libertés *civiles* ».

— Université Paris-III, le jeudi 14 février, à 14 heures, salle Liard, M. Aimé Petit : « Naissances du roman. Les techniques littéraires dans les romans antiques du XIIe siècle. »

هكذا من الاصل

SPORTS

AUX CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI

Diann Roffe médaille d'or du slalom géant

Le versant alpin de l'Amérique

De notre envoyé spécial

Bormio. – Les seules médailles d'or – cinq au total – gagnées par les skieuses américaines l'avaient été aux Jeux olympiques. Elles figurent désormais au palmarès des championnats du monde grâce à une jeune fille de dix-sept ans haute comme trois pommes : Diann Roffe. Championne du monde junior en titre, elle a dominé dans le slalom géant, mercredi 6 février, sur une neige humide, les Suissesses Maria Walliser 8e, Erika Hess 11e, Reni Schneider 12e et Michaela Figini 15e qui étaient favorites, mais sur une piste gelée. Les Américaines qui avaient été très discrètes en Coupe du monde depuis le début de la saison ont d'ailleurs été particulièrement à l'aise sur les pentes de Santa-Caterina : Eva Dwartokens a pris la troisième place, Debbie Armstrong championne olympique à Sarajevo s'est classée 4e tandis que Tamara McKinney, lauréate de la Coupe du monde 1983, est tombée à la fin de la première manche après avoir réalisé les meilleurs temps intermédiaires.

Les Françaises, qui avaient été aussi médiocres que les Américaines dans les slaloms géants de la Coupe du monde depuis le début de l'hiver, ont en revanche complètement manqué leur course : Perrine Pelen 19e est à 3 sec. 89 de Diann Roffe, Christèle Guignard 21e à 4 sec. 38, Anne-Flore Rey 37e à 10 sec. 72 pour avoir dû remonter une porte sur le premier parcours, et Hélène Barbier a été disqualifiée dans la seconde manche. Le directeur de l'équipe féminine, Sylvain Dao-Lena, est d'autant plus déçu que l'entraînement estival avait été organisé pour obtenir les meilleurs résultats en géant. Les Américains sont les empêcheurs de danser en rond. Ils ont pris l'habitude de ramener leurs skis quand on ne les attend pas. Aux derniers Jeux olympiques de Sarajevo, le descendeur Bill Johnson et la « géantiste » Debbie Armstrong avaient ainsi brouillé le jeu des nations alpines. A Bormio, c'est une brunette poids plume, Diann Roffe, qui a refait le coup du géant. « *A l'entraînement, elle était l'égale des meilleures mais, au début de la saison, elle avait du mal à terminer deux manches. Pourtant il était sûr qu'elle avait bien les qualités d'une championne. Aujourd'hui elle l'a confirmé. De plus elle était très motivée, comme le sont toujours les Américains dans les grandes occasions* », nous a dit Jean-Pierre Chatellard, le directeur de l'équipe américaine masculine après le succès de la jeune skieuse du Montana.

Ce n'est d'ailleurs pas tout à fait un hasard si on retrouve ce Mégevan de trente-six ans, qui a entraîné l'équipe suédoise pendant sept ans, à la tête de la formation d'outre-Atlantique. « *L'hiver dernier, le responsable du ski alpin français, Georges Coquillard, m'a proposé de reprendre l'équipe masculine. Je m'en étais occupé de septembre à décembre 1973 et j'avais démissionné lorsque le secrétaire d'Etat aux sports et le directeur technique nationale avaient décapité l'équipe à Val-d'Isère. J'ai étudié la situation et j'ai estimé que je ne pourrais pas faire ce que je voulais. Les Américains m'ont fait une proposition que j'ai acceptée parce que j'ai carte blanche.* »

Manifestement Jean-Pierre Chatellard est dans son élément. Il a déjà baigné dans l'ambiance anglo-saxonne de 1970 à 1973, en encadrant l'hiver les juniors américains et l'été les juniors australiens. « *A la fin de la saison, la moitié de l'équipe américaine actuelle va prendre sa retraite, mais il y a un potentiel de jeunes extraordinaire.* » Cet engouement pour le ski alpin traditionnel est lié, selon lui, à l'intérêt croissant des télévisions nord-américaines pour la Coupe du monde. « *L'année prochaine, les équipes devraient disposer d'un budget de 6 millions de dollars dont 20 % seulement proviendront des fournisseurs : le reste a été constitué par des dons qui sont fiscalement déductibles* ». Ce budget est deux fois supérieur à celui de la Suisse et il s'explique en partie par les frais de déplacement qui représentent 50 % des dépenses. Il permet aussi d'avoir une médecine de très haut niveau. « *Nous avons un groupe de douze excellents médecins de diverses spécialités qui se relaient en permanence auprès des coureurs, cela nous évite beaucoup d'erreurs dans la conduite de leur entraînement. L'un deux est un ancien membre de l'équipe de France de ski, Eric Stall, qui s'est installé à Denver. Le chef du groupe, Rick Stedman, a notamment opéré Marc Girardelli que tout le monde croyait perdu pour la course après une chute dans la descente de Lake-Louise (Canada) en 1983 : aujourd'hui Girardelli est là en candidat sérieux au titre du géant et du spécial.* »

Les succès des Etats-Unis s'expliquent pour Jean-Pierre Chatellard par l'adaptation du mode de vie américain à l'entraînement. Le système scolaire des Etats-Unis fondé sur des unités de valeur trimestrielles permet en fait une grande souplesse dans l'organisation d'une carrière sportive. On skie l'hiver et on étudie l'été.

Les résultats ont été meilleurs chez les filles grâce au travail en profondeur effectué chez les jeunes par l'entraîneur lyonnais Michel Rudgoz (*le Monde* du 15 février 1984) qui a pris désormais du recul avec la compétition. « *Chez les garçons, on a commencé plus tard cette détection, mais des coureurs de quinze à dix-huit ans sont maintenant très bons.* » De plus ils ne sont pas saturés de ski comme les jeunes Européens. « *Nous avons renoncé au ski d'été qui se fait sur une neige trop dure et à trop haute altitude, donc dans des conditions physiologiques défavorables. Les plus mauvais commencent la saison à la mi-septembre, les autres début octobre. Mi-avril ils rentrent chez eux mais on ne les laisse pas livrés à eux-mêmes : les entraîneurs se rendent à leur domicile pour faire le point de leur condition physique et leur donner des conseils.* » Et voilà comment Diann Roffe est devenue la première championne du monde américaine de slalom géant.

ALAIN GIRAUDO.

● TENNIS : *Tournoi de Delbray Beach.* – Yannick Noah s'est qualifié, mercredi 6 février, pour le deuxième tour des championnats internationaux de Delray Beach (Floride) en battant le Sud-Africain Christo Van Rensburg, 5-7, 7-6, 6-3. Henri Leconte a été éliminé par le Paraguayen Victor Pecci, 6-1, 6-2.

● RUGBY. – *Joinel et Bianchi en équipe de France.* – Pour rencontrer l'Écosse le 16 février à Paris, l'équipe de France aura la composition suivante : Jérôme Bianchi, Serge Blanco, Philippe Sella, Didier Codorniou, Patrick Estève, Jean-Patrick Lescarboura, Jérôme Gallion, Laurent Rodriguez, Jean-Luc Joinel, Jacques Gratton, Jean Condom, Francis Haget, Jean-Pierre Garvel, Philippe Dintrans, Pierre Dospital. Remplaçants : Bernard Herrero, Pierre-Édouard Detrez, Jean-Charles Orso, Pierre Berbizier, Laurent Pardo, Guy Laporte.

EN BREF

Mise en liberté d'une avocate inculpée de recel de malfaiteur

Me Martine Wolff, trente-quatre ans, avocate au barreau de Nice, qui avait été écrouée le 18 janvier à Montpellier (Hérault) pour « *recel de malfaiteur* » (*le Monde* du 19 janvier), a été remise en liberté sous contrôle judiciaire le samedi 2 février. Me Wolff avait été interpellée par les gendarmes de Montpellier pour avoir fait soigner à Nice un malfaiteur, Jean Leconte, trente-quatre ans, actuellement incarcéré à Avignon (Vaucluse). Me Wolff avait déjà été placée en garde à vue en mars 1977, après l'évasion du palais de justice de Nice d'Albert Spaggiari, puis écrouée en février 1982 pendant deux semaines pour « *complicité d'extorsion de fonds* » : elle avait perçu des honoraires provenant d'un racket, somme qu'elle avait omis de faire figurer dans sa comptabilité.

● *Cinq pompiers blessés à Montpellier par une explosion criminelle.* – L'explosion d'une bouteille de gaz, provoquée par un incendie criminel dirigé contre un supermarché de Montpellier (Hérault), durant la nuit du mardi 5 au mercredi 6 février, a blessé cinq sapeurs-pompiers, qui ont dû être hospitalisés. Un témoin a déclaré qu'il avait vu un inconnu lancer un objet enflammé contre la porte du magasin et s'enfuir. Quelques instants plus tard, une voiture était détruite par le feu, dans la cour d'un laboratoire.

● *Expulsion d'un militant arménien.* – Le militant arménien, de nationalité iranienne, Roobik Avanessian, vingt-six ans, relaxé le 21 décembre dernier par le tribunal correctionnel de Créteil dans le cadre de l'attentat d'Orly qui provoqua la mort de huit personnes le 15 juillet 1983, a été interpellé dans la soirée du mardi 5 février à Paris et s'est vu signifier un arrêté d'expulsion, pris à son encontre le 31 janvier.

Roobik Avanessian a été aussitôt mis dans un avion en partance pour le Liban.

Explosion de gaz à Marseille : cinq morts

Cinq personnes ont été tuées et trente-huit autres blessées, dont six grièvement, dans une explosion due au gaz qui s'est produite, mardi 5 février vers 15 heures, à Marseille. Cette explosion a eu lieu alors que des marins-pompiers luttaient contre un début d'incendie dans un immeuble de sept étages, à l'angle de l'avenue du Prado et du boulevard Périer. Les cinq morts sont François Ferrant, trente-deux ans, policier marié et père de trois enfants, le quartier-maître Repetto, marin-pompier, Denis Bretin, dix-huit ans, Pierre Falanga, trente-quatre ans, et Adrien Sportielo, cinquante ans, employé dans un garage. D'autre part, Claude Nucera, quarante-quatre ans, photographe au *Méridional*, en fonction sur les lieux du sinistre, a reçu un violent coup de tête d'un CRS casqué qui voulait lui faire quitter les lieux.

● *Un avocat de Besançon frappé d'un an de suspension.* – Un avocat bisontin, Me Philippe Caron, vingt-sept ans, a été condamné, le mercredi 6 février, à un an de suspension par le tribunal correctionnel de Besançon (Doubs). Il était accusé d'avoir acheminé hors de la prison, en décembre 1983 et janvier 1984, quatre lettres rédigées par un malfaiteur, Bruno Lhéritier, alors placé au secret.

● *Attentat contre la permanence de M. Philippe Malaud.* – Un attentat revendiqué par Action directe – la revendication est jugée « *peu crédible* » par les policiers – a été commis à 22 h 15, mardi 5 février à Mâcon, contre la permanence de M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants (CNI)

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

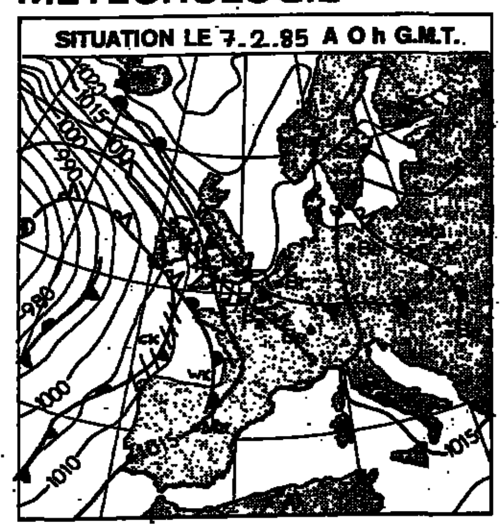
* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7.2.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8-2-85 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps prévue en France entre le jeudi 7 février à 0 heure et le vendredi 8 février à 24 heures.

Après un répit jeudi, le flux perturbé d'ouest va reprendre son activité vendredi. Les zones de mauvais temps vont traverser rapidement le pays. Vendredi matin, ciel couvert sur toute la France avec deux bandes pluvieuses. La première au nord-est de la Seine et la deuxième de la Bretagne aux Pyrénées. Les températures de 5° à 7° sur le nord-est atteindront 8° à 10° sur la moitié ouest et le Midi. Dans le Centre et près du relief, encore quelques valeurs inférieures. Au cours de la journée, le mauvais temps va se maintenir sur la moitié nord-est, alors que, sur la moitié sud-ouest, des éclaircies vont se développer. Nouvelle aggravation pluvieuse avec renforcement des vents sur la côte atlantique en fin d'après-midi. Les températures oscilleront entre 8° et 15° du Nord au Sud, atteignant 12° à 13° dans l'Ouest. Très localement, près des Pyrénées, elles approcheront 17° à 18°.

En bordure de la Méditerranée, toutefois, les passages nuageux seront plus épisodiques et moins actifs.

La neige en montagne ce week-end.

Le mauvais temps va encore prédominer pour le week-end. Samedi, ciel très nuageux. Le matin, sur la plupart des massifs, seules les Alpes auront des éclaircies passagères. Des pluies jusqu'à 1 500 mètres d'altitude. Au cours de l'après-midi, toutes les montagnes auront du mauvais temps. Ciel couvert, pluies jusqu'en moyenne montagne. Neige seulement au-dessus de 1 500 mètres à 1 700 mètres.

Dimanche, ciel très brumeux sur le Massif Central. Belles éclaircies sur les Vosges et le Jura, tout juste quelques averses matinales.

Sur les Pyrénées et les Alpes, neige au-dessus de 1 500 mètres le matin, vers 1 000 mètres l'après-midi.

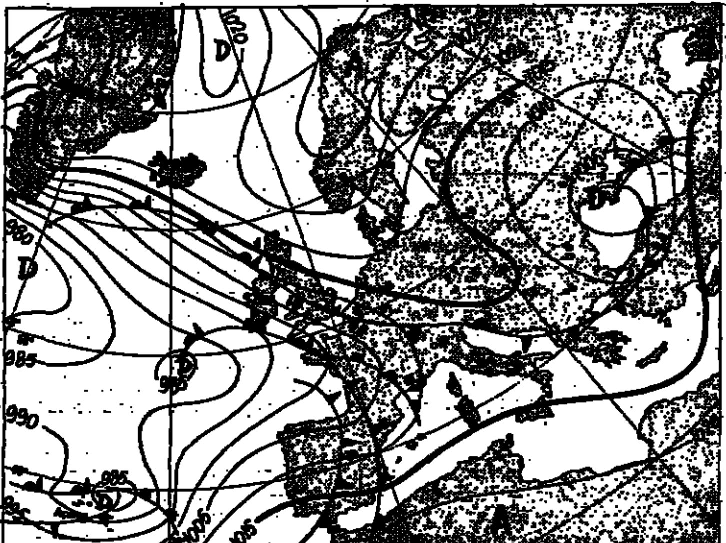
Actuellement, avec le temps très doux qui sévit sur la France, l'enneigement est souvent très faible jusqu'à des altitudes de 2 000 mètres.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 février ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 février) : Ajaccio, 15 et 7 degrés; Biarritz, 21 et 14; Bordeaux, 17 et 8; Bourges, 14 et 6; Brest, 14 et 11; Caen, 12 et 8; Cherbourg, 12 et 7; Clermont-Ferrand, 16 et 2; Dijon, 11 et 2; Grenoble-St-M.-H., 15 et 1; Grenoble-St-Geoirs, 14 et 1; Lille, 9 et 3; Lyon, 14 et 2; Marseille-Marignane, 16 et 3; Nancy, 10 et 5; Nantes, 17 et 10; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6; Paris-Montsouris, 13 et 7; Paris-Orly, 10 et 6; Pau, 22 et 7; Perpignan, 19 et 4; Rennes, 14 et 9; Strasbourg, 12 et 5; Tours, 14 et 6; Toulouse, 19 et 3; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 7; Amsterdam, – 3 (min.); Athènes, 15 et 9; Berlin, 3 et – 3; Bonn, 5 et – 4; Bruxelles, 7 et 0; Le Caire, 16 et 7; îles Canaries, 26 et 17; Copenhague, – 1 et – 8; Dakar, 32 et 18; Djerba, 19 et 13; Genève, 11 et 0; Istanbul, 10 et 7; Jérusalem, 7 et 0; Lisbonne, 19 et 13; Londres, 12 et 5; Luxembourg, 6 et 2; Madrid, 15 et 4; Montréal, – 15 et – 22; Moscou, – 11 et – 12; Nairobi, 22 et 15; New-York, – 2 et – 4; Palma-de-Majorque, 16 et 6; Rio-de-Janeiro, 28 et 24; Rome, 16 et 3; Stockholm, – 4 et – 12; Tozeur, 19 et 10; Tunis, 19 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 8 FÉVRIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



Des skieurs mais peu de neige

Alors que débutent les vacances scolaires de février, la plupart des stations de sports d'hiver des Alpes du Nord enregistrent un enneigement médiocre. Pluie et temps doux, dégel et regel, ont, à moyenne altitude, multiplié les plaques de glace et la terre affleure souvent au bas des pistes. Sur les sommets, le ski est possible mais peu agréable en raison d'une neige souvent lourde et humide. Dans l'Isère, il n'a pas neigé depuis plus d'une semaine. A l'Alpe-d'Huez, une quinzaine de centimètres seulement recouvrent la station, de même qu'aux Arcs 1600, en Savoie. A Megève, en Haute-Savoie, on pataugeait dans la « soupe » de même qu'à La Clusaz.

On skiera tout de même « à guichets fermés » pendant cette période. Les grandes stations des Alpes affichent presque « complet » pour les trois dernières semaines de février avec une faveur marquée pour les locations, les gîtes ruraux et les caravaneiges, formules il est vrai les plus économiques. A noter que l'on semble, cette année, bouder quelque peu les hôtels qui offrent, *par conséquent*, une *chance* aux retardataires.

P.FR.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du jeudi 7 février 1985 :

DES DÉCRETS

● Du 4 février 1985 créant sur les céréales une taxe parafiscale destinée à alimenter le Fonds national de développement agricole.

● Du 4 février 1985 fixant le régime financier des céréales pour la campagne 1984-1985.

● Du 4 février 1985 relatif au taux de la taxe perçue sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles au cours de la campagne 1984-1985.

● Du 4 février 1985 créant sur les graines oléagineuses une taxe parafiscale au profit du Fonds national de développement agricole.

DES ARRÊTÉS

● Du 29 janvier 1985 fixant les aides consenties à certaines catégories d'exploitants agricoles des zones de montagne et défavorisées.

● Du 31 janvier 1985 fixant les modalités de fonctionnement des commissions de spécialité et d'établissement des disciplines médicales.

● Du 31 janvier 1985 fixant les conditions d'élection des membres des commissions de spécialité et d'établissement compétentes pour les personnels enseignants et hospitaliers et universitaires.

● Du 30 novembre 1984 relatif aux unités de formation du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option ski nordique de fond.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 9 FÉVRIER

« De Renoir à Picasso », musée de l'Orangerie, place de la Concorde, côté Seine (Approche de l'art).

« Les villes d'eau », 15 heures, Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (Arts conférences).

« La maison de Balzac », 15 heures, 47, rue Raynouard (Arcus).

« L'Institut, collège des Quatre-Nations », 10 h 15, entrée quai Conti (D. Bouchard).

« Les salons de réception du ministère des affaires extérieures », 15 heures, 37, quai d'Orsay (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'hôtel du prince Potocki », 15 heures, 27, avenue de Friedland (La France et son passé).

« L'hôtel du banquier Gaillard », 15 heures, 1, place du général Catroux (Mathilde Hager).

CONFÉRENCES

15 heures : Palais de la découverte, H. François : « De la radio-activité naturelle aux réacteurs nucléaires ».

20 h 30 : Centre culturel de la Rose-Croix, 199 bis, rue Saint-Martin (3e), F. Ribadeau-Dumas : « la Croix et le Croissant ».

14 h 30 : office de tourisme de Saint-Denis, 2, rue de la Légion-d'honneur : « Le temps des abbayes ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3898

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I II III IV V VI VII VIII IX X XI

HORIZONTALEMENT

I. Va de la blonde à la brune. – II. Suppliciée jadis ou, aujourd'hui, difficile à avoir. Elimina. – III. Se plaît entre la poire et le fromage. – IV. Ne font preuve de la moindre reconnaissance. Vient d'avoir. – V. Le loup de mère-grand. Annonce une conclusion. VI. Etre en proie à la confusion. Peut être sous-marin ou spatial. – VII. Dans un air de la Bohème (sur deux notes). – VIII. Les bonnes sont souvent les maîtresses. Dans les fonds ou les bas-fonds. – IX. Sous-produit fermier. – X. D'un haut degré d'énergie. – XI. Comprend le Chinois. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Mobilise les troupes quand il est général. – 2. L'innocent du village. Partie bourguignonne du Beaujolais. – 3. Chef... d'œuvre. Ancienne enclave espagnole. – 4. Pompé ou palpé, selon les appétits. Danse populaire. – 5. Opinion opiniâtre. – 6. Belle-mère ou affreuse marâtre. – 7. Comprennent aussi le Chinois. – 8. Aspect primitif de la haute Vienne. Assura l'emploi. Embrasse sa pupille. – 9. Vit plus ou moins bien grâce à des dons. Note.

Solution du problème n° 3897

Horizontalement

I. Honneur. – II. ONU. Ecu. – III. Nid. Péché. – IV. Original. – V. Rôtir. Lot. – VI. Amère. Ere. – VII. Râ. Eros. – VIII. Ino. Et. St. – IX. Accolade. – X. Titrage. – XI. Enerve.

Verticalement

1. Honorariat. – 2. Oniromancie. – 3. Nudité. Oct. – 4. Girl. Ore. – 5. Empire. Elan. – 6. En. Etage. – 7. Recaler. Der. – 8. Chlorose. – 9. Rue. Test. Te.

GUY BROUTY.

LE SOUFFLE OU LA VIE. – Le comité de Paris contre les maladies respiratoires et la tuberculose (CPCMRT) organise jusqu'au 2 mars dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, une exposition intitulée : « La souffle, l'air et l'enfant ». Des dessins réalisés par des enfants, des programmes informatisés d'éducation pour la santé, des projections audiovisuelles axées sur trois thèmes : naissance, croissance et perte du souffle, apprendront aux parents et aux enseignants l'importance (dès avant la naissance) du rôle joué par le système respiratoire, et les moyens de prévenir les maladies.

Le CPMRT organise, d'autre part, les 8, 15 et 22 février à 14 h 30, dans la salle de conférences de l'hôtel de ville, trois tables rondes : « Le sport et l'enfant », « L'enfant et le tabac » et « L'asthme de l'enfant ».

مكرر من الاصل

économie

REPÈRES

Dollar : nouvelle avance à 9,8550 F

Malgré le retour au calme favorisé sur les marchés des changes par la crainte d'une intervention des banques centrales, le dollar a poursuivi son avance jeudi matin 7 février. A Paris, il est monté à 9,8550 F (nouveau record), contre 9,8450 F. A Francfort, son prix a été fixé à 3,23 DM (contre 3,2230 DM).

Charbon : importations françaises en hausse

Les importations françaises de charbon ont atteint 23,8 millions de tonnes en 1984, soit une progression de 17,5 % par rapport à 1983, selon l'Association technique des importateurs de charbon (ATIC). La croissance de la production de fonte et la demande d'EDF (passée de 7,29 à 8,83 millions de tonnes) expliquent cette augmentation.

Electronique professionnelle : « excellente » année 84

Un gain du chiffre d'affaires de 18,5 %, des exportations en hausse de 8,7 % et des prises de commande qui ont triplé : l'année 1984 fut « excellente » pour l'électronique professionnelle française (appareils militaires et à destination des administrations civiles comme les PTT). L'emploi a crû de 3,6 %, dont 3,3 % pour l'emploi ouvrier. Les industriels sont, néanmoins, inquiets des « vicissitudes » des grands programmes d'équipements en France (plan câble, radiotéléphone) et du niveau insuffisant de la recherche financée sur fonds publics. L'Etat payait 55 % de ces dépenses dans les années 70 et 40 % seulement en 1984. Ils réclament donc une aide à la recherche de 2 milliards de francs par an.

Fonction publique : 12 % de la population active

Les administrations de l'Etat français employaient, au 1er janvier 1985, 2 575 000 personnes, dont 1 895 000 titulaires, 366 000 non titulaires et ouvriers d'Etat, et 314 000 militaires, selon le rapport annuel sur la fonction publique de l'Etat en 1984, présenté, le 6 février, par M. Le Garrec. Ce chiffre représente près de 12 % de la population active, avec une parité femmes-hommes. Avec les 157 000 agents des établissements publics nationaux, le total fonction publique d'Etat est de 2 732 000. Au sens large, le secteur public comprend 6 653 000 personnes, avec, en plus des fonctionnaires d'Etat, 900 000 agents des collectivités territoriales, 766 000 agents hospitaliers, 37 000 des offices HLM, 1 544 000 des entreprises anciennement nationalisées et 674 000 des nationalisées de 1982.

Pétrole : l'URSS suspend ses ventes

L'URSS a averti ses clients occidentaux d'une suspension de ses livraisons de pétrole et produits pétroliers au mois de février. Les Soviétiques ont mis en avant le froid qui sévit actuellement et entrave le bon fonctionnement de certaines installations pétrolières. L'URSS exporte désormais, chaque année, de l'ordre de 80 millions de tonnes de pétrole et produits pétroliers vers les pays industrialisés occidentaux (et autant vers les pays socialistes). Le brut soviétique couvre 13 % des importations pétrolières de la CEE.

SOCIAL

A LA RÉGIE RENAULT

Accord sur la création d'un fonds salarial

A la Régie Renault, quatre organisations syndicales (CFDT, CGC, CFTC, et CSL) ont signé, le 6 février, avec la direction un accord pour constituer un fonds salarial. Destiné à *« promouvoir des investissements productifs tendant à la création d'emplois »* au sein de la Régie ou de ses filiales, celui-ci sera alimenté par un versement obligatoire des salariés (0,2 % du revenu brut imposable de 1984 prélevé en une fois avec la paye de février prochain) et par une contribution de l'entreprise égale à deux fois ce versement. L'ensemble – 70 millions de francs – sera bloqué pendant cinq ans sur un fonds commun de placement, constitué d'obligations du groupe Renault.

En fait, il s'agit d'*« associer symboliquement »* le personnel au développement de nouvelles entreprises, une contribution obligatoire devant être compensée par une prime équivalente. Toutefois, les salariés pourront aussi faire des contributions volontaires (100 F minimum à la fois), placées sur un compte courant bloqué pendant cinq ans. Le dépôt sera rémunéré au taux des livrets de caisse d'épargne augmenté de 2,5 points, (donc 9 % cette année).

L'accord a été soumis pour agrément au ministre du travail.

Un placement pour la formation à Maubeuge

Le Fonds de placement salarial de la Régie sera le quatrième du genre en France. Le troisième, constitué récemment dans une filiale de Renault, MCA (Maubeuge construction automobile), où l'on monte la Fuego et certaines versions de la R-9 et de la R-18, a des caractéristiques plus intéressantes. Il a été créé par l'accord salarial signé le 15 novembre dernier entre la direction et les syndicats CFDT (majoritaire chez les ouvriers avec 61 % des voix pour le comité d'entreprise), CGC (majoritaire chez les cadres) et CFTC. La CGT (30 % des voix chez les ouvriers) est restée au dehors. Néanmoins, 2 500 salariés sur 2 875 ont déjà accepté de verser chaque mois, pendant deux ans, une petite part de leurs rémunérations, 90 % d'entre eux ayant choisi la formule du fonds salarial où l'argent sera gelé jusqu'au 1er janvier 1992, mais rémunéré à 10 % et fiscalement plus avantageuse, plutôt que le compte bloqué récupérable dès le 1er janvier 1987 mais rémunéré à 7 % seulement et sans déductions fiscales.

Fait notable : 98 % de ces salariés ont aussi préféré la formule la plus *« coûteuse »* : 1 % de leurs rémunérations nettes – alors qu'ils pouvaient ne verser que 0,5 %. La somme ainsi recueillie représentera 4 millions de francs : 1 390 F environ par salarié. Moins que le mois de salaire apporté à leur firme par les salariés de Heuliez (carrosserie automobile) mais près du quintuple du prélèvement obligatoire accepté à la Régie.

Plus original : cet argent sera consacré à la formation alors que les fonds salariaux sont plutôt destinés à financer l'investissement. La CFDT, estimant que la somme réunie ne représenterait qu'une goutte d'eau dans la mer des investissements (600 millions de francs prévus entre 1984 et 1986), avait initialement envisagé de s'en servir pour gager une réduction progressive du temps de travail.

La direction ayant refusé, elle a proposé de le consacrer à la formation, en particulier celle des OS : si le plan de formation de MCA pour 1985 s'élève à 5,75 % de la masse salariale, somme considérable (la moyenne dans l'automobile est de l'ordre de 2 %), 60 % des heures iront à des formations longues pour moins de deux cents personnes. *« La meilleure façon de combattre le chômage, c'est la formation,* expliquent les délégués CFDT. *Ces 4 millions de francs, c'est la mise des travailleurs dans l'entreprise pour leur emploi. »*

La CFDT suggère même d'utiliser les périodes de chômage technique que risque de connaître MCA cette année (dix-huit jours en 1984 et déjà cinq jours prévus en février prochain) pour un cycle de préformation à l'intention des quelque mille huit cents OS de l'entreprise : *« Plutôt que le chômage partiel, qui consiste à payer aux travailleurs 70 % de leur salaire pour qu'ils restent chez eux. »* Elle a pris des contacts avec la direction départementale du travail.

En fait, l'utilisation précise du fonds est encore en discussion, mais sa destination ne fait pas de doute : *« Pour nous, la formation est un investissement,* dit M. Fourmont, directeur du personnel. *MCA a un programme d'investissements considérable ; on ne le fera pas fonctionner si l'on ne forme pas les gens. »*

GUY HERZLICH.

Les retards de la formation en alternance provoquent une nouvelle polémique

Ancien sujet de discorde entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, la formation en alternance des jeunes dans les entreprises a donné lieu, le 6 février, à une nouvelle querelle.

M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, a profité de la troisième réunion à Paris des responsables patronaux de la formation pour faire savoir, à haute voix, que la mise en place du dispositif prévu pour accueillir 300 000 stagiaires par an prenait du retard, du fait de *« l'inertie de l'administration »*. A l'appui de son accusation, le CNPF fait valoir que les agréments d'organismes, indispensables au fonctionnement, ne concernent actuellement que sept régions sur vingt-deux, démontrant *« l'inconvénient d'une régionalisation mal digérée »*.

En conséquence, toujours selon le CNPF, les contrats signés ne bénéficient qu'à 150 jeunes alors que la prospection des délégués à l'emploi patronaux a permis de recueillir 10 000 postes de stages, lesquels ne peuvent en outre être concrétisés faute d'un règlement effectif des questions de financement, notamment pour les petites entreprises.

Cette présentation des faits est vivement contestée par le ministère du travail, qui, prévenu du *« cri d'alarme »* que s'apprêtait à lancer M. Chotard, avait, dès la veille, publié un communiqué pour affirmer que *« avant la fin du mois de février »* 150 organismes collecteurs seraient agréés, soit 90 % d'entre eux. Il était également précisé qu'un décret et un arrêté avait été publiés le matin même au *Journal officiel* comprenant une liste d'agrément pour des fonds nationaux d'assurance formation.

La riposte devait ensuite se développer. Il était indiqué que les partenaires sociaux avaient attendu jusqu'en septembre 1984 pour définir une gestion paritaire des fonds collectés au titre du 0,1 % et du 0,2 % de la taxe d'apprentissage, et que l'administration ne pouvait dès lors *« faire plus vite »*. Il lui fallait attendre, pour intervenir, l'adoption de la loi de finances, fin décembre, puis le vote de l'Assemblée nationale, en janvier, sur les diverses directives d'ordre social (DDOS), d'application. Réunis le 7 février au matin les représentants CGT, CFDT et FO ont affirmé, au cours d'une séance du comité permanent de la formation professionnelle, que la mise en place de formation en alternance n'avait souffert d'aucun retard.

Torts et reproches étant manifestement partagés, on peut s'interroger sur les raisons profondes de ce rebondissement dans une affaire qui sert de sujet de polémique depuis le 26 octobre 1983, date à laquelle quatre organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC et FO) et patronales (CNPF, CGPME) avaient signé un accord, parfois qualifié de *« révolutionnaire »* pour la formation en alternance.

Tandis que le CNPF veut y voir l'influence du refus de la CGT, on imagine du côté du ministère que le patronat tente de se prémunir en prévision d'un éventuel échec du dispositif ou de son incapacité à tenir ses engagements. D'autres, enfin, pensent que le paronat préférerait maintenant obtenir la définition d'un salaire minimum interprofessinnel pour les jeunes (SMIJ) par définition moins coûteux que des opérations de formation en entreprise.

A. Le.

● **Coupures de courant le 6 février.** – Des coupures de courant ont touché le 6 février cent mille abonnés d'EDF à la suite d'une grève des agents CGT des services techniques de l'Ouest parisien.

Des coupures de courant ont eu lieu dans les 7e, 15e, 16e, 17e arrondissements de 10 heures à 10 h 30 et de 13 heures à 17 h 30. Les agents techniques voulaient ainsi appuyer leurs revendications concernant les effectifs et le reclassement.

● **Occupation de l'usine Thomson à Colombes.** – L'usine Thomson CSF-Téléphone de Colombes (Hauts-de-Seine) est en grève et occupée depuis le 6 février par une partie des salariés, à l'appel de la CGT et de la CFDT, qui entendent ainsi protester contre les suppressions d'emplois prévues par la direction (mille cinq cents personnes à long terme sur l'ensemble de la société). Les salariés réclament l'arrêt de tout licenciement et la tenue d'une réunion tripartite (pouvoirs publics, direction, syndicats) sur la politique industrielle de l'entreprise.

● **Un plan de restructuration chez Gestetner-France.** – La société Gestetner-France, filiale française du groupe Gestetner Holding Ltd spécialisée dans le matériel de reprographie, a proposé au comité d'entreprise un plan de restructuration concernant 400 personnes (sur 1 700). Selon la direction, les mutations et départs en préretraite permettront de limiter le nombre des licenciements. Selon l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, CGC), *« la survie de Gestetner n'est pas dans le plan patronal actuel »* qui va *« progressivement aboutir à un affaiblissement plus grave des capacités commerciales »*.

● **PRÉCISION.** – A propos du vote de l'avant-projet de résolution lors du dernier conseil national de la CFDT (*le Monde* du 29 janvier), M. Bernard Henry, secrétaire général de l'Union régionale des Pays de Loire CFDT, nous précise que son organisation s'est également abstenue en partie.

LA SUPPRESSION DE 1 193 EMPLOIS CHEZ JEUMONT-SCHNEIDER

20 % de chômeurs dans le bassin de la Sambre

De notre correspondant

Lille. – Devant le comité d'entreprise réuni, ce 7 février au matin, à Jeumont près de Maubeuge (Nord), la direction de la division matériel électromécanique (DME) de la société Jeumont-Schneider devait présenter un plan de réduction d'effectifs aboutissant à la suppression de 1 193 emplois sur les 2 850 que compte actuellement l'entreprise (*le Monde* du 7 février 1985). Ces suppressions d'emplois seraient étalées sur trois ans : 559 en 1985, 361 en 1986 et 273 en 1987. Le transfert de 150 salariés vers une nouvelle usine, qui serait construite près de Maubeuge, et le recours aux départs en préretraites ou aux contrats FNE, devraient permettre de réduire à 778 le nombre de licenciements.

Spécialisée notamment dans le nucléaire, l'entreprise est confrontée à une importante baisse des commandes due à la diminution du programme électronucléaire français, et au fait que l'exportation n'a pas pris dans ce domaine le relais du client qu'était Electricité de France.

L'annonce de ces mesures représente un nouveau coup dur pour le bassin de la Sambre, déjà gravement ébranlé par la crise. Classé en pôle de conversion, ce bassin de cent quarante mille habitants a un taux de chômage qui avoisine les 20 %. Pratiquement, aucune entreprise n'est épargnée dans ce secteur où la métallurgie représente 85 % des emplois industriels, les 15 % restant se situant dans les industries du verre et du carrelage : la fin de l'année 1984 a vu la liquidation de Cockerill-Hautmont (530 salariés) ; 700 à 800 emplois ont été supprimés chez Vallourec ; chez Boussois, les effectifs sont passés de 2 600 en 1975 à, à peine, plus de 1 000 aujourd'hui. Une autre division de Jeumont-Schneider, la Câblerie de Jeumont, cédée à Thomson puis à CGE, ne compte plus que 360 salariés contre 1 400 en 1979. Et la liste n'est pas exhaustive, même si quelques entreprises résistent bien ou, mieux, comme la fabrique de fer de Maubeuge (600 emplois) ou Maubeuge carrosserie automobile (2 875 salariés), filiale... de Renault.

Dans un communiqué, le comité de circonscription du PS et le député PS, M. Umberto Battist, ont exprimé leur *« indignation »* après l'annonce des nouvelles suppressions d'emplois à Jeumont-Schneider. Ils reprochent notamment à la direction de l'entreprise de ne pas avoir anticipé sur la diminution prévisible et programmée des activités traditionnelles de l'usine pour mettre en place une diversification permettant le maintien de l'emploi.

JEAN-RENÉ LORE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	9,8560	9,8581	+ 175	+ 185	+ 325	+ 345	+ 670	+ 770
$ can.	7,3744	7,3805	+ 21	+ 40	+ 57	+ 88	+ 134	+ 226
Yen (100)	3,7858	3,7884	+ 129	+ 138	+ 246	+ 260	+ 726	+ 774
DM	3,0523	3,0542	+ 117	+ 125	+ 223	+ 234	+ 631	+ 674
Florin	2,6958	2,6973	+ 99	+ 105	+ 190	+ 200	+ 545	+ 582
F.B. (100)	15,2548	15,2641	– 73	– 33	– 181	– 22	– 312	– 38
F.S.	3,5926	3,5950	+ 145	+ 157	+ 290	+ 306	+ 861	+ 915
L (1 000)	4,9660	4,9700	– 203	– 186	– 366	– 338	–1 021	– 936
£	10,9512	10,9644	– 182	– 142	– 306	– 225	– 603	– 433

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8	8 3/8	8 7/16	8 9/16	8 11/16	8 13/16	9 1/16	9 3/16
DM	6	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 3/16	6 5/16	6 7/16	6 9/16
Florin	6 1/8	6 3/8	6 1/2	6 5/8	6 9/16	6 11/16	6 5/8	6 3/4
F.B. (100)	9 7/8	10 3/8	6 1/2	6 13/16	10 9/16	10 7/8	10 13/16	11 1/8
F.S.	3/4	1 1/4	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2	5 7/8
L (1 000)	14	15	14 3/16	14 1/2	14 9/16	14 7/8	14 3/4	15
£	14	14 1/4	14	14 1/8	13 3/4	13 7/8	12 7/8	13
F. franç.	10 1/4	10 3/4	10 3/8	10 5/8	10 9/16	10 13/16	11 1/8	11 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

A Saint-Domingue

TROISIÈME CONFÉRENCE DES ONZE PAYS LES PLUS ENDETTÉS D'AMÉRIQUE LATINE

Les ministres des affaires étrangères et de l'économie, ou leurs représentants, des onze pays latino-américains les plus endettés devaient être reçus, ce jeudi matin, par le président de la République dominicaine, M. Salvador Jorge Blanco.

Les Onze (Argentine, Brésil, Mexique, Venezuela, Chili, Pérou, Colombie, Equateur, Bolivie, Uruguay et la République dominicaine) tiennent, jeudi et vendredi, à Saint-Domingue, leur troisième conférence, au cours de laquelle ils reprendront leurs discussions sur leurs relations avec leurs créanciers, banques internationales, gouvernements étrangers et FMI. La première de ces conférences avait eu lieu, en juin 1984, à Carthagène (Colombie), d'où le nom de Groupe de Carthagène donné à cet ensemble de pays.

Chacun d'eux continue à négocier séparément avec les créanciers. Seule la Bolivie a annoncé sa décision (dans des termes encore ambigus) de ne pas honorer ses dettes. Le cartel des débiteurs redouté par certains ne s'est pas constitué. Le ministre argentin des relations extérieures, M. Dante Caputo, a déclaré, pour sa part, mercredi, qu'*« il n'y avait pas de contradiction entre la négociation cas par cas et l'esprit de Carthagène »*.

● **Grèves contre les augmentations de prix.** – Des grèves se sont produites, le 6 février, à Saint-Domingue et dans d'autres localités, pour protester contre les augmentations massives des prix (50 % sur le pain, le sel et le sucre) des produits de première nécessité et contre les négociations du gouvernement avec le Fonds monétaire international (FMI).

AFFAIRES

MAUVAISE ANNÉE 1984, MÉDIOCRES PERSPECTIVES POUR 1985

Le bâtiment et les travaux publics éprouvent des difficultés grandissantes

Dix ans après le commencement de la crise, l'année 1984, dans le bâtiment comme dans les travaux publics, se sera écoulée comme on le prévoyait, faisant apparaître une nouvelle dégradation de l'activité. La note de conjoncture de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) et celle de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) sont sans ambiguïté : – 8,1 % par rapport à décembre 1983 selon l'indice d'activité de la FNB ; – 2,2 % de travaux réalisés à fin novembre par rapport à novembre 1983 pour les *travaux publics, en valeur*, selon la FNTP.

Dans le bâtiment, c'est bien sûr le gros œuvre qui a le plus souffert (– 9,8 %), le second œuvre subissant tout de même une chute de 6,4 % de son activité. Dans les travaux publics, le chiffre d'affaires de novembre 1984 s'est établi à 7,2 milliards de francs, contre 7,7 milliards en octobre, soit une baisse de 7 % en un mois, malgré des conditions climatiques particulièrement favorables.

La répercussion sur l'emploi est du même ordre : baisse de 8,4 % de l'indice FNB, baisse de 9,8 % du nombre d'heures travaillées recensées par la FNTP.

Dernier critère à prendre en compte : le nombre des entreprises de BTP ayant cessé leur activité (règlements judiciaires, liquidations de biens, faillites) a été de 5 111 au cours de l'année contre 4 726 en 1983 (+ 8,1 %), selon les chiffres de l'INSEE (1). Le nombre de ces cessations d'activité n'a cessé de croître depuis dix ans, d'une année sur l'autre : à un rythme de 12,4 % l'an de 1973 à 1978, pour atteindre 13,4 % en 1981, avec cependant des pauses, en 1979 (+ 1,9 %) et en 1982 (+ 0,7 %). Ce que les statistiques ne signalent pas, en revanche, c'est le nombre de créations d'entreprises, ce qui, sur une longue période, permettrait d'avoir une notion plus juste de l'évolution de la branche : ces créations ont sûrement été peu nombreuses, ces dernières années, et il s'agissait essentiellement d'entreprises artisanales.

Forte croissance à l'exportation

La chute des activités en France a incité le bâtiment à faire simultanément de très gros efforts à l'exportation. Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé à l'étranger a en effet décuplé en dix ans, passant de 2,4 milliards de francs courants en 1973 à 20 milliards en 1983, et a doublé depuis 1981 (10,5 milliards). Cette activité est en 1983 constituée pour plus d'un tiers par des logements, pour un quart par des bâtiments scolaires et pour un cinquième par des équipements sanitaires, la construction de bâtiments hôteliers et de bureaux s'étant effondrée par rapport à 1982.

Il ne peut, toutefois, s'agir pour cette branche d'un véritable rééquilibrage, puisque ces sommes ne représentent que 6,25 % du chiffre d'affaires total du bâtiment (320 milliards de francs hors taxes). A titre de comparaison, rappelons qu'en 1983 les 5 547 entreprises de travaux publics ont réalisé en France un chiffre d'affaires de 83 milliards de francs, auquel il faut ajouter 44 milliards hors de l'Hexagone.

Cependant, les professionnels craignent que 1985 ne soit encore plus difficile que 1984. Le marché intérieur reste trop insaisissable en *matière de bâtiment et trop faible* au gré des entrepreneurs de travaux publics, puisque leurs carnets de commandes à fin novembre sont en baisse de 4,9 %, en francs courants, par rapport à novembre 1983. Quant aux marchés extérieurs – et c'est vrai surtout pour les entreprises de travaux publics, – l'achèvement des grands chantiers, joint à l'endettement des pays du tiers-monde, s'accompagne d'une virulence accrue de la concurrence. – J. D.

(1) La mise en place, par le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, d'un nouveau système de recensement du nombre des logements mis en chantier, tout comme des autres constructions, ne permet pas de prendre en compte une dernière donnée, pourtant traditionnelle : la diminution de l'importance des opérations de construction (on ne bâtit plus de « grands ensembles ») ainsi que la décentralisation, qui ont rendu nécessaire cette réforme des statistiques.

LE CONSTRUCTEUR BRITANNIQUE D'ORDINATEURS ACORN EN DIFFICULTÉ

Le constructeur britannique de micro-ordinateurs domestiques Acorn a vu sa cotation suspendue à la Bourse de Londres le 6 février. Le cours de l'action était en chute libre depuis huit mois, en relation avec de mauvaises ventes et des perspectives de pertes.

Acorn a été créée en 1978 par des étudiants de l'université de Cambridge « à la californienne ». Son succès a été rapide lorsque la société fut choisie par la BBC pour ses émissions d'enseignement de l'informatique (une opération qui fut copiée en France par TF 1). Près de huit écoles britanniques sur dix sont équipées d'un micro Acorn. Ses ventes, l'an passé (année qui s'est terminée le 1er juillet 1984), avaient atteint le milliard de francs et ses profits 120 millions de francs.

Mais, depuis un an, Acorn est entré dans un cercle vicieux : des rumeurs sur des baisses de prix et sur des ventes plus faibles que prévu ont provoqué des doutes chez les clients potentiels, et les ventes ont effectivement diminué.

La société devrait mettre en place une nouvelle organisation financière et boursière pour sortir de l'ornière. Quoi qu'il arrive, ces difficultés inquiètent la communauté informatique en Grande-Bretagne, où de très nombreuses compagnies de micro-informatique s'étaient créées (Sinclair, Acorn, Amstrad...), faisant de ce pays le plus dynamique d'Europe dans ce secteur.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Electroménager : Electrolux va racheter Zanker.** – Le groupe suédois Electrolux a conclu un accord de principe pour le rachat de l'entreprise ouest-allemande Zanker qui, avec un chiffre d'affaires de 126 millions de DM (385 millions de francs) détient environ 5 % du marché des lave-linge en RFA. Zanker est une ancienne filiale d'AEG et emploie six cent employés.

Agriculture

● **Des aides pour les agriculteurs des Etats-Unis.** – Devant la montée des difficultés financières des agriculteurs le gouvernement américain a précisé le plan d'aide annoncé dès septembre 1984 qui n'avait pas rencontré un grand succès auprès des banques. Avec le temps, son adoption *se fait plus* urgente : de nombreux agriculteurs endettés sont dans l'impossibilité d'obtenir des prêts complémentaires pour le financement des mises en culture de la nouvelle campagne.

Le gouvernement fédéral offre aux institutions bancaires une garantie allant jusqu'à 90 % des sommes prêtées aux agriculteurs en difficulté. En échange, les banques doivent consentir une réduction des charges d'intérêt ou un abandon de créance d'au moins 10 %. Un autre programme est prévu pour garantir les prêts contractés par les fermiers auprès de banques mises en faillite, ceux-ci ayant des difficultés pour faire accepter, par les repreneurs, la prolongation de leurs prêts.

Etranger

RFA

● **Progression de la production industrielle.** – La production industrielle ouest-allemande a augmenté en décembre de près de 1 % par rapport à novembre (en données corrigées des variations saisonnières). Calculée sur deux mois, novembre-décembre par rapport à septembre-octobre, cette production a progressé de 1,5 %. La seule production manufacturière a enregistré une hausse de 1 %. *Enfin, sur un an*, la production industrielle en novembre-décembre a augmenté de 2,5 % par rapport à la même période de 1983.

En outre les commandes à l'industrie ouest-allemande ont augmenté de 4 % en décembre 1984 par rapport à novembre (en données corrigées des variations saisonnières). Les commandes internes ont augmenté d'un peu plus de 4 %.

TRANSPORTS

Au sortir d'une année médiocre

AIR INTER DÉFIE LE TGV PARIS-LYON

La compagnie Air Inter a connu, en 1984, une année médiocre. Avec 10,2 millions de passagers (+ 2,2 %), elle n'a pas atteint ses objectifs qui en supposaient 300 000 de plus. Aussi n'est-il pas surprenant que son chiffre d'affaires de 5 milliards de francs génère seulement un petit million de francs de bénéfices après impôts (22 millions de francs en 1983 en raison de la vente de deux avions).

M. Pierre Eelsen, dont c'était la première conférence de presse depuis son arrivée comme PDG à la tête d'Air Inter en juillet dernier, a déclaré, le 6 février, que la marge brute d'autofinancement de 390 millions de francs écartait toute difficulté financière pour le renouvellement de la flotte avec des Airbus A-320, à partir de 1988.

Plutôt que de s'étendre sur les résultats d'une gestion passée qui n'était pas la sienne, M. Eelsen a préféré parler d'avenir. Les perspectives de croissance s'annoncent importantes dans le domaine du voyage pour motifs personnels. Air Inter estime que les 64 % des Français qui se trouvent à deux heures de Paris en combinant l'auto et l'avion représentent une précieuse réserve de clientèle.

Aussi la compagnie est-elle décidée à passer à l'offensive contre le TGV qui, entre Paris et Lyon, lui a encore pris, l'an dernier, 33 % de son trafic. Une campagne de publicité exceptionnelle sera lancée pour convaincre sept cent mille clients supplémentaires d'emprunter l'avion en 1985. Des améliorations de desserte porteront la fréquence des vols sur Lyon à dix par jour. Un onzième Mercure et un quatorzième Airbus A-300 renforceront la flotte. Enfin, les conditions d'accueil seront améliorées notamment pour les procédures d'embarquement des passagers.

M. Eelsen est resté plus évasif sur deux sujets délicats : la nouvelle convention avec l'Etat et le pilotage des A-320 à deux ou trois pilotes et mécanicien. Il a affirmé que la convention fixant les droits et les devoirs réciproques d'Air Inter et de l'Etat se trouvait dans la phase *« des procédures préalables à la signature »*. Sa durée sera identique à la période d'amortissement des A-320.

A propos de la composition des équipages de cet appareil, il a promis *« d'ici à la fin du printemps prochain »* de prendre une décision. *« Il est incontestable que cet avion a été conçu par son constructeur comme un avion devant être piloté à deux »*, mais rien n'est encore arrêté. Il étudie le rapport du « groupe d'études sur la répartition des tâches dans les avions » (Gerta) qui lui a été remis à ce sujet.

Al. F.

Grève totale des car-ferries de la SNCF sur la Manche

La grève des marins CGT de l'armement naval SNCF s'est étendue peu à peu à l'ensemble des ports de la Manche. Parti, le 1er février, de Dieppe, le mouvement a été rejoint par les marins de Calais et de Dunkerque qui ont bloqué les car-ferries *Saint-Germain* et *Saint-Eloi*.

Les adhérents de la CGT s'opposent au plan d'économies décidé par la SNCF, qui a décidé de mettre en vigueur un nouveau rythme de travail. Chaque marin passerait quarante-huit heures à bord et quarante-huit heures à terre. Les officiers de la base de Dieppe – y compris CGT – et la CFDT ont accepté ce régime qui a pour but d'augmenter la productivité d'un tiers et de réduire les 75 millions de francs de déficit enregistré par la ligne.

Les marins CGT, eux, ont estimé que cet accord signé par des syndicats minoritaires ne les engageait pas. Ils proposent que le rythme de travail soit de douze heures à bord et de trente-six heures à terre. La direction de la SNCF a décliné cette offre qui, selon elle, économise seulement 8 % de la masse salariale alors que son objectif est un gain de 23 %.

« On nous dit : c'est tout ou rien, nous a déclaré M. François Lagain, secrétaire général de la fédération des syndicats maritimes CGT. *Nous étions prêts à négocier un allégement des charges d'équipage qui aurait pu atteindre 40 millions de francs à Calais et à Dunkerque et 20 millions de francs à Dieppe. Nous revendiquions douze jours de congé par mois ; nous sommes descendus à huit. Qu'on ne dise pas que la CGT assassine la ligne de Dieppe ! La SNCF veut rapprocher les conditions de travail de celles en vigueur chez ses concurrents. Mais nous ne pouvons accepter un « diktat » qui ne prévoit aucun palier intermédiaire. »*

La SNCF se déclare dans l'incapacité de réduire ses exigences, car elle est sommée par son partenaire britannique du pool Sealink de supprimer les déficits ou de les assumer seule. Elle ne souffre pas des mouvements de grève, le trafic hivernal étant très faible. La paralysie des car-ferries SNCF pourrait donc se prolonger.

● **Feu vert pour la liaison Caen-Porsmouth.** – M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, a donné, le 6 février, son autorisation à la création d'une ligne de car-ferries sur la Manche entre Caen et Portsmouth. Cette liaison devrait être inaugurée en juin 1986. Elle sera assurée par la compagnie Brittany Ferries avec les concours financiers de la chambre de commerce et d'industrie de Caen et des collectivités locales et régionales.

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en décembre : + 0,2 %

	Variation (en %) au cours			
	des 12 derniers mois (déc. 84/déc. 83)	des 6 derniers mois (déc. 84/juin 84)	des 3 derniers mois (déc. 84/sept. 84)	du dernier mois (déc. 84/nov. 84)
● ENSEMBLE	+ 6,7	+ 2,9	+ 1,2	+ 0,2
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 6,1	+ 2,3	+ 0,5	– 0,1
Produits à base de céréales	+ 6,5	+ 3	+ 0,8	+ 0,1
Viandes de boucherie	+ 1,7	+ 0,5	– 0,3	– 0,1
Porc et charcuterie	+ 6,1	+ 3,3	– 1,1	– 0,6
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 3,2	+ 2,2	+ 1,7	+ 0,2
Produits de la pêche	+ 9,4	+ 4,4	+ 2,1	+ 0,7
Laits, fromages	+ 7,5	+ 3	+ 1,2	+ 0,1
Œufs	+ 2,4	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,5
Corps gras et beurres	+ 4,5	– 0,4	– 3,9	– 4
Légumes et fruits	+ 8,3	+ 1,3	– 0,2	– 0,2
Autres produits alimentaires	+ 8,1	+ 3,5	+ 1,5	+ 0,4
Boissons alcoolisées	+ 4,4	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,2
Boissons non alcoolisées	+ 12,4	+ 4,2	+ 2,1	+ 0,5
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 7,2	+ 3,3	+ 1,7	+ 0,3
1) Habillement et textiles	+ 9,4	+ 4,7	+ 3,3	+ 0,7
Vêtements de dessus	+ 8,8	+ 4	+ 3,1	+ 0,5
Autres vêtements et accessoires	+ 10,3	+ 5,5	+ 3,7	+ 0,8
Articles chaussants	+ 8,6	+ 4,6	+ 2,9	+ 0,5
Autres articles textiles	+ 9,9	+ 4,6	+ 2,7	+ 0,8
2) AUTRES PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 6,7	+ 2,9	+ 1,4	+ 0,2
Meubles et tapis	+ 5,5	+ 2,2	+ 1	+ 0,3
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 3,9	+ 2	+ 1,2	+ 0,3
Autres articles d'équipement du ménage	+ 8	+ 3,2	+ 1,4	+ 0,3
Savons de ménage, produits déterafis et produits d'entretien	+ 5,8	+ 3	+ 1	+ 0,2
Articles de toilette et de soins	+ 5,4	+ 2,4	+ 0,9	+ 0,3
Véhicules	+ 7,2	+ 2,8	+ 0,8	+ 0,8
Papeterie, librairie, journaux	+ 7,6	+ 2,6	+ 1,4	+ 0,3
Photo, optique, électro-acoustique	+ 2,1	+ 0,3	– 0,2	– 0,1
Autres articles de loisir	+ 5,6	+ 2	+ 1	+ 0,3
Combustibles, énergie	+ 10,3	+ 6,6	+ 2,8	0
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 2,8	– 2	+ 0,9	+ 0,1
● SERVICES	+ 6,4	+ 2,7	+ 0,9	+ 0,2
Services relatifs au logement	+ 7,1	+ 3	+ 1,3	+ 0,1
dont : loyers	+ 6,9	+ 3,2	+ 1,4	0
Soins personnels, soins d'habillement (1)	+ 5,9	+ 2,8	+ 1,6	+ 0,3
Services de santé	+ 3,4	+ 0,6	– 0,2	0
Transports publics	+ 6,8	+ 2,3	+ 0,8	+ 0,7
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 6,3	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,4
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 6,1	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,2
Autres services (3)	+ 9	+ 4,3	+ 0,9	+ 0,3

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en novembre 1984 à 153,1 contre 152,8 en octobre.

En rythme annuel sur les trois derniers mois, la hausse des prix est de 4,8 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance TV, etc.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROPE 1 COMMUNICATION

Le conseil d'administration de la société Europe 1 Communication s'est réuni sous la présidence de M. Pierre Barret pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1984.

1) Le résultat net de la société s'élève à 10 477 000 francs (contre 20 322 000 francs pour l'exercice précédent) après impôt sur les bénéfices de 28 093 000 francs et après provisions exceptionnelles de 67 172 000 francs concernant pour l'essentiel la filiale SSE Télé Monte-Carlo, fortement déficitaire, compte tenu de la prise en charge dans ses comptes du coût d'un éventuel désengagement de sa filiale italienne TVI.

2) Le résultat consolidé (non encore arrêté de manière définitive) sera de l'ordre de 25 millions de francs, dont la moitié environ pour la part du groupe, contre 22 611 000 francs en 1982-1983.

3) Compte tenu des perspectives très améliorées pour l'exercice 1984-1985, le conseil proposera à l'assemblée générale, dont la date a été fixée au 28 mars 1985 à Monaco, de reprendre la distribution du dividende interrompue en 1984, à hauteur de 15 francs net par action.

4) Pour le premier trimestre de l'exercice 1984-1985, le chiffre d'affaires hors taxes de l'activité radiodiffusion du groupe s'est élevé à 151 612 000 francs contre 151 485 000 francs pour la même période de l'exercice précédent. Une augmentation de tarif en 1985 de 5,90 % après 3 % en 1984 devrait permettre au chiffre d'affaires du groupe de retrouver une croissance plus normale, confirmée par le mois de janvier 1985 en progression de 6 % par rapport à janvier 1984.

SIMCO

Compte tenu de la fusion de Simco avec l'Union pour l'habitation intervenue le 27 décembre 1984 avec effet rétroactif au 1er janvier 1984, le montant des loyers émis par la Société Simco-Union pour l'habitation au titre de l'année 1984 se monte à 277 223 199 F contre 214 574 619 F pour 1983 (chiffres cumulés des deux sociétés).

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

IMMOBANQUE

Le conseil d'administration réuni le 31 janvier 1985 sous la présidence de M. Gérard Billaud a pris connaissance de l'évolution des engagements d'Immobanque au cours de l'exercice écoulé.

L'année 1984 a été marquée par la fusion-absorption, avec effet au 1er janvier 1984, de la Société française de réalisation et d'exploitation d'ensembles commerciaux, Sofreec, propriétaire du centre commercial Galaxie situé à Paris-13e, et l'apport par Locafrance, avec effet au 1er janvier 1985, de locaux à usage de bureaux situés à Paris à proximité de l'Etoile.

Ces opérations, ainsi que l'acquisition de deux autres surfaces de bureaux situées à Paris, destinées à la location simple, ont triplé la valeur brute hors taxe d'origine du patrimoine locatif d'Immobanque, qui atteint désormais 610 millions de francs, soit près de quatre fois le montant du capital social et une fois et demie celui des fonds propres, qui avoisine 400 millions de francs.

Sur le plan du crédit-bail, avec 193 millions de francs d'investissements nouveaux en 29 opérations, l'activité d'Immobanque s'est maintenue à un niveau identique à celui de l'exercice précédent.

Au total, location simple et crédit-bail confondus, les engagements hors taxes d'Immobanque se sont accrus en 1984 de près de 600 millions de francs. Leur montant global d'origine se trouve ainsi porté à 2 104 000 000 de francs dont près de 1 500 000 000 de francs au titre du crédit-bail.

Le conseil d'administration a, par ailleurs, constaté *une légère augmentation* du capital social, qui se trouve porté de 158 720 000 F à 158 721 800 F à la suite de la souscription d'actions nouvelles au moyen de bons de souscription d'actions attachés aux obligations émises à fin 1983.

L'accroissement du volume des recettes locatives enregistré en 1984 devrait autoriser une nouvelle majoration du dividende unitaire. Ce dividende bénéficierait à un nombre d'actions en accroissement d'environ 20 % du fait de la fusion-absorption de Sofreec par Immobanque.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 février

Nouvelle hausse

Confirmant sa bonne orientation de la veille, lorsque les valeurs françaises avaient gagné 0,67 %, la cote a progressé mercredi sur un large front. En hausse de 0,5 % lors des transactions initiales, le marché parisien a ultérieurement porté son avance jusqu'à près de 1 %, en termes d'indicateur instantané, la hausse intervenue depuis la dernière liquidation ressortant à 2,4 % (et à 8 % environ depuis le début de l'année). L'indice CAC a ainsi inscrit un nouveau record, à 197,3.

L'envolée du dollar a une fois de plus accaparé l'attention des opérateurs, qui ne voient pas à présent ce qui pourrait freiner cette nouvelle ascension, exception faite de quelques prises de bénéfices. A 9,8450 F en séance officielle (contre 9,8290 F la veille), la devise américaine a inscrit un nouveau cours record, suscitant un regain d'intérêt pour certaines valeurs exportatrices.

C'est ainsi que la Source Perrier, en hausse de 6,8 %, figurait parmi les gains les plus significatifs de la séance, suivie, sur un autre terrain, par Crouzet, Cetelem, Arjomari, Printemps.

A l'inverse, GTM Entrepose, Nord-Est, L'Oréal, Matra, Labo. Roger Bellon, Saupiquet, Dumez, Signaux, Dassault et Pernod-Ricard ont reculé de 1 % à 3 %.

SGE-SB, qui a perdu plus de 8 % en deux séances, a suscité quelques achats mercredi, à 55,80 F (contre 55,10 F la veille), à l'approche du son de cloche final.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 550 F, à 95 500 F en second cours, le napoléon cédant de son côté 2 F, à 575 F. A Londres, le métal fin s'est inscrit à 303,45 dollars l'once contre 301,75 dollars mardi midi.

Dollar-titre : 10,54/58 F contre 10,60/65 F.

NEW-YORK

Toujours très résistant

La physionomie du marché ne s'est guère modifiée mercredi. Après une avance initiale, les « Blue Chips » ont reperdu du terrain et, à la clôture, l'indice des industrielles accusait une nouvelle, mais modeste, baisse de 4,64 points à 1 280,58. Cependant, sur un plan général, la tendance est restée toujours bien orientée. Une fois de plus, le bilan de la journée a fait ressortir un nombre de hausses (916) très supérieur à celui des baisses (664).

Les ajustements de portefeuilles se poursuivent. A la recherche des meilleurs rendements, les opérateurs revendent les actions, qui ont le plus monté ces derniers temps, pour racheter celles dont les niveaux de prix sont abordables et offrent, de ce fait, une rémunération plus élevée. La roue tourne. Les professionnels se déclarent très satisfaits du bon état d'esprit ambiant. La plupart se déclarent assurés qu'il n'y aura pas de ventes bénéficiaires massives et que, après la pause observée actuellement, une reprise, une vraie, se produira.

Notons que le marché attendait de prendre connaissance du discours sur l'état de l'Union que le président Reagan devait prononcer dans la soirée.

Les actions des compagnies aériennes ont fléchi, en liaison avec la nouvelle baisse de tarifs intérieurs. Les pétrolières ont été irrégulières. L'activité a été forte et 140,98 millions de titres ont changé de mains, contre 143,9 millions la veille.

VALEURS	Cours du 5 fév.	Cours du 6 fév.
Alcoa	38 1/4	37 1/2
A.T.T.	20 3/4	21
Boeing	63 3/8	61 5/8
Chase Manhattan Bank	53	54 1/8
Du Pont de Nemours	53 1/2	54 1/4
Eastman Kodak	72 3/4	72 1/2
Exxon	47 1/4	46 1/2
Ford	46 3/4	45 3/4
General Electric	63 1/2	63 1/4
General Foods	55 1/4	56
General Motors	81	80 1/4
Goodyear	28	28 1/2
I.B.M.	136 3/8	136 3/8
I.T.T.	30 7/8	31 1/2
Mobil Oil	28 1/8	28 1/4
Pfizer	40 1/2	40 1/4
Schlumberger	40	40 1/8
Texaco	34 3/8	34 3/4
U.A.L. Inc.	46	43 7/8
Union Carbide	37 3/4	37 1/4
U.S. Steel	27 1/8	27 1/2
Westinghouse	32 1/8	31 7/8
Xerox Corp.	44 1/2	44 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EUROPE 1 COMMUNICATION. – Pour l'exercice clos le 30 septembre 1984, le résultat consolidé sera de l'ordre de 25 millions de francs, contre 22,61 millions. Mais le bénéfice net de la société mère diminue de moitié (10,47 millions de francs, contre 20,32 millions), en raison des provisions exceptionnelles constituées pour éponger les pertes de la filiale SSE Télé Monte-Carlo.

Cependant, compte tenu des perspectives très améliorées pour l'exercice 1984-1985, la distribution du dividende, interrompue l'an dernier, est reprise sur la base de 15 F net par action.

ELECTROLUX. – Le bénéfice net pour 1984 s'élève à 2,45 milliards de couronnes, contre 1,76 milliard. Par dérogation spéciale, le Parlement suédois a autorisé le consul à porter le dividende de 11 à 13 couronnes.

GOLDFIELDS OF SOUTH AFRICA. – Pour le premier semestre de l'exercice 1984-1985, qui s'achèvera le 30 juin prochain, le bénéfice attribuable du groupe s'élève à 84 millions de rands, contre 65,7 millions.

INSTITUT PASTEUR PRODUCTION. – Conformément aux accords conclus, en septembre 1984, entre l'établissement, le groupe Rhône-Poulenc, sa filiale, Institut Mérieux, et la Sanofi (ELF-Aquitaine), la société a été scindée en deux. Deux nouvelles entités industrielles ont été créées, Pasteur Vaccins, dont Mérieux devient l'actionnaire majoritaire aux côtés de la Fondation Pasteur – ce, en place de la Sanofi, – et Diagnostics Pasteur, dont Sanofi conserve le contrôle.

ROUSSELOT. – Dans le cadre de la fusion avec la Sanofi, il sera proposé aux actionnaires de recevoir 2 actions Sanofi pour 1 action Rousselot.

BIC CORP. – Le bénéfice net pour 1984 progresse de 61 % à 18,68 millions de dollars pour un chiffre d'affaires accru de 8 % à 246,86 millions de dollars.

PROMODÈS. – Le bénéfice net (part du groupe) pour 1984 sera inférieur de 15 % au précédent (164,4 millions de francs).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	5 fév.	6 fév.
Valeurs françaises	105,8	106,9
Valeurs étrangères	109,4	109,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	5 fév.	6 fév.
Indice général	196	197,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 7 février .... 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6 fév.	7 fév.
1 dollar (en yens)	259,75	260,45

BOURSE DE PARIS — Comptant — 6 FÉVRIER

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 829	9 845	9 520	10 020
ECU	6 793	6 794	....	....
Allemagne (100 DM)	305 300	305 300	294	314
Belgique (100 F)	15 262	15 248	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	269 730	269 670	260	280
Danemark (100 krd)	85 520	85 550	80	88
Norvège (100 k)	105 920	106	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	10 930	10 945	10 450	11 350
Grèce (100 drachmes)	7 482	7 507	6 200	7 700
Italie (1 000 lires)	4 970	4 965	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	368 920	369 950	347	388
Suède (100 krs)	107 270	107 290	103	110
Autriche (100 sch)	43 480	43 460	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 529	5 528	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	5 500	5 430	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 378	7 378	7 150	7 500
Japon (100 yens)	3 791	3 792	3 680	3 850

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/2
Or fin (kilo en barre)	95000	96000
Or fin (en lingot)	94950	95600
Pièce française (20 fr)	577	575
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	560	562
Pièce latine (20 fr)	550	552
Souverain	683	681
Pièce de 20 dollars	3960	3960
Pièce de 10 dollars	2030	2050
Pièce de 5 dollars	1255	.....
Pièce de 50 pesos	3575	3570
Pièce de 10 florins	578	570

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Jeudi 7 février, 19 h 20
Où en sont les entreprises nationalisées ?
ÉRIC LE BOUCHER et MICHEL NOBLECOURT *répondent* aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

La RATP face à l'insécurité

Tonitrué par les haut-parleurs dans plusieurs couloirs de métro : *« Attention ! Nous vous avisons qu'une bande de pickpockets opère dans cette station »*. Voilà pour le vécu. *« Si vous effectuez quatre voyages par jour dans le métro, vous risquez seulement une agression tous les deux cent cinquante ans. »* Voilà pour la réalité.

La Régie se devait de réagir devant la montée du sentiment d'insécurité. Convaincue qu'elle ne pouvait plus faire abstraction des modes de vie, elle a réuni, depuis le mois de novembre 1983, un « groupe témoin sécurité » de dix-neuf personnes venues de la magistrature, de la police, de la presse et du monde de la sociologie. Les conclusions provisoires de leurs travaux ont été rendues publiques, le mercredi 6 février.

Le « groupe témoin » est parti des statistiques officielles qui localisent parfaitement le mal. Jusqu'en 1970, on dénombrait moins de 100 violences par an dans le métro. A partire de 1971, la courbe des délits se met à la hausse : 581 en 1974 ; 653 en 1976 ; 709 en 1978. En 1981, on franchit la barre des 1 110 agressions. 1983 est l'année de tous les records : 3 461 agression, soit 118 % de violences supplémentaires. Le « score » de 1984 s'établit à 4 101 violences.

La délinquance s'oriente vers des formes plus élaborées qu'autrefois. La majorité des agressions sont désormais des vols, à l'arraché, de sacs et de bijoux. Elles sont le fait de bandes très mobiles et très organisées, qui s'appuient sur des filières de recel, afin d'écouler les objets volés, surtout pendant la période estivale.

Il faut ajouter à ces violences le vol à la tire que les statistiques ont du mal à chiffrer : La police parle de seize mille vols et la RATP de quatre mille. Une part importante des vols élucidés ont été commis par une centaine de jeunes enfants apatrides d'origine yougoslave, formés à cette activité par des adultes.

Les usagers du métro interrogés constatent à 93 % que cette violence n'est pas inhérente à ce mode de transport, mais qu'il s'agit d'un problème de société. Cette clairvoyance sur les causes du phénomène ne leur permet pas pour autant d'en apprécier la véritable importance. 26 % des personnes interrogées déclarent avoir été attaquées une ou plusieurs fois. *« C'est impossible,* déclare M. Philippe Essig, directeur général de la RATP. *Ce taux voudrait dire 500 000 agressions, ce qui est cent vingt fois plus que ce que nous constatons chaque année. Nous sommes en présence d'une distorsion spectaculaire entre la réalité et sa perception. »*

Promiscuité, solitude, enfermement, se conjuguent dans le métro pour porter à son paroxysme le sentiment d'angoisse que tout voyageur éprouve en quittant son univers familier. Dans ce contexte, l'usager attend tout de la régie : *« C'est la fonction aimante de la RATP,* explique M. Essig. *Nous sommes sommés de prendre en charge affectivement le passager. »*

Le « groupe témoin sécurité » a ouvert ses travaux par une réflexion sur le bon usage du métro. Faut-il le limiter à sa fonction de transport et le transformer en bunker ? Ou bien convient-il d'y laisser prendre la vie de la surface – commerces, musiciens et rencontres – avec ce que cela comporte de risques ? Les tenants de la deuxième thèse l'ont emporté.

Parmi les propositions du groupe, on relève le vœu que la présence policière soit renforcée dans l'enceinte du métro, notamment par l'utilisation d'appelés du service national comme auxiliaires de police. Il a souhaité aussi que les couloirs portent un nom, à l'exemple des rues. Il a surtout demandé que le personnel soit formé pour se mettre à « l'écoute du voyageur ».

La RATP a saisi la balle au bond et décidé de mener à Bastille une expérience pour rendre son personnel *« responsable et fier de sa station »*, afin que les cinquante personnes intéressées sachent se porter *« là où les attend le public » :* la vente des cartes oranges au début du mois ou l'écoulement d'une manifestation sportive. *« Nous ne sommes pas sûrs de réussir,* reconnaît M. Pierre Faucheux, directeur du réseau ferré. *Il existe des oppositions syndicales et même sur le terrain, à cette expérience, car il s'agit là d'une véritable révolution culturelle. »*

Il serait dommage que ces efforts pour améliorer la sécurité, et même la convivialité, dans le métro achoppent sur une sordide question de nettoiement. Car la régie, pressée d'équilibrer ses comptes, a beaucoup rogné sur le balayage des couloirs et des stations. Les gestionnaires d'HLM ou de cabines téléphoniques savent que la saleté attire la déprédation et celle-ci, la délinquance. A la limite, le coup de balai chasse autant les prédateurs du métro que les tickets sales. La sécurité commence au ras du quai.

ALAIN FAUJAS.

En Guadeloupe

PEINES DE PRISON POUR SEPT MILITANTS INDÉPENDANTISTES

Le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) a prononcé, mercredi 6 février, plusieurs peines de prison ferme contre dix inculpés dont sept militants indépendantistes, accusés d'avoir fait sauter les locaux de Radio Caraïbes internationale à Pointe-à-Pitre, en novembre 1983. Ces sept militants (dont l'un est en fuite) ont été condamnés à des peines allant de cinq à sept ans de prison ferme.

Trois autres jeunes militants, un communiste, un trotskiste (actuellement en fuite) et un dernier sans étiquette politique connue, ont été condamnés respectivement à trois ans de prison, dont six mois avec sursis, à quatre ans (par défaut) et à dix-huit mois de prison (dont six avec sursis). Ces trois personnes étaient inculpées dans une affaire de transport et de détention d'explosif.

Enfin, un militant indépendantiste, accusé d'avoir brûlé un drapeau français lors d'une manifestation, a été remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire jusqu'au 13 février, date à laquelle il doit être jugé.

Quelque deux cents manifestants s'étaient réunis devant le palais de justice de Pointe-à-Pitre à l'occasion de ces procès. Les peines de prison prononcées ont suscité des réactions de surprise et d'inquiétude dans les milieux indépendantistes, qui y ont vu une sévérité nouvelle de la justice.

Sur le vif

En panne

J'ai un collègue au service étranger, il a trouvé un apart' fabuleux tout en haut d'un grand immeuble moderne dans le dix-huitième. Vue panoramique. Le Sacré-Cœur, le Panthéon, La Défense. Il paraît que c'est géant. Tous les matins à 6 heures et demie, il atterrit en vol plané au café du coin avec le sourire extasié de qui vit au septième, pardon au neuvième ciel.

Les jours passent. Il débarque de plus en plus tard au tabac. Il se laisse tomber sur la banquette, l'air abattu, le teint brouillé, le cheveu terne, le front bas. Il jette sa sucrette dans sa tasse d'un geste las. Visiblement, le cœur n'y est pas. Au journal c'est pareil. Les dépêches, il les lit d'un œil vide, les papiers, il les corrige d'une main molle. Il est irascible, sombre, ombrageux.

J'ai fini par trouver ça bizarre. Alors, l'autre dimanche, qu'est-ce que je fais ? J'y vais. Je vais chez lui. Et dans le hall d'entrée je vois des panneaux, des graffitis, des bouts de papier rageurs collés partout : l'ascenseur est en panne ! Mais les charges montent ! Un jour, ça va, trois mois, ça suffit comme ça ! A bas la Compagnie parisienne de gestion immobilière ! Vous vous seriez cru dans un squat. Je grimpe en nage, essoufflée, chez mon copain. Il était en train de descendre, par sa terrasse, un panier de vivres à la vieille dame du dessous.

Faut bien s'entraider, a-t-il glapi, mort de honte après tout ce qu'il nous avait raconté et furieux d'avoir été surpris. Tu te rends compte ! On est tous coincés là depuis Noël. Les réparateurs viennent, bonjour, bonsoir. Ça marche une heure et ça recoince. On les rappelle. Ils sont sur répondeur dès le vendredi midi, because la semaine de trente-cinq heures. Et quand on gueule, la compagnie nous envoie aux pelotes. C'est à devenir dingue, je te jure.

Je l'ai consolé, je lui ai dit qu'il n'était pas le seul dans son cas. Les ascenseurs, c'est capricieux, ça se bloque, ça se vexe pour un rien, chacun sait ça. Alors, au lieu de l'insulter, le sien, il ferait mieux d'essayer de l'amadouer, de lui peloter les boutons et de lui caresser la grille. Enfin quoi, si tu lui dis que tu l'aimes, ça va le toucher, il cessera de bouder. Il paraît qu'il a essayé, mon copain. Effectivement, l'ascenseur a eu un bon mouvement. Il l'a hissé jusqu'au second et puis, juste avant d'arriver au troisième, il s'est arrêté. Net. Il voulait prolonger le tête-à-tête.

CLAUDE SARRAUTE.

EN POLOGNE

L'épiscopat proteste contre la couverture du procès de Torun par la presse officielle

Varsovie *(AFP)*. – L'épiscopat polonais a officiellement protesté mercredi 6 février contre la *« manipulation de l'information et de l'opinion publique »* pratiquée par les organes de presse officiels polonais à propos du procès de Torun, où comparaissent les assassins du Père Jerzy Popieluszko. Les journaux, la télévision et la radio, qui ont accordé une large place au procès de Torun, ont en effet abondamment privilégié les déclarations du procureur et des accusés et on négligé la partie civile qui prenait la défense du prêtre assassiné et de l'Église polonaise.

Dans un communiqué adressé à l'office des cultes polonais, l'épiscopat cite des exemples concrets de cette *« manipulation »* de l'information, notamment *« la publication des noms des membres de la conférence épiscopale mis en cause par Piotrowski* (le principal accusé), *en violation des lois sur la presse ». « On ne peut s'empêcher de penser,* ajoute l'épiscopat, *que quelqu'un a un intérêt particulier à entraver les rapports entre l'Église et at l'État. »*

Cette protestation du clergé – la première sous cette forme officielle – est intervenue à la veille du verdict qui doit être prononcé ce jeudi 7 février en début d'après-midi à Torun. Dans son réquisitoire où il assimilait l'*« extrémisme »* du Père Popieluszko à celui des ses assassins, le procureur a demandé la peine de mort pour le capitaine Piotrowski, « meneur » de l'opération contre le prêtre qu'il avait lui-même frappé avant de décider de le jeter dans une retenue d'eau de la Vistule, un sac de pierres accroché aux jambes. Une peine de vingt-cinq ans de prison a été requise contre ses deux complices, *les lieutenants* Chmielewski et Pekala, ainsi que contre le colonel Adam Pietruszka, supérieur des trois autres au département chargé des cultes au ministère de l'intérieur.

● *Protestations après l'expulsion de Seweryn Blumsztajn.* – Seweryn Blumsztajn, le représentant de *Solidarité* en France, expulsé mardi 5 février de Varsovie, où il comptait se réinstaller, a confirmé mercredi à Paris qu'il ne renonçait pas à retourner en Pologne et qu'il ferait vendredi une démarche en ce sens auprès de l'ambassade.

A Varsovie une quarantaine de personnes, dont les membres les plus connus de Solidarité et le cinéaste Andrzej Wajda, ont protesté contre son expulsion en soulignant que *« c'est la première fois qu'un Polonais est empêché de regagner son pays sans que soit invoqué le moindre motif légal »*.

A Paris, le ministère des relations extérieures a rappelé que *« tout bannissement ou mesure similaire est contraire au droit international, notamment à la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont la France et la Pologne sont signataires »*. A Bruxelles, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a également protesté contre le refoulement de Seweryn Blumsztajn par les autorités polonaises.

EN ALGÉRIE

Cinq contestataires kabyles interpellés à Tizi-Ouzou

De notre correspondant

Alger. – Selon des informations de source privée, cinq contestataires kabyles ont été interpellés par la police à Tizi-Ouzou, dans la matinée du jeudi 7 février, parce qu'ils voulaient participer à un séminaire sur l'écriture de l'histoire de la lutte nationaliste, sous l'égide du parti et de l'organisation des moudjahidins, à la maison de la culture.

Il s'agit, notamment, de M. Aït Hamouda Nordine, fils du colonel Amirouche, chef nationaliste dans les maquis kabyles pendant la guerre d'indépendance. Agé de trente-quatre ans, M. Aït Hamouda Nordine n'a pas participé à la guerre, mais il comptait faire entendre sa voix puisque le séminaire n'est pas réservé aux seuls anciens combattants.

Les autres personnes interpellées sont un avocat, Mᵉ Aït Larbi Mokrane, un chanteur, un médecin et un salarié d'une entreprise d'Etat qui aurait été licencié en raison de ses prises de position.

Ces personnes s'étaient signalées avec d'autres en organisant un petit cortège contestataire lors des cérémonies du 1ᵉʳ novembre à Tizi-Ouzou. Elles ont tenté de constituer une organisation d'orphelins de guerre hors du cadre *officiel*. *Jusqu'à présent,* les autorités avaient fait preuve d'une relative tolérance à leur égard. Des mesures administratives, telles que le refus de délivrance du passeport, ont été prises à l'encontre des contestataires kabyles, mais il n'y avait pas eu d'arrestations depuis un certain temps.

J. G.

Le numéro du « Monde » daté 7 février 1985 a été tiré à 445 661 exemplaires

A B C D F G H

